



HAL
open science

Géographie de la frontière interallemande depuis la réunification

Guillaume Lacquement

► **To cite this version:**

Guillaume Lacquement (Dir.). Géographie de la frontière interallemande depuis la réunification. Presses universitaires de la Méditerranée, 9, 2002, Territoires en mutation, 978-2842695156. hal-02463044

HAL Id: hal-02463044

<https://univ-perp.hal.science/hal-02463044>

Submitted on 8 Jul 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**GÉOGRAPHIE DE LA FRONTIÈRE INTERALLEMANDE
DEPUIS LA RÉUNIFICATION**

sous la direction de

Guillaume LACQUEMENT

Maître de Conférences

Département de Géographie – Université de Perpignan

et avec la participation de

Olivier CHARLOT

Emmanuelle SCHMITT

*En couverture : Vestiges du dispositif militaire de la frontière interallemande entre Thuringe et Bavière
(Cliché de l'auteur, avril 1999).*

Remerciements

Je voudrais d'abord remercier Alain Berger, chargé de recherche CNRS, directeur de l'UMR 5045, de m'avoir encouragé à déposer le projet de ce programme de recherche, auprès de la direction du CNRS. Sans ses efforts de persuasion et sans la confiance qu'il m'a témoignée à plusieurs reprises, ce travail n'aurait pas vu le jour. Il va sans dire que l'aide de Christiane Lagarde (secrétariat de l'UMR), de Sylvie Hammel (documentation), de Lala Razafimahefa (statisticienne), de Marie-Claire Canet (publications) et de Jean-Claude Raynal (cartographie) fut précieuse, tout autant que leur accueil fut chaleureux à chacune de nos séances de travail à Montpellier.

Je remercie également mon collègue, Jean-Marc Holz, Professeur à l'Université de Perpignan, d'avoir bien voulu apporter sa caution scientifique à ce projet, ainsi que Emmanuelle Schmitt et Oliver Charlot, étudiants du DEA de Géographie de l'Université Paul Valéry, d'avoir accepté de *tenter l'aventure allemande* et de partager, le temps d'un programme, leur intérêt commun pour ce pays et leurs compétences scientifiques. Je dois pour ma part exprimer ma reconnaissance aux responsables de l'agriculture et des programmes de développement rural que j'ai rencontrés en Allemagne, en particulier Frau Dr. Jank (ministère de l'Agriculture de Thuringe), Frau Pokorny (administration de la réserve de biosphère de la Rhön, Land de Bavière) et Herr Abe (administration de la réserve de biosphère, Land de Thuringe). Leur aide fut décisive dans la mise en place de l'un des observatoires locaux. Je n'oublierai pas non plus la gentillesse et le sens de l'accueil de tous les exploitants qui ont accepté de me recevoir le temps d'une enquête.

Merci enfin à mon épouse Hélène et à mes parents pour leur soutien sans réserve.

Que tous trouvent ici l'expression de ma profonde gratitude et de mon amitié.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Remerciements	3
INTRODUCTION (G. Lacquement)	7
I. GENÈSE DE LA FRONTIÈRE INTERALLEMANDE : DE LA PARTITION À LA « FRICHE GÉOPOLITIQUE » (G. Lacquement)	15
1. De la ligne de démarcation à la zone frontière	15
2. Conséquences géographiques de la partition : marginalisation régionale et disparités spatiales	21
3. Un scénario original de « défonctionnalisation » de la frontière	27
II. LA DYNAMIQUE RÉGIONALE CONTEMPORAINE (O. Charlot et G. Lacquement)	31
1. De la zone de coopération à la ligne de front (G. Lacquement)	31
2. Les dynamiques territoriales contemporaines dans les <i>Kreise</i> frontaliers (O. Charlot)	35
3. Une zone frontière, des périphéries héritées	38
4. Des gradients d'Ouest en Est face aux effets inhibants de la frontière	45
5. Des gradients d'Ouest en Est face à une forte hétérogénéité spatiale	49
6. La redécouverte d'un espace central : « le cœur vert de l'Allemagne » (<i>Grüne Herz Deutschlands</i>)	59
III. LES VOIX DE LA FRONTIÈRE : LES COMPORTEMENTS ÉLECTORAUX EN ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE ET LA FRONTIÈRE PAN-ALLEMANDE (O. Charlot)	65
1. L'élection fédérale du 27.09.1998 : stratégies et acteurs politiques	67
2. Approche cartographique des comportements électoraux en Allemagne aux élections fédérales entre 1990 et 1998 : le rôle de l'ancienne frontière interallemande	76
3. Les comportements électoraux dans la zone frontière : le cas de Göttingen et de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt	116
IV. POLITIQUE D'INTÉGRATION TERRITORIALE ET EFFET DE FRONTIÈRE : L'EXEMPLE DE LA CRÉATION DE LA RÉSERVE DE BIOSPHERE DE LA RHÖN (G. Lacquement)	137
1. La suppression de la frontière et l'exportation dans les nouveaux Länder des politiques contemporaines d'aménagement rural et de développement local	139
2. Restaurer le <i>Kulturlandschaft</i> pour renouer les fils de la Heimat	147
3. La persistance de l'effet de frontière sur les sociétés locales	158

V. LA RECOMPOSITION DES TERRITOIRES POLITICO-ADMINISTRATIFS DANS L'ANCIENNE ZONE FRONTIÈRE INTERALLEMANDE (E. Schmitt)	195
1. La mise en place de la frontière : une rupture des unités territoriales traditionnelles	
2. La recomposition des maillages politico-administratifs de l'ancienne zone frontière entre les deux Allemanges	196
	202
CONCLUSION	
BIBLIOGRAPHIE	211
TABLE DES FIGURES	215
	219

INTRODUCTION

(Guillaume LACQUEMENT)

De la frontière comme objet géographique

L'intérêt des géographes pour la frontière est ancien. Cette dernière constitue en effet un des premiers objets d'étude de la discipline, telle qu'elle s'élabore à l'époque contemporaine. Des conceptions déterministes et impérialistes de l'école allemande, pionnière en la matière (Friedrich Ratzel ¹, Karl Haushofer ²), aux approches possibilistes de l'école française tenant compte du rôle de l'histoire des hommes et des sociétés (Camille Vallaux ³, Jacques Ancel ⁴, ou Max Sorre ⁵), en passant par la démarche idiographique de l'école anglo-saxonne (St.B. Jones ⁶), les géographes se sont efforcés de définir un objet, aux implications spatiales à la fois immédiates, différées, et évolutives. Pierre George proposait récemment une définition suffisamment synthétique pour rendre compte de l'ensemble des questionnements de la discipline : « Toute frontière se définit par rapport au territoire qu'elle sépare d'un autre ou de plusieurs autres » ⁷. Instrument de pouvoir, la frontière traduit en effet l'extension territoriale de la souveraineté politique. Elle procède de la stabilisation d'un rapport de forces, toujours susceptible d'évoluer. De ce fait, son tracé peut être modifié, déplacé, ou encore supprimé. La frontière est d'abord une convention juridique qui consacre un équilibre plus ou moins durable entre deux constructions politiques, entre deux États. Pierre George poursuit et rejoint les préoccupations de ses prédécesseurs : « par son existence et sa projection sur l'espace, la frontière conventionnelle devient un fait géographique. De part et d'autre, les symboles culturels des collectivités intéressées sont mis en place et différencient des paysages qui

1. Ratzel F., *Politische Geographie*, 1897.

2. Haushofer K., *Bausteine zur Geopolitik*, Kurt Vowinckel Verlag, Berlin, 1928, 349 p.

3. Vallaux C., *Le Sol et l'État*, Paris, 1911.

4. Ancel J., *Géographie des frontières*, Gallimard, Paris, 1938, 209 p..

5. Sorre M., *Les fondements de la Géographie humaine*, Tome II, A. Colin, 1948.

6. St.B. Jones, *Boundary-making, a Handbook for Statesmen*, Washington, Treaty Editors, 1945.

7. George P., « L'approche géographique de la réalité de frontière », in *Relations internationales*, n° 63, 1990, pp. 243-246.

sont eux-mêmes l'expression de modes et de niveaux de vie »¹. Le tracé frontalier, traduction spatiale de la convention juridique, expression matérielle de l'équilibre du rapport de forces entre deux entités politiques, contribue donc, dans le même temps, à la production d'espace géographique, dans la mesure où l'existence de la frontière implique le développement de forces organisatrices de l'espace. La frontière est à la fois ligne et zone, *boundary* et *frontier*, pour reprendre la terminologie anglo-saxonne, et constitue à ce titre un des objets privilégiés de la Géographie.

Claude Raffestin et Pierre Guichonnet² ont entrepris de systématiser la démarche géographique sur cette question. Dans leur essai de définition, ils rappellent la double dimension de la frontière, distinguant linéarité et zonalité. Ils en précisent ensuite les fonctions, relevant, d'une part, trois fonctions principales, la fonction légale, expression du droit et de la souveraineté, la fonction fiscale, comme instrument de politique économique et de régulation du marché intérieur, la fonction de contrôle, comme instrument de la politique d'immigration, et d'autre part, deux fonctions spécifiques, les fonctions militaire et idéologique, matérialisées dans le monde contemporain par le « Rideau de fer » de la guerre froide. Cette typologie leur permet d'élaborer le concept de « fonctionnalisation » des frontières, et de décrire un processus évolutif et étroitement lié à l'exercice de la souveraineté politique, à son renforcement ou à son affaiblissement. C'est ici que réside l'intérêt de la démarche géographique, dans son questionnement sur le rôle et l'influence que le réseau des limites politiques est susceptible d'exercer sur l'organisation régionale de l'espace, c'est-à-dire sur la distribution de la population et l'orientation des flux migratoires, sur les structures économiques, sur la configuration des voies de communication, sur les aménagements ruraux et urbains. C'est là que la discipline s'interroge *a contrario* sur les effets de la « défonctionnalisation » et de la disparition des frontières, c'est-à-dire sur les conséquences de l'intégration territoriale, dont le processus met en évidence la plupart du temps, les inégalités de développement ou les discordances économiques entre les deux territoires autrefois séparés, et compromet par là même l'intégration sociale, et donc la constitution d'une identité territoriale : car, « même après la défonctionnalisation de la frontière, l'espace frontalier peut être marqué par l'inertie des cadres mentaux et de comportements »³. Sur le plan méthodologique enfin, les deux auteurs recommandent une approche à la fois systématique et régionale. La première privilégie la description du tracé frontalier et l'explication de sa mise en place, en reconstituant le processus qui a donné naissance à la frontière, depuis la signature des traités d'État jusqu'à sa transcription sur des cartes et sa démarcation par des géomètres. La seconde est globalisante, car elle cherche à rendre compte du rôle et des effets multiples de la frontière sur les groupes sociaux et leur organisation spatiale. Mais elle pose le problème de la définition de la zone d'étude et exige pour cela d'établir par empirisme les critères les plus significatifs.

1. George P., *Ibid.*, p. 245.

2. Guichonnet P. et Raffestin C., *Géographie des frontières*, PUF, Paris, 1974, 223 p.

3. Guichonnet P. et Raffestin C., *Ibid.*, p. 156.

La frontière interallemande : modèle et contre-modèle géographique

Le cas de la frontière interallemande contribue, semble-t-il, à renouveler les questionnements de la discipline. Si l'on se réfère plus précisément à la définition de la frontière proposée par Michel Foucher, il apparaît que l'ancienne frontière interallemande est à la fois un modèle et un contre-modèle de frontière. Concrètement, les frontières sont des limites qui stigmatisent l'espace terrestre, ou encore pour reprendre les termes mêmes de Michel Foucher : « les frontières sont des structures spatiales élémentaires, de forme linéaire, à fonction de discontinuité géopolitique et de marquage tout à la fois réel, symbolique et imaginaire »¹. Le marquage est réel parce que la frontière constitue la limite spatiale de l'exercice d'une souveraineté. Le marquage est symbolique parce qu'il renvoie à l'appartenance à une communauté inscrite dans un territoire et qu'il fonde l'identité nationale. Le marquage est imaginaire, enfin, car la frontière se construit sur une histoire, sur des mythes qu'ils soient fondateurs ou destructeurs. Ce triple marquage se constitue à l'issue d'un double processus de structuration. Les frontières sont d'abord l'enveloppe continue d'un ensemble spatial, d'un État qui a atteint suffisamment de cohésion politique interne et d'homogénéité économique, pour que les clivages principaux ne traversent plus l'intérieur du territoire et de la collectivité humaine. L'aire d'extension de l'autorité de l'appareil d'État, comme celle du sentiment d'appartenance à une collectivité fondée sur des intérêts communs, coïncident avec un territoire singulier qui se trouve doté d'une valeur d'homogénéité symbolique comme la patrie. D'autre part, le tracé frontalier s'appuie sur un processus de consolidation externe. Les frontières forment dans le même temps, un plan de séparation-contact avec d'autres entités politiques qui ne sont pas forcément de même nature, ni du même degré d'élaboration. Si l'on reprend la terminologie des géopoliticiens, la frontière devient alors « active », car en individualisant deux territoires, elle en accroît les différences.

La frontière interallemande constitue à la fois un modèle et un contre-modèle de la géopolitique des frontières. C'est un modèle, car sa mise en place entre 1945 et 1949 s'inscrit dans le contexte de la guerre froide. Résultant d'une délégation de souveraineté aux puissances occupantes, elle est à l'origine de la création de deux États allemands, et donc de deux aires d'extension de souveraineté, deux États se réclamant de deux systèmes idéologiques antagonistes et deux systèmes de développement et d'aménagement opposés : en quarante ans, la frontière accuse les discontinuités économiques, sociales et culturelles au sein d'une même nation originelle. Elle a entraîné la modification des maillages territoriaux, différencié les structures agraires, dessiné des espaces urbains et industriels selon des modèles d'organisation économique divergents, elle a fait naître enfin des comportements sociaux et des identités qui rendent difficile depuis la chute du mur, la reconnaissance mutuelle de l'appartenance à une même nation. Pendant plus de quarante ans, la frontière interallemande a été fonctionnalisée comme ligne de front militaire et idéologique. Et cette fonctionnalisation a contraint la nation allemande, la *Heimat*, à vivre dans deux « temps sociaux » discordants, au sens que Fernand Braudel accordait à cette formule, distinguant le « temps des conjonctures » et le « temps des structures », « cette

1. Foucher M., *Fronts et Frontières, un tour du monde géopolitique*, 2^{ème} éd., Fayard, 1991, p. 38.

durée sociale, ces temps multiples et contradictoires de la vie des hommes »¹. En juxtaposant des systèmes antagonistes, la frontière interallemande a dissocié les rythmes de la durée sociale au sein de la *Heimat*, elle a décliné l'écoulement de la durée selon des structures démographiques, politiques, socioéconomiques et mentales différentes.

Pourtant, la frontière interallemande fait également figure de contre-modèle, car pendant toute son existence officielle, elle n'a jamais cessé d'être perméable. Elle a revêtu dès son origine une perméabilité juridique : malgré le Traité Fondamental de 1972 qui consacre la reconnaissance officielle et réciproque des deux États allemands, la Loi Fondamentale de la RFA stipule qu'aucun acte international n'a pu faire perdre à la population allemande habitant la RDA, la nationalité allemande. C'est là en quelque sorte, de la part de la RFA, la négation juridique de la frontière, option sur laquelle se greffe une politique systématique de rapprochement avec l'Allemagne de l'Est. L'*Ostpolitik* de Willy Brandt et de ses successeurs à partir de 1969 a su tirer profit de cette perméabilité et a saisi toutes les occasions pour infiltrer l'État jugé factice, que ce soit par l'établissement de relations économiques privilégiées, ou par l'instauration de ponts culturels notamment par le biais de la télévision. Pendant près de quarante ans, la majorité des Allemands de l'Est n'a cessé d'aspirer à gommer les différences, à adhérer au modèle d'outre-frontière. Contre-modèle encore, car depuis sa disparition effective avec l'entrée en vigueur du Traité d'Unification de 1990, la frontière interallemande n'a peut-être jamais été aussi présente entre deux communautés qui n'en finissent pas de se (re)découvrir. Cette frontière élargit le fossé économique entre une Allemagne prospère et une Allemagne confrontée à une restructuration économique imposée autant par les circonstances que les choix de politique économique, une transformation radicale des structures économiques aux conséquences sociales dramatiques. L'unification, en abolissant les deux citoyennetés allemandes, est malencontreusement et involontairement à l'origine de la création d'une citoyenneté de seconde zone : celle des *Ossis*, communauté est-allemande souvent crispée sur ses déceptions, et accumulant des frustrations qu'elle extériorise à travers des mouvements d'humeur que saisissent mal des *Wessis* en quête de reconnaissance.

La frontière interallemande constitue ainsi un objet géographique particulier. Ce dernier a suscité de nombreux travaux, mais l'intérêt des géographes s'est longtemps heurté aux contraintes de la situation géopolitique. En RDA, la Géographie des frontières en général et la question de la frontière interallemande en particulier sont demeurées tabou. Les travaux de recherche portant sur les régions frontalières du monde occidental, étaient par principe interdites. Lorsque certains auteurs se risquaient à des études locales sur des régions situées à proximité de la frontière, ils devaient éviter d'attirer l'attention du lecteur sur la particularité de la situation de frontière et renoncer à analyser ses effets sur l'organisation régionale². En Allemagne de l'Ouest, les études sur les implications spatiales de la frontière interallemande se sont limitées, jusqu'à la fin des années quatre-vingt, à la partie occidentale³. Depuis les événements de 1989 et la réunification, les

1. Braudel F., *Écrits sur l'Histoire*, Éd. Flammarion, 1969, p. 43.

2. Grimm F., « Zwischen Rennsteig und Sonneberg », in *Werte unserer Heimat*, Band 39, Berlin, 1983.

3. Ritter G. & Hadju J., « Die innerdeutsche Grenze. Analyse ihrer räumlichen Auswirkungen und der räumlich wirksamen Staatstätigkeit in den Grenzgebieten », in *Köln Geostudien*, vol. 22, 1982.

Ritter G. & Hadju J., « The East-West German boundary », in *Geographical review (USA)*, 1989, vol. 79, n° 3, pp. 326-344.

Sander H.J., *Das Zonenrandgebiet*, Köln, Aulis Verlag, 1988, 48 p.

travaux thématiques ou localisés sur les effets de la suppression de la frontière se sont multipliés¹. Mais rares sont les auteurs qui ont entrepris de reconstituer les évolutions structurelles de part et d'autre de la frontière pendant la période de partition, pour essayer de mieux comprendre les recompositions spatiales en cours². Pourtant la démarche semble particulièrement pertinente. C'est la raison pour laquelle nous avons envisagé de consacrer notre premier chapitre à la genèse de la frontière interallemande et à l'examen des héritages territoriaux du « temps du Mur », préambule indispensable à l'analyse de la dynamique régionale contemporaine.

La dynamique régionale

Le démantèlement de la frontière interallemande à partir de 1990 a soudainement modifié la situation géographique des régions du *Zonenrandgebiet* et du *Sperrgebiet*, zones frontières nées de la partition de l'Allemagne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Régions jusqu'alors périphériques, voire en situation de cul-de-sac, elles se retrouvent propulsées au centre de l'Allemagne réunifiée, sans toutefois que le processus d'unification et de transition à l'économie de marché des territoires de l'ex-RDA ne parvienne à gommer les héritages économiques et sociaux du marquage géopolitique imposé il y a quarante ans. La ligne de démarcation du conflit mondial et la frontière de la guerre froide ont créé un espace régional particulier, ou plutôt deux espaces régionaux, le *Zonenrandgebiet* à l'ouest, dessiné par une politique spécifique d'aménagement, et le *Sperrgebiet* à l'est, forgé par une politique de sécurité militaire. Avec le démantèlement du « Rideau de fer », cette unité régionale héritée et fabriquée, par essence artificielle, aurait dû se dissoudre dans l'Allemagne réunifiée et se fondre dans la structure fédérale du pays, pour participer à la constitution de nouveaux espaces régionaux, à l'émergence de nouvelles polarisations plus ou moins favorisées par cette situation nouvelle de centralité géographique.

Schwind M., « Kulturlandschaftliche Entwicklungen zu Seiten der deutsch-deutschen Grenzen », in *Regio basiliensis*, 1981, vol. 22, n° 2-3, pp. 152-165.

Das Zonenrandgebiet, in *Geographische Rundschau*, 1985, vol. 37, n° 8, pp. 380-407.

1. Grimm F., *Regionen an deutschen Grenzen, Strukturwandel an der ehemaligen innerdeutschen Grenze und an der deutschen Ostgrenze*, Institut für Länderkunde Leipzig, *Beiträge zur Regionalen Geographie*, Band 38, Leipzig, 1995, 146 p..

Heller W., « Grenzüberschreitende Beziehungen zwischen den alten und den neuen Bundesländern in Deutschland nach der politischen Wende : Welche Seite profitiert am meisten ? Beobachtungen im hessisch-niedersächsisch-thüringischen Grenzraum », in *Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie*, 1994, vol. 38, n° 1-2, pp. 83-91.

Jones P. & Wild T., « From peripherality to new centrality? Transformation of Germany's *Zonenrandgebiet* », in *Geography*, vol. 78, t. 3, 1993, pp. 281-294.

Jones P. & Wild T., « Opening the frontier: recent spatial impacts in the former inner-German border zone », in *Regional studies*, 1994, vol. 28, n° 3, pp. 259-273.

Offer M., *Das Zonenrandgebiet nach der deutschen Einigung, wirtschaftliche Entwicklung und regionalpolitische Implikationen*, thèse de Doctorat, Université de Mainz, 1991, 319 p..

Smith F., « Politics, place, and German reunification: a realignment approach », in *Political Geography*, 1994, vol. 13, n° 3, pp. 228-244.

Jones P. & Wild T., « Socio-economic gradient across the inner-german frontier », in *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 1994, vol. 85, n° 3, pp. 224-235.

2. Bode V., « Die Raumbedeutsamkeit einer Staatsgrenze. Die Auswirkungen der ehemaligen innerdeutschen Grenze auf den grenznahen Raum Sachsen-Anhalts », in Grimm F., *Regionen an deutschen Grenzen, Strukturwandel an der ehemaligen innerdeutschen Grenze und an der deutschen Ostgrenze*, Institut für Länderkunde Leipzig, *Beiträge zur Regionalen Geographie*, Band 38, Leipzig, 1995, pp. 17-31.

Dans les faits, l'ancienne frontière interallemande contribue à perpétuer l'existence d'un espace *frontalier*, ou plutôt d'une zone de contact entre deux territoires, autrefois structurés et aménagés par des systèmes économiques et sociaux opposés. Elle continue de dessiner un espace régional, aux limites nécessairement floues et mouvantes, dans la mesure où l'unification a introduit depuis dix ans maintenant, un processus d'intégration territoriale, dirigé de l'Ouest et par l'Ouest, transformant cette région de contact, en une « zone de front » dans le cadre d'une dynamique générale de transfert de modèle de développement économique et d'aménagement du territoire.

Les modalités de l'unification ayant supprimé l'antagonisme des systèmes socioéconomiques, et plébiscité le modèle de la *soziale Marktwirtschaft*, de « l'économie sociale de marché », l'intégration territoriale des nouveaux Länder est en cours, dans l'ancienne zone frontière, comme ailleurs. La « ligne de front » et le transfert de modèle économique transgressent ici le marquage géopolitique antérieur. La mise en œuvre des programmes d'aménagement semble ignorer jusqu'à son existence, malgré les intentions premières, préférant, à juste titre sans doute, ajuster les orientations de la politique régionale sur la base de la structure fédérale et du maillage politico-administratif recomposé depuis le début des années quatre-vingt-dix. Le *Sperrgebiet* s'est évanoui avec l'ouverture du Mur et le démantèlement du système défensif. Le *Zonenrandgebiet* a été supprimé en tant que concept particulier de la politique d'aménagement régional. L'extension des zones bénéficiant des aides fédérales au développement dans les anciens Länder a été reconsidérée, sur la base de limites plus restreintes. L'aire d'application des programmes fédéraux d'aide au développement des infrastructures, à la reconversion industrielle et à la restructuration de l'agriculture, s'étend désormais à l'ensemble du territoire de l'ex-RDA. Sorte de « friche géopolitique » en attente d'aménagement, la frontière linéaire s'est effacée progressivement à la faveur de la démolition des postes de transit et du démontage des installations de surveillance et des instruments divers ayant servi à la démarcation : la plupart des postes-frontière ont été détruits, seules quelques unités ont été conservées et transformées en musée, devenant alors des « lieux de mémoire ». La végétation a progressivement envahi les fossés et les chemins de ronde qui couraient le long de la ligne de démarcation (cf. document 1). Les investissements publics et privés modifient en profondeur le tissu économique régional, décuplant les capacités de production à l'Ouest, décartellisant les structures de production à l'Est. Les constructions nouvelles se multiplient, les infrastructures de communication se modernisent et se densifient, surtout dans la partie orientale... *l'Ouest s'étale et s'étend à l'Est...* Il n'existe donc *plus* de zone frontière.

Document 1
Vestiges de l'ancienne frontière interallemande



Plusieurs années après la réunification, le paysage a conservé la trace de la frontière militarisée. Tous les postes de transit n'ont pas été démolis, toutes les installations de surveillance n'ont pas été détruites (à droite), les procédés divers ayant servi à la démarcation (au centre) se lisent encore dans un paysage devenu fossile. Quelques unités ont été volontairement conservées pour être transformées en musée (*Grenzlandmuseum* de Geisa, à gauche). Ici, comme dans de nombreuses régions, la ligne frontière reste en friche, sans doute comme « lieu de mémoire ». (Cliché de l'auteur, Geisa, Kreis de Meinigen, Land de Thuringe, avril 1999).

Pourtant, l'ancienne frontière interallemande demeure une ligne majeure de discontinuité géographique. Les défoliants, les désherbants et autres procédés chimiques utilisés pour éliminer tout ou partie de la végétation dans le *Sperrgebiet*, ont laissé une marque durable dans le paysage, qui ne s'estompe que lentement. De même, l'héritage du collectivisme agraire se lit encore dans la morphologie du parcellaire et des bâtiments agricoles, comme dans l'aspect du bâti et l'état des infrastructures en milieu rural, et ce malgré les évolutions récentes, malgré l'introduction d'une politique vigoureuse de décollectivisation et de restructuration de l'agriculture (*Landwirtschaftsanpassungsgesetz*) et la mise en œuvre des programmes de reconstruction des infrastructures locales et de rénovation des villages (*Dorferneuerung*)¹. Dans le même temps, la redistribution des activités secondaires et tertiaires s'effectue surtout en fonction du réaménagement des axes principaux de circulation ouest/est, et à la faveur de la reconstitution de l'hinterland des grands centres urbains, ceci dans un contexte général de concurrence qui favorise finalement les villes de l'Ouest, dans la mesure où le processus de transition à l'économie de marché multiplie les difficultés économiques et sociales dans les villes de l'Est. Cette discontinuité territoriale est par ailleurs à l'origine de flux de personnes et de capitaux dont la nature et la direction participent pleinement à l'émergence d'une nouvelle hétérogénéité spatiale.

En fin de compte, la recomposition spatiale de l'ancien espace frontalier interallemand se réalise lentement. Les évolutions démographiques et socioéconomiques semblent en effet montrer que cette dynamique s'accomplit à la faveur d'une intégration sélective des territoires au système dominant, et ce en dépit de la mise en œuvre des programmes d'aménagement et de développement local et régional impulsés par le Bund, à moins que ces derniers ne participent en partie à la nouvelle différenciation régionale. De ce fait, la recomposition territoriale en cours constitue l'un des enjeux fondamentaux de la cohésion économique et sociale de l'Allemagne réunifiée. Elle pose en effet la question des conséquences du changement géopolitique et des effets de la mise en œuvre des nouvelles politiques de développement et d'aménagement sur les sociétés locales : la diffusion de l'innovation fera-t-elle naître de nouvelles solidarités territoriales ou au contraire pérennisera-t-elle la fracture identitaire entre *Ossis* et *Wessis*, héritée de la partition ?

1. Lacquement G., *La décollectivisation dans les nouveaux Länder allemands, acteurs et territoires face au changement de modèle agricole*, éd. L'Harmattan, 1996, pp. 83-111.

I

GENÈSE DE LA

FRONTIÈRE INTERALLEMANDE :

DE LA PARTITION À LA

« FRICHE GÉOPOLITIQUE »

(Guillaume LACQUEMENT)

1. De la ligne de démarcation à la zone frontière

La frontière interallemande est née de la partition de l'Allemagne occupée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et de la création des deux États allemands dans le contexte de la guerre froide. Elle s'étendait sur environ 1 400 kilomètres depuis Priwall sur la Baltique jusqu'à Hof à la frontière avec l'ex-Tchécoslovaquie¹.

Son tracé n'a jamais correspondu à la ligne de rencontre des armées soviétiques et américaines, car la jonction des troupes militaires alliées s'est faite à Torgau sur l'Elbe supérieur, à 80 kilomètres à l'est de Leipzig, le 25 avril 1945, et le contact s'étalait de Wismar (à l'est de Lübeck) à Budejovice (au sud de la Bohême), en passant par Magdebourg, Carlsbad et Pilsen. La limite politique, qui a séparé la RFA et la RDA pendant un peu plus de quarante ans, a en fait pour origine une proposition formulée par les Britanniques dès le 15 juillet 1944 sur les modalités de la répartition des zones d'occupation entre les vainqueurs militaires de l'Allemagne, proposition qui sera par la suite entérinée par le protocole de Londres du 12 septembre 1944.

Article 11 du Protocole de Londres du 12 septembre 1944² :

[...] Dans les limites de ses frontières du 31 décembre 1937, l'Allemagne sera divisée en trois zones d'occupation attribuées aux trois puissances alliées. [...] La région de Berlin sera soumise à un statut particulier. [...] Le tracé des frontières des trois zones et de la région de Berlin, ainsi que la distribution des trois zones entre la Grande-Bretagne, les États-Unis et l'URSS sont prévus de la façon suivante :

1. Auxquels il faudrait ajouter les 46 kilomètres du mur de Berlin et les 165 kilomètres de frontière entourant la ville. Cf. Schwind M., « Kulturlandschaftliche Entwicklungen zu seiten der deutsch-deutschen Grenzen », in *Regio Basiliensis*, 1981, vol. 22, n° 2-3, p. 152.

2. Cité par Sander H.J., *Das Zonenrandgebiet*, Köln, 1988, p. 4.

Zone orientale : La région d'Allemagne située à l'est de la ligne (y compris la province de Prusse orientale), qui prend naissance dans la baie de Lübeck, qui suit la limite entre le Schleswig-Holstein et le Mecklembourg, qui court le long de la frontière séparant le Mecklembourg et la Province de Hanovre, qui court ensuite le long de la frontière du Hanovre et du Braunschweig, le long de la frontière occidentale de la province prussienne de Saxe et d'Anhalt, le long de la frontière occidentale de la Saxe et de la Thuringe jusqu'à la Bavière, et à partir de là le long de la frontière septentrionale de la Bavière jusqu'à la Tchécoslovaquie de 1937, sera occupée par l'URSS, sauf la région de Berlin pour laquelle sera fixé un statut particulier d'occupation.

Dans un souci stratégique défensif, les Britanniques prévoyaient de protéger les Pays-Bas, alors considérés par eux comme une zone de sécurité indispensable à la protection de leur pays. D'autre part, les alliés occidentaux souhaitaient surtout conserver le potentiel économique et en particulier industriel de l'Allemagne, qui, pour l'essentiel, se situait à l'ouest de l'Oder, la zone orientale ne rassemblant que 36 % de la population et ne renfermant que 33 % des ressources économiques. Les limites des zones d'occupation alliées sont alors fixées à la Conférence de Potsdam de juillet-août 1945. Elles suivent des limites politico-administratives héritées entre des provinces et/ou des royaumes anciens (Saxe/Bavière, Thuringe/Bavière et Hesse, Saxe-Anhalt et Hanovre-Brunswick, Mecklembourg et Brandebourg/Hanovre et ancien duché de Lauenbourg, à l'exception toutefois de Lübeck, port du Mecklembourg, inclus dans la zone occidentale). Les premiers épisodes de la guerre froide et la question de Berlin précipitent ensuite la création de deux États séparés en 1949, dont la reconnaissance mutuelle n'interviendra qu'à la faveur de la signature du Traité fondamental de 1972.

L'organisation matérielle de la frontière débuta véritablement à partir de 1961 : pour enrayer l'exode des ressortissants de la RDA vers la République fédérale, le régime est-allemand renforça l'« étanchéité » de la frontière en faisant construire des tours de garde, installer des barbelés, et en aménageant un *no man's land*. Le dispositif de protection et de défense qualifié par la propagande de *Bauwerk des real existierenden Sozialismus*, d'ouvrage du socialisme réel, ou encore de *antifaschistischer Schutzwall*, de mur de protection contre le fascisme, comprenait alors un réseau de 713 tours de garde, 835 bunkers enfouis, 253 systèmes d'alarme lumineuse et acoustique, et enfin 88 km de barrières gardées par des chiens (cf. document 1). 40 000 hommes de troupe et près d'un millier de supplétifs étaient chargés d'assurer les fonctions de surveillance, de sécurité et de contrôle ¹.

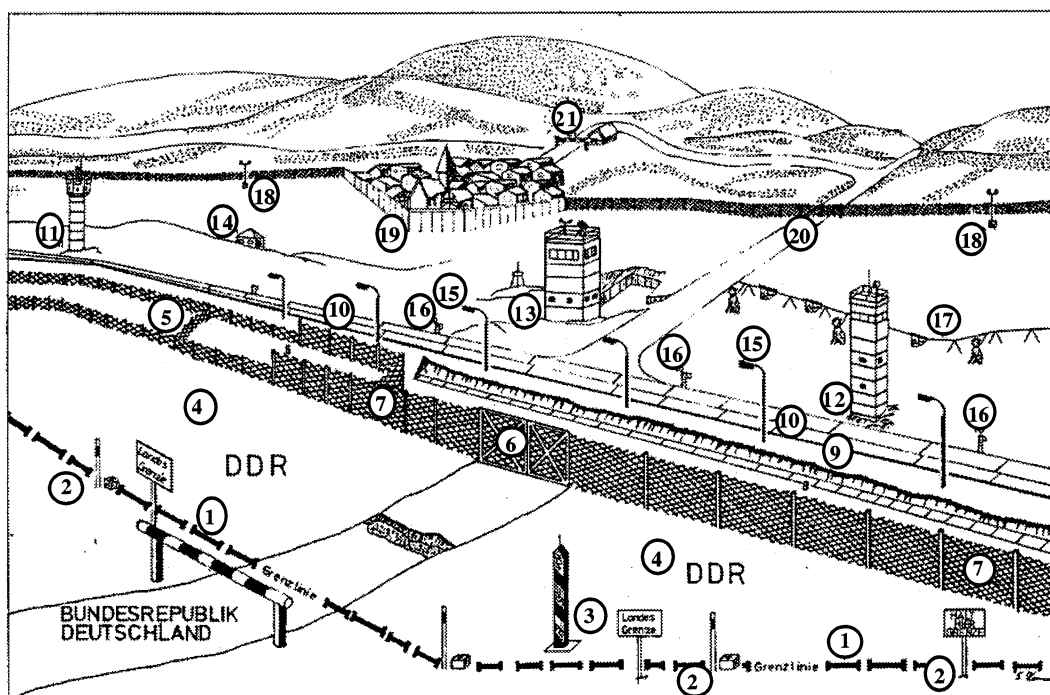
Ce dispositif à fonction dissuasive traversait dans les faits, un véritable espace frontalier identifié et délimité de part et d'autre par les deux régimes (cf. document 2). En RDA, le *Sperrgebiet* s'enfonçait à l'est sur cinq kilomètres de largeur. Zone interdite, elle avait été rapidement transformée en une sorte de glacis de sécurité : les personnes politiquement indésirables en étaient évacuées, l'autorisation de résidence y était limitée aux populations d'origine, séjour et circulation étaient soumis à examen administratif. Les travaux agricoles n'étaient autorisés qu'à la lumière du jour sur une bande d'une largeur de

1. Sander H.J., *Ibid.*, pp. 7-13.

Document 1

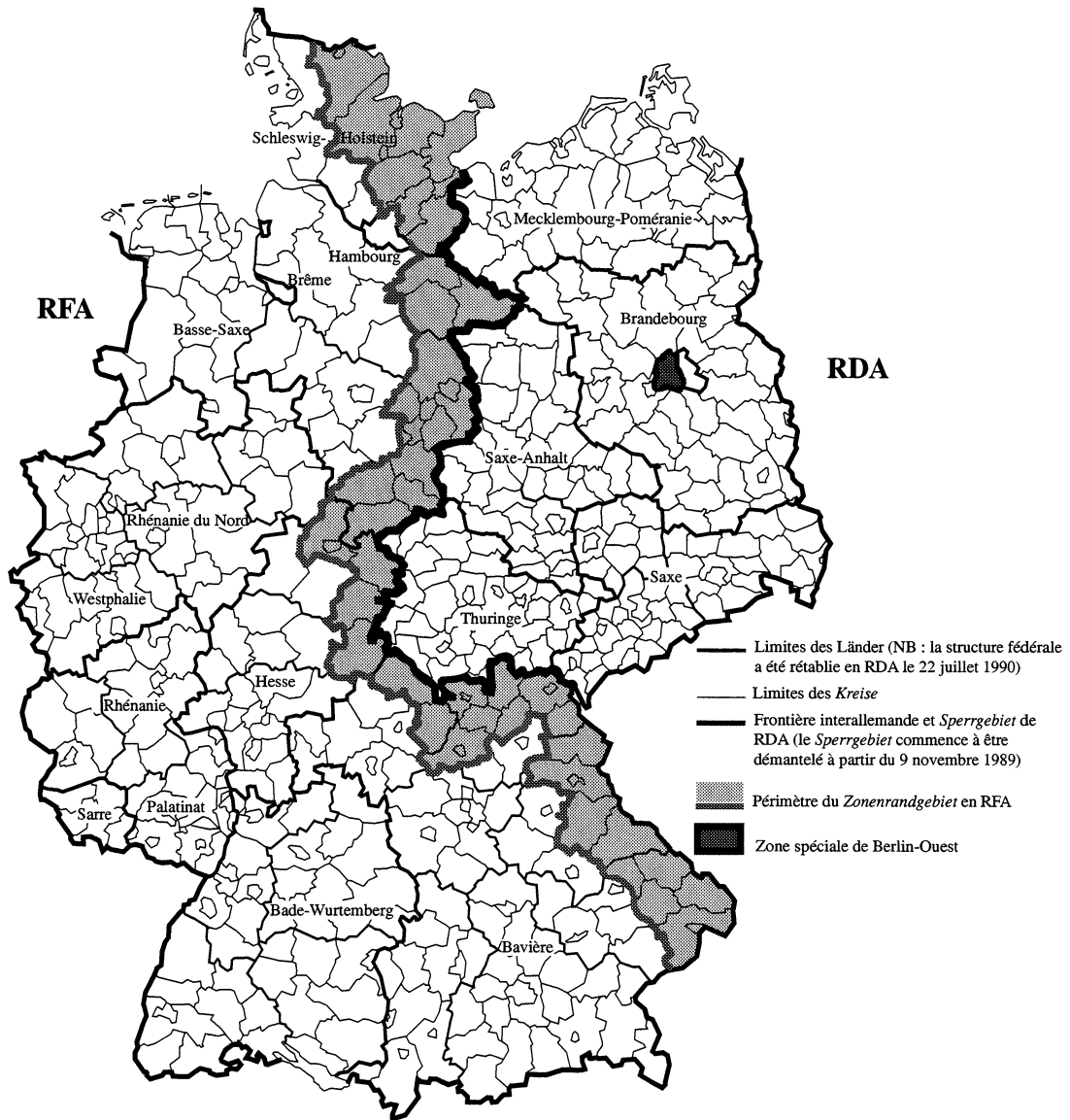
Le dispositif de défense à la frontière interallemande

(Source : Hans Jörg Sander, *Das Zonenrandgebiet*, Problemräume Europas, Band 4, Köln 1988)



- | | | |
|---|---|--|
| 1. Ligne frontière marquée par des bornes, ainsi que | 7. Rangée simple de clôture grillagée. | 15. Dispositifs d'éclairage. |
| 2. Par des poteaux bleus et blancs et des panneaux indicateurs. | 8. Fossé de défense contre les véhicules. | 16. Poste de liaison du réseau de communication de la frontière. |
| 3. Colonne frontière portant l'emblème noir-rouge-or de la RDA. | 9. Bandes de contrôle de 6 m de large. | 17. Barrières gardées par des chiens. |
| 4. Territoire de la RDA. | 10. Chemin de ronde (carrossable). | 18. Clôture électrifiée. |
| 5. Double rangée de clôture grillagée. | 11 et 12. Tours de garde en béton. | 19. Mur de béton. |
| 6. Poste aménagé dans la clôture. | 13. Poste de commandement. | 20. Entrée aménagée dans la clôture électrifiée. |
| | 14. Bunker. | 21. Poste de contrôle et de laisser-passer. |

Document 2
L'espace frontalier interallemand dans le maillage territorial
à la veille de la réunification



Source : d'après Raumordnungsbericht der Bundesregierung 1990.

0 400 km

cinq cents mètres à partir de la ligne frontalière. Les établissements de restauration, d'hébergement et de loisirs qui se trouvaient dans cette même bande furent fermés. Enfin toute construction ou végétation qui gênait la surveillance de la zone fut détruite. Par endroits, la frontière était même précédée d'une large bande de landes débroussaillées¹. Ainsi, le règlement du 26 mai 1952 avait-il créé une catégorie spatiale nouvelle, de nature purement politique ou « géopolitique », établie sur la base d'impératifs de défense militaire, et transgressant les limites communales et la distribution des localités. En fait, le *Sperrgebiet* comprenait trois zones distinctes : une bande de contrôle (*Kontrollstreifen*) qui courrait le long de la frontière, strictement impénétrable, une bande de protection de cinq cents mètres de large (*Schutzstreifen*), grillagée des deux côtés, et une zone de surveillance d'environ cinq kilomètres de large (*Sperrzone*), qui, à certains endroits, pouvait, pour des raisons techniques, s'étendre sur dix kilomètres de profondeur (contraintes topographiques, densités de peuplement). L'aménagement ou plutôt l'équipement des deux premières bandes s'opéra à partir d'expropriations foncières qui affectèrent en particulier l'activité agricole. Ces expropriations se déroulèrent en plusieurs phases, dont la mémorable opération *Kornblume* d'octobre 1961 qui se solda par le déplacement de 3 640 personnes et la confiscation de 709 biens fonciers, y compris 6 500 hectares de terres agricoles². Les autorités s'employèrent ainsi sans cesse à consolider le glacis. Ce n'est qu'en 1971 que les limites du *Sperrgebiet* furent modifiées et la zone de surveillance légèrement réduite³. Le régime prétextait de l'efficacité technique du système de défense, pour exclure un certain nombre de localités de la *Sperrzone*. Mais, dans le même temps, il diminua le nombre de points de passage avec l'Ouest et renforça la surveillance sur les bandes de contrôle et de protection. Jusqu'à la modification de 1971, le *Sperrgebiet* englobait 840 localités, formant un corridor de 7 000 km², et s'étendant sur 6,5 % de la superficie totale de la RDA. 359 000 personnes y résidaient, soit 2,1 % de la population totale. À l'issue de la réforme de 1971, le *Sperrgebiet* ne couvrait plus que 5 % de la superficie totale du pays (5 400 km²), mais surtout le nombre des localités avait été ramené à 521, et la population résidente à 208 000 personnes (1,2 % de la population totale). D'autres préoccupations, plus prosaïques, permettent de comprendre la décision du régime de réduire l'étendue de la zone de surveillance. En effet, un règlement de juin 1952⁴ prévoyait l'octroi de quelques avantages financiers à la population résidente : majoration des retraites et des salaires de 15 %, attribution de crédits plus avantageux pour l'activité agricole et la rénovation de l'habitat. Visant à enrayer les flux d'émigration favorisés par les contraintes de l'administration de la zone militarisée, ces mesures compensatoires sont restées en vigueur jusqu'à l'introduction de l'Union monétaire. Ces avantages financiers mis à part, le *Sperrgebiet* ne bénéficia jamais d'une véritable politique d'aménagement. Les autorités ne procédèrent à aucun investissement notable dans le secteur secondaire ou tertiaire. Seuls quelques établissements industriels furent concernés par des dotations ou des crédits

1. Sander H.J., *Ibid.*, pp. 8-9.

2. Bode V., « Die Raumbedeutsamkeit einer Staatsgrenze. Die Auswirkungen der ehemaligen innerdeutschen Grenze auf den grenznahen Raum Sachsen-Anhalts », in GRIMM Frank-Dieter : *Regionen an deutschen Grenzen, Strukturwandel an der ehemaligen innerdeutschen Grenze und an der deutschen Ostgrenze*, Institut für Länderkunde Leipzig, *Beiträge zur Regionalen Geographie*, Band 38, Leipzig, 1995, pp. 17-31.

3. Ministère de la Défense nationale de la RDA, *Verordnung Nr. 17/71 des Ministeriums für Staatssicherheit über die Neufestlegung des Grenzgebietes der Staatsgrenze der DDR zur BRD vom 11. November 1971*.

4. *Anordnung des Ministeriums für Staatssicherheit über die Vergünstigungen für die an der Demarkationslinie zwischen der DDR und den Westzonen wohnenden Bevölkerung*.

substantiels, mais uniquement parce que le secteur de production intéressait la politique d'autosuffisance nationale, comme l'extraction du lignite à Harbke dans le bassin minier de Helmstedt, situé à la frontière de la Basse-Saxe et de l'actuel Land de Saxe-Anhalt, au pied des collines de l'Elm, ou encore, dans la même région, la production du quartz de l'usine de Walbeck, indispensable à l'industrie de l'optique, un des fers de lance de l'industrie est-allemande. Les régions frontalières constituaient certes une catégorie spatiale particulière, mais elles ne furent jamais prises en compte en tant que telle par une quelconque politique régionale. Le tracé de la frontière avait désorganisé le maillage des lieux centraux, mais malgré cela, les régions du *Sperrgebiet* furent ignorées et fondues dans les grandes orientations de la planification territoriale à l'échelle du nouvel État : développement des grands centres industriels, renforcement des lieux centraux, amélioration des conditions de vie et de travail dans tout le pays, équipement en services des villes de moins de 50 000 habitants¹. Au mieux bénéficièrent-elles alors des retombées des mesures adoptées à l'échelle nationale en faveur des régions faiblement industrialisées (*schwach industrialiserten Gebiete*).

Par contre, en RFA, les autorités reconnurent assez rapidement les difficultés de développement et la particularité des besoins de certaines des régions orientales du pays, défavorisées par leur situation géographique, et posèrent les bases d'une véritable politique d'aménagement régional. Le gouvernement de Bonn créa à partir de 1953 un *Zonenrandgebiet*, une zone de trente à soixante kilomètres de largeur qui courait tout le long de la frontière, et qui faisait l'objet d'un traitement spécifique quant à la distribution des aides fédérales et l'évaluation des projets d'aménagement, pour favoriser le développement économique et programmer la création de nouvelles infrastructures. Mis à part le stationnement de troupes spéciales, le dispositif de défense militaire² resta plutôt discret et beaucoup moins impressionnant que du côté de la RDA, la frontière étant indiquée par de simples panneaux disposés à proximité des points de passage ou en rase campagne pour les endroits les plus isolés. À partir de 1971, l'intention politique de soutenir le développement économique dans des régions qui souffraient de leur situation périphérique, autant que du caractère quasi hermétique de la frontière géopolitique, fut inscrite dans la loi fédérale : *Zonenrandförderungsgesetz*³. Cette dernière prévoyait l'application d'un corps de mesures particulières, sur un périmètre qui s'étendait à cette époque sur 49 000 km². Il comprenait, d'une part, un dispositif d'aides directes et de subventions visant à compenser les inconvénients de la situation périphérique, en matière de création d'emplois durables et d'amélioration du réseau des infrastructures de communication. D'autre part, le gouvernement espérait corriger par des mesures indirectes de défiscalisation et d'exonération de charges en faveur des entreprises, la contraction régionale des marchés et l'éloignement des centres d'approvisionnement en matières premières. Des investissements supplémentaires furent consentis à partir de 1982 dans l'intention de retenir les jeunes actifs et d'améliorer les performances de la main d'œuvre potentielle : l'aide à l'investissement fut dirigée vers le renforcement des équipements

1. Sander H.J., *op. cit.*, pp. 34-36.

2. Le gouvernement fédéral disposait de 16 sections de protection frontalière ; elles comprenaient 22 300 hommes, auxquels s'ajoutaient les 2 600 membres de la police bavaroise des frontières. Cf. Sander H.J., *op. cit.*, p. 7.

3. Sander H.J., *op. cit.*, pp. 30-34.

socioculturels et la création d'établissements nouveaux de formation et de reconversion professionnelle.

2. Conséquences géographiques de la partition : marginalisation régionale et disparités spatiales

Les géographes se sont souvent interrogés sur la pertinence du concept de « frontières naturelles », dans l'intention parfois de justifier ou de contester les stratégies de défense militaire, de légitimer ou de désavouer les irrédentismes, de valider ou de condamner le choix des politiques à l'issue de la stabilisation d'un rapport de forces. Dans le cas de la frontière interallemande, les motivations et les dispositions qui ont présidé à sa démarcation, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, en ont fait un modèle presque parfait de transgression des limites naturelles. Dans sa partie méridionale, elle traverse en effet, de part en part, les massifs du *Mittelgebirge* oriental : Fichtelgebirge, Thüringer Wald, Rhön, Eichfeld, et Harz, jusqu'aux collines de l'Elm. Il est vrai néanmoins que, sur quelques kilomètres, la frontière suit le cours de la Saale, séparant le Vogtland au nord-est, du Frankenwald au sud-ouest. Il est également vrai que dans sa partie septentrionale, l'Elbe sert de frontière sur quelques dizaines de kilomètres, lorsque le cours du fleuve sépare les Landes de Lüneburg à l'ouest, de la région de la Marche de Brandebourg. Mais la frontière se perd ensuite jusqu'à la baie de Lübeck, dans les modelés glaciaires du pays des lacs de la Plaine du Nord.

Modèle de transgression des *limites naturelles*, le tracé de la frontière interallemande et son dispositif militarisé ont provoqué l'éclatement de nombreuses unités territoriales fondées sur des équilibres socioéconomiques, pour certains très anciens. Des régions industrielles entières ont été démantelées par le passage de la frontière : en particulier le bassin minier (lignite) de Helmstedt dans le Braunschweig, les mines de fer et de zinc du massif du Harz, les mines de potasse de la vallée de la Werra en Thuringe, ou encore les carrières de kaolin des Fichtelgebirge. La désorganisation des activités économiques dans le bassin industriel du Braunschweig est, à ce titre, symptomatique des effets destructurants du tracé frontalier. En affectant tout à la fois la distribution de l'énergie et la fabrication de produits manufacturés, ce dernier a pratiqué dans le bassin industriel, une véritable incision qui s'est soldée par la création d'un « doublon » spatial. Dès 1952 en effet, l'alimentation en courant électrique du *Kreis* de Braunschweig à l'ouest a été interrompue : la régie qui exploitait le lignite du bassin de Helmstedt depuis la fin du XIX^e siècle (*Braunschweigische Kohlenbergewerke*) venait de perdre ses droits de propriété sur la centrale de Harbke, située *de l'autre côté* de la frontière, subitement réquisitionnée pour l'effort de construction du socialisme. La séparation désorganisa également toute la chaîne de production métallurgique, isolant les hauts-fourneaux des usines de montage. Dans les deux nouveaux États, ce sont deux bassins industriels en vis-à-vis qui ont été progressivement reconstitués, obligeant les autorités à repenser le réseau des voies de communication, la fourniture en énergie et en matières premières, et la cohérence des chaînes de production. Les enjeux économiques de l'activité industrielle les

ont dans le même temps contraints au maintien de relations transfrontalières pour le moins originales, donnant lieu à des situations parfois kafkaïennes. En effet, jusqu'à la fin du mois de mai 1952, 14 000 résidents de la zone soviétique faisaient quotidiennement la navette et traversaient la frontière pour aller travailler dans les usines de transformation situées dans la zone occidentale. La nouvelle réglementation adoptée par la RDA en 1952 mit fin à tout type de relations, et interdit *définitivement* les flux de travailleurs, d'énergie et de marchandises, pour promouvoir un développement totalement séparé. En 1976 cependant, les deux États signèrent un accord, afin de permettre à leurs entreprises respectives d'utiliser les déchets du terril qui se trouvait à cheval sur la frontière. Cet accord ne déboucha sur aucun travail de coopération. Au contraire, la RDA renforça le système de contrôle de la zone et le dispositif de surveillance des travailleurs employés à cette tâche. Le zèle des autorités est-allemandes, hantées par l'idée de voir fuir vers l'ouest des travailleurs pourtant sélectionnés pour leur attachement au socialisme, conduisit au traitement totalement séparé des déchets du terril, les équipes de travail se faisant face de part et d'autre du grillage spécialement installé et étroitement surveillé. De 1976 à 1985, le démantèlement du terril fut le seul projet de *coopération* transfrontalière entre les deux États ¹.

Le tracé de la frontière perturba le fonctionnement d'autres types de régions économiques. De nombreux ports perdirent ainsi après la guerre une grande partie de leur hinterland. C'est notamment le cas de Hambourg et de Lübeck. À une époque où le premier vivait presque exclusivement de ses activités commerciales, la partition l'a amputé d'au moins 40 % de son aire d'influence commerciale qui couvrait alors le Schleswig-Holstein, l'Allemagne moyenne de l'Anhalt et de la Thuringe, la Saxe, la région de Berlin et la Tchécoslovaquie, et s'étendait même partiellement en Mecklembourg, en Autriche et en Hongrie. L'aire de chalandise du port de Lübeck fut réduite dans les mêmes proportions, privée de ses flux vers le Mecklembourg, la région de Magdebourg, la Thuringe et la Saxe ². Hambourg et Lübeck étaient avant la partition, presque exclusivement des ports de commerce. La désorganisation de leurs fonctions commerciales et leur situation devenue périphérique en Europe de l'Ouest les obligea à restructurer leurs activités et à développer leurs fonctions industrielles.

La séparation physique de certains villages (cas de Mödlareuth à la frontière de la Bavière et de la Thuringe) a un caractère spectaculaire, mais la manifestation la plus caractéristique de la marginalisation spatiale des régions frontalières a sans aucun doute été l'interruption de la circulation. L'instauration du *Grenzsperrsystem* ³, c'est-à-dire du système de contrôle et de surveillance de la frontière à partir de 1952, imposa de telles restrictions à la circulation, qu'il multiplia à l'infini les situations cul-de-sac et contraignit chacun des deux États à réorganiser complètement leur réseau de transport à l'échelle régionale et nationale. La région de Braunschweig, située au pied du *Mittelgebirge*, formait un des axes majeurs de circulation et d'échanges dans l'Allemagne moyenne de l'avant-guerre. Cette fonction de transit s'évanouit avec la fermeture de la frontière, le maintien d'un seul point de passage à Marienborn, et la dislocation du réseau d'intérêt

1. Bode V., *op. cit.*, pp. 19-22.

2. Sander H.J., *op. cit.*, pp. 13-17.

3. *Verordnung über Massnahmen an der Demarkationslinie zwischen der DDR und den westlichen Besatzungszonen vom 26. Mai 1952*. Cité par Bode Volker, *op. cit.*, p. 19.

régional. Le cas de Hof en Bavière est tout aussi significatif du passage brutal de la situation de carrefour géographique à celle de cul-de-sac. La ville se situe en Franconie dans le *Mittelgebirge*, au fond d'une petite dépression formée par la Saale entre le Massif de Thuringe à l'ouest et les Monts Métallifères à l'est. Jusqu'à la partition, elle joua un rôle de carrefour et de transit entre les grandes vallées et bassins industrialisés de l'Allemagne méridionale, d'une part, et d'autre part, les Sudètes, la Bohême et les régions de l'Allemagne orientale : plusieurs axes majeurs du réseau ferré développé à la fin du XIX^e siècle (Munich-Berlin, Stuttgart-Dresde-Breslau, Francfort-Dresde-Breslau) et du réseau autoroutier construit dans les années trente (Nuremberg-Bayreuth-Hof-Leipzig-Berlin, Hof-Plauen-Zwickau-Berlin) transitaient par la ville ¹. Avec la construction du « Rideau de fer », cette région de transit devint un angle mort, une des périphéries de l'Allemagne fédérale. Les investissements dans la restructuration des réseaux de transport dans les régions frontalières restèrent mesurés en RDA. Par contre, en RFA ils donnèrent lieu à certains aménagements de grande envergure, comme la construction du canal de l'Elbe (*Elbe-Seiten-Kanal*). Le projet de construction d'un canal d'orientation nord-sud reliant la basse vallée de l'Elbe au réseau des voies navigables de l'Allemagne moyenne fut entrepris dans l'intention de reconstituer un nouvel hinterland aux ports de Hambourg et de Lübeck, et dans l'espoir de réanimer la vie économique dans les régions frontalières situées entre l'Elbe et le *Mittellandkanal*. Sa mise en service en 1976 permit effectivement de mettre en relation la basse vallée de l'Elbe avec les régions industrielles de Hanovre, de Braunschweig et du Harz septentrional, ainsi que de relier les ports de Hambourg et de Lübeck aux voies navigables de l'Allemagne occidentale, et donc aux régions industrielles du Rhin et de la Westphalie. Les retombées économiques sur les régions frontalières ne furent cependant pas à la hauteur des objectifs annoncés, et ne parvinrent pas toujours à compenser les effets inhibants du caractère hermétique de la frontière et de la situation périphérique, sur les activités et le niveau de développement économique ².

Car, malgré l'application d'une politique régionale spécifique, le *Zonenrandgebiet* n'est jamais devenu une zone homogène de prospérité économique. La distribution des aides fédérales et la mise en œuvre des programmes d'aménagement ont accompagné un développement économique et social différencié, qui s'est lui-même greffé sur un héritage territorial très hétérogène, cette hétérogénéité spatiale procédant tout à la fois de la diversité du milieu physique, des contrastes de densité de population ou de l'inégale concentration des activités économiques. À l'Ouest comme à l'Est, la situation périphérique et l'obstacle de la frontière ont accentué les disparités régionales internes. Déjà, au tournant du siècle, les régions du centre de l'Allemagne étaient considérées comme des régions défavorisées. Les responsables politiques et économiques soulignaient alors le caractère hétérogène des structures du développement économique, opposant les centres industriels parmi les plus performants de l'Allemagne du début du XX^e siècle, aux régions rurales lestées par de trop fortes densités agricoles, insuffisamment équipées en infrastructures, et marquées par des activités économiques trop peu diversifiées pour enrayer les processus de paupérisation et promouvoir à la fois la croissance et le

1. Sander H.J., *op. cit.*, pp. 43-44.

2. Sander H.J., *op. cit.*, pp. 41-42.

développement socioéconomique¹. Les massifs du *Mittelgebirge* de Hesse, de Thuringe et de Franconie, ainsi que les régions de landes et de lacs de la Plaine du Nord étaient classées dans la catégorie des *Notstandsgebiete* (des régions en situation de détresse) : c'est en tout cas ce que souhaitait montrer un rapport économique de 1936, en insistant sur la faiblesse structurelle de ces régions (*wirtschaftlich ungünstigen überbevölkerten Agrargebiete*)², et en mettant en évidence les discontinuités spatiales du développement économique les séparant, d'une part, des régions agricoles les plus productives des *Börde* de Magdebourg, et d'autre part, des centres industriels de Schweinfurt et de Coburg en Bavière, de Fulda et de Kassel en Hesse, de Wolfsburg, de Braunschweig, de Salzgitter et de Helmstedt en Basse-Saxe, de Kiel et de Lübeck en Schleswig-Holstein.

À la suite de la partition, ces régions ont été intégrées au système socioéconomique dominant dans chacun des deux nouveaux États. En Allemagne de l'Est, la construction du socialisme a imposé la restructuration de l'économie industrielle, en resserrant la trame des unités de production autour de quelques pôles monoproducteurs, et en sectorisant l'activité dans des entreprises spécialisées de grande taille : les combinats (*VEB = Volkseigene Betriebe*). Le régime est-allemand a, d'autre part, conduit à partir de 1952 la collectivisation des terres, en créant de vastes fermes d'État (*VEG = Volkseigene Güter*) sur les grands domaines nobiliaires expropriés par la réforme agraire, et en contraignant la paysannerie à se regrouper dans des coopératives de production (*LPGen = Landwirtschaftliche Produktionsgenossenschaften*), effaçant ainsi en moins d'une génération la structure de petites et moyennes exploitations familiales héritée de la colonisation médiévale (*Ostsiedlung*) et de l'émancipation plutôt tardive des communautés rurales à l'égard de la tutelle seigneuriale. En Allemagne fédérale, l'ordolibéralisme et l'intégration communautaire ont favorisé le redémarrage de la production industrielle et le développement des activités tertiaires, au profit des grandes concentrations urbaines (*Ballungsgebiete*) de la Plaine du Nord (Hambourg et Hanovre), des vallées du Rhin (Düsseldorf, Cologne et villes de la Ruhr), du Main (Francfort) et du Neckar (Stuttgart), ainsi que des bassins intérieurs du Jura franconien (Nuremberg) et de l'avant-pays alpin (Munich). Dans le même temps, les politiques publiques d'aménagement rural ont considérablement amélioré les performances économiques des exploitations familiales, grâce principalement aux opérations de remembrement (*Zusammenlegung, Flurbereinigung, et Aussiedlung*) qui ont accompagné les investissements dans la mécanisation du capital d'exploitation et dans l'équipement des campagnes en infrastructures de transport et de communication, mais aussi sociales, sportives et culturelles. Néanmoins, l'intégration des activités agricoles dans des filières et des bassins spécialisés de production a avantagé les régions qui bénéficiaient de la meilleure rente naturelle, tandis que les régions les moins productives souffraient de la déprise économique et de l'accélération de l'exode rural.

1. Meyer K., « Ein Beitrag zur Frage der Notstandsgebiete », in *Raumforschung und Raumordnung*, 1937, Heft 5., pp. 200-201. Cité par Boesler K.A., « Das Zonenrandgebiet, eine Einführung in die aktuellen Probleme seiner Struktur und Entwicklung », in *Geographische Rundschau*, vol. 37, 1985, pp. 380-384.

2. Régions agricoles surpeuplées et défavorisées sur le plan économique.

Dans le cadre de cette dynamique générale d'intégration socioéconomique, les régions frontalières ont souffert de leur situation périphérique, la frontière accusant les faiblesses structurelles héritées de la Révolution industrielle et de l'avant-guerre. Les premiers effets inhibants du tracé frontalier se sont fait sentir sur les évolutions démographiques. Dans l'immédiat après-guerre, les régions frontalières ont connu, comme de nombreuses régions d'Allemagne, une croissance de leur population, consécutive à l'arrivée des réfugiés et des rapatriés des anciennes régions du Reich. Ainsi dans l'équivalent du futur *Zonenrandgebiet*, la population régionale augmenta de 53,8 % de 1945 à 1950, elle doubla même dans la zone située dans le Land de Schleswig-Holstein (+ 103 %), les valeurs demeurant plus modérées dans les périmètres situés dans les autres Länder (59,5 % en Basse-Saxe, 23 % en Hesse et 33,8 % en Bavière) ¹. L'évolution fut comparable de l'autre côté de la frontière, dans la zone d'occupation soviétique. Mais, la croissance des densités y fut moitié moindre que dans la partie occidentale ². Surtout, à l'Est comme à l'Ouest, ces terres d'accueil devinrent rapidement, si on les compare aux autres régions d'Allemagne, des terres d'émigration : en raison des handicaps structurels précédemment évoqués, les premiers flux migratoires affectèrent les campagnes, alimentant l'exode rural vers les villes de la région, avant de se diriger vers les foyers d'appel de main-d'œuvre des centres industriels de l'Allemagne du « miracle économique ». Après 1952, c'est-à-dire à la suite de la mise en place par le régime est-allemand de la réglementation qui rendit la frontière quasiment hermétique, les déplacements de population se scindèrent en deux champs migratoires distincts et indépendants. En Allemagne fédérale, l'émigration se poursuivit en faveur des concentrations urbaines et des régions industrielles en croissance. Le déclin démographique fut continu, les bilans naturels et migratoires constamment négatifs jusqu'en 1989 : – 51 000 personnes entre 1975 et 1980, – 106 000 personnes entre 1980 et 1987 ³. En RDA, les flux se dirigèrent massivement vers les centres industriels de l'Allemagne moyenne et orientale, vieilles villes de tradition industrielle (Leipzig, Karl-Marx-Stadt ci-devant Chemnitz, Cottbus, Dresde) ou créations du volontarisme socialiste (Halle-Neustadt, Eisenhüttenstadt). Dans le nord, la plus faible densité des établissements industriels contraria quelque temps le mouvement migratoire, mais le trop-plein de main-d'œuvre fut surtout absorbé par les fermes d'État des *Bezirke* septentrionaux. Pendant toute la durée de la partition, les régions frontalières ont conservé leur caractère répulsif, entretenant un solde migratoire négatif, en grande partie responsable de l'amorce et de l'accélération du vieillissement démographique. Malgré la mise en œuvre en Allemagne fédérale d'une véritable politique régionale, la croissance de la population y fut moitié moindre, et le vieillissement plus prononcé que dans le reste du pays. Le *Zonenrandgebiet* enregistra par ailleurs des performances économiques très inégales, le chômage y demeura globalement plus élevé, malgré les allocations supplémentaires de ressources et les diverses exonérations de charges ⁴. Dans l'ensemble, le taux d'industrialisation y demeura inférieur à celui de la RFA, tout en s'accompagnant de contrastes locaux très marqués, très

1. Sander H.J., *op. cit.*, pp. 26-29.

2. Sander H.J., *op. cit.*, pp. 34-36.

3. Jones P. & Wild T., « From peripherality to new centrality ? Transformation of Germany's *Zonenrandgebiet* », in *Geography*, vol. 78, t. 3, 1993, pp. 287-290.

4. Jones P. & Wild T., « Socio-Economic gradient across the Inner-German frontier », in *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, 1994, vol. 85, n° 3, pp. 224-235.

certainement dus aux effets de la politique publique de subvention au maintien et au développement du secteur industriel. Ce n'est que dans les années quatre-vingt, que l'on a pu constater un renversement des dynamiques dépressives. Les quatre dernières années de la décennie montrèrent en effet une croissance de l'emploi industriel légèrement supérieure en moyenne à celle de la RFA dans son ensemble, ainsi qu'une réelle diminution du chômage dans de nombreux *Kreise* de la zone ¹. Il faut sans aucun doute imputer cette évolution aux retombées positives de la politique régionale, mais il semble que cette dernière ait aussi joué le rôle de relais ou d'instrument aux délocalisations industrielles qui affectèrent les grandes concentrations urbaines durant cette période, au profit de régions opposant moins de contraintes à la réalisation rapide de bénéfiques. Dans le cas de la zone frontière, les nouvelles implantations industrielles bénéficiaient à la fois de vieilles traditions industrielles, de réduction de charges, et de la présence sur place d'établissements de formation professionnelle. Cette dernière évolution contribua néanmoins à renforcer le gradient économique nord-sud et les inégalités spatiales héritées de l'histoire économique de la région. À l'Est, la planification territoriale a, semble-t-il, volontairement ignoré la situation périphérique des régions frontalières. Le régime est-allemand les considérait au mieux comme des régions sous-industrialisées (*schwach industrialisierte Gebiete*), sans les distinguer pour autant des autres régions touchées par ce type de handicap socioéconomique selon le modèle de développement de l'époque. Les quelques avantages financiers consentis sur les salaires et les retraites des résidents du *Sperrgebiet*, ne réussirent jamais à enrayer le processus de dépopulation. La politique d'équipement en services du régime en faveur des villes de moins de 25 000 habitants ne parvint pas à compenser la désorganisation de la hiérarchie des lieux centraux, provoquée par le tracé de la frontière. L'intention resta souvent lettre morte, dans la mesure où elle ne fut pas accompagnée d'investissements notables dans le secteur secondaire et tertiaire. Plus encore, les restrictions de séjour et de circulation contribuèrent à déséquilibrer la structure des activités et à déliter le tissu économique. À titre d'exemple, Volker Bode a analysé pour l'année 1971, la structure par branches d'activité sur quelques communes du *Sperrgebiet* : ce sont les activités agricoles qui y prédominent, dans le cadre des coopératives de production (*LPG*), tandis que les activités secondaires se localisent de manière restrictive dans quelques petits bassins industriels jugés stratégiques pour la production nationale, et les activités tertiaires se concentrent dans les zones de transit, principalement sur le périmètre de la gare. Les investissements négligèrent volontairement les activités industrielles d'aval, les établissements de formation professionnelle et les services touristiques ². L'auteur conclut sur l'ambivalence de la politique est-allemande dans les régions frontalières : le régime a, semble-t-il, créé une zone tampon, une frontière hermétique certes, mais plus fermée vers l'intérieur que vers l'extérieur, la dissuasion militaire vers l'Ouest n'ayant qu'une signification secondaire par rapport à l'enjeu politique de la consolidation interne du régime et de la légitimation de l'État socialiste.

1. Jones P. & Wild T., « From peripherality to new centrality? Transformation of Germany's *Zonenrandgebiet* », in *Geography*, vol. 78, t. 3, 1993, pp. 287-290.

2. Bode V., *op. cit.*, pp. 28-31.

3. Un scénario original de « défonctionnalisation » de la frontière

L'évolution contemporaine du rapport de forces politiques se fit cependant au détriment de la RDA. L'ébranlement politique du bloc soviétique, à partir de l'arrivée au pouvoir en URSS de Mikhael Gorbatchev, modifia les données géopolitiques des relations internationales. La question allemande réunit de nouvelles conférences interalliées, les Conférences « 2 + 4 ». Ces dernières s'achevèrent sur un accord qui restitua à l'Allemagne réunifiée sa pleine souveraineté. Le 3 octobre 1990, l'entrée en vigueur du Traité de Réunification mit fin à la partition de l'Allemagne. Le 1^{er} juillet 1990, les contrôles aux frontières entre les deux États avaient été supprimés, alors que le démantèlement physique du « Rideau de fer » avait commencé dès le mois de février de la même année.

Les négociations internationales furent certes un passage obligé, car les puissances alliées rendirent au pays vaincu de la Seconde Guerre mondiale l'exercice de la pleine souveraineté politique. Cependant, la rue fut au départ le véritable « théâtre des opérations ». Le régime est-allemand dut subir la pression exercée par les manifestations d'octobre 1989, à Leipzig tout d'abord, puis dans les autres villes de la RDA. Il dut surtout tenir compte de l'exode massif de ses citoyens à partir de l'été 1989. Ces mouvements de population jouèrent un rôle déterminant dans l'amorce de la « défonctionnalisation » de la frontière interallemande. On peut décomposer le cours des événements en trois grands épisodes ¹. Les six premiers mois de l'année 1989 furent marqués par une émigration croissante des citoyens de la RDA, à la suite de l'ouverture de la frontière entre la Hongrie et l'Autriche, le 2 mai 1989. Les Allemands de l'Est utilisèrent alors ce couloir de transit pour immigrer en RFA, d'abord illégalement, puis à partir du 11 septembre 1989, avec un visa de sortie délivré par les autorités hongroises. Pour le régime est-allemand, ce détour obligé était l'expression spatiale d'une situation de politique intérieure relativement stable, assurant la légitimité de l'État et ne remettant pas en cause la frontière. Dans une seconde phase, le régime réagit à l'ampleur de l'exode, en invitant la Tchécoslovaquie à fermer ses frontières avec la Hongrie pour les ressortissants de RDA. Les Allemands de l'Est candidats au départ, se réfugièrent alors dans les ambassades de RFA à Varsovie et à Prague, d'où ils prirent le train pour la RFA, via la RDA. L'obligation de transit par la RDA permettait alors au régime de démontrer le maintien de l'autorité d'État, puisque c'était aux autorités est-allemandes que revenait le pouvoir de délivrer les autorisations de transit sur son territoire. Enfin, après le 3 novembre 1989, la RDA autorisa ses citoyens à quitter Prague avec leur simple carte d'identité. Ce fut la dernière étape avant la suppression de la frontière interallemande. Le départ était légal, mais l'obligation de transiter par la Tchécoslovaquie permettait au régime d'imposer un détour spatialement nécessaire au maintien politique de la frontière interallemande. Jusqu'au 9 novembre 1989, la frontière conserva l'intégrité de ses fonctions de contrôle et de régulation ². Mais le rapport de forces s'était déjà modifié en faveur de la contestation. L'entrée en vigueur d'une nouvelle législation sur la circulation et les voyages, en remplacement des mesures restrictives de 1952, le renversa de façon définitive au détriment des autorités, persuadées de conserver le contrôle sur les flux migratoires en les libérant. L'ouverture et la chute du

1. Cf. Sledzwiewski E. et Gülich C., « Frontières politiques », in *Revue des sciences sociales de la France de l'Est*, Villes mémoires, villes frontières, 1991-1992, n° 19, pp. 61-74.

2. Cf. Introduction générale, les fonctions de la frontière.

mur de Berlin, la déchirure et le démantèlement du « Rideau de fer » engagèrent alors de manière décisive le processus de « défonctionnalisation » de la frontière, entamant dans le même temps la légitimité de l' « État socialiste ».

À la suite des événements du 9 novembre 1989, la classe politique agit avec prudence, à l'Est comme à l'Ouest. En RDA, le premier gouvernement de la *Wende* défendit rapidement un discours réformateur, mais demeura circonspect quant à l'idée de réunification, et donc de suppression de la frontière interallemande. À l'Ouest, l'intention d'intégration politique était plus manifeste, mais le gouvernement évoquait un processus par étapes, sans que le terme ultime en soit fixé. Ainsi, le 17 novembre, Hans Modrow, le nouveau chef du gouvernement est-allemand proposa la création d'une communauté contractuelle interallemande. Le 28 novembre 1989, Helmut Kohl répondit par un programme en dix points, comprenant l'objectif d'instaurer une confédération entre les deux États allemands devant aboutir à une « organisation fédérale de toute l'Allemagne »¹. En réponse au chancelier fédéral, les partis de la « Table ronde » incitèrent le gouvernement Hans Modrow à s'engager en priorité dans une politique de réformes de la société socialiste, et à préférer à une réunification immédiate ou différée, la solution politique de la communauté contractuelle, dans l'intention de réaliser *enfin* une société socialiste libérée de la dictature politique et de l'économie bureaucratique.

Dans les faits, les décisions du gouvernement ouest-allemand précipitèrent le cours des événements. Dans la perspective du scrutin du 18 mars 1990 devant élire les représentants à la Chambre du Peuple de RDA, les partis politiques conservateurs de l'Ouest présentèrent à la population est-allemande, la formule de l'unification immédiate, comme le moyen le plus rapide d'accéder au niveau de vie et de consommation de la population ouest-allemande. L'enjeu électoral fut déterminant dans la décision du gouvernement fédéral, car jusqu'à la fin du mois de janvier 1990, la chancellerie et le ministère des Finances demeuraient hostiles à une union monétaire rapide, comme à une unification immédiate. Au contraire, dans l'esprit du programme en dix points, le ministère préconisait la mise en œuvre de réformes amenant progressivement la RDA à l'économie de marché, afin de créer un espace économique commun aux deux Allemagnes, caractérisé par un niveau de production au moins comparable, sinon identique. Ces mesures auraient conduit à la mise en place d'une union monétaire interallemande sur la base de la convertibilité à taux fixe du Mark-est. La plupart des économistes, ainsi que la direction de la Bundesbank, étaient favorables à ce modèle. Cependant, la CDU et la CSU firent pression sur le gouvernement pour accélérer le cours des événements, à un moment où les sondages donnaient les forces conservatrices perdantes face au SPD, les principales préoccupations des Allemands de l'Est étant la relance économique, la réforme monétaire et l'union politique. Aussi, le chancelier Kohl annonça-t-il publiquement, le 6 février 1990, la suppression du Mark-est dans les prochains mois, et son remplacement par le DM. La décision était inattendue et en contradiction totale avec le résultat des discussions qui avaient eu lieu au sein du gouvernement. Car, au même moment, le ministre de l'Économie, Helmut Hausmann, proposait un plan en trois étapes pour une union

1. Cité par Vilmar F. et Guittard G., *La face cachée de l'unification allemande*, Éd. de l'Atelier, Paris, 1999, pp. 11-21.

économique et monétaire progressive avec la RDA ¹. Le brusque revirement du gouvernement s'explique par des raisons politiques et électoralistes. Il s'agissait d'inciter les citoyens de RDA à voter en faveur de l'Alliance pour l'Allemagne, la coalition des partis conservateurs, soutenue par le gouvernement fédéral, celui-ci légitimant par ailleurs sa stratégie électoraliste par l'aggravation de la crise économique et politique en RDA et l'accentuation de l'exode vers la RFA, deux problèmes qui, selon lui, ne permettaient plus d'envisager un processus par étapes.

Les modalités de l'unification allemande, et donc de la suppression de la frontière entre les deux Allemagnes, tendent à infirmer les théories des géopoliticiens de la frontière, lorsque ces derniers avancent que dans une dynamique de « défonctionnalisation » des frontières, l'intégration économique précède l'intégration politique ². Il est vrai qu'en termes de calendrier, l'union monétaire entra en vigueur le 1^{er} juillet 1990, et le Traité de réunification, le 3 octobre suivant. Mais, à cette date, l'intégration économique était loin d'être effective. L'ouverture des frontières et la brusque libéralisation de l'économie est-allemande, fonctionnant jusque-là en dehors de l'économie mondiale, eurent l'effet d'un big-bang monétaire ³. La conversion du Mark-est en DM au taux de 1 pour 1 correspondit de fait à une réévaluation de 300 % de la monnaie qui circulait alors en RDA, et exposa de fait les entreprises est-allemandes à un choc déflationniste violent. Les conservateurs imputèrent l'effondrement économique à l'état lamentable des structures économiques du pays, mais on peut raisonnablement penser qu'une telle réévaluation aurait plongé n'importe quel pays d'Europe occidentale relativement stable, dans une crise profonde d'adaptation. L'union monétaire et la suppression de la frontière interallemande prirent la forme d'une « colonisation économique » ⁴. Il ne fait aucun doute que le milieu industriel ouest-allemand l'instrumentalisa à son profit pour éliminer la concurrence et s'ouvrir dans Länder orientaux de l'Allemagne unifiée, de nouveaux marchés de consommation. Malgré les promesses d'investissements, les flux de capitaux privés en provenance des anciens Länder demeurèrent modérés. Par contre, les flux migratoires est-ouest, déplacements définitifs, temporaires ou pendulaires, s'amplifièrent durant les deux premières années de l'unification. La frontière interallemande avait été certes complètement « défonctionnalisée », et ce en un temps très court. Mais, elle continue de former dans l'espace une ligne de discontinuité géographique qui révèle les difficultés de l'intégration socioéconomique, et qui compromet à terme la reconstruction d'une identité territoriale commune. Cette question met à jour le malentendu de l'unification et de l'intégration politique. « Les changements de frontière en Allemagne sont si fréquents, qu'on aurait pu penser, que la disparition de la frontière interallemande serait en quelque sorte banalisée », écrit Etienne Sur, lorsqu'il analyse la discordance des territoires de l'État et de la nation dans le processus politique qui conduisit à l'unification et à la suppression de la frontière ⁵.

1. Ce plan prévoyait des cours de change réalistes dans l'intention de soutenir les exportations de biens et de favoriser les importations de capitaux. L'introduction du DM était prévue au plus tôt pour le 1^{er} janvier 1993. Cf. Vilmar F. et Guittard G., *op. cit.*, pp. 21-35.

2. Guichonnet P. et Raffestin C., *op. cit.*, pp. 153-157.

3. Vilmar F. et Guittard G., *op. cit.*, pp. 25-35.

4. Vilmar F. et Guittard G., *Ibid.*, pp. 25-35.

5. Sur E., « L'Allemagne orientale, d'un territoire à l'autre », in *Herodote, Les territoires de la nation*, 1991, n° 62, pp. 150-160.

« On pouvait penser », poursuit-il, « que ce qui compterait, serait non pas la confrontation d'appartenances étatiques différentes, mais la réunion de ce que l'Allemagne orientale disposait tout autant que l'autre, [c'est-à-dire] la germanité ». L'unification a pu être perçue à ses débuts comme l'union ou la réunion de la nation allemande, jusqu'ici séparée par les circonstances historiques. Or, dans les faits, l'Allemagne orientale est devenue un nouveau territoire de la République fédérale, sur lequel celle-ci impose sa souveraineté, son autorité et son modèle socioéconomique. Bien que dématérialisée, la frontière interallemande se perpétue sous la forme d'une sorte de ligne de front de l'extension territoriale. Les modalités juridiques de l'unification sont symptomatiques de cette dynamique. Le gouvernement décida de l'application de l'article 23 de la Loi fondamentale, qui prévoyait son entrée en vigueur dans « d'autres parties de l'Allemagne », plutôt que celle de l'article 146, qui prescrivait la création d'un nouvel État. La ligne de front est aussi surtout celle de la restructuration économique et de la transition vers l'économie de marché.

II

LA DYNAMIQUE RÉGIONALE

CONTEMPORAINE

1. De la zone de coopération à la ligne de front (Guillaume LACQUEMENT)

À ce propos, le gouvernement fédéral prit l'initiative de réunir, dès le mois de février 1990, une commission d'experts compétents dans les questions d'aménagement du territoire, venus de l'Ouest et de l'Est, afin de débattre du devenir des régions frontalières au lendemain de la réunification¹. Cette commission qui s'est tenue sous l'égide du ministère ouest-allemand du Territoire, se fixa d'emblée l'objectif de réfléchir aux conditions favorisant la création d'une zone de coopération économique privilégiée, dans le but de combler le fossé économique creusé par la frontière entre les grands pôles de développement de l'Allemagne réunifiée, principalement la vallée du Rhin et la région de Berlin, et de reconstituer au centre de l'Allemagne, une véritable zone de prospérité économique. Dans le discours d'introduction, le directeur du cabinet ministériel précise les termes du débat : les responsables de l'aménagement du territoire auront pour mission d'encourager la coopération régionale dans le respect du système fédéral, afin de restaurer le *Heimatgefühl*, le sentiment de la *Heimat*, c'est-à-dire, le sentiment d'appartenir à une nation commune². La reconstitution de la cohérence de l'espace économique va donc de pair avec la reconstruction de l'identité territoriale. La volonté politique procède bien ici de l'intention d'effacer la frontière, d'en gommer les héritages, d'en éliminer les scories. Les propositions de partenariat et de coopération formulées au cours de la rencontre, se sont concentrées autour de quelques axes jugés prioritaires : le rétablissement des voies de communications et la modernisation des infrastructures de transport, la création de nouvelles zones d'activités susceptibles d'accueillir des entreprises industrielles et commerciales, la gestion de la pollution et de la protection de l'environnement, et le développement touristique dans les régions rurales de la moyenne montagne, de la région des lacs et du littoral.

1. « Vom Grenzland zum Raum der Kooperation, Expertengespräch des Bundesministeriums für Raumordnung, Bauwesen und Städtebau (Februar 1990) », in *Schriftenreihe für Ländliche Sozialfragen*, Göttingen, 210 p.

2. *Ibid.*, pp. 5-13.

Dieter Weiprecht est à l'époque directeur des autorités de la planification territoriale du *Bezirk* de Suhl dans le Massif de Thuringe. Il dresse le diagnostic d'une des régions les plus périphériques de la RDA, dont les activités économiques ont particulièrement souffert du caractère hermétique de la frontière interallemande, comme de l'éloignement à l'égard des centres économiques du pays. Ses 340 kilomètres de frontière commune avec les Länder occidentaux de Hesse et de Bavière, soit le plus long tracé frontalier avec la République fédérale, laissent présager, selon lui, de nombreuses perspectives de coopération et de développement, notamment dans le secteur touristique. Le rapporteur s'attache ici à mettre en valeur les potentialités de développement lié à la « mise en patrimoine » du milieu naturel et des paysages du *Mittelgebirge*, en particulier le Massif de Thuringe et le Massif de la Rhön. Il insiste sur la nécessité de rétablir les voies de communications avec les régions occidentales, afin de favoriser la renaissance et la croissance des flux touristiques.

Son homologue du *Bezirk* de Schwerin, Helmut Nitschke, insiste lui aussi, sur les enjeux économiques du rétablissement des relations routières et ferroviaires entre l'Ouest et l'Est. Le *Bezirk* de Schwerin dispose de 200 kilomètres de frontière commune avec les Länder occidentaux de Basse-Saxe et de Schleswig-Holstein, dont 90 kilomètres de frontière *naturelle* le long de l'Elbe. Selon la nomenclature de la planification territoriale de l'ancien régime, il s'agit d'une région agricole et industrielle (*Agrar-Industrie-Gebiet*), ce type structurel révélant l'importance de la part de la population active employée dans le secteur primaire (plus de 25 %) et secondaire (plus de 25 %). La mise en œuvre d'un partenariat devra permettre de réduire la pollution du fleuve, d'améliorer les infrastructures de communications et de reconstituer la complémentarité de la chaîne de production industrielle dans les secteurs de la métallurgie et de l'agroalimentaire.

À Rostock, Helmut Wenig souhaite que la bande côtière soit considérée de la même façon que la zone frontière, afin de pallier le manque de services touristiques dans une région, où la planification territoriale a organisé la vie économique autour des activités de production agricole, et où le régime a réservé les principales structures d'hébergement à ses élites et à ses travailleurs les plus « méritants ». Dans le *Kreis* frontalier de Grevesmühlen, l'essentiel de la main-d'œuvre est employée dans les coopératives de production agricole et dans les fermes d'État. Les salariés du secteur secondaire travaillent dans les branches de l'industrie textile, de l'industrie du bois et de la construction de matériel agricole. Dans le même temps, l'année 1989 a connu une augmentation importante de la fréquentation touristique, sans que les structures d'hébergement ne puissent répondre à la demande nouvelle. Le rapporteur en appelle à la coopération interrégionale pour repenser le développement touristique sur le littoral et dans les régions rurales de faible densité sur la base des concepts du tourisme vert ¹.

Les responsables régionaux (à l'échelle du *Bezirk*) de la planification territoriale de la RDA, plaidèrent à cette occasion, pour la création d'un périmètre spécifique d'aménagement, réunissant l'ensemble des circonscriptions frontalières de part et d'autre de la frontière, au sein duquel serait mises en œuvre les propositions de partenariat et de coopération. Dans la perspective de l'unification, les autorités ouest-allemandes prirent position contre cette possibilité, pour privilégier et imposer le recours aux outils de politique régionale, prévus par la loi fédérale. Dans les faits, le *Zonenrandgebiet* fut supprimé en 1991, en tant que concept particulier de la politique d'aménagement régional.

1. *Ibid.*, pp. 88-110.

L'extension des zones bénéficiant des aides fédérales au développement dans les anciens Länder fut reconsidérée, sur la base de limites plus restreintes (cf. document 1). Enfin, l'aire d'application des programmes fédéraux d'aide au développement des infrastructures, à la reconversion industrielle et à la restructuration de l'agriculture, s'appliqua à l'ensemble du territoire de l'ex-RDA, dans le cadre d'un partenariat entre le Bund et les Länder. Dès 1990, donc, c'est moins une zone de coopération qu'une ligne de front qui se profile dans les régions de l'espace frontalier interallemand. Un travail de prospective, paru au cours de cette même année, décidément décisive, brosse les principaux traits de l'évolution territoriale à prévoir dans la partie orientale de la nouvelle Allemagne, à la suite de la suppression de la frontière. Ses auteurs soulignent en particulier l'influence prépondérante des centres économiques ouest-allemands dans la restructuration et la distribution des activités économiques dans la zone frontalière, comme dans le reste de l'est du pays ¹. On peut lire dans cet article que :

— Les villes de Hambourg, de Kiel et de Lübeck impulseront le développement économique de tout le Mecklembourg, en particulier celui des villes de Schwerin, Rostock et Wismar, grâce à des implantations industrielles ponctuelles et à la diffusion des activités touristiques sur tout le littoral.

— La rénovation des infrastructures de transport dans l'Allemagne moyenne permettra à la région de forte densité urbaine et industrielle située entre Hanovre, Braunschweig et Wolfburg, d'associer son propre développement économique à celui de la région du Grand Berlin.

— La région des lacs du Mecklembourg affirmera sa vocation touristique dans un ensemble de régions rurales de faible densité réunissant les Landes de Lüneburg, les collines du Fläming et le Massif du Harz.

— Dans la moyenne montagne, nombreuses sont les villes qui reconstitueront leurs zones d'influence et d'attraction : Göttingen, Kassel, Fulda, Würzburg, Bamberg, Bayreuth, Coburg. Ces villes devraient bénéficier de la reconstitution des axes de circulation reliant les grands centres économiques de l'Allemagne entre Ruhr et Saxe.

Dans ce passage, les auteurs ne citent que des villes occidentales. Est-ce à dessein ? Sans faire de procès d'intention, il apparaît clairement ici que la frontière interallemande est considérée comme la ligne de front de la restructuration économique des Länder orientaux, comme la ligne de front de l'extension territoriale à l'Est de l'économie de marché et du modèle socioéconomique ouest-allemand. Nombreux sont les experts économiques et les élus qui comptent alors sur l'effacement progressif du gradient socioéconomique entre l'Ouest et l'Est, pour dynamiser la croissance économique de la région : écarts de salaires et de qualification pour stimuler un marché de l'emploi considérablement assoupli par les migrations pendulaires, délocalisations industrielles et création de joint-ventures.

1. Wulff A. und Bodo-Beyer B., « Die DDR und ihre Grenzgebiete zur Bundesrepublik Deutschland, Gedanken und Probleme », in *Raumforschung und Raumordnung*, vol 48, n° 2/3, 1990, pp. 106-109.

Document 1
Les régions éligibles aux aides fédérales après la réunification



Source : Bundesministerium für Raumordnung, 1996.

2. Les dynamiques territoriales contemporaines dans les *Kreise* frontaliers (Olivier CHARLOT)

Dès lors, les logiques géopolitiques et économiques d'aménagement du territoire apparaissent motivées par les processus d'unification et sont censées dépasser l'ancienne limite étatique. À ce titre, elles justifient l'efficiace de la dynamique du front d'intégration socioéconomique de l'Ouest vers l'Est et la recherche de la reconstruction d'une identité territoriale commune. Certes, la frontière séparant deux États et deux modèles européens n'existe plus telle quelle, mais cela ne signifie pas pour autant qu'elle est remplacée par une soudure harmonieuse entre deux territoires, entre deux sociétés aux évolutions différenciées, parfois antagonistes pendant quarante années. Dès le début des années quatre-vingt-dix, la centralité retrouvée de l'ancienne zone frontière interallemande et la reconstitution tant espérée de ce *Neue Mitte* au cœur de l'Allemagne semblent à relativiser. Les chercheurs anglais Trevor Wild et Philip Jones s'étonnent déjà de la divergence et des déséquilibres, notamment socioéconomiques et démographiques, croissants entre les anciens et les nouveaux Länder depuis l'unification allemande¹. Selon quels critères en effet, la zone frontière — par essence périphérique — devient-elle de chaque côté centrale, en tant qu'espace physique recousu, voire re-dynamisé, ou au contraire marginale, stigmatisant ainsi une ou des frontière(s) entre sociétés ?

On peut ainsi s'interroger sur l'évolution globale de ce territoire si particulier, coupé et martyrisé, les dynamiques contemporaines (et les contre-courants subséquents) qui participent à sa recomposition et à sa reconversion, et le rôle joué par la frontière. Dans quelle mesure, cette dernière « se perpétue (-t-elle) sous la forme d'une ligne de front de l'extension territoriale », support de l'intégration territoriale à la République fédérale selon le modèle socioéconomique de la *soziale Marktwirtschaft* ? Ce processus exogène d'intégration territoriale se traduit-il sous la forme de gradients socioéconomiques et démographiques dans la zone frontière et ne rencontre-t-il pas, d'une part, des résistances liées à la cicatrice — notamment physique et mentale — de la partition, et d'autre part, des effets de lieux ou d'autres dynamiques de transition, parfois à contre-courant ? Selon quel degré d'intensité peut-on mesurer les réajustements socioéconomiques depuis l'ouverture de la frontière dans cette zone de relative marginalité, c'est-à-dire mesurer l'effort restant à accomplir pour une meilleure homogénéité de la zone ? Ces gradients peuvent être révélés par la comparaison de cet espace frontalier avec les ensembles Est et Ouest selon des indicateurs socioéconomiques et démographiques et leur classification. Il s'agira de surcroît de mettre en évidence le degré d'hétérogénéité du développement socioéconomique dans l'avancée de la ligne de front au sein même de la zone frontière et de dégager les limites de ce front. La ligne de front n'est en effet pas forcément un processus linéaire, d'avancée uniforme et indifférente sur les territoires, mais se dégagent sans doute au contraire de nouvelles inégalités spatiales dans cette longue zone frontalière. Selon quelle modalité se produit cette ségrégation spatiale à l'intérieur de cette zone ? Quels sont les espaces intégrés et quels sont ceux qui restent marginalisés ?

1. Wild T. & Jones P., « Spatial impacts of German Unification », in *The Geographical Journal*, vol. 160, Part 1, mars 1994, pp. 1-16.

Dans cette approche régionale, les choix liés à l'analyse cartographique doivent révéler au mieux l'organisation de l'espace et les processus qui s'y appliquent, ainsi que des territoires pertinents, caractéristiques ou originaux, aux évolutions différenciées. La priorité est ainsi donnée à la plus grande finesse possible du découpage spatial, selon des unités territoriales à la fois significatives et cohérentes statistiquement, les districts, ou *Kreise*, qu'ils soient ruraux (*Landkreis*) ou urbains (*Kreisfreie Stadt*). La zone d'étude (cf. document 2) ne correspond pas à l'ensemble de l'espace frontalier défini comme la somme du *Sperrgebiet* et du *Zonenrandgebiet*, mais bien à la prise en compte de tous les *Kreise* limitrophes de part et d'autre du tracé de l'ancienne frontière interallemande, et de certains *Kreise* proches de la limite et particulièrement significatifs et intéressants pour l'appréhension de la structure spatiale de la zone et en particulier du rôle des composantes centre-périphérie, il s'agit bien souvent de *Kreisfreie Städte* (à l'Ouest : Wolfsburg, Braunschweig, Salzgitter, Coburg et Hof, et à l'Est : Wismar, Schwerin, Suhl et Plauen) et du *Kreis* du Ostholstein, permettant ainsi l'appréhension de l'ancienne frontière maritime dans la Baie du Mecklembourg. Les *Kreise* du *Zonenrandgebiet* se prolongeant plus à l'ouest et ceux s'étirant jusqu'aux frontières terrestres du Danemark et de la République tchèque, sont exclus de l'analyse. La difficulté majeure réside dans l'utilisation d'unités spatiales correspondantes, soit forcément postérieures à la réforme administrative du maillage territorial réunifié. La cohérence de l'exploitation statistique des données n'est donc possible à la comparaison qu'à partir de l'année 1995, plaçant ainsi une limite temporelle à notre analyse. Les difficultés de centralisation des données et leur harmonisation au niveau du *Bundesland* explique la prise en compte des données statistiques pour les indicateurs socioéconomiques et démographiques de l'étude entre 1995 et 1999. Les informations statistiques ont pour source le *Statistisches Jahrbuch 2000*, le *Kreiszahlen, Ausgabe 2000* et le *CD-Rom Regional Statistik, Ausgabe 2000* édités par le Statistisches Bundesamt, à Wiesbaden. Le mode de discrétisation retenu est celui de l'observation selon les ruptures de paliers, permettant, d'une part, d'éviter les dérives de la standardisation, liées aux valeurs extrêmes et favorisant, d'autre part, la primauté de la cohérence de la distribution — et donc de l'information — à l'intérieur de chaque classe. En outre, quand cela est possible, les seuils sont aussi déterminés selon des valeurs significatives, comme les moyennes du *Bund*, des nouveaux Länder, des anciens Länder, de la zone d'étude... pour permettre des comparaisons pertinentes, d'une part, entre les *Kreise* à l'intérieur de la zone d'étude, et d'autre part, entre ces *Kreise* et les ensembles régionaux, notamment Est et Ouest.

Enfin, les indicateurs démographiques et socioéconomiques sélectionnés révèlent particulièrement à la fois les conditions actuelles et la situation synthétique de l'espace qu'ils caractérisent et les dynamiques subséquentes. Leur typologie selon les résultats permet de mettre en évidence les caractéristiques majeures de la zone des *Kreise* frontaliers et des processus qui s'y rencontrent. Il s'agit ainsi de s'intéresser avant tout aux traits d'un espace encore très périphérique, en situation de marge à la fois démographique et socioéconomique, puis de déterminer la pertinence et l'efficacité de la relation des gradients socioéconomiques et démographiques, d'une part, face à l'effet de frontière inhibant, et d'autre part, face à l'hétérogénéité de cet espace frontalier étudié et

Document 2
Les Kreise frontaliers



la complexité des dynamiques qui le structurent. Enfin, le caractère central et favorisé d'un espace préservé à vocation touristique potentielle terminera cette analyse. La présentation des résultats selon cette typologie permet le déplacement de la réflexion entre héritages et transition, périphérie et centralité, mouvements divergents et convergents.

3. Une zone frontière, des périphéries héritées

Malgré sa position contemporaine de centralité — du moins dans un espace cartésien —, la zone des *Kreise* frontaliers conserve ses caractéristiques déjà anciennes de zone relativement défavorisée. Avant même la partition étatique interallemande, la plus grande partie de son espace « souffrait de conditions naturelles hautement marginales »¹. Peu de grandes villes hiérarchisent la distribution de la population et des activités dans un espace — ou plutôt des espaces — qui se retrouvent de surcroît, pendant quarante années, frontaliers, coupés et répulsifs. La frontière impose alors de manière effective une séparation des places centrales de leurs zones d'influence, des pôles économiques de leurs bassins d'emploi, une scission des réseaux de transports et la constitution — de part et d'autre de la limite et malgré les politiques régionales successives — de zones particulièrement peu habitées et peu attractives. Avec la (ré)unification allemande, l'espoir d'un nouveau centre (*Neue Mitte*) s'affirme mais est très vite confronté à la prise de conscience d'une centralité finalement toute géométrique, et d'un pouvoir structurant drastique de la frontière vieille de quatre décennies sur cette zone frontière (*Grenzgebiet*)². Les présents résultats confirment ce diagnostic d'une zone qui, comparée au reste du territoire fédéral réunifié, affiche encore des faiblesses pérennes. Les indicateurs de la situation de la densité de population dans la zone en 1999 et de celle de la part de la population active dans le secteur tertiaire en 1998 en attestent significativement.

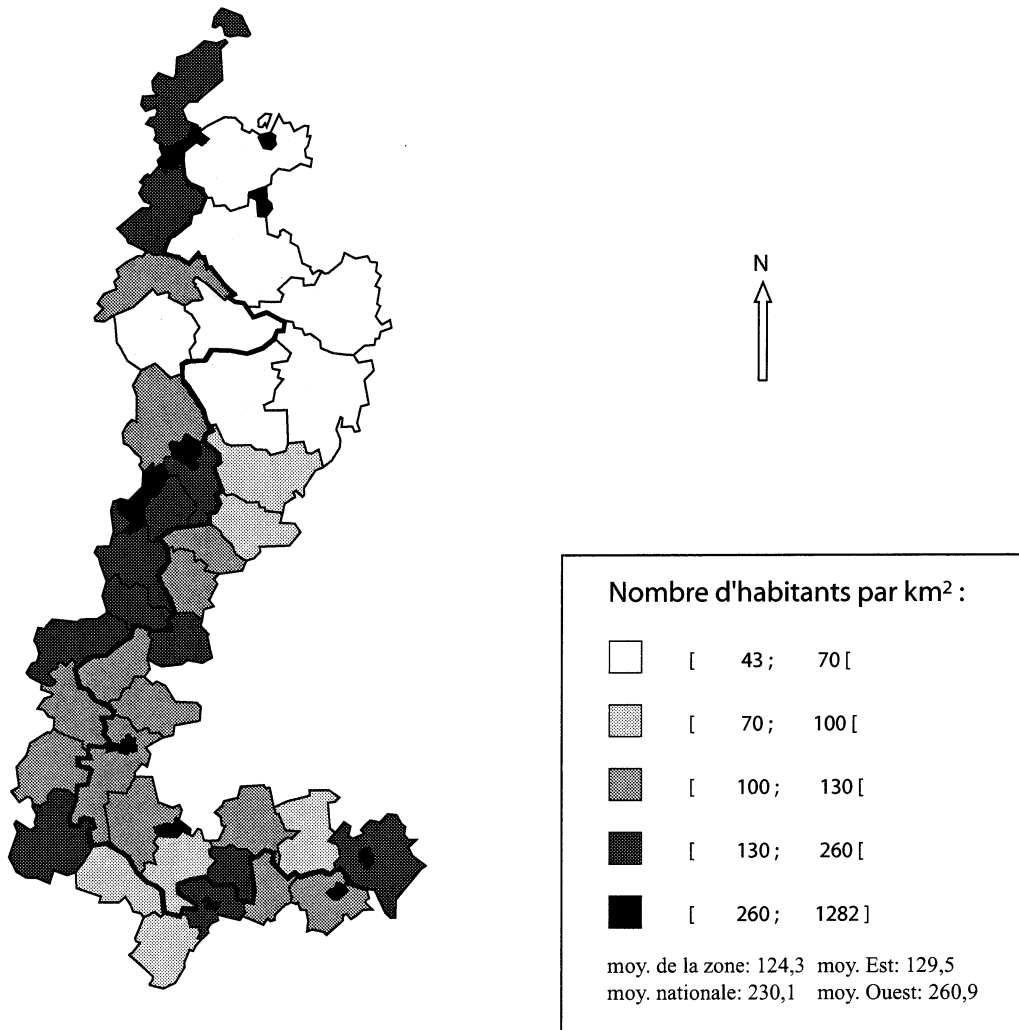
3.1. Un espace encore peu densément peuplé (cf. document 3)

Pourtant forte de 5,8 millions d'habitants, la zone des *Kreise* frontaliers reste en 1999 peu densément peuplée (124,3 hab/km²) et ce, à la fois vis-à-vis d'une Allemagne fédérale dont la densité de population atteint 230,1 hab/km², du territoire correspondant à l'ancienne RFA (261 hab/km²) et même des nouveaux Länder (129,5 hab/km²) ! Bien que la distribution de la population dans la zone d'étude s'inscrive dans un passé long, le temps de la partition semble y avoir laissé une empreinte forte. On retrouve en effet

1. Wild T. & Jones P., «From peripherality to new centrality ? Transformation of Germany's Zonenrandgebiet», in *Geography*, vol. 78, t. 3, juillet 1993, pp. 281-294.

2. Wild T. & Jones P., « Socio-Economic gradients across the Inner-German frontier », in *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol. 85, n° 3, 1994, pp. 224-235.

Document 3
La densité de population en 1999



nettement le schéma de «*wastelands*»¹ — un espace aux marges de chaque territoire étatique —, d'une zone frontière finalement en situation de double périphérie due à un effet de frontière hérité et encore puissamment ségréatif. L'effet de frontière est en outre particulièrement tranchant à l'intérieur même de la zone, selon une dichotomie Est-Ouest le long de l'ancien tracé inter-étatique, en faveur des *Kreise* occidentaux (densité moyenne de 158,2 hab/km² et seulement 96,8 pour les *Kreise* de l'Est !). La situation de contact-opposition est distincte en plusieurs secteurs : au nord, du Ostholstein au Lüneburgkreis, avec des densités plutôt fortes pour la zone, faisant face à un ensemble Nordwestmecklemburg-Ludwigslust déprimé ; au centre, où le tissu urbanisé de Basse-Saxe (*Niedersachsen*), entre Wolfsburg et Göttingen, s'impose face aux *Kreise* de Saxe-Anhalt (*Sachsen Anhalt*) et du nord de la Thuringe. Ce caractère n'est pas pour autant totalement hermétique et est confronté à des inégalités régionales fortes, animées en particulier par un gradient démographique nord-sud classique en Allemagne (le *Nord-Süd Gefälle*). Un ensemble de très faible densité se démarque en effet, transgressant l'ancienne frontière : il s'étire de la partie orientale du littoral baltique de la zone, le Nordwestmecklemburg et son *hinterland* du Ludwigslust aux plaines septentrionales des Landes du Lunebourg, du Wendland, de Prignitz, de l'Altmark et jusqu'à l'Ohre, avec des densités de population souvent inférieures à 50 hab/km² ! Il s'agit de la zone de plus faible peuplement, une périphérie dans la périphérie, où le concept de *Neue Mitte* est loin de s'appliquer. D'autres *Kreise*, plus méridionaux, dans le nord de la Bavière (Rhön-Grabfeld et Hassberge) et dans le sud de la Thuringe (Hildburghausen et Saale-Orla) sont, sans atteindre les niveaux des précédents, peu densément peuplés. Face à ces sous-ensembles régionaux de très faible densité, se distinguent trois espaces à forte concentration de population, les centres urbains, peu nombreux et inégalement répartis dans l'espace frontalier.

— Au nord, le plus distinct, Lübeck (avec une densité atteignant presque 1 000 hab/km²) et au nord-est, des centres urbains secondaires, îlots de peuplement, Wismar et Schwerin ;

— Au centre de la zone, en Basse-Saxe, un tissu urbanisé et industrialisé, composé d'*Oberzentrum*, des pôles urbains et centres économiques assez importants : Wolfsburg, Braunschweig, Salzgitter, se prolongeant au sud jusqu'à Göttingen, mais à l'ouest de l'ancienne frontière interallemande. Cet espace, le plus densément peuplé, est structuré selon des pôles urbains équilibrés et doit sa situation démographique privilégiée, dès la fin du XIX^e siècle, puis dans les années trente, à l'axe industriel et de peuplement Ruhr-Mitteldeutschland-Berlin².

— Enfin, au sud, plusieurs petites villes (*Kleinstädte*) et centres industriels anciens de plus de quatre siècles, organisent l'espace : Plauen, Hof, Coburg, Suhl, Eisenach et Fulda.

1. Lösch, cité par Wild T. & Jones P., « Socio-Economic gradients across the Inner-German frontier », in *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol. 85, n° 3, 1994, p. 225.

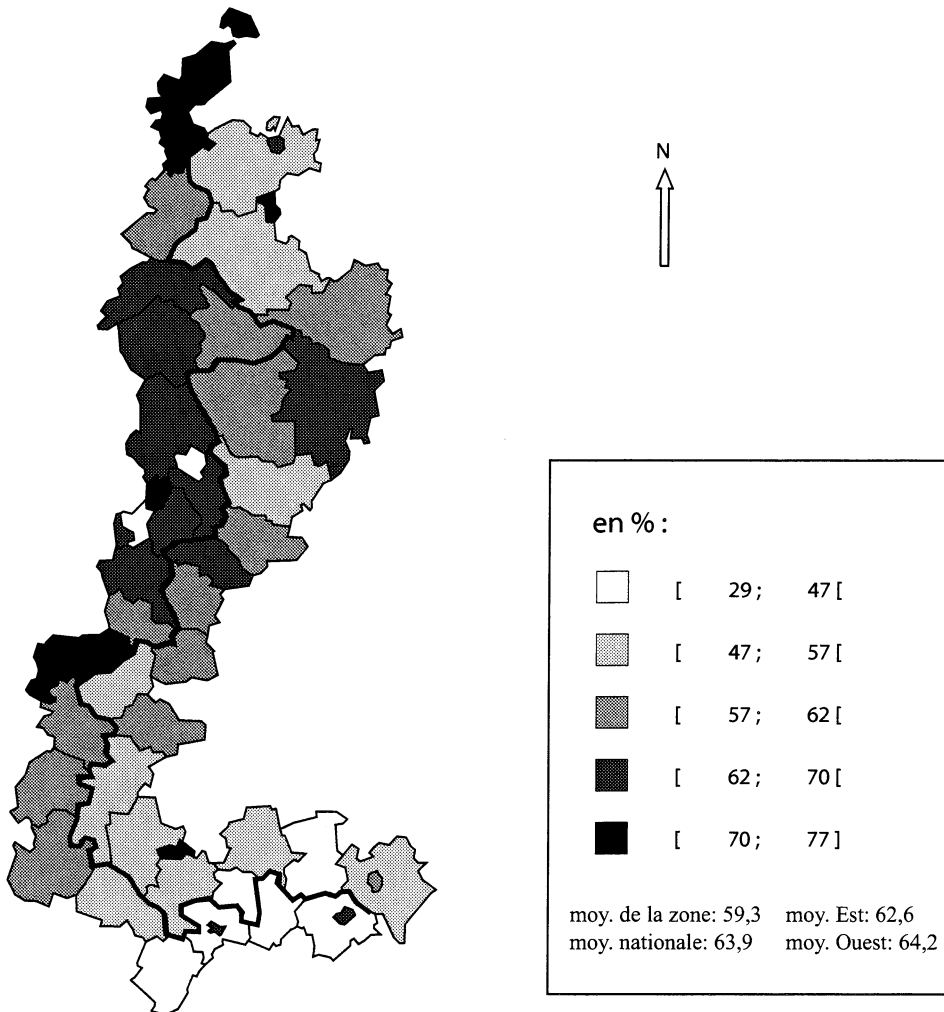
2. Wild T. & Jones P., « From peripherality to new centrality ? Transformation of Germany's Zonenrandgebiet », in *Geography*, vol. 78, t. 3, juillet 1993, pp. 281-294.

Ainsi, la densité de population s'organise dans les *Kreise* orientaux selon un gradient démographique augmentant du Nord au Sud, et dans ceux des anciens Länder selon des héritages urbains anciens, d'une part, celui d'un tissu urbain dense en Basse-Saxe et, d'autre part, celui de la ville hanséatique de Lübeck en Schleswig-Holstein. Toutefois, l'organisation spatiale du peuplement s'insère aussi dans une armature urbaine plus générale, autour des plus grands pôles économiques allemands et de leurs axes : à l'Ouest, Hamburg et Hanovre, à l'Est, Berlin. Si l'effet de frontière se traduit dans la zone, en premier lieu, par une double marginalité marquée face aux anciens et nouveaux Länder et également par une dichotomie Est-Ouest à l'intérieur même de l'espace frontalier à la défaveur des *Kreise* orientaux, il se heurte aussi à des inégalités infrarégionales anciennes, héritées d'avant la partition : le *Nord-Süd Gefälle* — surtout dans les *Kreise* de l'Est — et l'armature urbaine, inégalement équilibrée sont des éléments structurants de la zone des *Kreise* frontaliers. Ces forces sont d'autant plus révélées par la nature intrinsèque de l'indicateur de densité de population, fondamentalement géographique et particulièrement synthétique de la situation de la zone. La densité de population dévoile non seulement la distribution du peuplement, mais renvoie aussi à ses corollaires, la détermination d'espaces ruraux ou urbains, le degré d'interactions humaines, les potentialités de développement, de production de richesses et la nature selon les espaces des activités économiques, par exemple, l'activité de services, prépondérante en milieu urbain. Il n'est donc pas étonnant de retrouver une situation analogue dans l'analyse de l'activité tertiaire.

3.2. *Le retard de la tertiarisation de l'économie* (cf. document 4)

La part de la population active dans le secteur tertiaire en 1997 indique le degré de tertiarisation de l'économie dans chaque *Kreis* de la zone d'étude et de son développement économique. Là aussi, la situation de « double marginalité » s'impose. Alors qu'elle avoisine les 64 % à l'échelle fédérale, dans les anciens comme dans les nouveaux Länder, la part de la population active employée dans le secteur tertiaire dans la zone des *Kreise* frontaliers n'atteint que 59,3 % de moyenne ! La faiblesse du poids des services dans la population active apparaît alors comme une caractéristique moyenne commune à l'ensemble des *Kreise* de cette zone peu densément peuplée ; néanmoins les *Kreise* occidentaux résistent mieux que leurs voisins (respectivement 60,9 % et 57,1 % de taux moyens). Une dichotomie générale Est-Ouest à la faveur du second ensemble se démarque. L'effet de frontière — encore une fois — se traduit à la fois par la double périphérie et par la ligne de discontinuité correspondant pour une bonne part au tracé interallemand, en particulier entre le Ostholstein/Lübeck et le Nordwestmecklenburg ou le long d'un ruban s'étirant de Lüneburg à Göttingen (exceptions faites des pôles industriels de Basse-Saxe) face à des *Kreise* orientaux, où l'activité tertiaire est davantage négligée. Mais la ligne de discontinuité n'est pas nette partout et un gradient nord-sud et une dichotomie espaces ruraux-espaces urbains se distinguent aussi. Dans les espaces ruraux les plus méridionaux, entre la Bavière et la Thuringe, la ligne-frontière s'estompe dans un

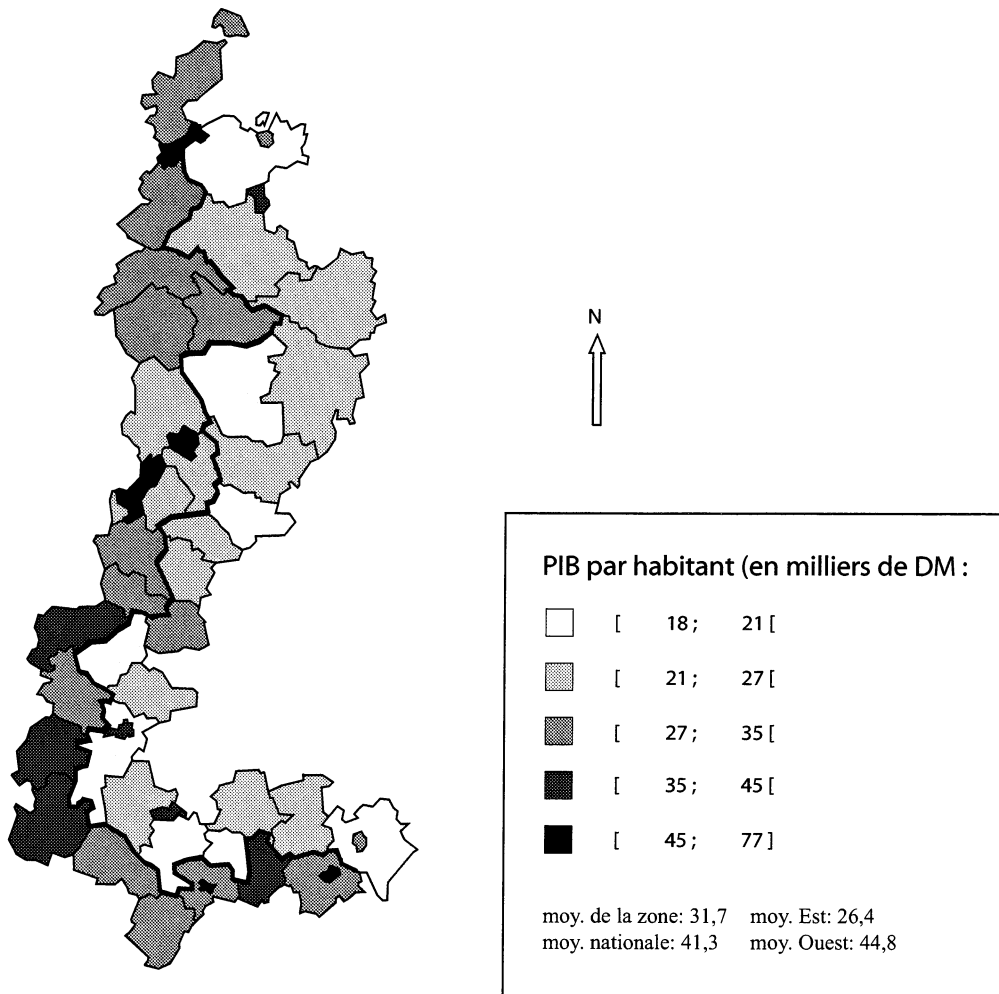
Document 4
La part de la population active dans le secteur tertiaire en 1997



ensemble infrarégional la traversant : du *Kreis* de Eichsfeld à celui du Vogtland, en Saxe, le Sud est un espace où la tertiarisation de l'activité est tout particulièrement en retard, avec des scores inférieurs à 50 % pour Hildburghausen, Sonneberg, Hassberge, Hof-Kreis, Kronach et Vogtland et même inférieurs à 30 % pour le *Kreis* de Coburg. Dans ce cas précis, le découpage administratif — séparant la ville-centre de sa périphérie première — accentue le poids économique du centre de services qu'est Coburg-Stadt. Le littoral mecklembourgeois de la mer Baltique et l'arrière-pays des plaines de Ludwigslust appartiennent aussi à cet ensemble spatial de faible représentation du secteur tertiaire. À l'inverse, la plupart des pôles urbains concentrent logiquement l'activité tertiaire et sa main-d'œuvre : Suhl et Schwerin, par exemple, mais surtout les espaces urbains du nord et de l'ouest, tels que Braunschweig, l'*Universitätstadt* de Göttingen, Lübeck et son littoral du Ostholstein, notamment tourné vers des activités de tourisme et de transport vers le Danemark. La zone la plus densément peuplée, la plus urbanisée, à l'ouest de la ligne-frontière et dans sa partie septentrionale, du Ostholstein à Göttingen, forme logiquement l'espace où la tertiarisation de l'économie est la plus conforme à la moyenne fédérale et la plus marquée de la zone.

Ainsi, la distribution des hommes et des activités de services dans la zone des *Kreise* frontaliers est avant tout caractérisée par une situation de retard et de périphérie face au reste de l'Allemagne. La densité de population et la part du secteur tertiaire dans la population active restent tributaires d'une ligne de discontinuité sociodémographique correspondant assez nettement à l'ancienne frontière interallemande et d'inégalités infrarégionales structurelles pérennes, différenciant notamment le nord et le sud, les espaces ruraux et urbains. Si l'ensemble de la zone reste tributaire de ses héritages, il n'est pas pour autant un espace figé. Il s'agit également d'un espace hétérogène mû par des logiques de transition socioéconomique et démographique, se distinguant donc à la fois du simple statut de périphérie — mis en évidence précédemment — et de celui de centralité. Cette aire d'extension de phénomènes sociaux, économiques et démographiques voit se confronter ces processus aux éléments hérités tels que les effets de frontière, le *Nord-Süd Gefälle*, les dichotomies rural-urbain et littoral-plaine-moyenne montagne. Ces champs démographiques et socioéconomiques s'organisent selon une orientation et une direction d'Ouest en Est sous la forme de gradients principaux et d'axes et pôles secondaires. Car ces lignes de front d'intégration territoriale au modèle démographique et socioéconomique occidental ne sont pas isomorphes, ni même en bandes homogènes, mais se heurtent aux réalités locales dans leur complexité, différenciant ainsi des espaces intégrés au front et d'autres oubliés. Ils peuvent être classés selon leur combinaison avec les autres composantes, notamment avec l'effet de frontière.

Document 5
La production de richesses en 1998



4. Des gradients d'Ouest en Est face aux effets inhibants de la frontière

Ce type de processus est représenté par plusieurs indicateurs socioéconomiques. Le PIB par habitant (en milliers de DM), révélateur de la production de richesses, l'illustre particulièrement.

4.1. Les espaces de la production de richesses (cf. document 5)

La zone d'étude se trouve en effet en position intermédiaire, avec un PIB moyen de 31,7 milliers de DM/hab, entre les *Kreise* des anciens Länder, les plus riches (44,8 milliers de DM/hab), un *Bundesgebiet* favorisé (41,3) et les nouveaux Länder, en position de retard (26,4). Toutefois, ce gradient Ouest-Est s'organise dans la zone des *Kreise* frontaliers selon un fort contraste. L'ancienne frontière demeure une ligne de discontinuité majeure dans la production de richesses et le niveau de vie. Les *Kreise* de la classe à très faible score (moins de 21 milliers de DM/hab) sont exclusivement localisés à l'est de cette limite s'opposant directement à des unités spatiales nettement plus favorisées. La distinction s'atténue néanmoins franchement dans la partie centrale de la zone, en Basse-Saxe, où Wolfenbüttel, Helmstedt et Gifhorn détiennent des scores comparables à ceux de leurs voisins de Saxe-Anhalt. À l'effet de ségrégation lié à la frontière se substitue la composante centre-périphérie, classique en géographie. Les *Kreise* en question sont soumis aux rapports de périphérie des pôles de production de richesses de Salzgitter (47,4 milliers de DM/hab), Braunschweig (53 milliers de DM/hab) et du centre de production industrielle du groupe automobile *Volkswagen* : Wolfsburg (76,4 milliers de DM/hab!). Ailleurs, la ligne de discontinuité économique est respectée et se démarque outrageusement par exemple au sud, essentiellement entre Hesse-Bavière et Thuringe : le ruban Göttingen-Hof, à PIB assez fort, voire très élevé, s'oppose radicalement aux *Kreise* limitrophes, séparés par l'ancienne frontière, de Nordhausen à la frontière tchèque, où le PIB reste très faible ou faible (même pour des *Kreise* de l'Est), sauf pour les centres locaux de Suhl et Eisenach. La rupture est également nette entre Lübeck et le Nordwestmecklemburg (avec le score le plus bas : 18,6 milliers de DM par habitant ! et qui semble sévèrement défavorisé par son ancienne position frontalière à la fois terrestre et maritime et son statut périphérique de Wismar et de Lübeck).

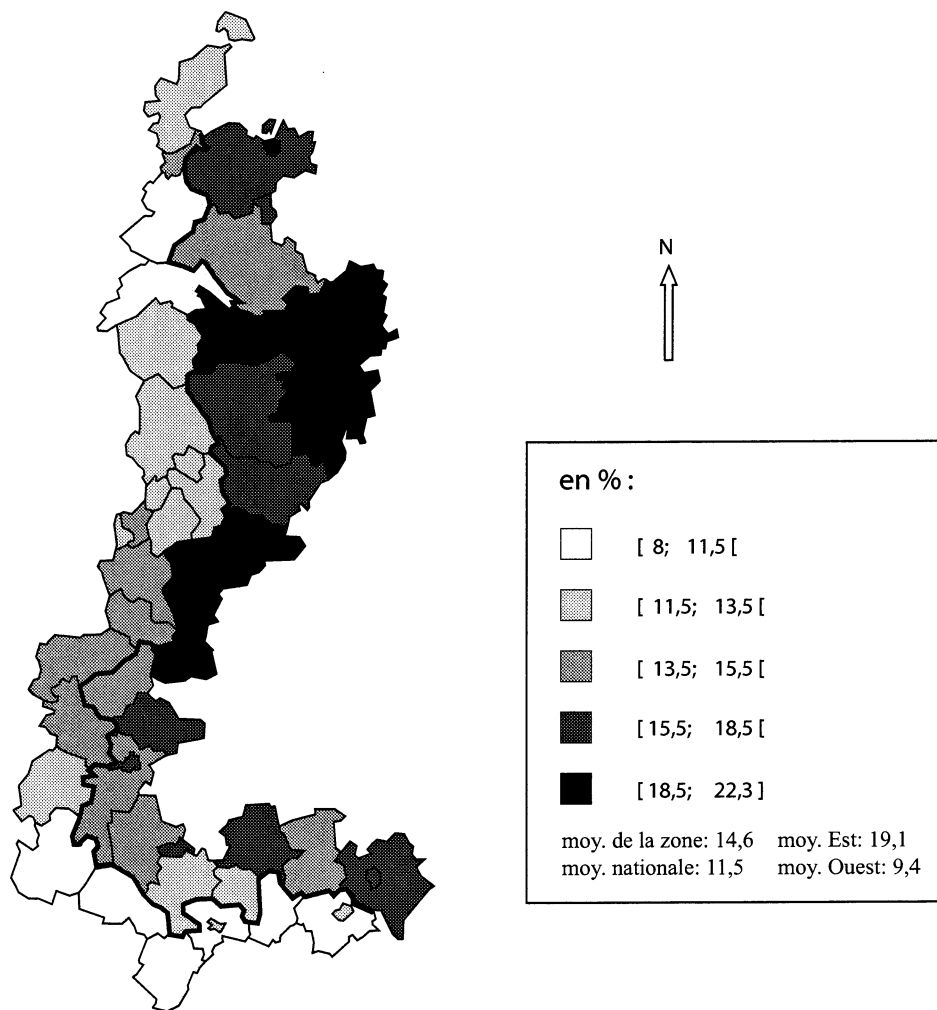
La zone des *Kreise* frontaliers se caractérise ainsi comme un espace de transition économique, soumis à un gradient puissant d'Ouest en Est, à des effets centre-périphérie — avantageant prioritairement les pôles économiques les plus importants, essentiellement à l'Ouest — et à une permanence de la ségrégation économique par l'ancienne frontière interallemande. Il n'est donc pas étonnant de trouver confirmation de cette organisation de l'espace économique frontalier interallemand et de son développement au travers d'un autre indicateur économique essentiel, le taux de chômage et son évolution récente.

4.2. *Les espaces du chômage* (cf. documents 6 et 7)

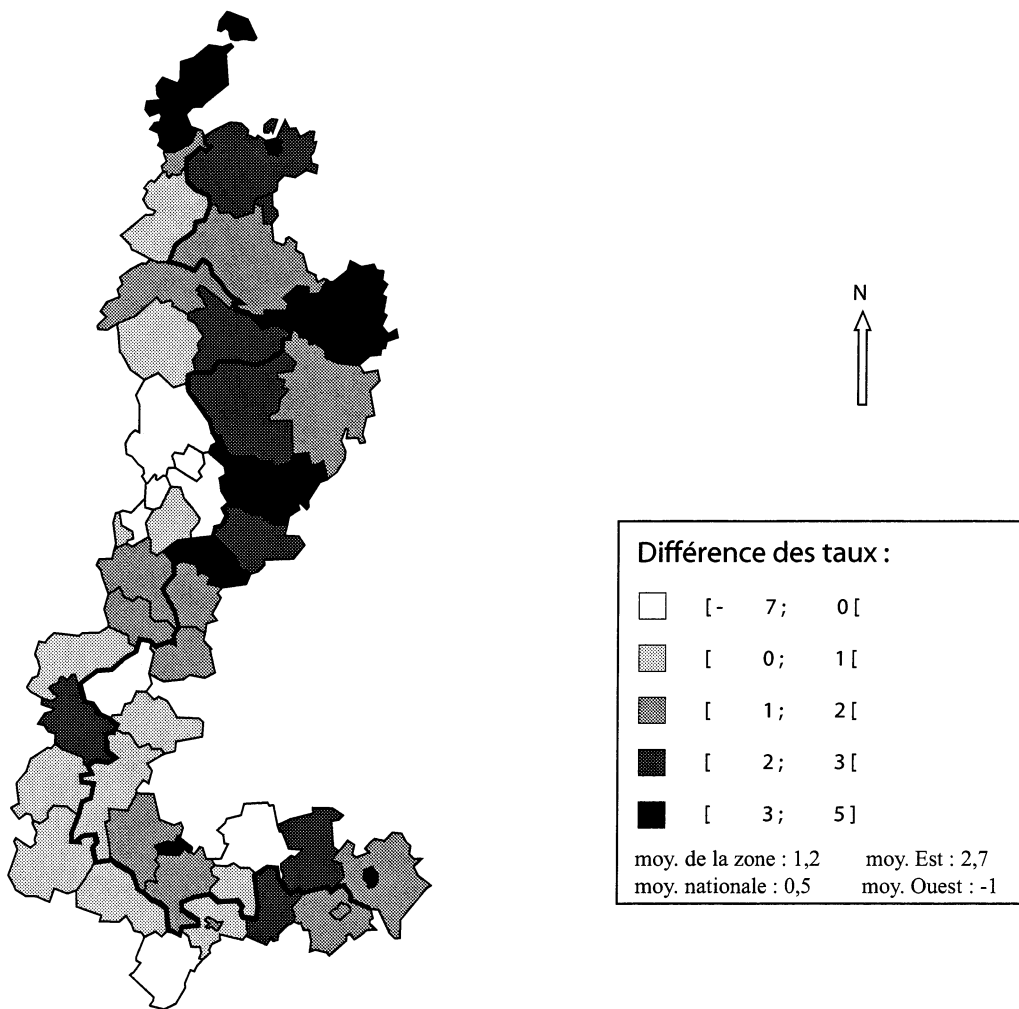
La situation du chômage dans l'ancienne zone frontière n'est pas bonne, encore en 1999, avec un taux s'élevant à 14,6 % de la population active, soit bien supérieur à la fois au taux fédéral (11,5 %) et à celui de la partie occidentale du pays (9,4 %) ! Les taux dans l'Est atteignent des valeurs excessives (19,1 % en moyenne !, soit près d'une personne active sur cinq se trouvant au chômage et même, en Saxe-Anhalt, un taux de 21,7 % !). S'observe donc et, à la défaveur de l'Est de manière significative, un net gradient du chômage d'Ouest en Est, dont la zone frontière fait partie intégrante comme médiane à la fois pour la situation du marché de l'emploi en 1999 et pour sa récente évolution, de 1996 à 1999. Car, tandis que sur le territoire des anciens Länder s'opère une — légère — baisse du taux de chômage (– 1 point), et qu'il stagne ou augmente à peine sur le territoire fédéral (+ 0,5 point), ceux de la zone frontière et de l'Est croissent respectivement de 1,2 et 2,7 points sur ces mêmes trois années ! Ainsi, la zone des *Kreise* frontaliers est caractérisée par un taux de chômage à la fin des années quatre-vingt-dix encore élevé et en augmentation, soit une situation intermédiaire sur le territoire fédéral, entre un Ouest aux taux de chômage relativement faibles et décroissants et un Est dont elle suit et confirme, certes avec des nuances, la tendance à l'aggravation. De fait, la dynamique du front d'intégration socioéconomique selon le modèle occidental se lit de manière inversée, traduisant finalement l'ampleur de ce qui reste à accomplir pour réduire les inégalités !

En outre, ce processus inégalitaire ne s'anime pas seulement aux échelons du *Bundesgebiet*, des *Alte und Neue Länder* mais aussi au sein même de la zone d'étude, avec une évolution moyenne du taux de chômage des *Kreise* orientaux de + 1,9 point face à une quasi-stagnation de celui des *Kreise* occidentaux : + 0,4 point. L'ancienne frontière, en tant que ligne de discontinuité socioéconomique, reste un élément majeur et pérenne de la structure de l'espace du marché de l'emploi et de son exclusion aux niveaux fédéral, régional et infrarégional. Les scores du chômage en 1999 s'y opposent en effet de part et d'autre de la ligne-frontière : les *Kreise* aux taux inférieurs à la moyenne fédérale se trouvent exclusivement à l'Ouest de la limite et observent pour la plupart — entre 1996 et 1999 — une régression des valeurs relatives. Seuls deux *Kreise* orientaux, Eichsfeld et Saale-Rudolstadt, détiennent un taux de chômage décroissant. Les taux de chômage sont les plus hauts et croissent le plus à l'Est, pour tous les *Kreise* à l'exception de Lüchow-Dannenberg, dans les plaines du Wendland, et du Ostholstein, qui subit l'augmentation la plus élevée de l'Ouest (+ 4,8 points). Ainsi se dégage un espace du chômage divisé selon une frontière finalement encore assez hermétique. Les espaces en crise, touchés par un chômage fort et en hausse, forment un ruban oriental incluant la moitié est du Harz, la Saxe-Anhalt limitrophe et les plaines septentrionales de l'Altmark, du Wendland, jusqu'en Brandebourg (Prignitz : + 3,9 points), une région d'ores et déjà peu densément peuplée. En outre, dans la zone frontalière, la plupart des villes de l'ex-RDA, comme Suhl, Plauen (+ 3,5 points) et surtout Wismar (+ 4,1 points), s'affirment comme des pôles du chômage ! En face, un espace en position de force, où le chômage est même inférieur à la moyenne fédérale (document 6) avec des croissances mesurées : la Bavière septentrionale et, en Hesse, les *Kreise* de Fulda et d'Hersfeld ; plus au nord, un autre ensemble à faible

Document 6
Le taux de chômage en 1999



Document 7
L'évolution du taux de chômage entre 1996 et 1999



chômage et avec évolution des taux faiblement positives, voire négatives : le tissu plus industrialisé autour de Braunschweig (Helmstedt : - 2,2 points ; Salzgitter : - 1,8 ; Gifhorn : - 4,1 et Wolfsburg : - 6,6 !) et les hinterlands de Hanovre, de Wolfenbüttel au pôle économique de Lübeck en passant par les Landes de Lüneburg (bien que les augmentations des taux y soient plus importantes). L'accentuation de l'inégalité des chances face au chômage dans ces espaces voisins est lourde de conséquences, à la fois pour le développement économique régional, le mode de vie et les représentations plus ou moins inconscientes des sociétés locales et les conflits politiques et électoraux contemporains ! La lutte contre le chômage demeure un enjeu particulièrement crucial pour l'avenir et la cohérence de cette zone des *Kreise* frontaliers. L'espace du marché de l'emploi et celui de la production de richesses sont ainsi caractérisés par un gradient d'Ouest en Est qui se heurte en fin de compte à la puissance, la permanence et la résistance de cette ligne de discontinuité socioéconomique qu'est l'ancienne frontière étatique interallemande, renforçant bien souvent les inégalités des espaces de part et d'autre de son tracé et l'hétérogénéité de la zone. Car, bien que les *Kreise* frontaliers soient structurés par des référents communs (à la fois des éléments hérités nés de la partition et des interactions se produisant suite au processus d'intégration d'Ouest en Est), il ne faut pas sous-estimer leur combinaison avec des propriétés locales et des inégalités infrarégionales héritées de temps différents. La série d'indicateurs suivants traduit les caractéristiques d'un espace de transition toujours selon des gradients Ouest-Est socioéconomiques et démographiques, mais également une recomposition de l'espace qui ne peut être isomorphe, mais selon des inégalités infrarégionales confortant les mouvements centripètes du *Neue Mitte* tant espéré, ou au contraire amplifiant la constitution d'espaces d'inertie ou exclus de la tendance générale, des espaces oubliés. Il convient alors d'envisager au pluriel le terme d'espace frontalier.

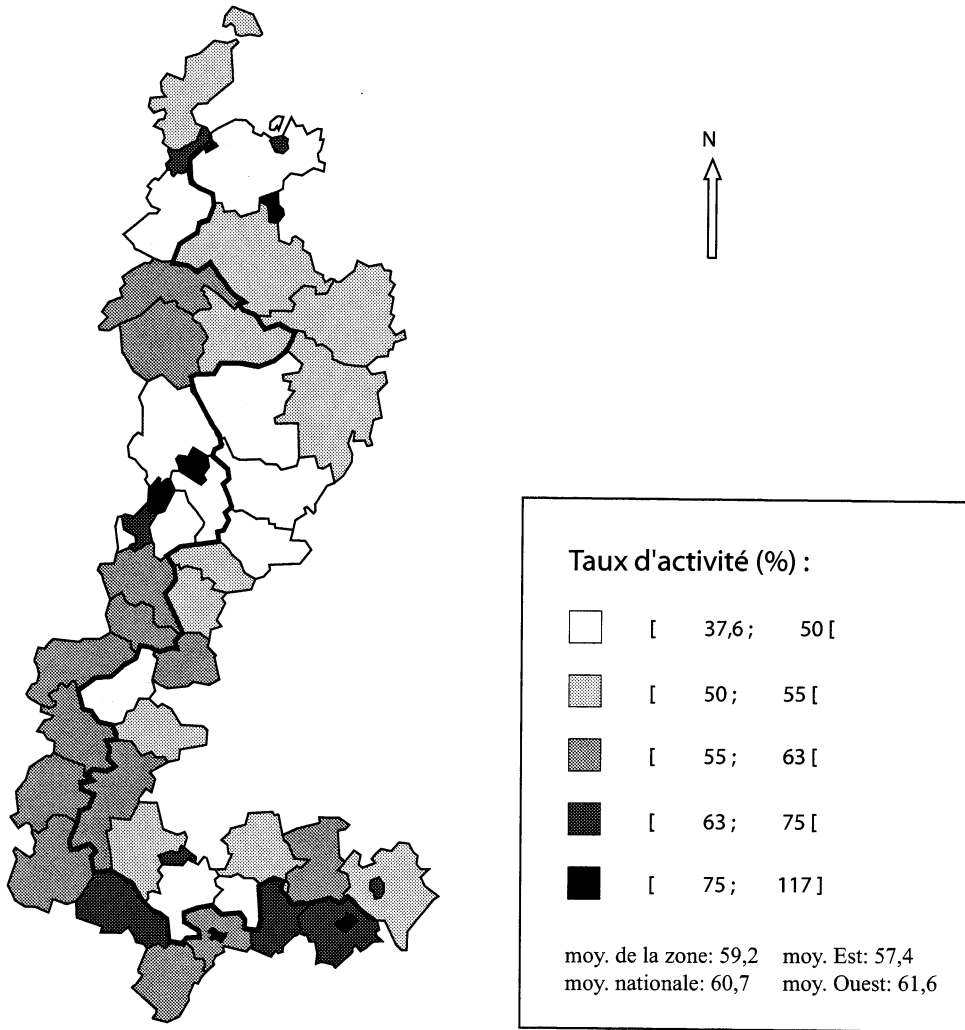
5. Des gradients d'Ouest en Est face à une forte hétérogénéité spatiale

Les indicateurs démographiques témoignent particulièrement de cette hétérogénéité spatiale : un seul indicateur socioéconomique est présent dans cette catégorie, le taux d'activité. À travers l'intérêt porté à la proportion de la population en âge de travailler qui adopte une démarche dans la vie active, son caractère de potentiel de développement socioéconomique des *Kreise* est visé.

5.1. Le taux d'activité dans les *Kreise* (cf. document 8)

Le taux d'activité en 1997 dans les *Kreise* frontaliers — avec une forte amplitude et une distribution étendue des individus statistiques — révèle la complexité de la zone. Un *Nord-Süd Gefälle* général se dessine, le taux d'activité augmentant au fur et à mesure que l'on s'approche du Sud (les zones de force se trouvent en Basse-Saxe, mais surtout en Bavière et en Hesse, tandis que les zones de faiblesse se concentrent au Nord, plus rural et moins densément peuplé : du Nordwestmecklenburg aux *Kreise* de la Börde et de

Document 8
Le taux d'activité en 1997

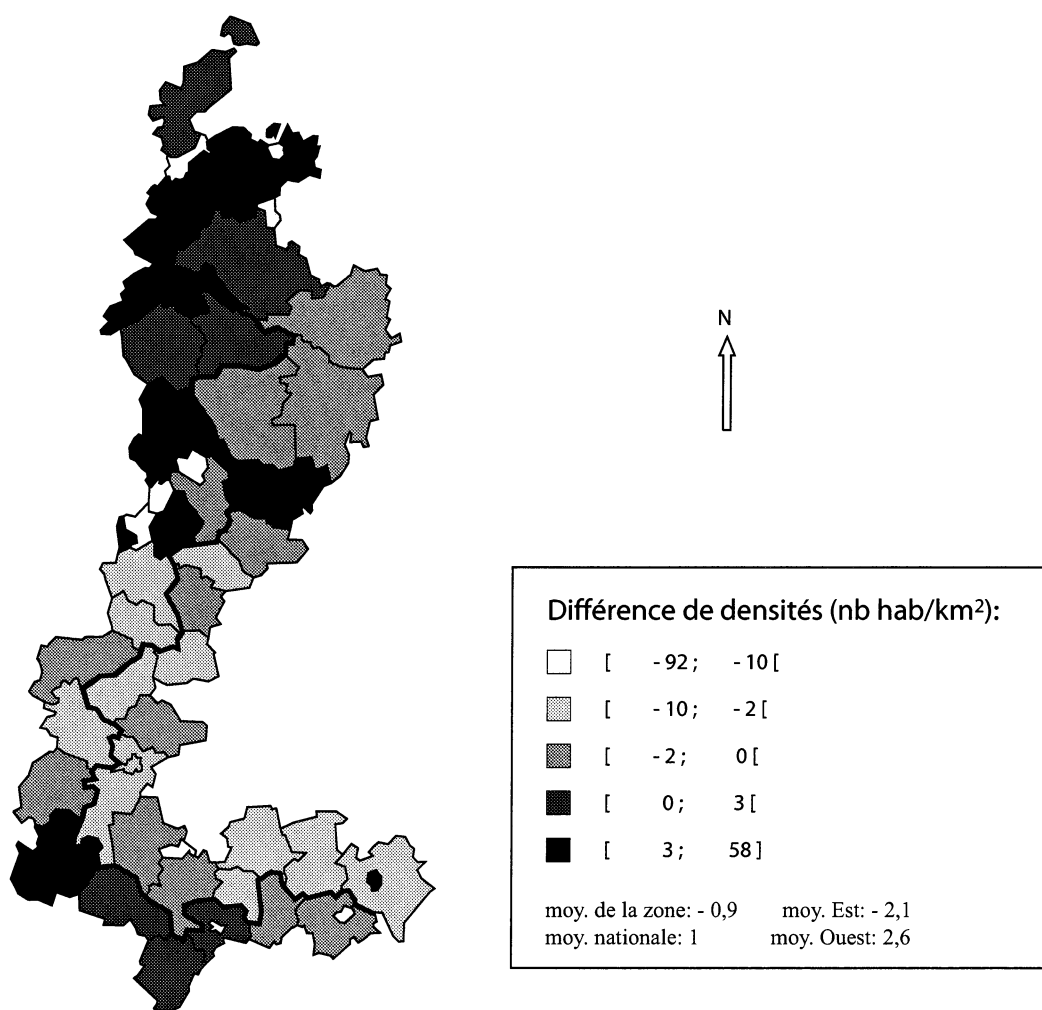


Wolfenbüttel, comprenant de fait les espaces de littoral, de plaine, notamment les Landes de Lüneburg, et de moyenne montagne, avec le nord du Harz). Cette composante Nord-Sud se combine avec le gradient Ouest-Est : la zone des *Kreise* frontaliers se retrouve en effet en position intermédiaire, avec un taux d'activité de l'ordre de 59,2 %, entre celui de l'Est (57,4 %) et ceux du *Bundesgebiet* (60,7 %) et de l'Ouest (61,6 %) ; au sein de la zone, le taux moyen dans les *Kreise* occidentaux de la zone s'élève à 63 % face à un simple 55,1 % pour leurs homologues orientaux. La ligne-frontière joue uniquement mais distinctement un rôle de contact-opposition entre la Thuringe et la Bavière. Enfin, la dialectique centre-périphérie se vérifie être très pertinente dans toute la zone ; Coburg-Stadt et Wolfsburg atteignent même des scores exceptionnellement hauts, proches ou supérieurs à 100 % et exagérés par la finesse du découpage administratif des espaces de référence, qui sépare les centres urbains de leur périphérie immédiate, aux scores très inférieurs. Ainsi, Lübeck, les villes bavaroises ou encore Braunschweig-Wolfsburg et leur très forte proportion de population active s'opposent à un ensemble de *Kreise* périphériques qui s'étendent pour ces derniers jusqu'en Börde et Altmark, à l'Est. Le rôle des migrations pendulaires (*Pendler*) structurant les bassins d'emploi est nettement mis en évidence. L'espace du marché du travail s'organise donc autour de pôles urbains plus nombreux et plus importants à l'Ouest, mais dont les aires d'influence dépassent l'ancienne limite étatique. Néanmoins l'appréhension de la complexité des migrations pendulaires ne peut se dispenser d'une confrontation plus précise au terrain. Quoiqu'il en soit, l'espace de l'activité est animé par des logiques socioéconomiques moins facilement hiérarchisables du fait de leur combinaison. Il reste différencié selon des composantes nord-sud et ouest-est à différentes échelles et des oppositions centre-périphérie et rural-urbain, en fin de compte, un condensé d'Allemagne. Ces propriétés se retrouvent avec force dans l'espace démographique puisque *tous* les indicateurs démographiques de l'analyse (évolution de la densité, accroissement total de la population et bilan migratoire entre 1995 et 1999) sont caractérisés à la fois par cette hétérogénéité spatiale et le gradient général Ouest-Est.

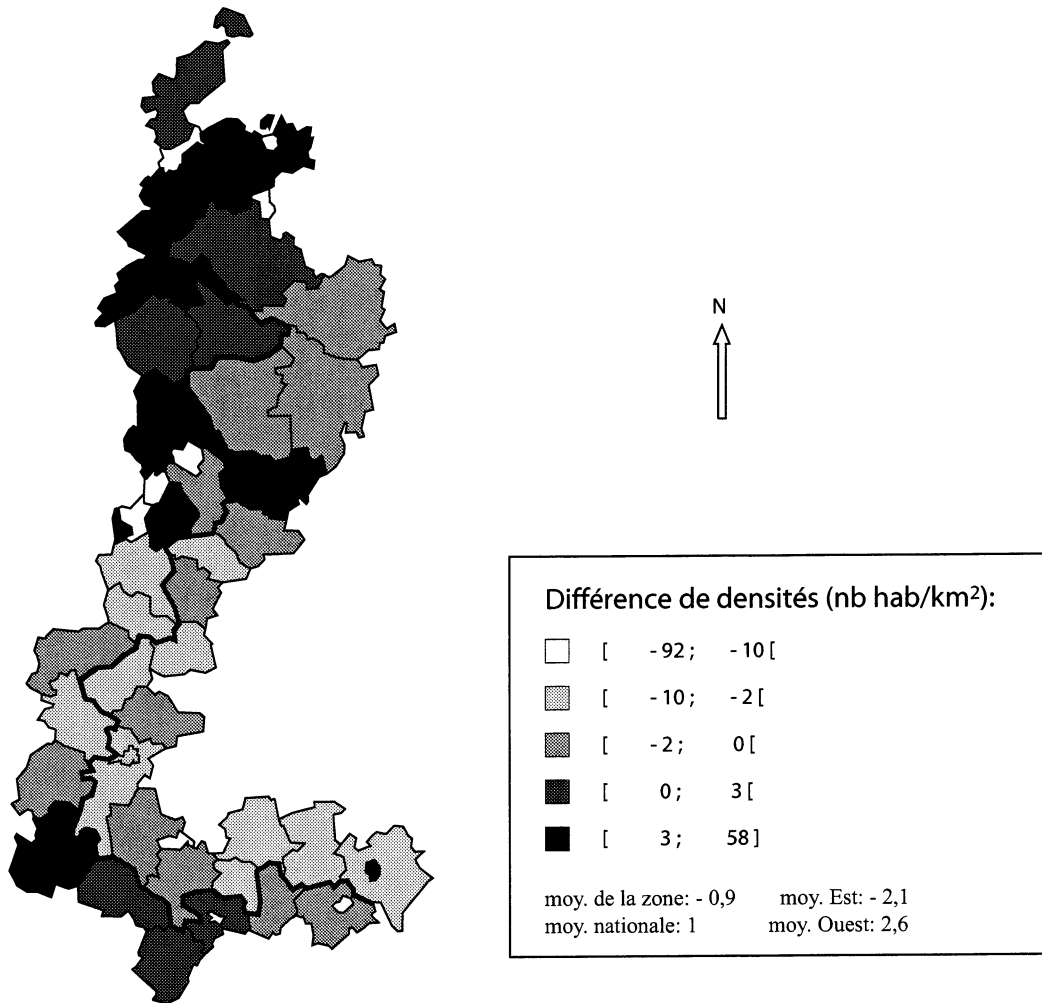
5.2. Des espaces aux évolutions démographiques différenciées (cf. documents 9 et 10)

Les changements démographiques entre 1995 et 1999 à l'intérieur de la zone sont particulièrement bien représentés spatialement par les cartes d'évolution de la densité de population et du taux d'accroissement total de la population, qui se confirment l'une l'autre. En premier lieu, l'espace frontalier interallemand sélectionné pour cette étude perd légèrement de la population entre 1995 et 1999 (taux : - 0,7 % et densité : - 0,9 hab/km²). Non seulement le handicap démographique d'ancienne zone frontière à faible densité de population de part et d'autre du tracé n'est pas rééquilibré, ni même dépassé, mais il a plutôt tendance à s'amplifier relativement sur l'ensemble de la zone, surtout vis-à-vis d'une Allemagne à croissance démographique modérée (taux : + 0,4 % et densité : + 1 hab/km²) et d'un gradient général d'Ouest en Est. L'Ouest affiche des gains de

Document 9
L'évolution de la densité de population entre 1995 et 1999



Document 10
Le taux d'accroissement de la population entre 1995 et 1999



population sur la même période de 1 % (densité : + 2,6 hab/km²) et le territoire des nouveaux Länder subit une perte nette de population de - 1,6 % (densité : - 2,1 hab/km²). La zone frontière semble mieux résister dans sa globalité, mais ce gradient se produit aussi en son sein : tandis que les *Kreise* occidentaux détiennent des scores faibles pour l'Ouest mais positifs (avec un taux d'accroissement moyen de + 0,2 % et un gain de 0,3 habitant au km²), leurs voisins orientaux subissent des diminutions comparables aux moyennes de l'ensemble oriental (avec un taux d'accroissement de - 1,8 % et une perte de 1,8 habitant au km²). En outre, les scores négatifs les plus forts restent à l'Est du tracé. L'ancienne frontière interallemande joue directement le rôle de ligne de discontinuité démographique — surtout avec le taux d'accroissement de la population — pour les *Kreise* méridionaux, entre Hersfeld/Wartburg et Hof-Kreis/Vogtlandkreis, et pour quelques *Kreise* plus au nord, entre la Basse-Saxe et la Saxe-Anhalt notamment. Néanmoins, les *Kreise* qui perdent de la population se situent de part et d'autre de la ligne-frontière et la plus grande hétérogénéité démographique dans la zone est traduite selon une composante générale Nord-Sud. Le nord de la zone, de Wolfenbüttel au Ostholstein, regroupe la majorité des espaces gagnant de la population entre 1995 et 1999 :

— Des Landes du Lüneburg (*Kreise* de Lüneburg : + 5,4 %, Lüchow-Dannenberg : + 0,8 % et Uelzen : + 1,4 % entre 1995 et 1999) et des plaines du Mecklembourg-Poméranie Antérieure jusqu'au littoral de la mer Baltique (Ludwigslust : + 2,2 %, Nordwestmecklemburg : + 6,4 % et Ostholstein : + 2 %) : il s'agit d'espaces ruraux, peu densément peuplés, où l'accroissement de population et de sa densité favorise une tendance vers un rattrapage démographique.

— Les espaces peu densément peuplés mais situés à la périphérie de pôles urbains comme les villes hanséatiques de Lübeck et Hamburg (polarisant le Ostholstein et le Herzogtum-Lauenburg avec un taux d'accroissement net pour ce dernier de + 4,5 %) et celles de Wolfsburg, Braunschweig et Magdeburg (Gifhorn : + 5,1 %, Wolfenbüttel : + 3,1 % et Ohrekreis : + 6,6 %) se démarquent comme les espaces gagnants de l'évolution démographique récente.

Le rapport centre/périphérie joue ainsi un rôle marqué dans la dynamique démographique de ces espaces. Tandis que les espaces périphériques de ces régions gagnent des habitants, les pôles urbains en sont déficitaires : à l'Ouest, Braunschweig : - 2,5 %, Wolfsburg : - 3,5 % ou encore Salzgitter : - 4,1 % ; sur le littoral, Lübeck : - 1,7 % et - 17 hab/km², mais surtout à l'Est : Wismar : - 5,9 % et - 70,7 hab/km² et Schwerin : - 10,3 % et - 91,7 hab/km². Mais le Nord regroupe d'autres espaces avec des évolutions démographiques très négatives, il s'agit des espaces ruraux des plaines de l'Altmark (- 3,4 %), de Stendal (- 3,3 %) et de Prignitz (- 4,3 %), déjà déprimées sur les plans démographique (cf. densité de population en 1999) et du développement économique. Ces *Kreise* restent à la traîne de la croissance démographique, en position de faiblesse, d'autant plus que l'écart avec les *Kreise* intégrés se creuse ! Ils constituent ainsi une zone en crise dans un nord globalement gagnant sur le plan de l'évolution démographique. Plus au sud, seule la zone comprise entre Fulda et Coburg, en Hesse et Bavière (deux anciens Länder), admet des scores positifs, même s'ils demeurent inférieurs à ceux du nord, par exemple, en Rhön-Grabfeld (+ 0,9 % et + 0,8 hab/km²), Coburg-Kreis

(+ 1,3 % et + 2,1 hab/km²), Hassberge (+ 1,6 % et + 1,4 hab/km²) et Fulda (+ 2,4 % et + 3,6 hab/km²). Ce cordon du nord bavarois jusqu'à Fulda, rural, assez riche, bien organisé autour de centres locaux, est ainsi en situation de croissance démographique, qui ne se produit pas de l'autre côté de la ligne frontalière (où Plauen est la seule *Kreisfreie Stadt* de l'ensemble de la zone et le seul *Kreise* du secteur gagnant des habitants : + 5,8 %, soit + 57,6 hab/km² !). À l'exception de ces *Kreise* les plus méridionaux, la grande moitié sud de la zone, incluant au nord Salzgitter et Halberstadt, perd des habitants ! Il s'agit d'un ensemble spatial assez homogène de déprise démographique. La situation y est plus critique dans les *Kreise* de Saxe (Vogtlandkreis : - 5,3 %) et de la Thuringe orientale et méridionale (Saalfeld-Rudolstadt : - 3,4 %, Sonneberg : 63,2 %, Saale-Orla : - 2,5 % et Suhl : - 8,2 % entre 1995 et 1999 !), contrastant ainsi avec le nord de la Bavière. Ailleurs, entre Halberstadt/Goslar et Hildburghausen/Hersfeld, la frontière, en tant que ligne de discontinuité démographique, ne s'exprime pas. Au contraire, les *Kreise* frontaliers sont liés selon un ensemble homogène de diminution de population comparable à la moyenne de l'ensemble de l'ex-RDA (scores jusqu'à - 3 %).

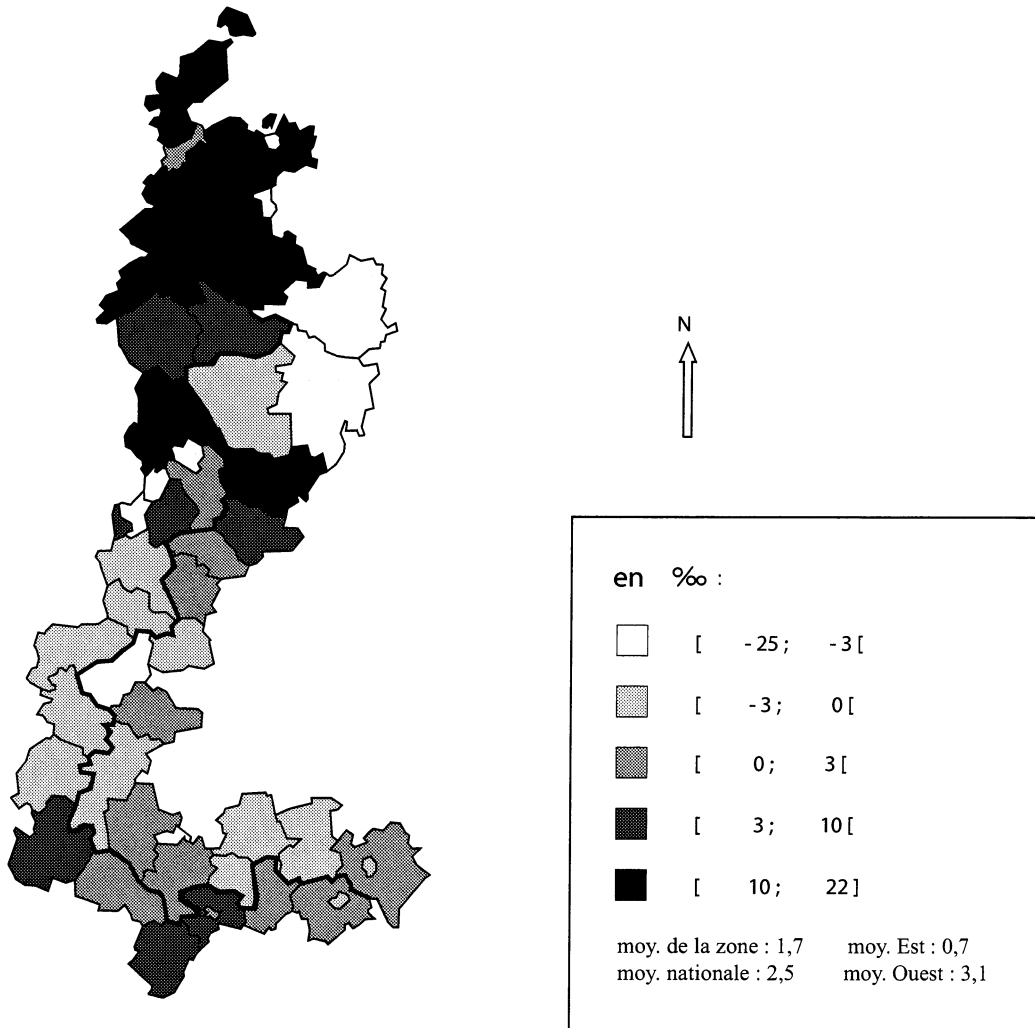
En définitive, la zone d'étude perd dans son ensemble des habitants et subit de fait une relative accentuation de ses handicaps liés à une déjà faible densité de population. Pourtant cette baisse modérée de population entre 1995 et 1999 atteint les *Kreise* de façon très inégale et s'oriente selon un gradient Ouest-Est favorable aux espaces occidentaux, mais surtout selon un gradient Nord-Sud qui tend à rééquilibrer potentiellement la faible densité de population de certains espaces périphériques des plaines et littoraux septentrionaux qu'il intègre. Au sud, la croissance démographique touche le ruban du nord-bavarois jusqu'à Fulda. Ailleurs, les *Kreise* sont exclus de cette tendance et forment des zones en crise démographique : les *Kreise* septentrionaux de l'Altmark et de Prignitz, et — à l'exception de Plauen —, toutes les *Kreisfreie Städte*, à l'Ouest mais plus dramatiquement à l'Est ! Dans cette zone des *Kreise* frontaliers d'ores et déjà désavantagée, se dessinent ou se confirment des espaces de force et de faiblesse démographiques, dont les évolutions sont sensibles au vieillissement marqué de la population, mais surtout à des processus migratoires révélateurs qui lui sont liés. La migration est en effet un phénomène particulièrement pertinent puisqu'elle implique un « élément décisionnel »¹, mais est également caractérisée par des déterminants collectifs et individuels nombreux, ce qui rend son analyse complexe et partielle. S'attacher aux causes et aux conséquences nécessitera un travail de terrain.

5.3. Zones de départ et zones d'accueil (cf. document 11)

Bien que la zone des *Kreise* frontaliers soit caractérisée par une légère diminution de sa population totale (taux d'accroissement total de - 0,7 % entre 1995 et 1999), sa situation est légèrement plus favorable quant à la réalité migratoire : l'ensemble de la zone observe un taux moyen de migration nette positif, de + 1,7 ‰. Pour autant, il

1. Tapinos G., *Éléments de démographie : Analyse, déterminants socio-économiques et histoire des populations*, Paris, Armand Colin, 1991, 367 p., p. 167.

Document 11
Le taux moyen de migration nette entre 1995 et 1999



est trop rapide de conclure à une bonne situation migratoire et à une baisse totale de la population uniquement due au bilan naturel ! La population de la zone est particulièrement touchée par un processus de vieillissement de sa structure. Pour exemple, le taux d'accroissement de la population des 65 ans et plus est, en effet, bien supérieur à celui de la population totale (respectivement 4,4 % et - 0,7 %), mais ce processus est grandement lié à celui de la migration. Les causes et les conséquences de ces deux processus sont en effet réciproques, l'un générant l'autre. En outre, plus simplement, l'apport net de population dû à la migration est à relativiser, bien sûr, du fait de l'opacité même du processus migratoire, mais aussi en raison de la grande hétérogénéité de ces processus à l'intérieur de la zone !

L'organisation des processus migratoires dans l'espace des *Kreise* frontaliers est grandement analogue à celle de l'accroissement total de la population. La zone frontalière s'insère dans un gradient général d'Ouest en Est, le territoire de l'ex-RFA détenant un score moyen de 3,1 ‰ et celui de l'Est ne se montant qu'à 0,7 ‰ ! À l'intérieur de la zone, le gradient migratoire d'Ouest en Est s'observe aussi mais sous une forme accrue à l'Est : le taux moyen des *Kreise* occidentaux (2,8 ‰) est inférieur au taux moyen des anciens Länder, mais celui des *Kreise* orientaux (0,4 ‰) est même plus faible que celui de l'ensemble Est : ces espaces de l'Est de la zone d'étude sont même les plus répulsifs en moyenne ! En outre, les valeurs relatives les plus fortement négatives demeurent essentiellement à l'Est (Schwerin : - 25,1 ‰, Wismar : - 16,7 ‰ ou encore Suhl : - 16,3 ‰ et Prignitz : - 5,1 ‰). Ce gradient se combine là encore avec la différenciation spatiale du *Nord-Süd Gefälle*, mais moins nettement que pour le taux d'accroissement total, faiblesses démographiques déjà révélées précédemment. Ainsi, le nord de la zone, du Ostholstein à Gifhorn, s'annonce être une zone d'attraction sur laquelle se greffent les *Kreise* de l'Ohre, de la Börde et de Wolfenbüttel. C'est aussi la zone de fort accroissement total de la population. Les forces d'attraction sont les plus importantes dans cette région d'accueil constituée à la fois du littoral, d'espaces peu ou très peu densément peuplés, ruraux et/ou périphériques des pôles urbains du Schleswig-Holstein, de Hamburg, et du nord-est de la Basse-Saxe. Les taux de migration nette y sont les maximums (par exemple, Herzogtum-Lauenburg : 11,9 ‰, Ludwigslust : 13,5 ‰, Lüneburg : 13,6 ‰, Norwestmecklenburg : 18,7 ‰ et Ohre-Kreis : 22,3 ‰ !). Ces espaces se recomposent selon des logiques migratoires semblant tendre à réduire les écarts démographiques entre le Nord et le Sud. Mais la poche de faiblesse démographique qui lui fait face (Prignitz : - 5,1 ‰, Stendal : - 4,3 ‰, Altmark : - 2,2 ‰) se définit aussi comme zone de départ, où les forces de répulsion sont vives et creusent l'écart avec le reste du Nord généralement attractif.

La moitié sud de la zone, quant à elle, est globalement caractérisée par des taux modérés, entre - 3 et +3 ‰, mais différenciant là aussi les espaces. Seuls Fulda (6,7 ‰), Hassberge (3,8 ‰) et Coburg-Kreis (5,2 ‰) dépassent les 3 ‰ ; mais l'ensemble spatial Fulda-Vogtlandkreis, comprenant aussi Schmalkalden et Hildburghausen, forme ainsi autour du nord de la Bavière et le sud-est de la Hesse une ceinture s'affirmant localement comme zone d'accueil. Les migrations liées aux offres d'emploi jouent sans nul doute un rôle décisif dans ces espaces avantagés quant au niveau de vie et à l'accès à l'emploi. La partie orientale du massif du Harz résiste aux départs de population mieux que ses parties occidentale et septentrionale (Eichsfeld - 3,6 ‰). Enfin, entre Goslar (- 1,5 ‰) et

Hersfeld (− 0,5 ‰)/Wartburg (− 0,1 ‰) les *Kreise* forment une zone contiguë de départ ; de même que plus à l'est, Sonneberg (− 1,9 ‰), Saale-Orla (− 1,1 ‰) et Saale-Rudolstadt (− 2,2 ‰). Ainsi, dans cette moitié sud globalement moins favorisée quant aux processus migratoires, s'installe une hétérogénéité nette : les espaces les plus méridionaux profitent des forces d'attraction de la Hesse et du nord de la Bavière tandis que la Thuringe, le nord de la Hesse et le sud de la Basse-Saxe sont des espaces répulsifs. Là comme dans le reste de la zone, le fait urbain est de premier ordre : les *Kreisfreie Städte* ont toutes un bilan migratoire déficitaire ; les villes orientales de Schwerin (− 25,1 ‰), Wismar (− 16,7 ‰) et Suhl (− 16,3 ‰) subissent une crise migratoire, ainsi que, dans une moindre mesure, le tissu urbain de Basse-Saxe : Salzgitter (− 6,7 ‰), Wolfsburg (− 6 ‰) et Braunschweig (− 3,2 ‰). La compétition entre les villes est migratoire, les villes de l'Est en sont les perdantes.

5.4. Des indicateurs en gradients

Quoi qu'il en soit, la combinaison de ces différents éléments est, parmi les phénomènes étudiés jusqu'à présent, la plus importante, et certainement subséquente à la plus grande absence du rôle de ligne de discontinuité de l'ancienne frontière. Il semblerait donc que l'hétérogénéité des *Kreise* et la complexité de la combinaison des processus qui s'y appliquent sont d'autant plus fortes que l'effet contact-opposition de la ligne de discontinuité est moins puissant. En outre, la complexité (c'est-à-dire la diversité et l'accumulation des processus engagés et combinés) de la structure spatiale diffère selon le type d'indicateurs :

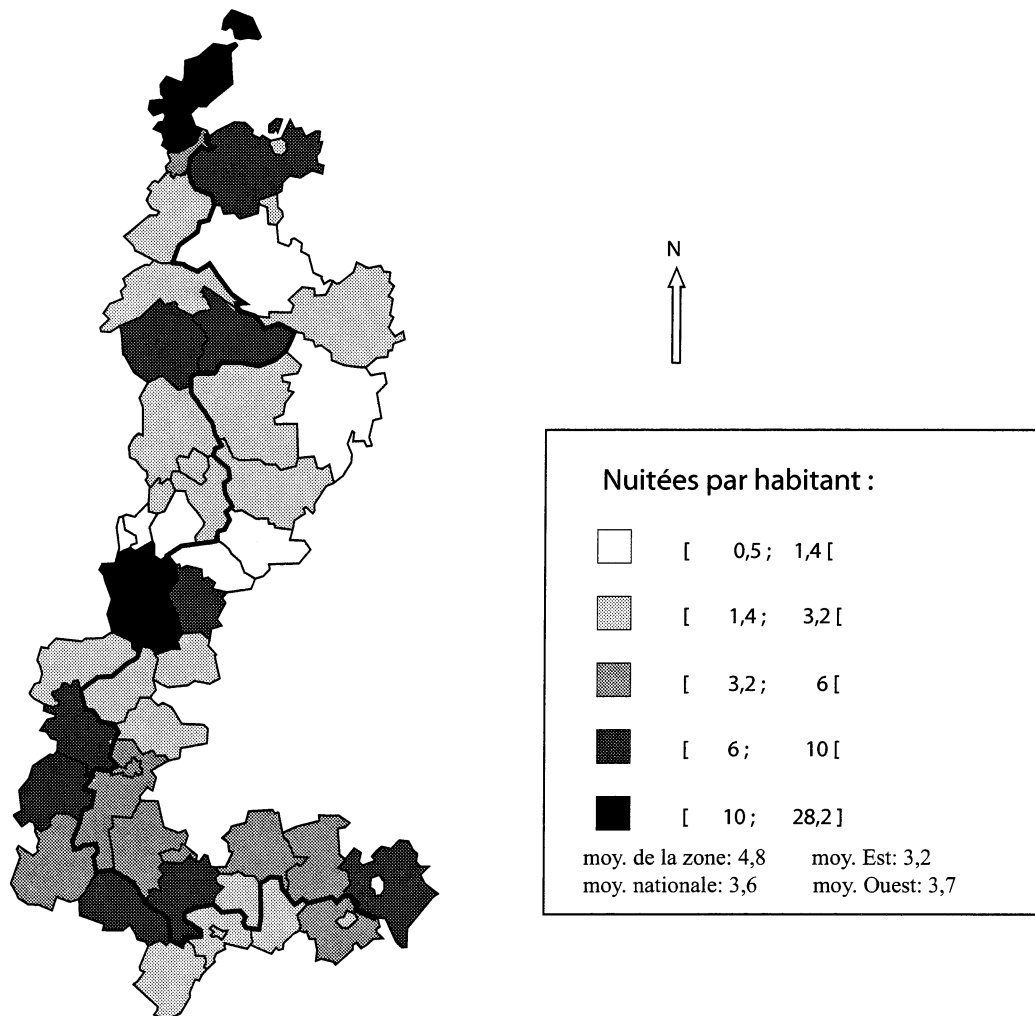
- elle est ainsi moins marquée pour les déterminants socioéconomiques (et donc davantage tributaire de l'effet de frontière), que pour les déterminants démographiques,
- elle est en outre faible pour les indicateurs d'état (ceux qui décrivent une situation à un temps donné), plus prononcée pour les indicateurs d'évolution (qui traduisent le mieux une dynamique en cours ou à venir), et la plus forte quand l'indicateur témoigne d'une dynamique, d'une part, et d'un processus lui-même d'ores et déjà *opaque* et complexe, comme la migration, d'autre part ! Il existe donc aussi des gradients selon la nature même de l'indicateur de référence, sa typologie et la combinaison de ses propriétés ! Les indicateurs socioéconomiques traduisent ainsi davantage les handicaps hérités, double périphérie, permanence de l'effet inhibant de la ligne-frontière, qui freinent la dynamique d'intégration territoriale d'Ouest en Est. Le retard des structures économiques, l'évolution des secteurs d'activité, la capacité à offrir des emplois et à créer de la richesse restent importants et les conséquences sociales pesantes. L'efficacité et la rapidité des dynamiques de remise à niveau du développement économique dans ces espaces semblent encore bien relatives, même si la restructuration spatiale selon une intégration territoriale d'après le modèle social et économique ouest-allemand s'annonce et se confirme. L'espace frontalier interallemand se recompose — semble-t-il — de manière plus rapide mais hétérogène, sur le plan du changement démographique. Cette zone frontière ayant subi la même expérience démographique reste encore moins densément peuplée, avec une légère perte d'habitants sur l'ensemble de la zone entre 1995 et 1999. Mais les dynamiques démographiques apparaissent nettement selon une structure polyaxiale et

polycentrique : le gradient Ouest-Est est présent mais se combine au *Nord-Süd Gefälle* pour donner un souffle démographique, plus particulièrement migratoire à des régions souvent peu peuplées, accentuer pour d'autres leur situation de crise démographique et (ré)introduire des déséquilibres de peuplement dans la zone des *Kreise* frontaliers. La moyenne montagne du nord de la Bavière et le nord-ouest de la zone dévoilent une relative reconquête démographique, alors que les plaines du nord-est, les *Kreise* du Harz à la Thuringe et au nord de la Hesse et les principaux pôles urbains prennent le statut d'espaces répulsifs. Le caractère démographique, en particulier migratoire, est celui qui révèle des logiques spatiales différenciées : une fois passés la (ré)unification, ses exceptionnels bouleversements migratoires subséquents et ses vagues d'émigration massive concentrée dans les premières années après l'ouverture du mur de Berlin, la recomposition démographique contemporaine de ces espaces témoigne d'une nouvelle sélectivité spatiale et de dynamiques contradictoires ou complémentaires s'inscrivant dans une zone en mutation, hétérogène et plurielle.

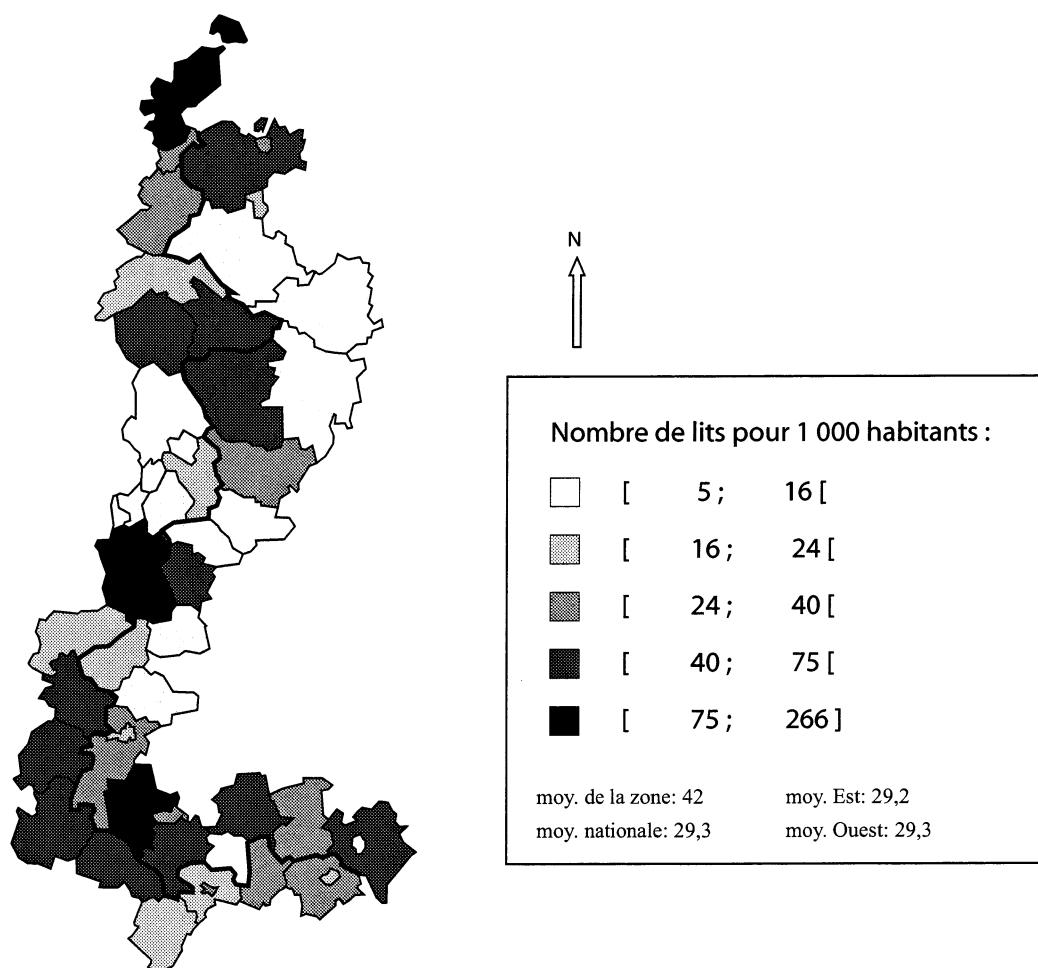
6. La redécouverte d'un espace central : « le cœur vert de l'Allemagne » (*Grüne Herz Deutschlands*) (cf. documents 12 et 13)

Alors que, jusqu'à présent, l'analyse spatiale des indicateurs socioéconomiques et démographiques a mis en évidence soit des permanences, soit des forces centrifuges et des gradients dans cet espace frontalier, l'étude des indicateurs plus thématiques, liés au tourisme, et en particulier la grande correspondance des espaces de la demande et de l'offre touristiques, révèlent des effets centripètes et un espace à vocation touristique relativement central et de premier plan. L'orientation de l'activité économique vers le tourisme semble en effet être un atout. La fréquentation touristique dans la zone atteint en moyenne 4,8 nuitées par habitant pour l'année 1998, soit plus qu'en Allemagne fédérale (3,6 nuitées par habitant) et à peu près autant que dans l'Ouest et l'Est ; la capacité d'hébergement — toujours pour la même année — s'élève à 42 lits pour 1 000 habitants dans la zone, contre seulement 29,3 en Allemagne fédérale et dans les anciens et nouveaux Länder. Cette *double centralité* (vis-à-vis de l'Est et de l'Ouest) tire son origine dans des potentiels touristiques particuliers, hérités de temps différents, dont celui de l'expérience commune de position-frontière. L'effet de frontière se traduit dès lors selon un lien, un référent commun pour les *Kreise* de la zone. Néanmoins, ces *Kreise* diffèrent par leurs potentiels environnementaux, leurs structures et leurs orientations économiques. Alors que les valeurs sont homogènes pour les ensembles ex-RDA et ex-RFA, il existe une inégalité Ouest-Est dans cet espace globalement plus touristique, concernant — dans les mêmes proportions — à la fois la fréquentation touristique (5,8 nuitées par habitant dans les *Kreise* occidentaux et 3,5 à l'Est, soit une valeur à peine inférieure aux moyennes du *Bund* et des *Alte Länder*) et la capacité d'hébergement (respectivement 51 et 30,3 lits par millier d'habitants). Le net rôle de limite touristique de la frontière n'est toutefois que secondaire face à la dialectique espaces de plaine/espaces de moyenne montagne. Par exemple, la partie septentrionale de la zone, délimitée au sud par Wolfenbüttel, Salzgitter et

Document 12
La fréquentation touristique en 1998



Document 13
La capacité d'hébergement en 1998



Bördekreis, regroupe l'essentiel des espaces à faible vocation touristique, en plaine. Il s'agit des espaces les plus densément peuplés et organisés autour des pôles urbains et industriels de Salzgitter, Braunschweig et Wolfsburg, comme Gifhorn, et ceux, ruraux et limitrophes, à l'ouest de Magdeburg (Halberstadt, avec 0,5 nuitée par habitant, et les *Kreise* de la Börde, 1,2 nuitée par habitant, et de l'Ohre, 3 nuitées par habitant, traversés par le *Mittellandkanal*). Schwerin (2,3 nuitées par habitant) et les plaines de Ludwigslust (0,9 nuitée par habitant) et de Stendal (1,1) forment un ensemble très peu enclin au tourisme. Dans le nord, les plaines du Wendland (Lüchow-Dannenberg : 6 nuitées par habitant), des Landes de Lüneburg (Uelzen : 9 nuitées par habitant) et de l'Altmark (Altmark-Salzwedel : 4,9) se destinent plus au tourisme. Mais ce sont surtout les espaces littoraux, d'ores et déjà zones d'accueil de migrants, qui s'y imposent comme zones d'attraction touristique : le Nordwestmecklemburg, avec 72 lits pour 1 000 habitants et 8 nuits/hab, mais surtout le Ostholstein (266 lits pour 1 000 habitants et 28,2 nuitées par habitant, soient les valeurs maximales), où l'île de Puttgarten et les liens avec les pays scandinaves restent privilégiés. Les *Kreise* peu densément peuplés du littoral baltique peuvent ainsi prétendre à une recomposition de leur espace notamment par l'activité touristique. Ils ne sont cependant pas les seuls ; ainsi, plus au sud, les espaces de moyenne montagne semblent engagés dans cette voie. Le meilleur exemple en est le massif du Harz, dont les atouts bioclimatiques et orographiques et les infrastructures adaptées permettent la pratique d'un tourisme hivernal et estival, sans occulter la portée historique et mythologique du mont Brocken (1 141 mètres) ! Sur les flancs occidentaux du massif, le tourisme est plus ancien et installé, à la fois, dans les pratiques et les infrastructures (Goslar : 19 nuitées par habitant et 149 lits pour 1 000 habitants, Osterode am Harz : 13 nuitées par habitant et 107 lits pour 1 000 habitants), avec parfois même les inconvénients d'une fréquentation saisonnière telle qu'elle est perçue localement comme le signe d'un tourisme de masse, tandis que plus à l'Est, les paysages en portent moins la marque (Wernigerode : 8 nuitées par habitant et 64 lits pour 1 000 habitants). Les enjeux liés au tourisme et les conflits selon les intérêts des acteurs semblent ici spécialement pertinents. Enfin, dans sa partie la plus méridionale, la zone d'étude paraît avantagée pour un tourisme de moyenne montagne. Seuls les *Kreise* de Nordhausen, Unstrut, Sonneberg et les *Kreisfreie Städte* de Hof et Plauen sont à l'écart de cette dynamique touristique. Le massif de la Rhön (8 nuitées par habitant et 65,6 lits pour 1 000 habitants), les forêts de Thuringe, *Thüringer Wald* (Schmalkalden-Meiningen : respectivement 10,3 et 86,9) et de Franconie (*Frankenwald*), s'étirant jusqu'à la frontière tchèque, au nord de la forêt de Bohême, s'affirment comme de forts espaces du tourisme. La modernisation et l'adaptation des structures d'accueil dans ces régions « vertes » sont cruciales.

Ainsi, la différenciation spatiale littoral-plaine-moyenne montagne structure l'espace touristique de la zone d'étude. Le caractère « vert », ou « *greenness* », s'affirme comme un atout hérité notamment de la partition et de la situation — commune pour les *Kreise* de part et d'autre de la ligne inter-étatique — de zone frontière, en impasse pour le développement industriel et urbain et pour la densification du peuplement. Sa préservation pendant 40 années rend donc possible la mise en valeur socio-économique des atouts

patrimoniaux de nombreux *Kreise* frontaliers par les activités liées au tourisme vert. Au-delà, il s'agirait alors de l'affirmation d'une nouvelle image de marque de la zone, substituant à celle de glacié déprimé adossé à une « frontière indigne », l'identité d'espaces préservés et ouverts...

La zone des *Kreise* frontaliers semble animée par une dialectique complexe entre, d'une part, le poids de ses héritages plus ou moins anciens sur son organisation spatiale, en particulier selon des caractères de marge et des espaces encore souvent très périphériques, comme pour la situation de son peuplement et de son activité tertiaire à la fin des années quatre-vingt-dix, et d'autre part, la combinaison de processus complexes à effets cumulatifs et parfois contradictoires. La dynamique de ligne de front d'intégration d'Ouest en Est se heurte à la rigidité de l'effet de frontière, encore importante pour les espaces du chômage et du niveau de vie. Et ce processus exogène interagit avec des champs Nord-Sud, et des effets de lieux : des liens centralités-périphéries forts organisant des bassins d'emploi et des déplacements selon une concurrence entre pôles économiques et urbains à la défaveur des villes de l'Est, des composantes littoral-plaine-moyenne montagne permettant une requalification ou non d'espaces plus ruraux. Une redéfinition endogène de ces espaces est ainsi en cours, édifiant ou confortant finalement des murets entre les zones de croissance et les zones d'inertie, dont le retard s'amplifie. Quelles conséquences entraînent précisément des processus exogènes d'intégration territoriale sur la réalité des sociétés locales : la permanence des caractéristiques héritées de zone frontière ou une nouvelle hétérogénéité spatiale valorisée par des pratiques spatiales innovantes ? S'impose alors la confrontation sur le terrain avec la réalité des sociétés locales et leurs pratiques spatiales et collectives.

III

LES VOIX DE LA FRONTIÈRE :

LES COMPORTEMENTS

ÉLECTORAUX EN ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE

ET LA FRONTIÈRE INTERALLEMANDE

(Olivier CHARLOT) *

L'Allemagne semble, depuis quelques années, se placer sous le signe du changement ; après la réunification entre les deux États allemands en 1990, les élections fédérales de 1998 concrétisent le remplacement du pouvoir en place depuis seize ans par une coalition gouvernementale d'un type nouveau, quelques mois avant le déménagement des ministères à Berlin et le passage à la monnaie européenne unique. L'Allemagne paraît entrer dans une nouvelle étape.

S'il ne s'agit ni d'une révolution radicale, ni d'un choc spectaculaire tel que la chute du mur de Berlin en novembre 1989, cette élection fédérale n'en reste pas moins un moment précis, un acte irréversible dans la démocratie allemande. La composition du paysage politique, les rapports de forces entre les partis politiques, entre les membres et entre les chefs, se renouvellent en fonction des résultats des élections sur l'ensemble du territoire allemand. Il conviendra d'ailleurs de replacer ces élections dans le temps et de suivre l'évolution générale de la vie politique allemande, avant de s'attacher au moment précis de l'élection fédérale, de ses enjeux. Car il s'agit bien de savoir pourquoi a eu lieu ce net changement de pouvoir, de quelle manière et dans quel contexte il se produit, ce qu'il entraîne, préfigure et ce qu'il peut révéler à propos de l'Allemagne, de sa société (ses sociétés) et de son territoire (ses territoires). Les élections, ayant lieu à des intervalles réguliers dans le temps et impliquant une masse considérable d'individus, peuvent-elles être considérées comme une forme de « recensements », certes moins directe, mais l'expression des votes ne fournit-elle pas de nombreuses informations sur ceux qui votent,

* Doctorant, Université de Perpignan.

Cf. Charlot O., *Les voix de la frontière : les comportements électoraux en Allemagne réunifiée et la frontière pan-allemande*, mémoire de DEA réalisé sous la direction de Jean-Marc Holz et Guillaume Lacquement, Université Paul Valéry, Montpellier III, 1999, 101 p., atlas en annexe.

sur ce pour quoi ils votent ? L'élection met en scène des comportements électoraux et leurs caractéristiques et révèle le sens du vote. Une réflexion sur les concepts de vote, d'élection et de comportement électoral, s'imposera naturellement, tout spécifiquement dans un système politique fédéraliste et un système électoral singulier, tous deux nouveaux dans la partie orientale de l'Allemagne. Comment se caractérise le rapport au vote, celui aux partis, au pouvoir — fédéral et celui des Länder — à la démocratie... en particulier chez les Allemands de l'Est ?

Comment ont évolué, tout d'abord de façon globale, puis régionale et locale, les votes depuis la réunification de 1990 ? Il paraît intéressant de cerner, dès cette date, les comportements électoraux des Allemands de l'Ouest et de l'Est, pour comprendre leurs aspirations, leur malaise parfois, mais aussi les sentiments éprouvés vis-à-vis des partis politiques, « occidentaux » et « orientaux », les représentations entre les *Wessis* et les *Ossis*. Dans quelle mesure, en effet, les dernières élections fédérales sont-elles porteuses de revendications, de réalités identitaires et d'une volonté de changement ? Sont-elles les mêmes partout ? Si les comportements électoraux diffèrent dans le temps, ils ne s'organisent pas spatialement de façon homogène, ne sont pas isomorphes d'un espace à l'autre, d'un territoire à l'autre (entre régions, villes, zones rurales et urbaines, Nord et Sud, Est et Ouest...). L'étude territoriale des résultats et des comportements électoraux entre les Länder, mais aussi entre les circonscriptions électorales, s'attache aux différences, aux écarts, aux évolutions, aux faits nouveaux ou déjà reconnus, aux permanences en les mettant en relation par la suite avec une succession de paramètres et indicateurs démographiques, sociologiques, économiques, etc.

Dans une large mesure, il sera question des différences Est-Ouest, résiduelles ou nouvelles, et du rôle de la frontière entre ces deux parties du territoire. Quels sont les liens entre cette frontière et les comportements électoraux ? Y a-t-il une spécificité des comportements électoraux dans cette zone ? Quel rôle joue la frontière ? Est-elle toujours active, en quoi ? Comment pourrions-nous la caractériser, la définir en ce qui concerne les résultats, les comportements électoraux, les identités... ? Les votes ne sont-ils pas porteurs d'identités et de comportements ? Quelles sont les représentations géopolitiques des Allemands, de l'Ouest et de l'Est, vis-à-vis d'eux-mêmes et des autres ? Que signifie être allemand aujourd'hui et pour qui ; être citoyen en Allemagne et quelle place accorder à son passé ? Peut-on déterminer plusieurs appartenances, plus ou moins conscientes et revendiquées et les critères sur lesquels elles se fondent ? Quelle importance en particulier est donnée au territoire, à différentes échelles géographiques, dans la formation identitaire, et dans le vote ?

Dans quelle mesure les clivages Est-Ouest sont-ils puissants ou au contraire, se dessine-t-il une certaine cohésion électorale, politique (par exemple, dans les revendications, les projets, les comportements, les identités, ou dans la volonté de changement) ? Cette ligne « fracture » s'estompe-t-elle ou se renforce-t-elle ? Peut-on mettre en évidence d'autres dynamiques, qui lui seraient pourquoi pas contradictoires ? Y a-t-il, d'une autre façon, émergence de nouveaux clivages, « murets », dont les comportements électoraux porteraient les stigmates ? La zone autour de l'ancienne frontière ne pourrait-elle pas tenir lieu d'un espace-témoin ou révélateur des processus évolutifs, diffusions ou résistances ? D'un côté, comme de l'autre, reste-t-elle une périphérie ou bien s'annonce-t-elle comme le lieu privilégié d'une hypothétique centralité

en esquisse ? Son côté occidental est-il particulièrement différent du reste de l'Allemagne de l'Ouest et son côté oriental du reste de l'Allemagne de l'Est ? La frontière s'exprime-t-elle dans les comportements électoraux ? Ou au contraire perdure-t-il une banalisation, une homogénéisation des comportements électoraux ? L'analyse précise des comportements électoraux le long de cette zone frontière peut-elle informer sur ces influences, entre transition et héritages ? En d'autres termes, la zone d'étude est-elle pertinente malgré sa césure, est-elle remarquable par ses comportements électoraux ?

Les différences régionales se résument-elles à l'appréhension Est-Ouest ou n'y a-t-il pas, dans un pays au fédéralisme historiquement ancré, d'autres particularités régionales à l'égard des comportements électoraux ? Peut-on entrevoir, à travers des aires d'influence électorale des partis politiques, de leur assise territoriale ou de leur absence d'implantation, des « tempéraments » régionaux ? Les identités ne s'enracinent-elles pas au niveau régional mais aussi local ? Peut-on parler sur l'ensemble du territoire allemand, de (re)découverte de multiples centralités électorales et identitaires locales ? Quelle place accorder à la notion de *Heimat* ? Y a-t-il estompement de la fracture identitaire Est-Ouest au profit d'un jeu local de solidarités territoriales ?

L'originalité de la démarche se fonde aussi sur la manière dont est prise en compte la frontière ; d'une part, non pas dans ses jeux externes mais dans le cadre d'un pays démocratique (ce qui n'implique pas pour autant que la frontière ne joue pas de rôle), l'Allemagne ; d'autre part, et surtout dans son rapport avec le comportement électoral, cette étude se place ainsi au croisement de la géographie électorale et de la géographie des frontières et s'inscrit en géopolitique et géographie.

1. L'élection fédérale du 27 septembre 1998 : stratégies et acteurs politiques

Le 27 septembre 1998 se déroulaient les élections fédérales en Allemagne. À l'issue du scrutin, le SPD devance les autres partis ; à sa tête Gerhard Schröder deviendra chancelier. Autour de cet événement, se modifie la donne politique, un nouveau gouvernement se prépare. L'élection, ses préparatifs, ses conséquences, focalisent l'action de la vie politique dans un temps assez court : acteurs, enjeux, intérêts, tensions, conflits, confrontations, négociations s'enchaînent selon un drame (au sens étymologique) concentré dans le temps et porté par la recherche du pouvoir. L'élection est « le moment où l'analyse d'un territoire se porte sur le jeu et la stratégie des acteurs, sur leurs intérêts et la façon dont ils les promeuvent, et sur les effets de ces conduites dans la performance générale du système observé »¹. « Les concepts de stratégie et d'acteur font sens dans l'espace du politique : ils constituent un outil efficace pour penser, chacune à part et les deux ensemble, la vie politique et la spatialité de sociétés complexes » (Jacques Lévy). L'analyse de cet événement selon une approche concernant les acteurs et leurs logiques révèle un certain aspect théâtral : un drame (une action), des acteurs, des conflits, des perturbations, plusieurs actes...

1. Brunet R., Ferras R., Théry H., *Les mots de la géographie, dictionnaire critique*, Collection « Dynamique du territoire », G.I.P. Reclus/La Documentation française, (3^e éd.), Paris, 1993, 517 p.

1.1. La trame contextuelle

Les acteurs en présence

- L'État : la Constitution,
l'administration,
- Les candidats : candidats à la chancellerie,
candidats à la députation — première voix,
candidats à la députation — seconde voix,
- Les partis politiques : les dirigeants,
les membres,
les gros partis : CDU, SPD,
les petits partis : CSU, PDS, FDP, Die Grünen (les Verts), l'extrême droite (Republikaner, DVU, NPD),
les autres (formations avec de très faibles scores),
- Les groupes de pression divers : lobbies,
associations,
syndicats,
- Les mass média :
- Les individus-électeurs : votants,
abstentionnistes.

Ces acteurs sont répartis selon ces différents types par souci pédagogique ; un acteur peut revêtir plusieurs aspects à la fois dans différents types. Les rapports de force entre ces acteurs évoluent dans le temps et les différentes étapes de l'histoire politique de l'Allemagne l'illustrent bien.

Quatre phases

Les vingt premières années sont régies par les chrétiens-démocrates qui s'allient tantôt avec les libéraux, tantôt avec les socio-démocrates lors de la grande coalition, de 1966 à 1969 ; ils ne possèdent en effet la majorité absolue qu'entre 1957 et 1961. Puis, 1969-1982 est la période de la coalition socio-libérale, entre le SPD et le FDP, mais la rupture avec le gouvernement précédent n'est pas complète puisque le SPD participait avec la CDU au gouvernement. Le 1^{er} octobre 1982, le FDP change de partenaire et s'allie avec la CDU-CSU, le nouveau gouvernement se place sous la direction d'Helmut Kohl, qui détient un record de longévité politique grâce à seize années ininterrompues de pouvoir. Les élections fédérales du 27 septembre 1998 marquent une profonde césure dans la vie politique allemande, car elles provoquent pour la première fois la défaite d'un gouvernement sortant. Le choix de Gerhard Schröder à la chancellerie un mois plus tard ouvre la quatrième phase de l'histoire politique de la République fédérale d'Allemagne. 1998 ouvre la voie à la première alternance démocratique, avec une alliance gouvernementale nouvelle au niveau fédéral (mais déjà en place au Bundesrat et au niveau régional), le SPD et les Verts.

1.2. Acte I : La campagne électorale

Les élections se dérouleront le 27 septembre 1998. Chaque acteur de la vie politique s'y prépare, plus spécialement ceux de la scène politique et des partis politiques, mais aussi les médias, que ce soit à l'échelon de la circonscription électorale ou au niveau fédéral.

Les partis politiques et leurs candidats

Chaque parti politique, par la voix de son (ou ses) représentant(s), au niveau local, régional ou fédéral, dévoile sa logique, son argumentation.

— La CDU/CSU, coalition à la tête du gouvernement, défend son bilan, même à l'Est. Huit ans après la réunification, l'Allemagne orientale a beaucoup changé mais la CDU estime que « les Allemands de l'Est ont tendance à oublier ce qui a été réalisé pour ne voir que ce qui reste à accompli »¹. La campagne du parti s'appuie sur le sentiment de sécurité que Helmut Kohl, chancelier depuis seize années, figure emblématique aux niveaux européen et international, est censé incarner.

— Le SPD se place en concurrent direct et cherche à conquérir le pouvoir fédéral. Malgré un programme intitulé « Travail, innovation, justice sociale », le SPD veut fédérer le maximum de voix, ratisant au centre pour s'approprier les déçus de Kohl. À part la réforme du code de la nationalité, aucune autre grande réforme de gauche n'est prévue. Là aussi, la campagne porte sur les moyens de lutte contre le chômage et de sauvegarde du système de protection sociale. Le programme du SPD n'est pas un tournant audacieux ou risqué ; d'ailleurs le slogan n'est-il pas « Nous n'allons pas tout changer, nous allons le faire beaucoup mieux » ; d'une certaine façon, la continuité, la stabilité et la sécurité sont là aussi mises en avant. D'ailleurs, c'est le candidat modéré Gerhard Schröder qui a été choisi, au détriment d'Oskar Lafontaine, plus à gauche dans son parti. Parallèlement, la stratégie offensive du SPD se concentre sur la lassitude que peut exprimer Helmut Kohl, au pouvoir depuis seize ans. Face aux grands partis, se placent des petites formations pouvant arbitrer l'élection en tant que partenaire potentiel au gouvernement.

— Le FDP (les libéraux) : le parti se colle à la CDU (sauf pour le code de la nationalité). Partenaire avec la CDU-CSU de la coalition sortante, son intérêt réside à conserver sa position au gouvernement, mais aussi d'arbitre, de faiseur ou de défaiseur de gouvernement (au pouvoir sans interruption depuis presque trente ans, il s'est allié par le passé tantôt avec le SPD, tantôt avec la CDU/CSU). Mais d'autres petites formations peuvent contrarier ses projets...

— Les Verts, contrairement au FDP, possèdent une importante assise locale et régionale ; leur programme est centré sur une réforme écolo-fiscale (baisser le coût des charges sociales et du travail en augmentant le prix de l'énergie) et sur l'abandon du

1. Leparmentier A., « Gerhard Schröder tente de mettre fin à seize ans de règne Kohl » in *Le Monde*, 27-28 septembre 1998, Paris.

nucléaire. Malgré les réticences à leur égard de la part de Gerhard Schröder, car jugés comme trop fondamentalistes, les Verts, en revendiquant une image réaliste et mûre, souhaitent être les premiers partenaires potentiels du SPD pour une éventuelle coalition au gouvernement.

— Le PDS : le nouveau parti des anciens communistes de l'Est ou Parti du socialisme démocratique, déjà au Parlement en 1994, cherche à conforter sa position dans le paysage politique allemand. En puisant parmi les déçus de la réunification et les anciens privilégiés du régime de RDA, le PDS défend aussi l'identité des Allemands de l'Est, tout en affirmant chercher à s'implanter à l'Ouest pour dépasser son caractère « régional ». Il s'attache à recueillir les suffrages de protestation en revendiquant une image de l'alternative.

— L'extrême droite, divisée en plusieurs partis, Republikaner, NPD, DVU, se veut elle aussi la représentante de la protestation et du changement ; dopée par ses bons scores régionaux (12,9 % aux élections régionales en Saxe-Anhalt le 26 avril 1998), elle parie sur l'obsession du chômage, le déboussolement de la jeunesse, les divisions de la société, une propagande xénophobe, pour obtenir un groupe parlementaire au niveau fédéral.

Les autres acteurs politiques

Les partis et leurs candidats émettent des propositions, des « produits » qui n'ont de valeur que par l'adhésion d'un auditoire, d'un corps électoral. Pourtant, dans cette étape, si ce n'est par la publication de sondages d'opinion, la demande n'est mise en avant qu'à travers les discours des porteurs de l'offre, diffusés par les médias (au sens étymologique), à tous les échelons géographiques et politiques, d'une manière plus ou moins objective : presse, télévision, radio, Internet, partisans ou censés être objectifs, mais aussi les tracts, les meetings des partis politiques. Les groupes de pression et d'intérêts quant à eux, tentent — c'est leur nature — de peser d'une manière plus ou moins informelle, sur les programmes des partis.

1.3. Acte II : Le moment de l'élection

L'élection cristallise « le moment social où autour de perspectives, de projets et de stratégies à l'intérieur d'un champ plus ou moins institutionnalisé (...) un ensemble d'activités structure des choix, des politiques, une production symbolique, qui sont destinés à produire du consentement, un ordre social, déjà construit ou à construire »¹. L'élection permet donc à l'électeur de désigner le ou les représentants souhaité(s), par le vote ; c'est le moment de l'expression de l'opinion de l'individu, pour un choix d'un candidat, d'un représentant à légitimer. L'acteur-citoyen voit en elle une opportunité de s'exprimer et d'agir. En outre, une tendance de nouvelle citoyenneté s'esquisse : comme nous l'avons vu, le citoyen devient « efficace », l'électeur choisit en fonction de ses

1. Lévy J., « Géographie et politique », in *Géographie sociale*, n° 7, Caen, 1988.

propres intérêts (matériels/idéologiques ; conscients/inconscients...) le ou les représentant(s) susceptible(s) d'en être le(s) meilleur(s) interprète(s).

Pour le cas de l'Allemagne, l'électeur-efficace se combine à un électeur-stratège, plus mûr, de par la particularité du mode de scrutin. Le système électoral allie la possibilité de composer une majorité et une recherche de justesse dans la représentation : entre le mode de scrutin majoritaire uninominal à un tour et la proportionnelle puisque l'électeur possède deux voix : la première élit le candidat de la circonscription au scrutin uninominal à un tour à la majorité relative (cela représente la moitié du Bundestag) ; l'autre moitié est élue par une seconde voix, un vote pour une liste présentée par les partis (au niveau régional, *Landesliste*). C'est cette voix qui détermine le nombre de sièges, le poids final des partis au Parlement. Ce système de double voix permet aux électeurs de voter tactiquement. Certains votent dans leur circonscription pour un grand parti et accordent leur deuxième voix à une petite formation alliée. Les petits partis peuvent ainsi être représentés par la deuxième voix, bien que le système électoral cherche la stabilité politique en excluant de la représentation fédérale les partis détenant un score inférieur à 5 % des deuxièmes voix exprimées et moins de trois mandats directs grâce à la première voix. Toutefois, les règles se compliquent avec les mandats supplémentaires ¹. Quand un parti détient dans une région plus de mandats directs de la circonscription que ce qui est calculé en proportion par la deuxième voix, il reçoit un nombre de mandats supplémentaires censé corriger l'inégalité.

Les électeurs sont les principaux acteurs politiques de l'élection, mais celle-ci est rendue possible parce qu'elle est un construit historique et institutionnel, et est constitutive de la démocratie. C'est la Loi Fondamentale (*Grundgesetz*), la Constitution du 23 mai 1949 de la RFA qui permet l'accès aux droits fondamentaux (*Grundrechte*), dont le droit de vote. L'application de la Loi Fondamentale a été étendue à l'Allemagne orientale en 1990. Les modalités de l'élection sont en vigueur dans l'Allemagne réunifiée ; la loi fondamentale de 1949 et les lois d'unification de 1990 en sont les textes fondateurs et l'État doit les faire respecter. L'État crée, organise, contrôle les élections ; il est l'autre acteur politique déterminant de ce moment particulier de la vie démocratique.

Document 1
Extraits des résultats des élections fédérales du 27 septembre 1998 en Allemagne

Participation : 82,2 %				
Partis représentés au Bundestag	Deuxièmes voix		Sièges	
	en %	Évolution 1998-1994 en %	(Total : 669)	Évolution 1998-1994
SPD	40,9	+ 4,5	298	+ 46
CDU	28,4	- 5,8	198	- 46
CSU	6,7	- 0,5	47	- 3
Verts	6,7	- 0,6	47	- 2
FDP	6,2	- 0,7	43	- 4
PDS	5,1	+ 0,7	36	+ 6

1. *Überhangmandate*.

Le SPD est le gagnant principal de l'élection : il gagne 4,5 points depuis 1994 et est élu avec 40,9 % des deuxièmes voix. Il est le principal parti pour la première fois depuis 1972. Plus de vingt millions d'électeurs lui ont accordé leur confiance, soit 3 millions de plus par rapport à 1994. Le SPD détient 298 sièges, 46 de plus qu'en 1994, dont 13 grâce aux mandats supplémentaires (*Überhangmandaten*). Les partis de l'Union enregistrent leurs plus grandes pertes, en recueillant 17,3 millions de voix, soit 35,1 % des suffrages exprimés (deuxièmes voix), et une diminution de 2,187 millions d'électeurs, soit - 6,3 points depuis la dernière élection. La CDU-CSU envoie 245 députés au Bundestag, c'est-à-dire 49 de moins qu'en 1994, d'autant plus qu'elle bénéficiait à l'époque de 12 mandats supplémentaires et aucun en 1998 ! Les pertes de la CDU sont plus importantes que celles de sa branche bavaroise, la CSU. La CDU atteint péniblement sur le territoire allemand 28,4 % des voix correspondant à une perte de 5,8 points depuis 1994. La CSU essuie des pertes modérées en Bavière : 47,7 % des deuxièmes voix, soit - 3,5 points depuis le dernier scrutin. Bündnis 90-Die Grünen subit une légère diminution de son électorat : - 0,6 point, soit - 122 000 électeurs, en recueillant 6,7 % des suffrages (3,3 millions de voix). Les Verts perdent deux sièges au Parlement et sont la troisième force parlementaire avec 47 députés. Le FDP fait partie des perdants de l'élection, puisqu'il quitte le gouvernement. Il enregistre une baisse de 0,7 point, soit 177 000 électeurs, avec un score de 6,2 %, soit 3 millions d'électeurs. Avec 43 sièges (- 4 depuis 1994), les libéraux restent représentés au Parlement. Le PDS réussit à franchir le seuil des 5 % avec plus de 2,5 millions d'électeurs en gagnant presque 450 000 électeurs (+ 0,7 point depuis 1994) et bénéficie de quatre mandats directs à Berlin-Est ; il totalise ainsi 36 députés (+ 6 depuis 1994) formant un groupe parlementaire. Enfin, les partis d'extrême droite n'entrent pas au Parlement : en totalisant leurs scores, la DVU, les Republikaner et le NPD détiennent 3,3 % des voix. Les Republikaner s'appuient sur 906 000 électeurs, soit 1,8 % et perdent 0,1 point bien qu'ils gagnent dans l'absolu 31 000 voix ; la DVU atteint 1,2 % (601 000 électeurs) et le NPD 0,3 % (126 000 électeurs). Les autres partis recueillent ensemble 2,8 % des voix, dont 0,9 % pour pro-DM, et restent marginalisés. Sur les 60 762 000 inscrits, 48 947 000 se sont exprimés par le vote. La participation électorale est élevée : 82,2 % des inscrits, soit + 3,2 points par rapport à 1994. La simple répartition spatiale des députés élus selon les mandats directs (première voix) montre de façon synthétique la victoire du SPD dans la plupart des circonscriptions (cf. Annexes 1 et 2).

Pour la première fois dans l'histoire politique de la République fédérale, les élections provoquent un changement de gouvernement. La coalition CDU-CSU-FDP est remplacée par une coalition rouge-verte. Le profond désir de changement touche avec force les partis de l'Union, et se concrétise en un mécontentement vis-à-vis du gouvernement Kohl et de sa politique. Ainsi, après seize années au gouvernement, les partis de l'Union ont perdu la confiance des électeurs. Bien que le chancelier Kohl soit reconnu, devant Schröder, pour ses qualités de dirigeant et son expérience sur la scène internationale, il est supplanté par son concurrent dans l'opinion publique en ce qui concerne les compétences pour la politique sociale, des retraites, fiscale, de lutte contre le chômage, et d'équité sociale. Les compétences économiques, en matière de sécurité intérieure, notamment en ce qui concerne les étrangers et le droit d'asile, ainsi que ses positions sur la politique européenne, restent accréditées à la CDU, mais ne sont pas considérées comme prioritaires. Dans ce mélange de volonté de changement,

insatisfaction, perte de confiance, les partis de l'Union ne réussissent pas à mobiliser les électeurs. Le rejet de la situation actuelle et du gouvernement Kohl a eu un effet mobilisateur. La CDU-CSU essuie des pertes dans toutes les classes d'âge, surtout entre 45 et 60 ans (- 10,1 points), et dans toutes les catégories socioprofessionnelles, principalement les ouvriers, les employés, les fonctionnaires, professions libérales (- 8 points) mais se maintiennent chez les agriculteurs (- 1 point) (source : *Analyse der Bundestagswahl von 27. September 1998 : Interne Studien Nr.173/1998*, octobre 1998). Le SPD profite de ce besoin de changement et de mécontentement envers le gouvernement en place. Schröder incarne mieux que Kohl l'homme d'une nouvelle voie et d'une nouvelle manière en politique. Ses atouts d'homme d'avenir se concentrent dans ses capacités à résoudre le problème du chômage, bien qu'elles semblent ambivalentes. Ses principaux gains se trouvent parmi les 45-60 ans (+ 5,8 points), les employés (+ 7,4 points), professions libérales (+ 5,4 points).

Les Verts n'ont pas vraiment profité du désir d'alternative et de nouveauté : pendant la campagne électorale, ont été mises en avant des idées de changement radicales tranchant avec l'image « douce » et écologique acquise dans la durée. Les Verts n'ont pas réussi à mobiliser leur électorat classique, comme les 18-34 ans. Le FDP résiste bien au tournant politique et a été choisi par ses électeurs les plus motivés, mais ses électeurs partisans, dans toutes les classes d'âge, ne sont pas restés fidèles à la conduite de la politique gouvernementale menée par Helmut Kohl et se montrent mécontents vis-à-vis de son bilan. Le PDS confirme sa position par la stabilité de son score. Les électeurs de l'Est se sont particulièrement mobilisés en sa faveur, pour exprimer leur mécontentement et protester contre le gouvernement. Le parti s'y trouve en concurrence avec le SPD, mais excelle dans la défense des intérêts est-allemands. Mais plus que la possibilité de le voir en coalition avec le SPD, ses partisans souhaitent sa légitimation. Le PDS gagne des électeurs dans toutes les tranches d'âge. Enfin, l'extrême droite articule sa pression aux niveaux de la région (forts scores en Saxe-Anhalt) et de l'Europe, mais ne parvient pas être représentée à l'échelon fédéral. Toutefois 7 % des électeurs votant pour la première fois (18-21 ans) lui accordent leur préférence.

Les enjeux des combats électoraux ont eu lieu autour de la polarisation sur les deux candidats principaux, tandis que les grands thèmes de l'avenir, la direction à prendre par les partis quant aux réformes sont restées en arrière-plan. Les électeurs ont dû jongler entre leur désir de changement et le « risque » de l'alternative rouge-verte. Le nombre d'indécis était encore de 30 % huit jours avant l'élection, traduisant une atmosphère ambivalente et confuse. Le choix du changement, sans en connaître forcément la direction a prévalu. Le SPD, les Verts et le PDS représentent ensemble 53 % des électeurs ; l'électorat traditionnel de la gauche se disperse désormais parmi ces trois forces. La troisième élection fédérale depuis la réunification montre, comme jamais jusqu'à présent, combien est importante la mobilité des électeurs à l'échelon fédéral.

1.4. Acte III : Le renouvellement des dirigeants

Trois semaines après l'élection, est composée une nouvelle coalition gouvernementale. Le chancelier sera Gerhard Schröder. Cette période est marquée par des conflits, des négociations entre partenaires potentiels, rivaux, anciens opposants... Le pouvoir est toujours le leitmotiv et chacun réclame sa part. La coalition sera rouge-verte et un accord de gouvernement en sortira. Les conflits d'intérêts s'organisent autour d'une poignée de personnalités de la scène politique. Les individus-électeurs ne participent pas à ces négociations, si ce n'est en tant que spectateurs ou arguments pour leurs représentants. Les partis vaincus subiront aussi des restructurations. Ainsi Wolfgang Schäuble, ancien ministre fédéral de l'Intérieur, président du groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag depuis 1991, prend la tête de la CDU et nomme une nouvelle équipe dirigeante pour tenter à moyen terme de véhiculer une identité (et des idées ?) plus jeune, plus orientale, plus féminine... en attendant les prochaines élections. Theo Waigel, ministre fédéral des Finances sortant, démissionne de la présidence de la CSU bavaroise qu'il assume depuis le décès de Franz Josef Strauss en 1998 ; Edmund Stoiber, déjà ministre-président de la Bavière, lui succèdera le 16 janvier 1999. Chez les « vainqueurs », les Verts réforment la structure interne du parti (en quête d'une image responsable pour gouverner) et le SPD essaie de canaliser des luttes internes féroces...

La présidence du Bundestag revenant traditionnellement au groupe parlementaire le plus nombreux, le SPD y fait élire avec 512 voix favorables Wolfgang Thierse, spécialiste des questions culturelles, député de Berlin-Est depuis 1990, vice-président fédéral du parti et remplace Rita Süßmuth, CDU, présidente du Bundestag depuis 1988. Un Allemand de l'Est accède à cette fonction fondamentale dans la vie politique, la seconde dans l'ordre protocolaire de la République fédérale. Les vice-présidences comptent trois femmes (Anke Fuchs, SPD, Antje Vollmer, Verts, Petra Bläss, PDS) et deux hommes (Rudolph Seiters, CDU et Otto Solms, FDP). Pour la première fois, les néo-communistes du PDS acquièrent un poste aussi important, convoité par la CSU.

Gerhard Schröder devient le 27 octobre le septième chancelier de la République fédérale ; il est élu par 351 voix sur 669 (287 contre, 27 abstentions, une nulle : au moins six députés de l'opposition ont voté pour lui). Chef du gouvernement du Bundesland de Basse-Saxe depuis 1990, ancien marxiste devenu pragmatique, modéré, spécialiste des questions économiques, Schröder veut incarner un nouveau centre.

Le gouvernement fraîchement formé par G. Schröder traduit des compromis et des tensions (passées, présentes et à venir). Ainsi sur quinze ministères, trois postes ministériels sont octroyés aux Verts (Environnement, Santé, mais surtout le ministère des Affaires étrangères à Joschka Fischer, le chef de file Vert, appuyé par un secrétaire d'État de la même couleur politique). Jürgen Trittin, ministre de l'Environnement, appartient à l'aile gauche, plus intransigeante. L'ancien journaliste et éditeur, Michael Neumann, n'appartenant à aucun parti politique, se voit confier un ministère chargé de la Culture, dont l'essentiel sera du ressort des régions. Il devra coordonner les différentes actions de l'État fédéral dans les régions dans ce domaine. Le reste revient au SPD mais les alliances du passé doivent être récompensées. De fait, les « hommes proches » de Schröder occupent deux ministères (Affaires sociales-Travail et ministère à la Chancellerie) ; mais surtout le SPD impose « ses » personnalités, souvent rivales de Schröder aux ministères de

la Défense, des Transports et un imposant ministère des Finances dirigé par Oskar Lafontaine, candidat potentiel à la chancellerie, qui a cédé sa place à Schröder, mieux placé pour gagner. Lafontaine, ancien chef du gouvernement régional de Sarre, président fédéral du SPD depuis 1995, représente l'aile gauche du parti et devient un pilier du gouvernement, bien qu'il préconise des idées fort différentes de celles de Schröder, en particulier à propos du domaine économique (les tensions seront telles entre les deux hommes que Lafontaine démissionnera en mars 1999). Déjà, l'industriel Jost Stollmann, atout et soutien de Schröder pendant la campagne, refuse d'entrer au gouvernement...

L'équipe gouvernementale semble donc hétérogène et des conflits s'annoncent à propos de l'abandon du nucléaire, de deux visions économistes divergentes, de deux représentations de la gauche allemande... les représentants semblent traduire les dissensus de la société politique. Mais maintenant au pouvoir, le gouvernement doit représenter les électeurs tout en transformant les dissensus en consensus. Pour cela, un programme commun est présenté et porte sur une réforme fiscale, une taxation de l'énergie, l'abandon progressif du nucléaire, un pacte pour l'emploi, la réforme des retraites, de l'armée et du code de la nationalité. Le chômage, qui coûte 170 milliards de DM par an, constitue « le problème le plus pressant et le plus douloureux » que le gouvernement doit faire diminuer : le pacte pour l'emploi, négocié avec les partenaires sociaux, est présenté comme un « instrument permanent de lutte contre le chômage », l'Europe sociale est aussi défendue... Grâce à la réforme fiscale, qui tendrait à réduire les charges salariales et celles des petites et moyennes entreprises, le gouvernement souhaite relancer la consommation intérieure et renforcer la capacité d'investissement. L'éco-taxe, sur l'énergie, à la demande des Verts, doit favoriser la diminution des charges sociales auxiliaires et les créations d'emplois dans le secteur des technologies durables. Le nucléaire civil devrait être progressivement abandonné, mais les questions de nouvelles formes d'énergie et du retraitement et du stockage des déchets nucléaires, restent en suspens. Le gouvernement annonce aussi réformer l'État, en réduisant le nombre de fonctionnaires, la justice, l'éducation, en doublant sur cinq ans le montant des investissements octroyés à la recherche et à l'éducation. Le programme « Femmes et profession » veut parier sur l'égalité des chances des femmes avec les hommes dans le domaine de l'emploi et s'appuie sur la flexibilité du travail. Le colossal chantier de la réforme des retraites est quasiment passé sous silence. En outre, le droit de la nationalité devrait être considérablement modifié ; par exemple, les étrangers vivant depuis au moins huit ans sur le sol allemand pourront bénéficier de la double nationalité. La communauté turque sera particulièrement touchée par cette mesure. Au début de l'année 1998, l'Allemagne comptait 7,3 millions d'étrangers, soit 9 % de la population, dont 2,1 millions de Turcs, 900 000 Yougoslaves, 600 000 d'Italiens. 56 % d'entre eux habitent en Allemagne depuis plus de huit ans. Le gouvernement s'inscrit en faveur d'une politique « d'intégration résolue » et pour un droit de la nationalité « moderne ». Cette option est partagée dans l'opposition par le FDP. Enfin, le développement des Länder de l'Est doit être assuré par le maintien des transferts financiers importants, l'installation du gouvernement et du Parlement à Berlin au cours de l'été 1999, pour un « nouveau départ » de la politique allemande. En revanche, la politique extérieure est caractérisée par la continuité : les relations avec les États-Unis, les engagements en matière de défense et de sécurité, mais l'avenir de la Bundeswehr sera étudié et les armes de destruction massive supprimées.

En tant que pays président le Conseil européen pendant le premier semestre 1999, la priorité est donnée à l'adoption de l'Agenda 2000 (objectifs et financement de l'Union européenne jusqu'en 2006), avec, bien entendu, le désir de réduire la part de la contribution de l'Allemagne ; la réforme des institutions européennes, l'élargissement à l'Est, le succès de l'Euro et l'amitié franco-allemande, complètent le programme d'édification d'une « Europe moderne s'appuyant sur l'économie sociale de marché et sur la responsabilité écologique ». Schröder fait ouvertement preuve de « fierté » à l'égard de son pays et parle des « intérêts allemands », perdant ainsi les complexes liés aux connotations nationalistes relatives au passé de l'Allemagne. Cependant, l'endettement de l'État fédéral est déjà tel qu'un quart des recettes fiscales est utilisé pour payer les intérêts et la dette, soit 80 milliards de DM en 1998, que ces réformes pourraient être tempérées...

L'expression des électeurs entraîne des transformations aux conséquences incertaines. Pour la première fois, un chancelier a été renversé par les urnes, le nouveau Bundestag est le plus à gauche de son histoire, une coalition gouvernementale d'un type nouveau voit le jour... Et si les audaces vont sans aucun doute être contrôlées, on peut s'interroger sur ce que nous réserve l'ensemble des acteurs politiques de la République de Berlin.

2. Approche cartographique des comportements électoraux en Allemagne aux élections fédérales entre 1990 et 1998 : le rôle de l'ancienne frontière interallemande

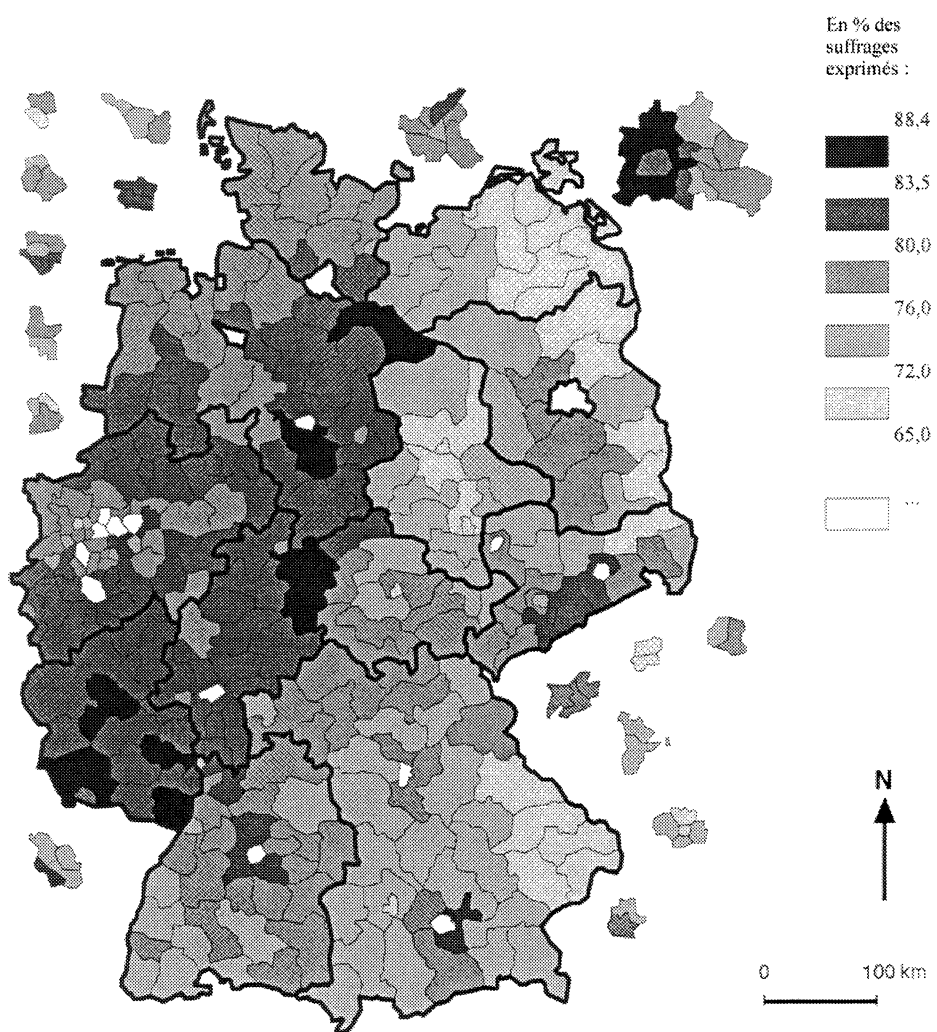
Cette analyse traite de l'organisation spatiale, de la répartition territoriale des comportements électoraux, des aires influences des partis politiques, en mettant l'accent sur les constances et les dynamiques depuis la réunification, notamment entre les territoires de l'Est et ceux de l'Ouest et du rôle de la frontière interallemande.

2.1. Des territoires de la participation électorale ?

La participation en 1990 (cf. document 2)

La participation électorale a toujours été, en RFA, supérieure à 84 % des suffrages exprimés lors des élections au Bundestag, jusqu'en 1990, date de la réunification où elle n'atteint que 77,7 %. Mais la situation semble contrastée dans les régions et les circonscriptions électorales. Ainsi, au niveau régional, le Nord-Est de l'Allemagne, constitué des Länder de Saxe-Anhalt, Brandebourg et Mecklembourg-Poméranie antérieure forme une zone continue recueillant les taux de participation les plus faibles, tout comme au Sud, la Bavière et la Sarre. Un ensemble géographique à forts taux de participation prend appui à l'Ouest mais la délimitation ex-Allemagne de l'Est/ex-Allemagne de l'Ouest n'est pas nette. Le niveau local permet d'apporter des précisions.

Document 2
La participation en 1990 en Allemagne
Élections au Parlement fédéral :
résultats des deuxièmes voix dans les circonscriptions électorales



Moyenne fédérale : 77,7%

La dichotomie Est/Ouest se révèle selon un gradient à la faveur de la moitié occidentale. Il est d'autant plus probable qu'une circonscription possède un faible taux de participation, qu'elle se trouve à l'Est. En réalité, l'ancienne frontière interallemande se dessine, telle une ligne de séparation entre l'Ouest (avec des territoires à participation électorale élevée) et l'Est (où la participation est modérée). Les quartiers orientaux et occidentaux de Berlin sont eux aussi différenciés ; en revanche, de part et d'autre de la portion frontalière entre la Thuringe et la Bavière, les scores restent proches et la ségrégation spatiale n'est pas visible. En règle générale, en 1990, l'ancienne frontière interallemande apparaît donc sur l'ensemble de sa longueur, excepté le segment le plus méridional, comme une frontière de la participation électorale.

Évolutions entre 1990 et 1994

Entre les scrutins de 1990 et 1994, la participation n'augmente au niveau fédéral que très légèrement : + 0,85 point, néanmoins les contrastes régionaux, en particulier entre l'Est et l'Ouest, s'établissent à nouveau sous la forme d'un gradient. Les anciens Länder voient leur participation s'accroître (sauf pour la Sarre, - 1,6) de façon modérée mais bien supérieure à la moyenne fédérale. Les progressions les plus tranchées s'organisent autour du tissu urbain très dense de la Ruhr, en Rhénanie du Nord-Westphalie (+ 3,2 points), et bien souvent à proximité et dans les grandes villes telles que Berlin, Hambourg, Nuremberg et Stuttgart. La Rhénanie du Nord-Westphalie et la Bavière concentrent la plupart des circonscriptions à forte progression. Les nouveaux Länder, quant à eux, forment un espace distinct dont le taux de croissance moyen s'approche de - 1,7 point ; les évolutions y sont soit :

— positives ou nulles et font figures d'exceptions à l'Est : partie orientale du Mecklembourg-Poméranie antérieure, Berlin-Reinichendorf ;

— négatives sur la plus grande partie du territoire de l'ancienne RDA. Les baisses les plus significatives se fixent dans le centre et l'Est de Berlin mais surtout en Saxe (- 4,4 points en moyenne) qui apparaît comme le principal foyer.

Le clivage ex-RDA/ex-RFA est très marqué, délimité par l'ancienne frontière entre les États allemands. Seules trois circonscriptions à l'Ouest (n° 126 : Werra-Meissner, n° 39 : Celle-Uelzen, n° 31 : Lüneburg-Lüchow-Dannenberg), présentent des évolutions négatives, et une à l'Est (n° 263 : Schwerin-Hagenow), une évolution positive. Ainsi, les progressions sont rejetées à l'Ouest de la frontière et les diminutions à l'Est. Le contraste est particulièrement vif entre la Bavière et les nouvelles régions de Thuringe et de Saxe. La participation, déjà plus faible en 1990 en ex-RDA, y recule ou, au mieux, progresse bien moins qu'à l'Ouest : les écarts s'amplifient entre 1990 et 1994 !

La participation en 1994

La différenciation spatiale des comportements vis-à-vis de la participation électorale coïncide encore davantage, avec celle entre l'ex-RFA et l'ex-RDA. Plusieurs régions se distinguent. La majeure partie de l'Allemagne occidentale dévoile des électeurs

mobilisés ; les scores de participation y sont les plus hauts et font preuve de continuité spatiale selon une large zone, du Schleswig-Holstein à la Sarre (y dépassant 80 % du nombre d'inscrits), complétée par des ensembles à participation relativement élevée, de 76 à 80 %, dans le Sud (Bade-Wurtemberg et Bavière) et dans les villes-États de Brême, Hambourg et Berlin. Les nouveaux Länder, quant à eux, composent la zone de plus faible participation. À l'échelle des circonscriptions, la frontière, en tous ses points, distingue ces deux types de territoires. Même le segment entre la Bavière et la Thuringe apparaît bien plus discriminant qu'en 1990 ! L'échelon local est le plus révélateur. Les inégalités Est-Ouest sont plus marquées lors de ce scrutin et illustrent davantage la dichotomie de part et d'autre de l'ancienne frontière !

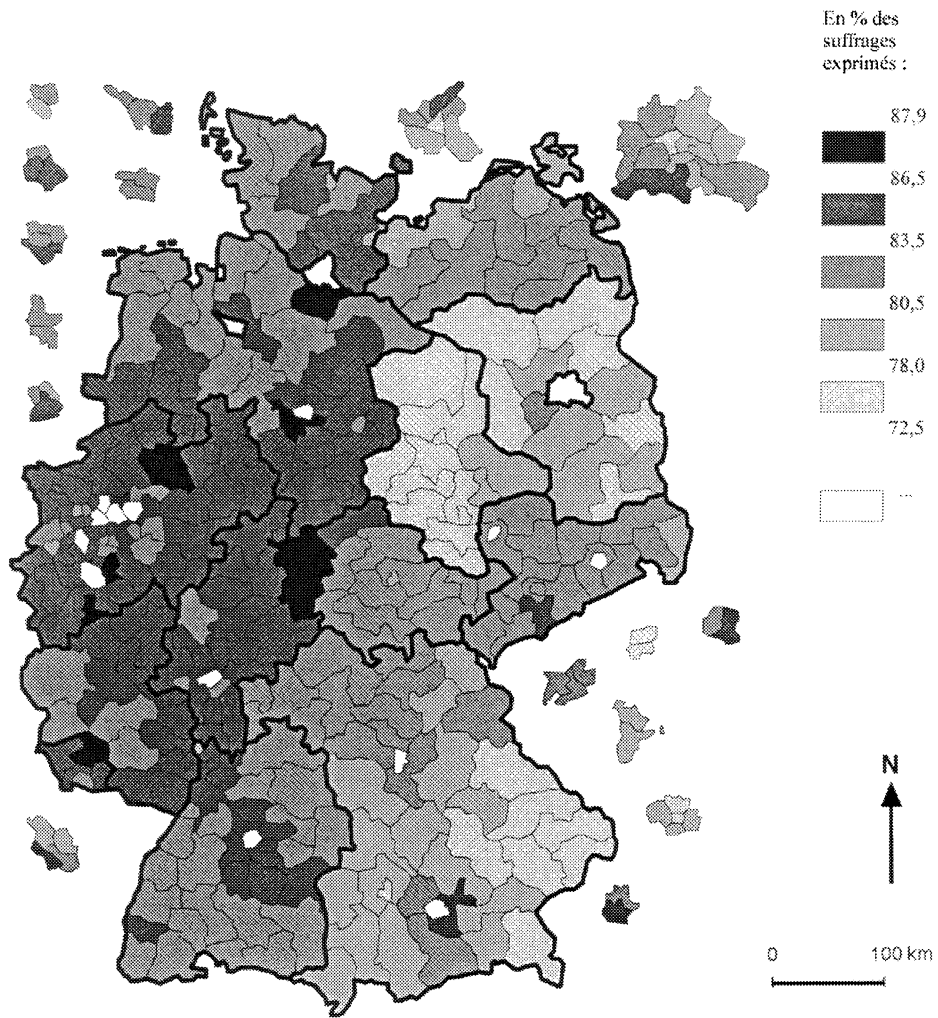
Évolutions entre 1994 et 1998

Si, entre 1990 et 1994 la participation dans les anciens Länder augmente plus que celle en Allemagne orientale, le processus inverse se produit entre les scrutins de 1994 et 1998. Tous les nouveaux Länder connaissent une progression de la participation en leur sein plus prononcée qu'à l'Ouest, + 7,4 points à l'Est (nouveaux Länder et Berlin-Est) par rapport à + 3,9 points sur l'ensemble du territoire allemand et + 2,3 points pour l'Ouest, avec même + 9,6 points de croissance pour la Saxe, région où la participation entre 1990 et 1994 diminuait de - 4,4 points ! Berlin obtient des progressions voisines de la moyenne fédérale et de ce fait, forme un isolat au milieu de l'Allemagne orientale. À l'échelle plus fine des circonscriptions, ce clivage n'est absolument pas remis en cause : la frontière se distingue très nettement en tant que ligne de rupture entre les fortes croissances (à l'Est) et les autres. Se profile en ex-RFA un gradient Ouest-Est ; l'Ouest concentre davantage de circonscriptions où la participation augmente faiblement (de 0 à 2 points) sauf autour du tissu urbain de la Ruhr, puis cette proportion régresse en direction de l'Est et du Sud (où le Bade-Wurtemberg est particulièrement homogène). Ce gradient d'intensité se poursuit à l'Est : les franges nord-est et sud-est y détiennent les taux de croissance les plus hauts, supérieurs à 8 points : la Saxe tout entière, la majorité du Mecklembourg-Poméranie antérieure et pénétrant à l'intérieur des nouveaux Länder limitrophes vers le centre et l'ouest.

La participation en 1998 (cf. document 3)

Les enjeux du scrutin, notamment le départ ou le maintien d'Helmut Kohl, ont été mobilisateurs, le taux de participation dépassant les 82 %. Dans une large mesure, les régions de l'Ouest ont des taux de participation supérieurs à ceux de l'Est : respectivement 82,8 % et 80 %. La Sarre, région où Oskar Lafontaine, président fédéral du SPD et concurrent malheureux de Gerhard Schröder à la candidature est ministre-président, est la première région en ce qui concerne la participation : 84,8 %, suivie par la Hesse, 84,2 % et la Basse-Saxe, 83,9 %, le Land de Gerhard Schröder. Ce sont trois Länder dirigés par le SPD. Les Länder ayant le moins voté se situent pour la plupart à l'Est : 77,1 % en Saxe-Anhalt, 78,1 % dans le Brandebourg, 79,4 % en Mecklembourg-Poméranie antérieure.

Document 3
La participation en 1998 en Allemagne



Moyenne fédérale : 82.2%

Une fois de plus, les régions à forte participation font preuve d'une remarquable continuité spatiale, s'étendant dans la partie occidentale du pays, du Nord (Basse-Saxe) au Sud (Bade-Wurtemberg), se prolongeant même, d'une part, au Nord : le Schleswig-Holstein et les villes-États de Brême et Hambourg, et d'autre part, à l'Est : Thuringe et Saxe. Berlin reste isolée au milieu d'une « plaine de plus faible participation », composée par la Saxe-Anhalt, le Brandebourg et le Mecklembourg-Poméranie antérieure. Une ligne Nord-Sud délimitant en son milieu le pays, distingue l'Ouest et ses territoires à fortes participations, des territoires orientaux, se calquant en grande partie sur l'ancienne frontière interallemande, sans cependant cette fois-ci se confondre avec elle puisque plusieurs exceptions notables se trouvent de part et d'autre : Bavière, Thuringe, Berlin, Saxe notamment.

Le gradient Est-Ouest n'est pas contredit à l'échelle des circonscriptions électorales mais se précise. L'Ouest se caractérise toujours par la présence d'une large zone de forts scores de participation (supérieurs à 83,5 %) passant outre les frontières interrégionales des anciens Länder. Elle est toutefois moins uniforme que ce qui peut être suggéré par la carte à l'échelle régionale. Un vaste plateau de forte participation se dégage à partir de la Rhénanie du Nord-Westphalie et des régions limitrophes : la quasi-totalité de la Hesse (avec un « pic de participation » autour de 87 % pour les circonscriptions de Werra-Meissner, n° 126 et de Hersfeld, n° 188), la majorité de la Rhénanie-Palatinat jusqu'en Sarre, le sud et l'est de la Basse-Saxe, en particulier autour de Hanovre. Peuvent lui être rattachés quelques foyers de forts scores polarisés autour d'une ville : Stuttgart au sud, Brême et Hambourg au nord. La dialectique centre-périphérie est pertinente dans ces cas, ainsi que pour Munich et les villes de la Ruhr : la participation est moins élevée à l'intérieur de la ville qu'à l'extérieur. Un phénomène classique de couronnes s'esquisse, dotant les espaces à forte densité comme les espaces urbains et les espaces périphériques proches de la ville, d'une forte participation électorale.

Mais le véritable intérêt réside davantage dans la prise en compte des frontières interrégionales, tout spécialement celles entre les anciens et les nouveaux Länder. Si la zone de forte participation est bien ancrée à l'Ouest, à cheval sur plusieurs régions administratives, elle ne franchit l'ancienne frontière étatique de façon continue que dans le cas de la circonscription de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt (n° 296) en Thuringe. La frontière intérieure, entre la Saxe-Anhalt et la Basse-Saxe, demeure nettement présente, la Saxe-Anhalt et le Brandebourg formant une « dépression de très faible participation ». Pourtant cette « plaine » ressemble désormais davantage à une poche entourée d'espaces à participation plus forte, même dans les circonscriptions de l'ex-RDA : au nord, en Mecklembourg-Poméranie et au sud, où la Thuringe et la Saxe arborent des scores de participation moyens ou assez forts. Ce sont les espaces où la participation entre 1994 et 1998 a le plus progressé, les rapprochant ainsi de la moyenne fédérale. Cette différenciation spatiale notable s'exerçant à l'intérieur même de l'Allemagne de l'Est semble atténuer, sans le corriger totalement, le rôle de la frontière pour laisser transparaître des contrastes régionaux. Au sud, en outre, la Bavière dévoile des valeurs plus faibles qu'en Allemagne orientale (72,5 % à Doggendorf). Enfin, la frontière interrégionale entre la Thuringe et le nord de la Bavière semble plutôt relier ces deux Länder en ce qui concerne la participation électorale. Si les différences entre l'Est et l'Ouest restent marquées quant à la participation électorale, elles doivent être relativisées : il ne s'agit plus

en 1998 d'une simple opposition Est-Ouest ; s'observent en effet des différences régionales au sein de chaque ancienne Allemagne !

En définitive, depuis la réunification des deux Allemagnes, persiste un véritable *clivage* entre l'ex-RFA et l'ex-RDA, concrétisé par l'ancienne frontière interallemande, de chaque côté de laquelle se font face deux territoires de la participation. L'existence de cette frontière de la participation ne signifie pas pour autant qu'elle soit inerte. Deux processus successifs peuvent être distingués :

— De 1990 à 1994, le rôle discriminant de la frontière de la participation est renforcé : les territoires occidentaux accroissent leurs taux de participation, déjà les plus élevés, tandis qu'à l'Est, la tendance est au renforcement ou à l'accroissement de l'abstention, le danger étant que les Allemands de l'Est se placent en retrait du système démocratique et y deviennent indifférents. Le fait que le clivage Allemagne de l'Est-Allemagne de l'Ouest soit en effet le plus visible quatre ans après la réunification et non au moment même de la réunification ne suggère-t-il pas que chaque partie de l'Allemagne a pris plus ou moins conscience de l'autre et de sa propre différence avec l'autre et donc de sa propre identité collective ? Les Allemands de l'Est se sentent-ils davantage des « Osis », et d'une certaine façon moins prédisposés à s'impliquer au système politique allemand ?

— Mais de 1994 à 1998, les attentes des Allemands se sont canalisées dans le vote et certainement dans la volonté de changement de la situation vécue même si cette signification n'est pas forcément la même pour tous. La participation atteint 82,2 % en 1998. La frontière demeure avec force une ligne de discontinuité politique mais les plus fortes croissances de la participation se trouvent cette fois-ci à l'Est. L'Est et l'Ouest sont bien délimités par la frontière mais dans une dynamique inverse à celle de la période précédente : les écarts entre Est et Ouest se réduisent, les comportements face à la participation tendent à s'homogénéiser relativement. Par exemple, la Thuringe et la Bavière possèdent des scores de participation proches les uns des autres, ou encore, comme l'indique la carte d'évolution entre 1990 et 1998, les régions aux taux d'abstention les plus forts en 1990 correspondent aux régions aux plus importantes progressions de la participation entre 1990 et 1998, à l'est d'une ligne Sud-Ouest/Nord-Est : Länder du Sud et nouveaux Länder. Parallèlement, de nouveaux contrastes interrégionaux se distinguent à l'intérieur même de chaque ancienne Allemagne : d'un côté, les territoires qui se rapprochent de la moyenne fédérale, de l'autre, ceux qui s'en éloignent. D'une certaine façon assiste-t-on — au-delà des enjeux et de la situation « particulière » du scrutin du 27 septembre 1998 — à une tendance à l'intégration progressive des deux Allemagnes, mais différenciée et hétérogène au sein de chaque ancien État ?

2.2. Des territoires de la CDU-CSU ?

La CDU-CSU en 1990

Depuis les premières élections fédérales, la CDU-CSU se situe au-dessus de 40 % des suffrages exprimés ; elle séduit 43,6 % des électeurs au premier scrutin après la réunification, en 1990, maintient à la fois sa position de premier parti d'Allemagne et sa

place au pouvoir, sous la responsabilité d'Helmut Kohl. Le SPD, premier concurrent, est devancé de plus de dix points. C'est le sud de l'Allemagne qui détient les scores favorables à la CDU-CSU les plus probants :

— Le sud de l'ex-Allemagne de l'Ouest (sauf la Sarre) : la Rhénanie du Nord-Westphalie, surtout à l'ouest, le Bade-Wurtemberg (à l'intérieur duquel les extrémités méridionales et septentrionales s'expriment très favorablement pour la CDU tandis que Stuttgart et sa large périphérie ne dévoilent que des scores moyens) mais surtout la Bavière, qui octroie à la CSU la majorité absolue et des preuves de confiance imposantes dans certaines circonscriptions : 60,2 % à Straubing (n° 217), 63,1 % à Bad Kissingen (n° 234). Seules Munich et Nuremberg y apparaissent comme des îlots de scores modérés ou relativement faibles pour la CSU ; quant à la Sarre, elle lui préfère le SPD.

— Le sud de l'ex-Allemagne de l'Est : en Saxe, la CDU détient la majorité absolue dans plus de la moitié des circonscriptions (11 sur 21). La Thuringe, limitrophe de la Saxe et de la Bavière, ainsi que de leurs fortes valeurs, est une zone de force pour la CDU ; la circonscription de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt (n° 296), avec 55,6 % des suffrages accordés à la CDU, surgit et contraste tout particulièrement avec les circonscriptions limitrophes de l'Allemagne occidentale : Göttingen (n° 49) en Basse-Saxe avec 39,5 % et Werra-Meissner (n° 126) en Hesse avec 32,8 %. Ces suds de l'Allemagne se détachent en tant que territoires privilégiés de l'influence de la CDU-CSU. Néanmoins, d'autres aires d'influence de la CDU-CSU se distinguent, spécialement à l'Ouest : de la partie septentrionale du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie (Paderborn, n° 107, Borchen, n° 96) à Cloppenburg-Vechta, n° 27 (69,8 %, record fédéral !) en Basse-Saxe...

Au nord, plusieurs secteurs connaissent une présence moindre de la CDU-CSU :

— à l'ouest, Brême et autour, Verden, Oldenburg, Wilhelmshaven et le pays frison forment un domaine de plus faible emprise de la CDU-CSU, tout comme, par exemple, le tissu urbain très dense entre Cologne, Bochum et Dortmund ;

— à l'est, les scores sont généralement faibles, surtout dans la Saxe-Anhalt et le Brandebourg où la grande majorité des circonscriptions détient des scores plus faibles que la moyenne fédérale. Berlin voit s'affronter l'ouest aux scores supérieurs à 44 % et l'est avec ses scores très faibles (inférieurs à 26 % dans les circonscriptions, la CDU est dépassée par le PDS dans trois circonscriptions).

Ainsi, deux moitiés de l'Allemagne se font face, le Nord et le Sud ! L'ancienne frontière étatique n'est apparemment pas la ligne de ségrégation spatiale principale, sauf pour Berlin et entre la Thuringe et les anciens Länder de Hesse et de Basse-Saxe !

Évolutions entre 1990 et 1994

L'ensemble des suffrages exprimés en faveur de la CDU-CSU présente une baisse générale de 2,5 points en Allemagne. Pourtant, quelques croissances des scores sont notables spécialement dans le sud de la Bavière et le sud-est de la Saxe-Anhalt (Halle et sa périphérie) où se forment des ensembles spatiaux continus, le plus souvent à croissance modérée (jusqu'à 5 points). La tendance à la diminution s'exprime de manière importante dans le reste du pays ! Les chutes les plus marquées se trouvent à l'Est : Brandebourg (- 8,2), Berlin (- 7,9), Thuringe (- 4,2). La Saxe, la majeure partie de la Saxe-Anhalt et la

moitié orientale du Mecklembourg-Poméranie antérieure enregistrent des baisses modérées. Dans l'Ouest allemand, l'audience de la CDU-CSU décroît de manière plus accusée en Basse-Saxe, Bade-Wurtemberg, et dans le nord du Schleswig-Holstein et de la Rhénanie du Nord-Westphalie (Borken, n° 96 et Coesfeld, n° 97). L'évolution s'apparente plutôt à une stagnation en Sarre, en Rhénanie-Palatinat et à Brême. La CDU-CSU progresse — très légèrement — uniquement dans deux circonscriptions de l'Ouest : Worms (n° 155) : + 0,4 point et Werra-Meissner (n° 126) : + 0,9 ; cette dernière contraste particulièrement avec les circonscriptions électorales limitrophes de Thuringe, où surviennent de fortes réductions, comme à Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt (n° 296) : — 6,1 points ou à Eisenach-Mühlhausen (n° 297) : — 6 !

La CDU-CSU en 1994

En 1994, la CDU-CSU se maintient au pouvoir et au premier rang, devant le SPD, mais l'écart avec ce dernier s'amointrit (à peine plus de 4 points). Pourtant la répartition spatiale des votes exprimés en faveur de la CDU-CSU conserve en grande partie la morphologie de 1990. Le Nord et le Sud se différencient fortement l'un de l'autre. La Bavière demeure le territoire de force par définition de la CSU, mais des partis de l'Union tout entière. Elle est la seule région d'Allemagne unifiée où la majorité absolue est atteinte : 51,2 %, score quasiment inchangé depuis 1990 ! La Saxe, avec 48 % des suffrages exprimés s'orientant vers la CDU-CSU, prolonge à l'Est le bastion bavarois de l'Union. Le sud du Bade-Wurtemberg s'apparente aussi à la Bavière mais Stuttgart agit dans une moindre mesure comme un pôle électoral rayonnant autour de lui. En outre, la Rhénanie du Nord-Westphalie semble polarisée autour de la conurbation de la Ruhr : les grandes villes détiennent des scores CDU faibles, qui augmentent d'autant plus que l'on s'en éloigne selon trois couronnes. Plus au nord, un ensemble de scores moyens ou faibles s'étend du Schleswig-Holstein jusqu'en Hesse et en Thuringe. Brême, prolongée au nord-ouest par Oldenburg, dispose de valeurs toujours faibles. Mais dans la moitié septentrionale, la véritable plaine électorale de la CDU correspond au Brandebourg, qui intensifie sans commune mesure sa méfiance à l'égard du parti d'Helmut Kohl (28,1 %) et lui préfère le SPD (45,1 %) ! On peut lui ajouter Berlin-Est où la CDU est distancée, cette fois par le PDS. En revanche, le nord-est du Mecklembourg-Poméranie antérieure affiche sa préférence pour la CDU. Face à la CDU-CSU, les territoires de l'ancienne Allemagne de l'Est restent donc très hétérogènes bien que les comportements des électeurs de Saxe-Anhalt et de Thuringe s'harmonisent à l'intérieur de chaque Land. En 1994, l'ancienne frontière interallemande transparait finalement peu ; seule la ville de Berlin dévoile sa division interne. La distinction Nord-Sud reste primordiale.

Évolutions entre 1994 et 1998

L'ensemble du pays, sans exceptions, enregistre une baisse de 6,5 points des scores pour la CDU-CSU. Les territoires les plus touchés se retrouvent tous à l'Est de l'ancienne frontière étatique (moyenne des nouveaux Länder et Berlin-Est : — 11,2 points) : Saxe

(- 15,3), la quasi-totalité de la Thuringe et de la Saxe-Anhalt, l'est du Mecklembourg-Poméranie antérieure et quelques circonscriptions de Berlin. Seul le Brandebourg se présente comme une zone de déficit modéré, pour autant la CDU-CSU n'y est pas dans une bonne situation, ses scores y étaient les plus faibles en 1994 ! En deçà d'un certain seuil, la régression perd en intensité. L'ancienne Allemagne de l'Ouest forme un ensemble continu de déficit modéré en comparaison des nouveaux Länder (moyenne des anciens Länder et Berlin-Ouest : - 5,1 points) : la Bavière dans sa quasi-totalité, ainsi qu'un ensemble continu de Cologne à Coblenche, se prolongeant à l'est jusqu'à Giessen (n° 131) et au sud jusqu'à Ludwigshafen (n° 157) dans les circonscriptions de Frankenthal (n° 156), Kaiserslautern (n° 159), Kreuznach (n° 150) sont les principaux secteurs qui résistent le mieux à la tendance générale. La frontière interallemande dissocie l'Allemagne occidentale aux pertes modérées et l'Allemagne orientale où la CDU s'effondre ! Le clivage est soit abrupt, sur la portion méridionale de la frontière, s'enroulant autour de la Thuringe, soit en dégradé, sur la portion septentrionale, entre la Saxe-Anhalt et la Basse-Saxe, d'une part, et le Schleswig-Holstein et le Mecklembourg-Poméranie antérieure, d'autre part. À Berlin, ce sont les quartiers orientaux, avec des scores déjà faibles, qui rejettent le plus la CDU-CSU, accusant ainsi la coupure avec l'Ouest !

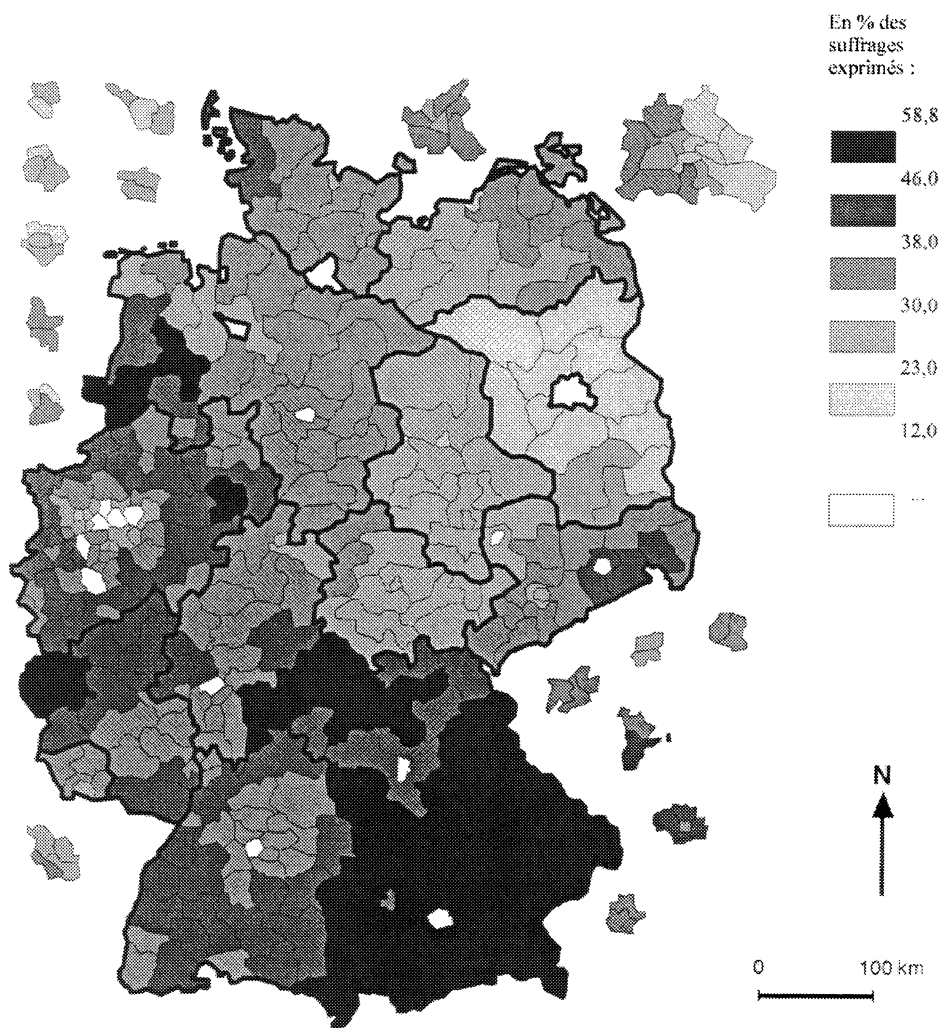
La CDU-CSU en 1998 (cf. documents 4 et 5)

La CDU-CSU (35,1 %) est vaincue par le SPD (40,9 %) sur le territoire allemand : Gerhard Schröder remplacera Helmut Kohl à la chancellerie ! La répartition spatiale des voix pour la CDU-CSU s'organise en 1998, d'une part, selon les héritages, constants notamment depuis 1990 et, d'autre part, selon les dynamiques évolutives depuis 1990.

— Un gradient Sud-Nord qui se pérennise : le Sud, constitué de la Bavière et prolongé à l'Est en partie par la Saxe et à l'Ouest par le Bade-Wurtemberg et la Rhénanie-Palatinat, reste une zone de force pour la CDU-CSU. La Bavière s'impose comme une région empreinte d'une forte identité collective que la CSU a su prendre à son compte. Le Nord, sur une large moitié du pays, correspond dans l'ensemble à une aire de faible influence de la CDU-CSU. Cette division Nord-Sud, déjà visible en 1990, s'est accentuée en 1994, mais depuis, une autre dynamique la complète. Le facteur religieux (majorité protestante au Nord et catholique au Sud) peut se révéler une piste d'explication de cette *territorialisation* du vote.

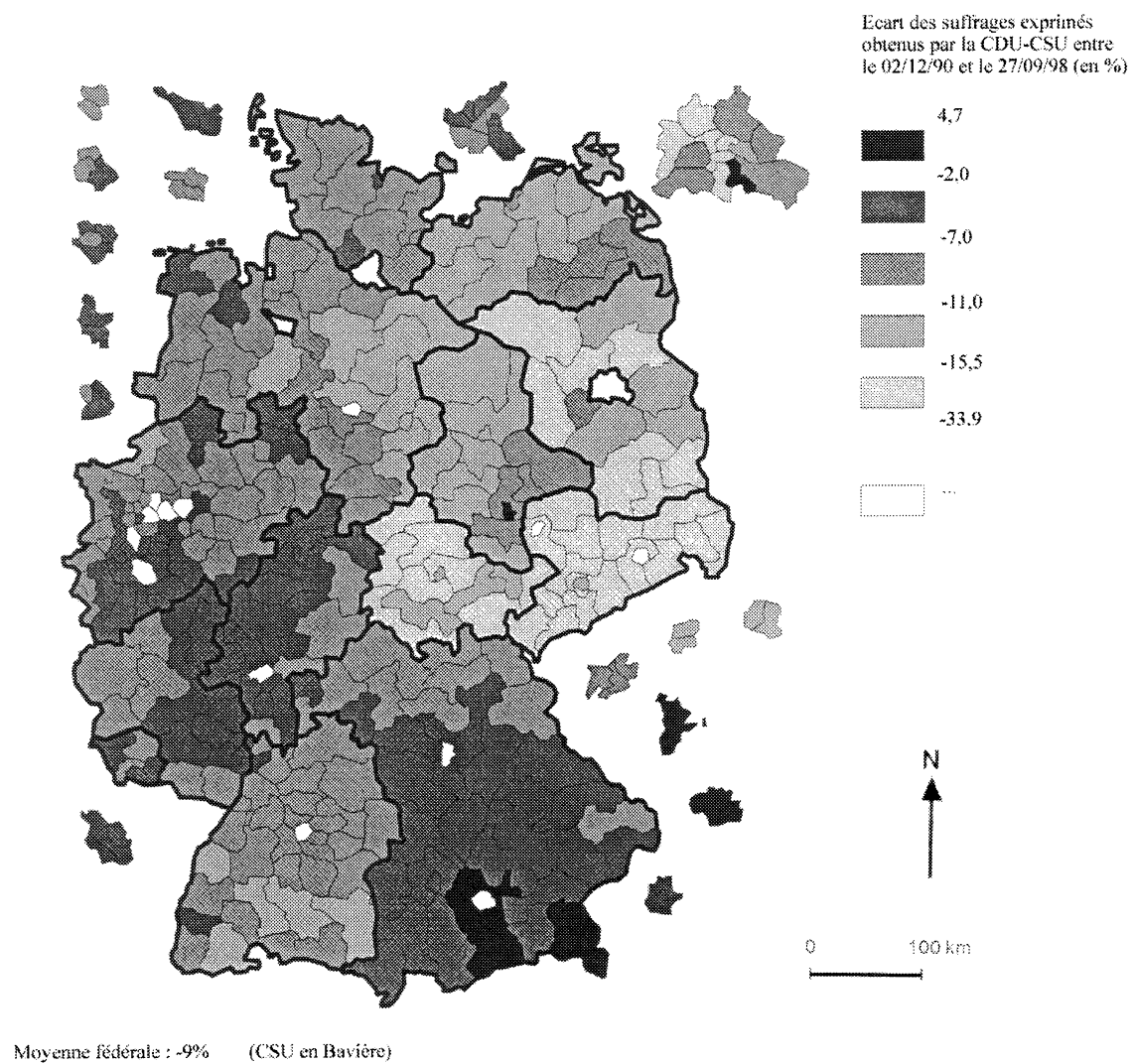
— Un gradient entre l'Ouest et l'Est se dévoile le long de l'ancienne frontière : l'ex-RDA révèle des résultats douloureux pour la CDU-CSU, mise à part la Saxe, notamment Dresde et sa périphérie, qui semblent développer une identité collective particulière. Mais c'est sur la totalité de l'ancienne Allemagne de l'Est que la CDU s'effondre (Saxe : - 15,3 %, la plus lourde chute d'Allemagne réunifiée), même des zones de résistance — Berlin, par exemple — sont atteintes. L'Ouest détient des scores plus élevés pour la CDU-CSU : ouest de la Basse-Saxe et Rhénanie du Nord-Westphalie. Cette coupure selon la frontière s'accroissant véritablement entre 1994 et 1998 s'opère de façon plus tranchée au sud, entre la Bavière et la Thuringe, et en dégradé autour de la frontière, du nord à la Thuringe, sans oublier Berlin !

Document 4
Les voix de la CDU-CSU en 1998 en Allemagne



Moyenne fédérale : 34,6% (CSU en Bavière)

Document 5
Évolution des voix de la CDU-CSU de 1990 à 1998 en Allemagne



Ainsi, la carte de 1998 présente selon une double évolution, de 1990 à 1994 et de 1994 à 1998, une combinaison de *deux gradients orientés Nord-Sud et Est-Ouest*. Les comportements électoraux se structurent spatialement selon ces deux axes et apparemment selon des possibles champs de force complémentaires qu'ils entraînent. Ces champs de force sont émis d'un foyer, un pôle, qui peut être favorable ou réfractaire à la CDU-CSU et l'intensité de l'attraction et de la contagion spatiale décroît notamment avec la distance :

— Au sud, le pôle pro-CDU-CSU de Bavière étend autour de lui son influence proche jusqu'en Saxe et en Bade-Wurtemberg malgré une poche de résistance autour de Stuttgart à laquelle la concurrence du FDP ne doit pas être étrangère.

— À l'est, le pôle anti-CDU-CSU de Brandebourg et de Berlin-Est étend de manière auréolaire son influence proche sur les Länder limitrophes avec des résistances sur les franges frontalières de la Pologne, en Mecklembourg-Poméranie antérieure, et de la République Tchèque, en Saxe. Le Brandebourg est aussi à la fois la région la plus éloignée de la frontière interallemande et donc de l'Allemagne de l'Ouest, et l'une des plus proches des pays d'Europe de l'Est.

— À l'ouest, plusieurs foyers se distinguent : la conurbation de la Ruhr, où s'étendent du centre des villes à leur périphérie, des scores très faibles et faibles, moyens, puis assez forts et, Brême et les circonscriptions contiguës arborent des scores CDU plus bas que dans le reste de l'ouest.

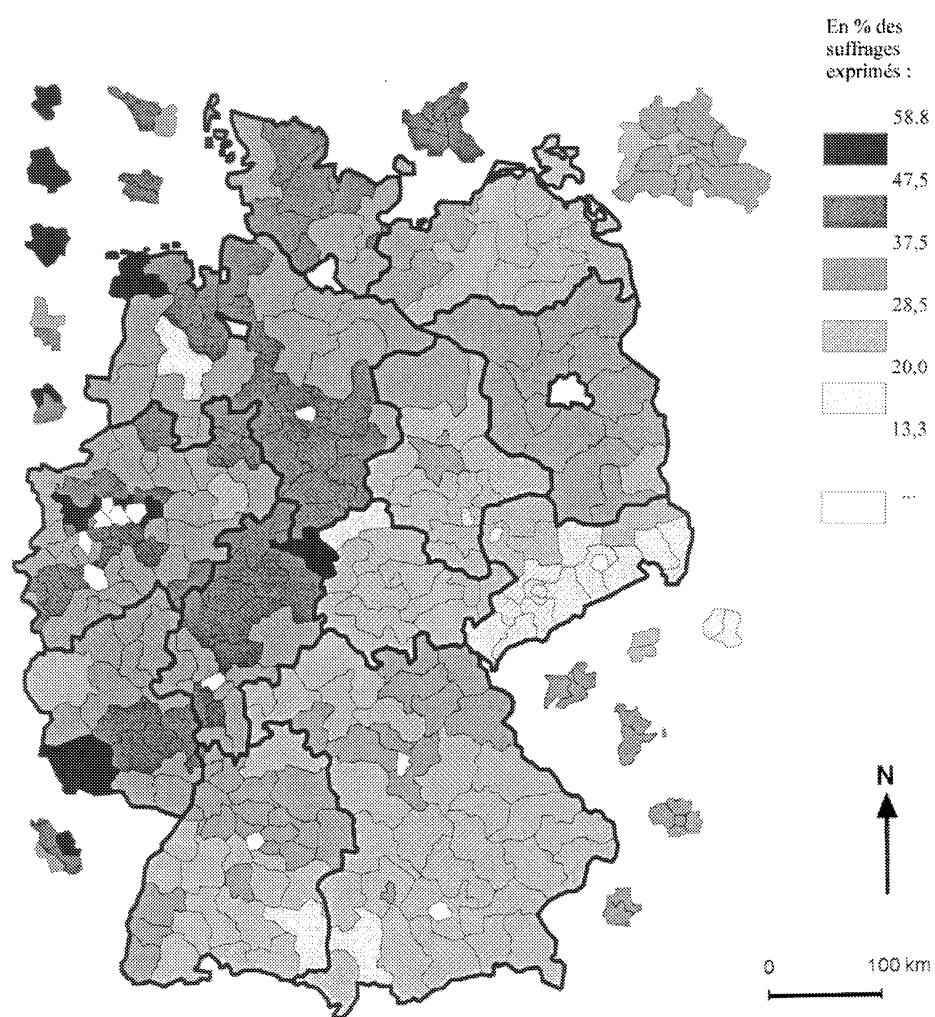
Quoi qu'il en soit, l'évolution depuis 1990 montre que la CDU-CSU est massivement rejetée en Allemagne de l'Est : déception après les espoirs, entre nostalgie et rancœur de la part des « Osis » à l'égard des lendemains de la réunification et par conséquent à l'égard du pouvoir. Rejet aussi dans l'ouest, davantage dans le nord où la CDU-CSU était déjà en position fragile, mais son emprise dans le sud résiste bien à la tendance générale, surtout en Bavière.

2.3. Des territoires du SPD ?

Le SPD en 1990 (cf. document 6)

Parti de 29,2 % en 1949, le SPD avait continuellement progressé au cours des consultations suivantes, devenant même le premier parti du Bundestag en 1972 (45,8 %). Depuis, ses scores s'effritent régulièrement ; la liste SPD, conduite par Oskar Lafontaine, atteint 33,4 % à l'élection fédérale de 1990. Les scores les plus faibles se répartissent entre les régions méridionales (Bade-Wurtemberg : 29,1 % et Bavière : 26,7 %) et les Länder de l'ex-RDA. Les plus grandes villes du sud, Munich, Nuremberg et Stuttgart, ainsi que le nord du Bade-Wurtemberg et le nord-est de la Bavière atteignent des scores moyens tandis que le reste des circonscriptions présente des valeurs oscillant entre 20 et 25 % des suffrages exprimés, la quasi-totalité d'entre elles préférant au SPD la CDU-CSU. Cet ensemble forme une zone de faiblesse pour le SPD. En ex-RDA, la Saxe offre au SPD l'audience d'Allemagne qui lui est la plus réfractaire (18,2 %). Celui-ci se fait très nettement dépasser par la CDU-CSU (43,4 %) ; la Thuringe, la Saxe-Anhalt et le Mecklembourg-Poméranie antérieure abritent en effet des scores généralement faibles, s'opposant aux résultats de leurs voisins occidentaux avec une intensité plus vive au sud,

Document 6
Les voix du SPD en 1990 en Allemagne



Moyenne fédérale : 33,4%

s'estompant en direction du nord. Seuls le Brandebourg et Berlin possèdent dans l'ensemble des scores proches de la moyenne fédérale, plus hauts que dans le reste de l'Allemagne orientale. Le SPD ne récolte généralement dans l'ex-RDA que des valeurs faibles. Les nouveaux électeurs ne lui font pas confiance pour mener à bien la réunification !

À l'Ouest, en revanche, s'étend un « plateau de forts scores » pour le SPD. Celui-ci dépasse la majorité absolue dans la totalité du Land de Sarre (51,2 % en moyenne), les autres régions administratives affichent des valeurs comprises entre 37,1 % (Rhénanie-Palatinat) et 42,5 % (Brême). La conurbation de la Ruhr, la majorité de la Hesse ainsi que le sud de la Basse-Saxe, de Göttingen à Hanovre et la frange littorale du pays frison et des îles frisonnes à leurs *hinterland*, Oldenburg, Brême et Hambourg, se distinguent par des valeurs importantes. De fait, aucun score fort ou assez fort ne se retrouve ni en Allemagne orientale, ni en Bavière ou Bade-Wurtemberg.

Ainsi, se dégage pour le SPD, une zone de faibles scores à l'est d'un axe orienté NNE/SSW, réunissant les régions méridionales du Bade-Wurtemberg et de la Bavière (orientées vers la CDU-CSU) et celles de l'ancienne Allemagne de l'Est (bien que des différences existent à l'intérieur de cet ensemble). Cet axe et la frontière interallemande — sans coïncider parfaitement — se confondent en grande partie. Au sud, l'axe NNE/SSW et la frontière se distinguent mais celle-ci ne perd apparemment pas son rôle de différenciation, plaçant les unes face aux autres, des circonscriptions, d'un côté, à faibles scores SPD (Saxe et Thuringe) et, de l'autre, des circonscriptions à scores moyens (Bavière).

Évolutions entre 1990 et 1994

La partie orientale de l'Allemagne connaît les plus forts taux de croissance des scores du SPD entre 1990 et 1994, en particulier dans le Brandebourg (+ 12,2 points en moyenne), s'opposant ainsi à l'ex-RFA et ses scores moyens ou faibles, voire négatifs : Hambourg : - 1,3 ; Hesse : - 0,8, Sarre : - 2,4). Bien que le Mecklembourg-Poméranie antérieure connaisse des scores proches de ceux de l'Ouest, le clivage Allemagne de l'Est-Allemagne de l'Ouest demeure ; l'ancienne frontière physique est une ligne de partage des évolutions des scores du SPD, mais s'inscrit dans une dynamique de rapprochements interrégionaux entre l'Est et l'Ouest : les progressions des valeurs sont à l'Est ; les nouveaux Länder se rapprochent de la moyenne fédérale !

Le SPD en 1994

Le SPD atteint presque 37 % des suffrages exprimés en Allemagne, soit un gain de plus de trois points sur l'ensemble du territoire fédéral mais il est battu par la CDU-CSU d'Helmut Kohl. La situation contrastée de 1990 semble se nuancer ; néanmoins la répartition territoriale des comportements électoraux face au SPD présente des disparités régionales selon un axe SW/NE ne coïncidant pas totalement avec la frontière interallemande.

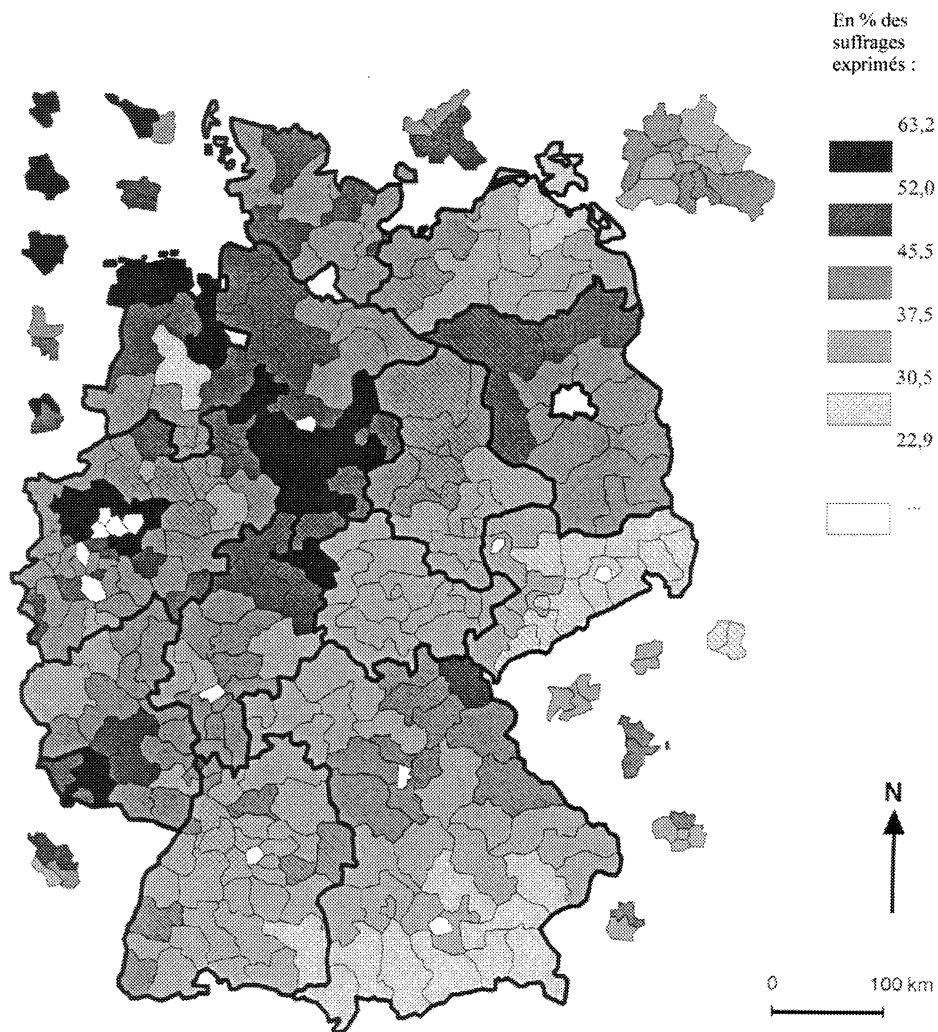
En Allemagne orientale, la Thuringe, la moitié orientale du Mecklembourg-Poméranie antérieure, la Saxe-Anhalt au sud de Halle, mais surtout la Saxe (24,3 % en moyenne pour le SPD), principalement dans sa moitié orientale, détiennent des scores relativement faibles par rapport à la moyenne fédérale ou très faibles. En revanche, dans le Brandebourg, le SPD canalise 45,1 % des voix contre 28,1 % à peine pour la CDU-CSU. Il est aussi le Land à la plus forte progression (+ 12,2 %) des scores du SPD et sa position de territoire de prédilection électorale pour ce parti semble se renforcer. La Saxe-Anhalt et Berlin, quant à eux, se rapprochent dans l'ensemble de la moyenne fédérale. Le clivage Allemagne de l'Est-Allemagne de l'Ouest à l'égard des votes SPD est en effet atténué lors de ce scrutin. L'Allemagne occidentale possède des scores SPD moyens ou forts, dépassant parfois ceux de la CDU-CSU dans ses aires d'influence les plus prononcées comme la Sarre (moyenne régionale : SPD : 48,8 % et CDU-CSU : 37,2 %), Hambourg (SPD : 39,7 % et CDU-CSU : 34,8 %), Brême (SPD : 45,2 % et CDU-CSU : 37,2 %), et la Rhénanie du Nord-Westphalie (SPD : 43,1 % et CDU-CSU : 38 %), surtout dans la conurbation urbaine comprenant Wesel, Essen, Gelsenkirchen, Bochum, Dortmund. En Basse-Saxe, la majorité des circonscriptions offre des scores satisfaisants au SPD, spécialement à partir du littoral frison et du sud de Hanovre au nord de la Hesse (jusqu'à Hersfeld). En revanche, les régions méridionales du Bade-Wurtemberg et de Bavière affichent, comme en 1990, des scores très inférieurs à la moyenne fédérale et restent fidèles à la CDU et à la CSU. Néanmoins, se différencie de plus en plus en Bavière la frange nord-est de la région, de Coburg (n° 224) à Schwandorf (n° 220) et le pôle urbain de Nuremberg (et les circonscriptions voisines de Roth, n° 232 et de Fürth, n° 229), qui octroient au parti des socio-démocrates des scores plutôt satisfaisants, surtout en comparaison avec le reste du Land bavarois.

Les constances à l'Ouest et les rapprochements à l'Est induisent une légère rotation de l'axe discriminant observé en 1990 (rejetant à l'est les scores les plus faibles) dans le sens horaire : en 1994, une petite moitié du territoire à l'est d'un axe Sud-Ouest/Nord-Est forme l'ensemble spatial continu de faibles scores du SPD. La frontière interallemande est un facteur de ségrégation électorale observable sur la majeure partie de son tracé, mais avec moins de force qu'en 1990 ; les constances héritées restent très puissantes : la composante Sud-Nord semble première dans l'Allemagne réunifiée !

Évolutions entre 1994 et 1998

Après avoir augmenté de plus de 3 points entre 1990 et 1994, le SPD poursuit son ascension entre 1994 et 1998, de + 4,5 points en moyenne (+ 4,8 à l'Ouest et + 3,6 à l'Est), excepté dans la région du Brandebourg où il chute (- 3,3). La Basse-Saxe, quant à elle, spécialement dans sa partie orientale, constitue avec netteté la plus grande aire d'amélioration des scores SPD. Le nord du pays forme ainsi un ensemble où le SPD accroît particulièrement ses scores : Hambourg, l'est du Schleswig-Holstein, le Mecklembourg-Poméranie antérieure (avec un pic dans le Neubrandenburg, n° 269). Au sud, dans le Bade-Wurtemberg, Stuttgart et sa périphérie : Esslingen, Waiblingen, Backnang-Schwäbisch Gmünd, Böblingen, Ludwigsburg, Pforzheim (n° 183) et plus à l'ouest, Rastatt (n° 177) et Freiburg (n° 185) décrochent aussi des forts taux de croissance.

Document 7
Les voix du SPD en 1998 en Allemagne



Moyenne fédérale : 41,1%

Une autre zone méridionale d'amélioration des résultats prend forme en Bavière, rassemblant plusieurs circonscriptions contiguës, de Nuremberg à Freising (n° 200) en passant par Fürth (n° 229), Ansbach (n° 227) et Ingolstadt (n° 202). L'Est n'est pas en reste, surtout dans les territoires qui détenaient des scores modérés ou faibles en 1994 : en Thuringe, Saxe-Anhalt, Saxe et à Berlin-Ouest. La régression du score du SPD en Brandebourg (Land où il s'était très bien installé en 1994) fait figure d'exception et tranche avec la dynamique au niveau fédéral. La Rhénanie-Palatinat apparaît elle aussi comme une zone de moindre augmentation des scores. Toutefois, de manière généralisée sur la quasi-totalité du territoire allemand, le SPD bénéficie d'une dynamique globale d'accentuation de son influence, particulièrement au Nord.

Le SPD en 1998 (cf. document 7)

Le SPD devient le premier parti en Allemagne avec plus de 41 % des suffrages exprimés. Un transect NNE/SSW — comme en 1990 — sépare le pays en deux moitiés : à l'Est se regroupent les territoires à plus faibles scores SPD, exception faite du Brandebourg ; à l'Ouest, ceux avec des scores moyens (moyenne de l'Ouest : 42,3 % et de l'Est : 35,1 %). Cette différenciation régionale est grandement identique à celle de 1994 mais surtout à celle de 1990. Le rapprochement est particulièrement visible à l'échelon des circonscriptions électorales. L'influence du SPD sur les territoires de l'Allemagne demeure de fait caractérisée par de fortes constances !

L'aire d'influence privilégiée du SPD subsiste au cours de ces années ancrée à l'Ouest et au Nord, selon une forte continuité spatiale du Schleswig-Holstein à la Sarre. La quasi-totalité de la Basse-Saxe, région où Gerhard Schröder, candidat du SPD à la Chancellerie et futur chancelier, est ministre-président, reste un territoire électoral de prédilection pour le SPD, surtout au sud de Hanovre et au nord de Brême. Seule la circonscription de Cloppenburg-Vechta (n° 27) y est très réfractaire, comme en 1990 et en 1994. Brême, la majeure partie de Hambourg, les grandes agglomérations de la Ruhr et la région de la Sarre présentent des audiences « traditionnellement » favorables au SPD. L'axe Sud-Ouest/Nord-Est délimite, d'un côté, la zone de force du SPD et, de l'autre, « la plaine » des scores du SPD : Bavière, Bade-Wurtemberg et (mis à part le Brandebourg au sein duquel s'établissent des comportements électoraux particulièrement favorables au SPD) l'Allemagne de l'Est.

À l'Est, la Saxe correspond depuis 1990 à la zone de faiblesse la plus marquée : la CDU-CSU y domine le scrutin. Le Mecklembourg-Poméranie antérieure reste peu favorable au SPD depuis 1990 mais la Thuringe (12,6 %) et la Saxe-Anhalt (13,4 %) détiennent les plus fortes progressions d'Allemagne pour la période 1990-1998. Entre 1990 et 1998, les scores du SPD à Berlin augmentent de + 7,3 points, dans les mêmes proportions que l'ensemble de l'Allemagne (+ 7,5) mais moins que dans les cinq Länder de l'Est (11,3). Entre 1990 et 1998, le SPD augmente en effet davantage dans ces Länder, mais aussi à l'Ouest, en Basse-Saxe ; sa progression est bien moins forte dans le sud-ouest : Rhénanie du Nord-Westphalie, Hesse, Rhénanie-Palatinat et surtout la Sarre (+ 1,2 point) et plus au nord à Hambourg, bastions traditionnels du SPD. Durant cette période, si des constantes persistent, a lieu une dynamique générale de rapprochement des scores,

d'homogénéisation des comportements face au SPD ! Les écarts entre les valeurs extrêmes s'amenuisent : réduction de 5,2 points pour les circonscriptions extrêmes et de 9,7 points entre le plus fort et le plus faible scores régionaux. Pourtant, bien que sa croissance y soit constante et plus importante qu'à l'Ouest depuis la réunification, le SPD n'enregistre pas ses meilleures valeurs en ex-RDA, concurrencé par le PDS qui capte activement des électeurs que le SPD aurait voulu attirer !

Au Sud, le Bade-Wurtemberg, mais surtout la Bavière, présentent des secteurs de moindres scores pour le SPD, bien souvent dépassé par son rival classique, la droite ; en revanche, il est mieux loti dans les villes, surtout Nuremberg. Ces régions restent ainsi des bastions de la CDU et surtout de la CSU. Le nord-est de la Bavière est intéressant par plusieurs aspects. Ce secteur, d'une part, relativement éloigné de Munich et du sud bavarois et, d'autre part, au contact de plusieurs frontières — l'ancienne frontière interallemande, et la frontière germano-tchèque —, connaît des scores en faveur du SPD plus élevés que dans le reste de la région et que dans la Thuringe et la Saxe (cette dernière, au contraire, développe des scores très faibles). Ce domaine autour de l'extrémité orientale de la zone frontière concentre donc des comportements contrastés ! En revanche, la portion occidentale de la limite Bavière-Thuringe ne s'exprime pas de la même façon ; elle laisse place à un secteur transfrontalier de scores homogènes assez faibles ! Peut-on en déduire qu'une identité commune se révèle ? Semblent s'esquisser des dynamiques interrégionales dépendant de l'influence de la frontière interallemande : celle-ci paraît jouer le rôle d'un *référént identitaire* affirmant tantôt les différences et les *contrastes*, tantôt les points communs et les *liens* entre ces territoires électoraux frontaliers !

2.4. Les rapports de force entre le SPD et la CDU-CSU

Les scrutins électoraux sont caractérisés en Allemagne par la prédominance de l'un ou l'autre des deux grands partis. Bien que le PDS soit désormais vainqueur de mandats directs et que les majorités gouvernementales se forment par l'alliance avec des partenaires, le FDP et maintenant les Verts, cette double polarisation envers le SPD ou la CDU-CSU représente — pour l'instant — l'accès incontournable à la pratique du pouvoir fédéral sur le territoire allemand. Ces choix pour l'un ou l'autre camp se réalisent, nous l'avons vu, selon des territoires électoraux sur lesquels les partis exercent leur influence de manière privilégiée, entre constances et évolutions, que synthétisent les cartes des rapports de force entre ces deux principales formations politiques (n° 37-42) et la carte des mandats directs (n° 106) !

Depuis la réunification, perdurent des bastions électoraux au sein desquels les comportements électoraux semblent établis et homogènes. Pourtant il faut bien se garder de conclure à l'existence d'un « esprit des lieux », d'un « tempérament régional » déterministe, voire teinté de racisme..., ou de se cacher derrière un « inexplicable fait culturel ». Ce comportement régional plus ou moins inconsciemment est le produit d'une combinaison de facteurs globaux dont le comportement électoral est une « facette ». « L'effet de milieu », c'est-à-dire l'« *effet spatial de vote par proximité, assimilable à un vote par contagion* » (Bussi, 1998), est un élément explicatif parmi d'autres de la pérennisation historique et spatiale des comportements électoraux car « les écarts observés

peuvent avoir des origines diverses, des héritages historiques différents d'un lieu à l'autre, l'influence plus ou moins déterminante d'un réseau de notables, des partis, de l'Église, des rapports sociaux plus ou moins conflictuels et des identités de classes ou de groupes sociaux plus ou moins affirmés, ou encore l'hégémonie locale d'une couche sociale influençant les comportements des autres couches sociales » (Buléon, Hérim, 98). Quoi qu'il en soit et malgré une tendance dans les discours à « découvrir » la mobilité des électeurs, l'existence de bastions n'est pas remise en cause. En Allemagne, ils peuvent, par exemple, se positionner durablement en faveur de la CDU-CSU ou du SPD :

— *En faveur de la CDU ou de la CSU : la moitié sud de l'Allemagne*

En premier lieu la Bavière qui, depuis 1990, reste le Land où la CSU occupe sans ambiguïtés la position dominante et si, les résultats sont moins bons en 1998, ils sont ceux qui témoignent de la plus grande résistance au changement. Seules les circonscriptions de Nuremberg, Fürth, de Munich (centre et nord) et de Coburg (n° 224) et Hof (n° 225) sont perméables au changement de majorité. Seuls cinq députés SPD sur 40 candidats directs sont élus grâce aux mandats directs. Le Bade-Wurtemberg affiche lui aussi sa très nette préférence pour les partis de l'Union. La CDU est le plus fort parti (deuxièmes voix) sur toutes les circonscriptions depuis 1990 ; seule exception : la circonscription de Mannheim I (n° 179), à l'extrémité nord-ouest du Land, à laquelle se rajoutent en 1998 quatorze circonscriptions (dont Heidelberg, Mannheim II, Ludwigsburg, Heilbronn, Mörrach, Freiburg, Tübingen...) plaçant le SPD en tête. Ainsi onze candidats SPD aux mandats directs sont élus (sur 36 circonscriptions) perturbant tout de même l'ordre établi dans la région. Le nouveau Land de Saxe fait figure de « sud de l'Est » en ce qui concerne ses préférences électorales : la CDU gagne toutes les circonscriptions en 1990 et 1994 ; toutefois en 1998, huit circonscriptions sont concédées au SPD en mandats directs et le SPD arrive en tête dans neuf circonscriptions (deuxièmes voix) sur vingt-deux. Certaines circonscriptions dispersées n'appartenant pas à ces ensembles régionaux restent très fidèles à la CDU : Cloppenburg-Vechta (n° 27) près d'Oldenburg, Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt (n° 296) à la frontière interallemande, mais aussi en Rhénanie-Palatinat, de Bitburg (n° 151) à Coblenche (n° 148), ou encore Paderborn (n° 107) et la majorité des circonscriptions extérieures de la Rhénanie du Nord-Westphalie, constituant ainsi une couronne autour de la conurbation de la Ruhr ou enfin Greifswald (n° 268) au nord-est du Mecklembourg-Poméranie antérieure... La CDU et surtout la CSU peuvent compter sur un électorat permanent, aux comportements établis territorialement ; pourtant depuis la réunification, la dynamique générale correspond à une diminution de ses « troupes » dans ces territoires électoraux, à une résistance de ses « forteresses ». Cette moitié sud électorale se contracte progressivement : elle couvre en 1990 la quasi-totalité du territoire, s'érode dans un premier temps, puis est repoussée jusqu'à ses poches de résistance !

— *En faveur du SPD : la moitié nord*

Depuis 1990, les bastions les plus marqués du SPD sont les Länder les plus « petits » : la Sarre, les villes-États de Hambourg et de Brême. Le SPD y est le premier parti, loin devant son premier adversaire, la CDU et lui assurant des élus avec des

majorités confortables, parfois absolues (premières voix). La Rhénanie du Nord-Westphalie privilégie elle aussi le SPD même quand la tendance générale lui est défavorable. Néanmoins, des différences demeurent au sein de la région : les circonscriptions denses formant le tissu urbain et industriel de la Ruhr constituent un noyau SPD rayonnant puissamment, autour duquel s'organisent des circonscriptions périphériques proches, encore favorables au SPD, puis éloignées, cette fois-ci fidèles à la CDU. La majeure partie de la Hesse, sauf Fulda (n° 132), Hochtaunus (n° 133) et Rheingau-Taunus-Limburg (n° 135), constitue une zone de force stable du SPD, spécialement dans le nord de la région, se joignant au sud de la Basse-Saxe, entre Werra-Meissner (n° 126) et Northeim-Osterode (n° 48), autour de Göttingen (n° 49). Dans cette région, les circonscriptions à l'ouest de Brême sont très fidèles au SPD (Delmenhorst-Weermarsch-Oldenburger-Land, n° 23 et Aurich-Emden, n° 19...). Le Nord favorable au SPD se prolonge à l'Est en « conquérant » progressivement l'ouest du Mecklembourg-Poméranie antérieure. Le bastion du SPD le plus étendu recouvre le Brandebourg en y accentuant sa présence depuis la réunification. Berlin-Est donne un avantage absolu au SPD sur la CDU ; ce qui ne signifie pas pour autant que le SPD y est partout le premier parti mais s'explique davantage par la grande faiblesse de la CDU. Ainsi, bien que le SPD possède des territoires électoraux à l'allure de « clientèle classique », son *emprise territoriale* est davantage caractérisée par une dynamique de progressive *conquête* depuis la réunification, amorcée jusqu'en 1994, et confirmée depuis. Ses zones d'influence recouvrent la majeure partie du pays, dont des régions *a priori* peu disposées, comme les nouveaux Länder de la Thuringe et de Saxe-Anhalt, s'introduisant en Saxe, ou au sud, en Bade-Wurtemberg et plus timidement en Bavière ! Mais, si le pouvoir au gouvernement s'exerce selon une dualité établie historiquement, l'accès à son exercice dépend de la situation des partenaires de la coalition...

2.5. Des territoires de Bündnis 90-Die Grünen ?

Les Verts en 1990

Élus au Bundestag depuis 1983 (5,6 %), les Verts ont atteint leur meilleur résultat en 1987 avec 8,3 % des voix exprimées. En 1990, ils reculent fortement et passent de justesse le seuil des 5 %, en outre l'Est et l'Ouest votent différemment ! L'ancienne Allemagne de l'Est se distingue en général par des scores assez élevés ou élevés, principalement dans des circonscriptions urbaines, telles Magdebourg, Leipzig, Dresde, Chemnitz, ainsi qu'à Berlin-Est et dans le Brandebourg, qui forme un ensemble très propice aux Verts. Ainsi, à l'est de la frontière interallemande, le clivage est net : le mouvement écologiste, fort de sa participation active pendant la révolution pacifique de 1989, mobilise les électeurs. De l'autre côté de l'ancienne limite étatique, les scores sont en moyenne plus faibles, spécialement en forêt bavaroise, près de la frontière germano-tchèque, ainsi qu'en Sarre, par exemple. De manière générale, l'Ouest détient des scores plus faibles qu'à l'Est, en 1990, mais plusieurs foyers urbains de forte influence « verte » y sont présents : Brême, Darmstadt, Francfort, Marburg, ou en Rhénanie du Nord-Westphalie, Aix-la-Chapelle (Aachen) et Bonn, en Basse-Saxe, Göttingen, en Bavière :

Munich et Nuremberg, ou encore en Bade-Wurtemberg, Stuttgart et sa périphérie, Böblingen (n° 164), Tübingen (n° 194), Ludwigsburg (n° 169), Nürtingen (n° 166), Heidelberg, Mannheim ou Freiburg. Hambourg, la Hesse et le Bade-Wurtemberg apparaissent à l'Ouest comme des zones de meilleure emprise des Verts, avant tout dans leurs circonscriptions urbaines. Beaucoup de villes des autres anciens Länder détiennent elles aussi des résultats satisfaisants, comme en Basse-Saxe et en Bavière (Munich et le sud bavarois, Nuremberg et sa périphérie). Brême est un bastion des *Grünen*.

Évolutions entre 1990 et 1994

Entre 1990 et 1994, l'inégalité régionale Est-Ouest tend à être compensée par une croissance soutenue des scores à l'Ouest, parallèlement à une baisse à l'Est. La démarcation le long de la frontière est très nette tout au long de son parcours ! Trois ensembles se distinguent :

— La Bavière : où la dissociation Allemagne de l'Est-Bavière est plus nuancée. Les résultats des Verts évoluent à peine d'un scrutin à l'autre (- 0,4 point). Seules, Munich, une petite périphérie méridionale et Nuremberg connaissent des progressions modérées.

— L'Ouest : les régressions des écologistes y sont les plus fortes, selon un ensemble continu assez homogène : Hambourg, Stuttgart, Francfort, Freiburg et leur proche périphérie, ainsi que Göttingen et Hanovre, détiennent des croissances élevées, sans pour autant atteindre celles de Berlin-Ouest (de 10 à 20 points).

— L'Est : les nouveaux Länder forment le domaine de recul des Verts dans la quasi-totalité des circonscriptions. Cette chute est particulièrement prononcée en Brandebourg et dans quelques circonscriptions urbaines (Magdeburg, Halle-Altstadt, Erfurt) et rurales (Altmarl, n° 283 ou Schwerin-Haguenau, n° 263)...

Les Verts en 1994

Il ressort de cette dynamique une profonde modification de la carte des aires d'influence des partis politiques de 1990 ! L'Est et l'Ouest se font face mais de nouveaux rapports de force se dégagent ! Dans un premier temps, la ligne de séparation des scores semble correspondre à la frontière interallemande ; si ce clivage est respecté dans l'ensemble, il doit toutefois être nuancé à propos de la Bavière, qui présente des scores analogues à ceux de l'Est, sauf dans et autour des principales villes. De fait, une ligne Nord-Sud découpe en son milieu le pays ! Dans la moitié orientale, mise à part Berlin-Ouest, et au sud, Munich, se placent des scores faibles (moins de 6 %) selon un ensemble continu homogène. À l'Ouest, s'alternent en bandes longitudinales zones de faiblesse (les plus à l'ouest), de scores modérés, et de force. Les pics sont dispersés et rares, essentiellement des villes universitaires : Münster, Wiesbaden-Mayence, Francfort, Heidelberg, Stuttgart, Tübingen, Freiburg, Hambourg-Nord).

Évolutions entre 1994 et 1998

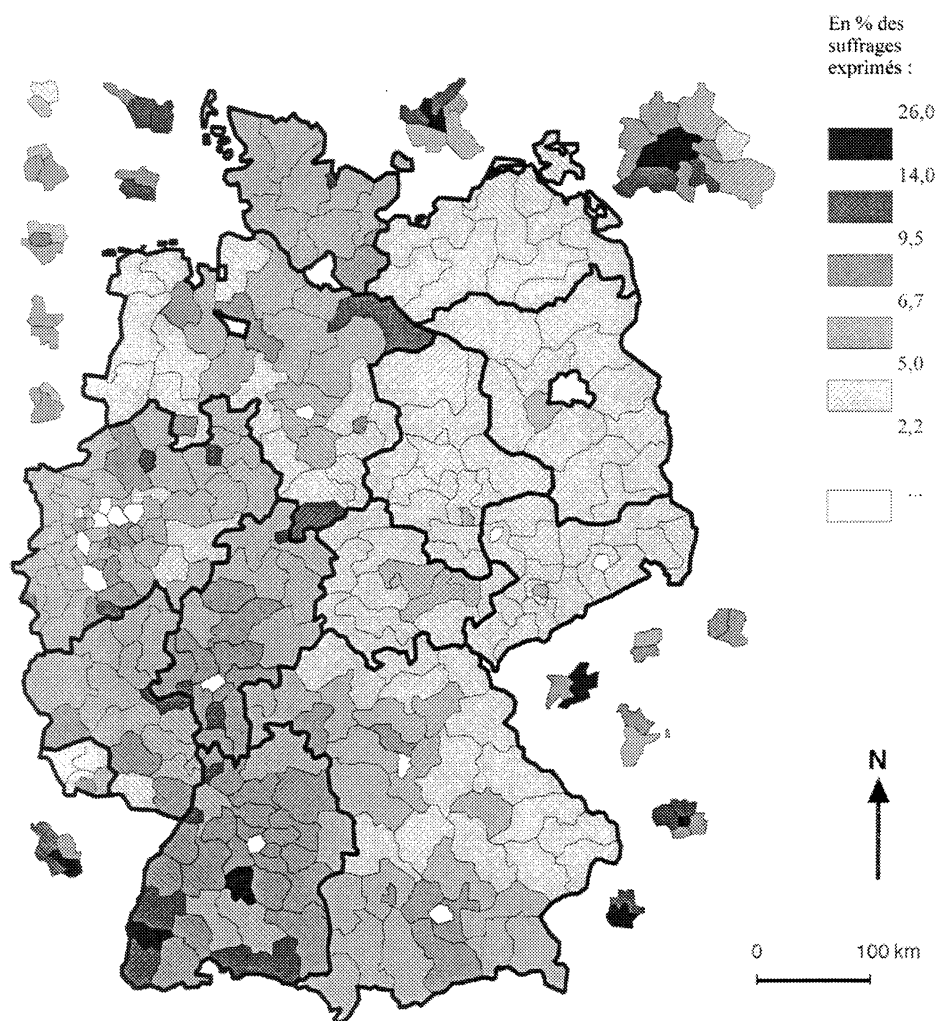
De 1994 à 1998, les résultats électoraux des Verts sont en légère diminution sur l'ensemble du pays (moyenne à l'Ouest : - 0,6 point et à l'Est : - 0,2). L'ancienne RDA résiste relativement. Une amélioration des scores se produit même dans le Brandebourg, particulièrement marquée à Straubing (n° 217) et Rottall-Inn (n° 216), deux circonscriptions limitrophes des quartiers berlinois occidentaux, ainsi que dans la ville-État de Berlin. À l'Ouest, cette progression des scores touche le nord de la Rhénanie-Palatinat et les circonscriptions de Cochem (n° 149) et Kaiserslautern (n° 159) ; en Bade-Wurtemberg, (Lörrach, Freiburg, Tübingen et entre Ulm et Konstanz), ainsi que les villes de Munich, Brême ou Bochum. Néanmoins, les zones de déficit plus prononcé des scores des Verts se trouvent à l'Ouest : en Hesse, mais surtout au Nord-Ouest, selon un domaine continu, comprenant le nord-est de la Rhénanie du Nord-Westphalie, la Basse-Saxe, Hambourg et le Schleswig-Holstein. Ainsi, si dans la majorité de l'Est allemand, la fibre écologique ne paie pas vraiment, l'Ouest exprime son scepticisme à l'égard des Verts. La régression des résultats du parti est donc en partie imputable à l'Ouest.

Les Verts en 1998 (cf. documents 8 et 9)

L'évolution entre les deux derniers scrutins étant très modérée, la situation électorale de 1998 dans les circonscriptions et les régions est quasiment analogue à celle de 1994, confirmant de fait l'établissement de deux zones électorales séparées par un axe nord-sud longeant la frontière pan-allemande sauf au sud-est, en Bavière. La moitié orientale, homogène, recueille l'audience la plus indifférente aux arguments écologiques. Seuls quelques secteurs, dont les principaux pôles urbains, leur sont sensibles et s'opposent franchement en tant qu'isolats de bons scores : Munich et la limite sud bavaroise, Nuremberg, Würzburg, en direction de la Hesse, mais surtout Berlin (les quartiers du centre, de Tiergarten, Kreuzberg, Neukölln et plus à l'ouest, Charlottenburg, Zehlendorf)... Dans les anciens Länder, l'ensemble politique le plus favorable aux Verts comprend le Bade-Wurtemberg, notamment autour de pôles urbains tels Freiburg, Mannheim et Stuttgart, et se prolonge au nord, en Hesse, à partir de Francfort et Mayence. Entre la Hesse et la Basse-Saxe, Cassel et Göttingen, puis Hanovre forment des isolats constants au centre d'un « désert » pour les Verts. Les villes-États de Brême et Hambourg, ainsi que leur périphérie dans les régions voisines, organisent un secteur septentrional de meilleure présence du parti. La carte de l'emprise territoriale des *Grünen* semble se stabiliser, une fois la réunification passée...

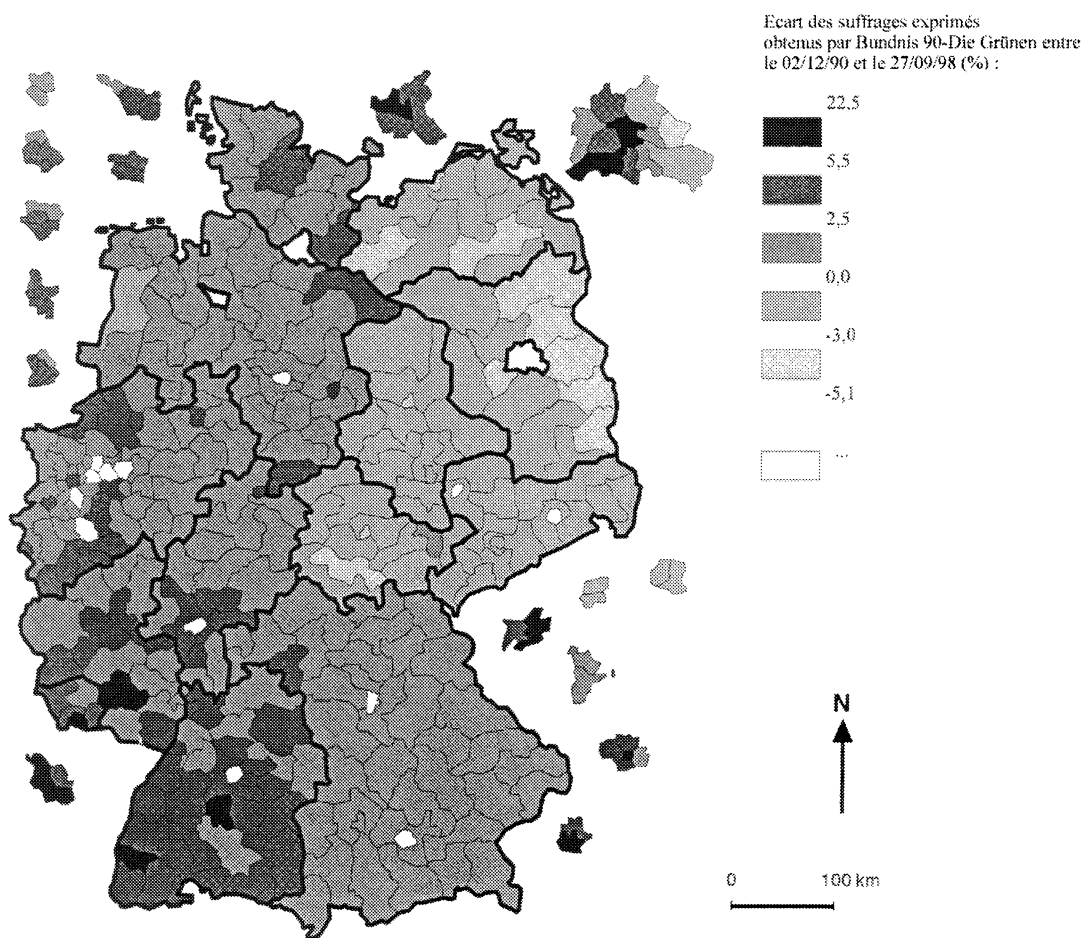
En définitive, l'affirmation des différences géographiques du vote Vert s'opère selon l'ancienne frontière étatique. Son tracé correspond à la limite discriminant les progressions des résultats du parti depuis la réunification, à l'Ouest et les diminutions de ces résultats pendant la même période, à l'Est, mise à part la ville-État de Berlin. L'idéologie et les valeurs incarnées par le parti écologiste, né en Allemagne de l'Ouest, ne s'implantent pas — pour l'instant — en Allemagne de l'Est ! Les thèmes soulevés n'y

Document 8
Les voix de Bündnis 90-Die Grünen en 1998 en Allemagne



Moyenne fédérale : 6,7%

Document 9
Évolution des voix du Bündnis 90-Die Grünen de 1990 à 1998 en Allemagne



Moyenne fédérale : 1,6%

mobilisent pas les électeurs. Seule Berlin, dans ses quartiers du centre et de l'ouest, s'inscrit dans une adhésion croissante au mouvement écologique, mais de manière très nuancée. L'Ouest incarne les évolutions positives du parti et ses points d'appui semblent se pérenniser (Bade-Wurtemberg), notamment dans de nombreuses villes, souvent universitaires (Brême, Hambourg, Cassel, Göttingen, Hanovre, Munich...). Ainsi, la frontière, en tant qu'axe de symétrie, impose une dichotomie puissante du vote Vert !

2.6. Des territoires du FDP ?

Le FDP en 1990

Les libéraux ont longtemps été la troisième force politique de l'Allemagne, composant avec un côté ou un autre pour former un gouvernement. Sa stature ne lui permet cependant pas d'obtenir des élus aux mandats directs. Depuis la réunification, leur position s'affaiblit même si, en 1990, leur influence est particulièrement forte. Lors de la première élection fédérale depuis la réunification, le FDP atteint 11 % des secondes voix exprimées sur l'ensemble du territoire fédéral. La Thuringe (14,6 %) et la Saxe-Anhalt (19,7 %) constituent l'ensemble politique le plus complaisant pour le parti libéral, se prolongeant vers l'est, en Saxe, jusqu'à Leipzig et Chemnitz. À l'ouest, se polarise en Bade-Wurtemberg un ensemble incliné en faveur du FDP, autour de l'épicentre Stuttgart et en Rhénanie du Nord-Westphalie, autour de Cologne et Bonn. Au nord, les villes hanséatiques de Brême et Hambourg, ainsi qu'Hanovre, organisent autour d'elles des secteurs pro-FDP. Ailleurs, quelques isolats propices au FDP se dispersent : Münster, Munich et son arrière-pays, Francfort. Dans l'ensemble, l'Allemagne de l'Ouest dispose de scores proches de la moyenne fédérale, à l'exception de la Sarre, réfractaire au FDP et de la Bavière, tournée vers la CSU. À l'est, Berlin, le Brandebourg et le Mecklembourg-Poméranie antérieure ne sont pas tentés par l'implantation du FDP tandis que le sud et l'ouest de l'ex-RDA lui sont consentants. En 1990, la frontière séparant les deux anciens États allemands amplifie à l'Est l'incidence des valeurs du FDP dans la majorité des nouveaux Länder qui lui sont limitrophes et laisse place à des logiques régionales propres !

Évolutions entre 1990 et 1994

De 1990 à 1994, l'Allemagne est animée par une tendance différentielle Est-Ouest pour les votes FDP. Le parti libéral perd partout de son influence (sauf dans les circonscriptions de Cloppenburg-Vechta, n° 27 et Charlottenburg-Wilmersdorf, n° 254 à Berlin). Cette chute généralisée (- 4,3 points) se produit avant tout en ancienne Allemagne de l'Est, principalement là où les électeurs avaient en 1990 le plus voté pour le FDP : Thuringe (- 10,5 points), Saxe-Anhalt (- 15,6 points), Saxe (- 8,6 points), surtout dans sa moitié ouest. Le FDP en ex-Allemagne de l'Ouest observe des diminutions de ses résultats bien moins dramatiques qu'en ex-RDA. Cela dit, à l'Ouest, la Rhénanie-Palatinat, la zone de la Ruhr, les périphéries de Stuttgart, Nuremberg, Munich, Hanovre ou Brême ainsi

qu'un secteur du Schleswig-Holstein à Hanovre, en passant par Celle, accusent des régressions comparables à celles des scores du FDP en Mecklembourg-Poméranie antérieure ou à l'est de Dresde. Quoi qu'il en soit, l'évolution des scores pour un territoire est d'intensité différente selon sa position par rapport à la frontière, nette ligne de rupture !

Le FDP en 1994

Par conséquent, la répartition territoriale des votes s'effectue en fonction de la frontière ! Les zones de force et de faiblesse ne correspondent pas à celles de 1990 ; elles sont même, en grande partie, inversées ! À l'est de la frontière interallemande, se regroupent les valeurs du FDP les plus basses. Ainsi, Berlin-Est et le Brandebourg forment la zone la plus basse de la « plaine électorale » du FDP, qui s'étend sur tous les nouveaux Länder, sans exceptions : même la Thuringe, la Saxe et la Saxe-Anhalt, qui faisaient figure en 1990 de domaines privilégiés pour les libéraux. La Bavière orientale, contiguë, prolonge cette zone de faiblesse pour le FDP, mais ses électeurs n'abandonnent pas pour autant la droite en s'orientant vers la CSU. De façon générale, l'ex-Allemagne de l'Ouest détient des scores pour le FDP bien supérieurs ; le parti libéral affirme son assise territoriale auréolaire à partir de Stuttgart, dans l'ensemble du Land de Bade-Wurtemberg, les zones de force déjà distinctes en 1990 localisées, par exemple, dans le Taunus, à Bonn et à Düsseldorf, autour de Cologne de Münster, au sud de Brême et à Oldenburg... La Sarre et les agglomérations urbaines de Gelsenkirchen, Bochum, Dortmund marginalisent le parti libéral.

Évolutions entre 1994 et 1998

De 1994 à 1998, les résultats électoraux du FDP évoluent guère, une légère diminution sur le territoire fédéral est enregistrée (- 0,6 point) mais rien de comparable à la récession qu'il a vécue entre 1990 et 1994 ou à l'effondrement de son partenaire au gouvernement, la CDU-CSU entre 1994 et 1998. Toutefois, cette érosion sape davantage l'influence du parti en Allemagne ! Son bastion, le Bade-Wurtemberg, n'est pas épargné, les baisses des résultats y sont particulièrement prononcées (seule la circonscription de Schwäbisch Hall-Hohenlohe, n° 172, affiche une légère hausse des valeurs du FDP), ainsi qu'en Bavière, à Brême et en Basse-Saxe. À l'Ouest, résiste l'ensemble formé par la Sarre, la Rhénanie-Palatinat, la Hesse et la Rhénanie du Nord-Westphalie, ainsi qu'au nord, Hambourg mais surtout le Schleswig-Holstein. Malgré tout, ce sont les nouveaux Länder qui, mis à part le Mecklembourg-Poméranie antérieure, avec une variabilité interne très homogène, représentent la zone de progression (modérée) ou de maintien du FDP. La diminution des résultats du FDP de 1994 à 1998 est de fait principalement causée par les anciens Länder !

Le FDP en 1998 (cf. documents 10 et 11)

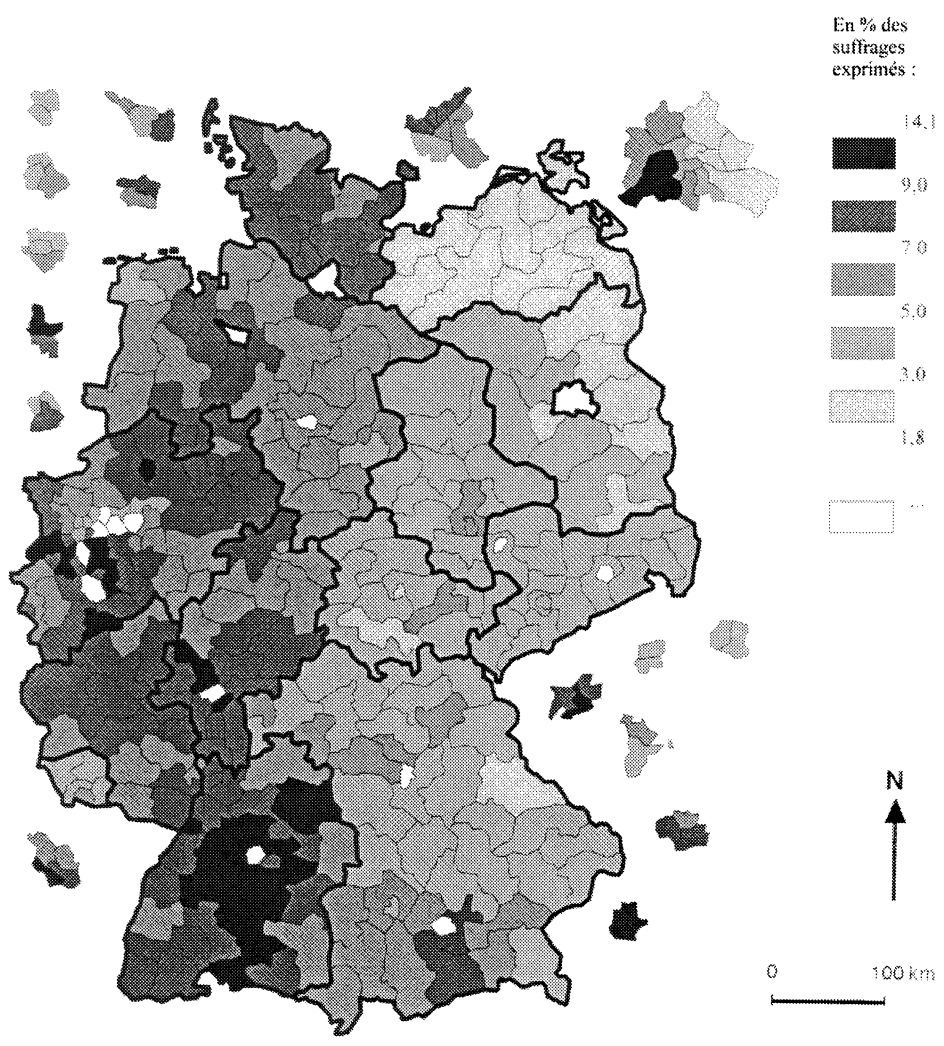
La baisse des scores entre les deux élections n'étant que très limitée sur l'ensemble du territoire allemand, leur différenciation spatiale s'est plutôt stabilisée. L'ex-RDA détient les valeurs les plus faibles, comme en 1994 ; et l'ancienne Allemagne de l'Ouest les valeurs modérées ou assez fortes. Seule la partie orientale de la Bavière se détache du bloc occidental car ses scores pour le FDP sont analogues à ceux de l'Est. Les bastions établis du FDP sont à l'Ouest et principalement le foyer de Stuttgart avec un rayonnement régional sur le Bade-Wurtemberg, puis ceux de Munich, Francfort, Bonn, Düsseldorf, Münster, Oldenburg et les régions du Schleswig-Holstein et de la Rhénanie-Palatinat. Berlin-Ouest est un foyer isolé au milieu des nouveaux Länder, très peu réceptifs à ce parti traditionnel présent dans l'histoire politique de la RFA. Le Mecklembourg-Poméranie antérieure et l'est du Brandebourg et de Berlin le marginalisent totalement. Stimulé lors de la réunification par des résultats encourageants, le FDP s'est ensuite affaibli en Allemagne de l'Est, surtout entre 1990 et 1994, période pendant laquelle les électeurs orientaux ont exprimé leur profond décalage avec l'idéologie libérale ! Depuis, le parti n'a pas décollé : ses scores ont davantage diminué dans les nouveaux Länder entre 1990 et 1998 (cartes 65 et 66) ; et comme les Verts, son implantation à l'Est semble teintée d'échec. La frontière joue le rôle d'un *écran imperméable* pour les idées défendues par le FDP ! Les petits partis occidentaux voient ainsi compromises leurs tentatives de conquête du pouvoir sur les territoires orientaux !

2.7. Des territoires du PDS ?

Le PDS en 1990

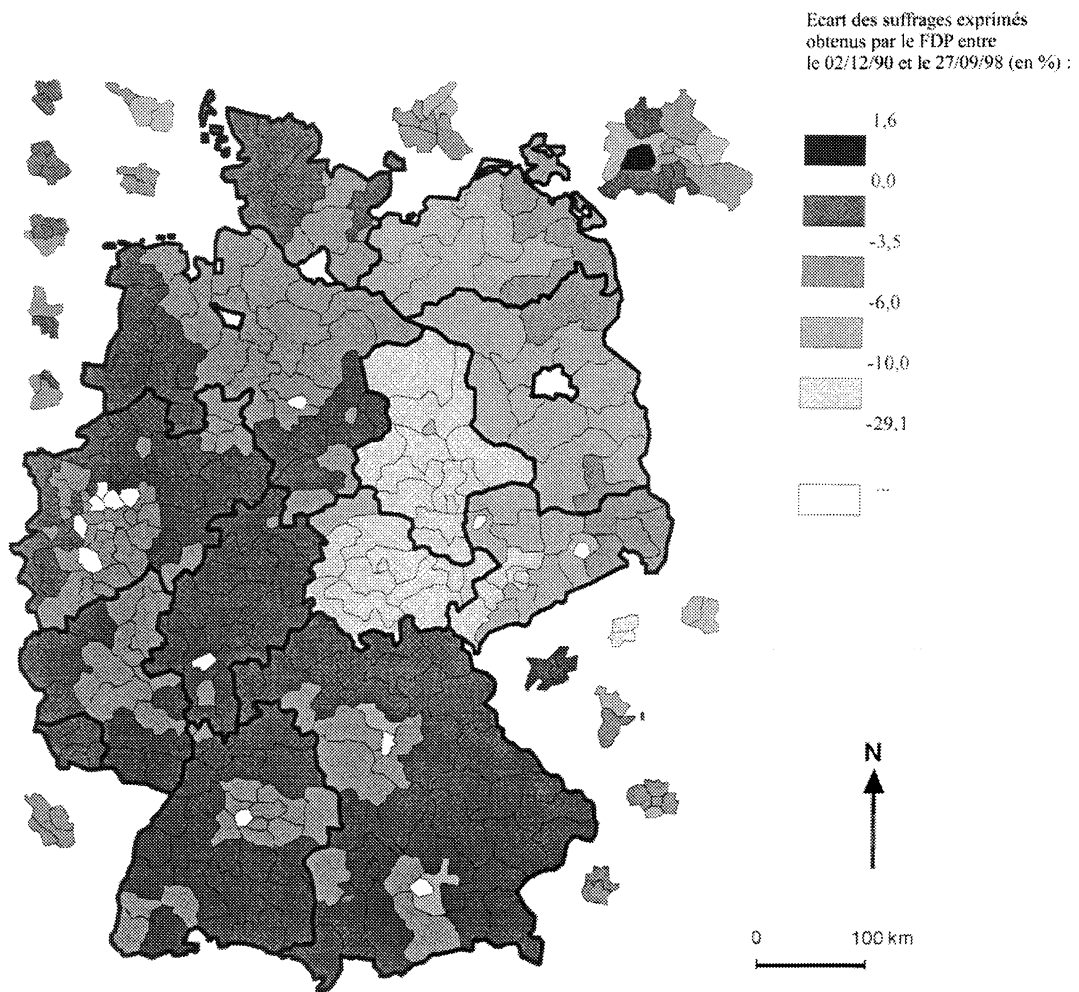
Le PDS est en 1990 un nouveau parti sur l'échiquier politique de l'Allemagne. Lors de son premier scrutin, il atteint un score de 2,7 % sur l'ensemble du territoire allemand. Néanmoins, des différences extrêmes se dessinent entre l'Est et l'Ouest ! Sur le territoire de l'ancienne RFA, les résultats du parti sont, d'une part, homogènes et, d'autre part, très bas : inférieurs à 4 %. La majeure partie des électeurs dans les circonscriptions marginalise le PDS, avec des scores inférieurs à 0,4 % des suffrages exprimés. Hambourg, Brême, Hanovre, Düsseldorf, Cologne, Verden (n° 29), Braunschweig (n° 45), Göttingen, Lüneburg (n° 31) et Berlin-Ouest, par exemple, accordent des valeurs supérieures à 0,5 %, mais l'assise territoriale du parti est là aussi très limitée. La frontière interallemande constitue la ligne de rupture sans équivoque des comportements liés au PDS ! À l'Est en effet, la formation politique recueille des scores parfois élevés, sur l'ensemble du territoire de l'ex-RDA, avec des scores dépassant 10 % à Berlin-Est, en Brandebourg, Mecklembourg-Poméranie antérieure et ponctuellement à Erfurt, capitale de la Thuringe, Gera (n° 303), Chemnitz, Dresde, Leipzig ou Magdebourg...

Document 10
Les voix du FDP en 1998 en Allemagne



Moyenne fédérale : 6.1%

Document 11
Évolution des voix du FDP de 1990 à 1998 en Allemagne



Moyenne fédérale : -5%

Évolutions entre 1990 et 1994

Entre les scrutins de 1990 et de 1994, les différences Est-Ouest ne vont qu'en s'accroissant : les progressions les plus fortes se trouvent à l'est de l'ancienne frontière étatique : tous les nouveaux Länder détiennent des croissances des valeurs dépassant 8 points : 8,9 en Thuringe et 9,4 en Mecklembourg-Poméranie antérieure. Berlin fait pâle figure avec une croissance de 5,1 points car la ville est scindée en deux : les quartiers de l'ouest véhiculent des évolutions positives moins marquées, parfois même négatives (Charlottenburg, n° 254 et Neukölln, n° 257). Le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Ouest est caractérisé par des progressions faibles des scores du PDS (moins de 4 points). Néanmoins, les scores de la Hesse, la Basse-Saxe, le Schleswig-Holstein, la Rhénanie du Nord-Westphalie, de Hambourg et de Brême (+ 1,6) croissent légèrement plus vite que les Länder du Sud (moins de 0,5 point).

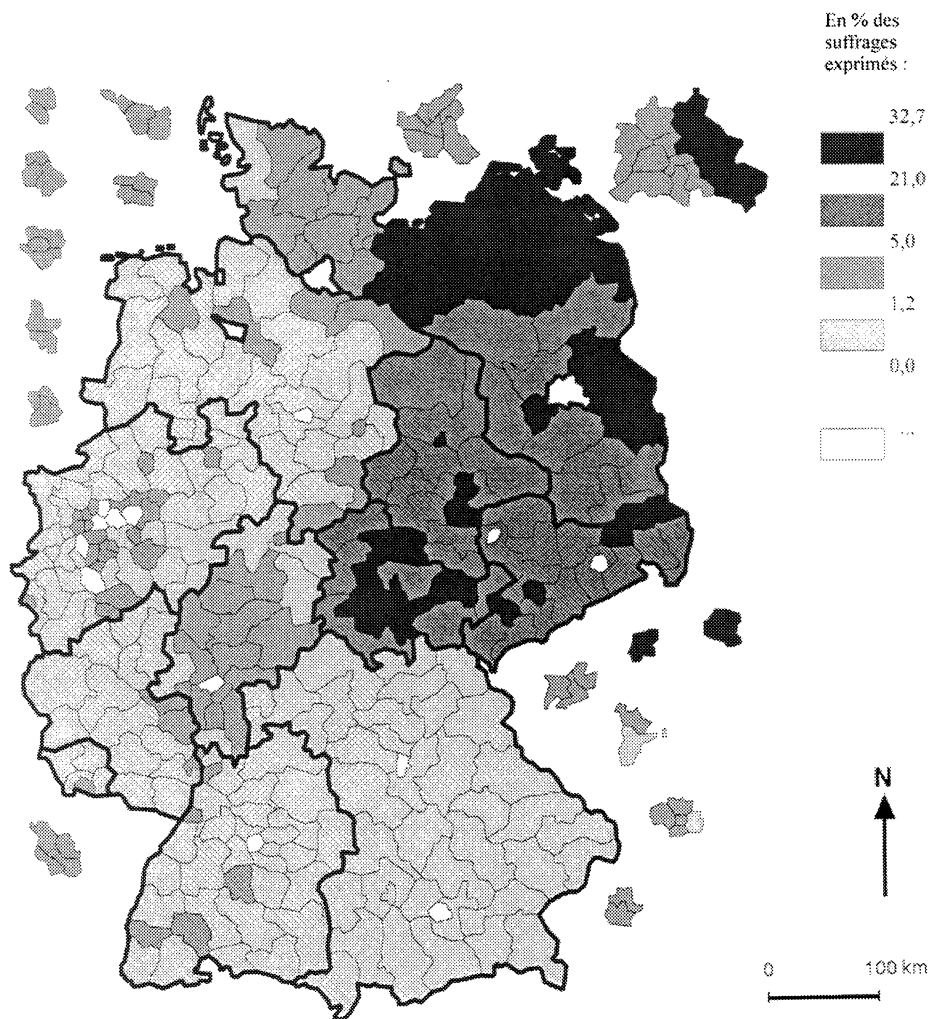
Le PDS en 1994

De fait, en 1994, malgré une dynamique de croissance (+ 2,3 points) sur le territoire fédéral depuis 1990, la répartition territoriale des votes PDS a peu évolué. La frontière interallemande semble figer les comportements électoraux à l'égard de ce parti ! Berlin-Est, le Mecklembourg-Poméranie antérieure (23,6 %) et le Brandebourg (19,3 %) demeurent les aires d'influence privilégiées du PDS. Le PDS se déploie sur l'ex-RDA avec une moyenne régionale (hors Berlin) de 19 % des suffrages exprimés. Près d'un Allemand de l'Est sur cinq vote PDS alors qu'il n'y a qu'un Allemand de l'Ouest sur 100 (et 15 % à Berlin) ! Les valeurs à l'Ouest sont faibles et homogènes ; quelques rares circonscriptions ont un score légèrement moins faible (Marburg, n° 129, Giessen, n° 131, Francfort, Cologne, Bielefeld, n° 102), Brême, Hambourg... sans réelles différences avec la situation de 1990. Le PDS ne *diffuse* pas son influence à l'Ouest !

Évolutions entre 1994 et 1998

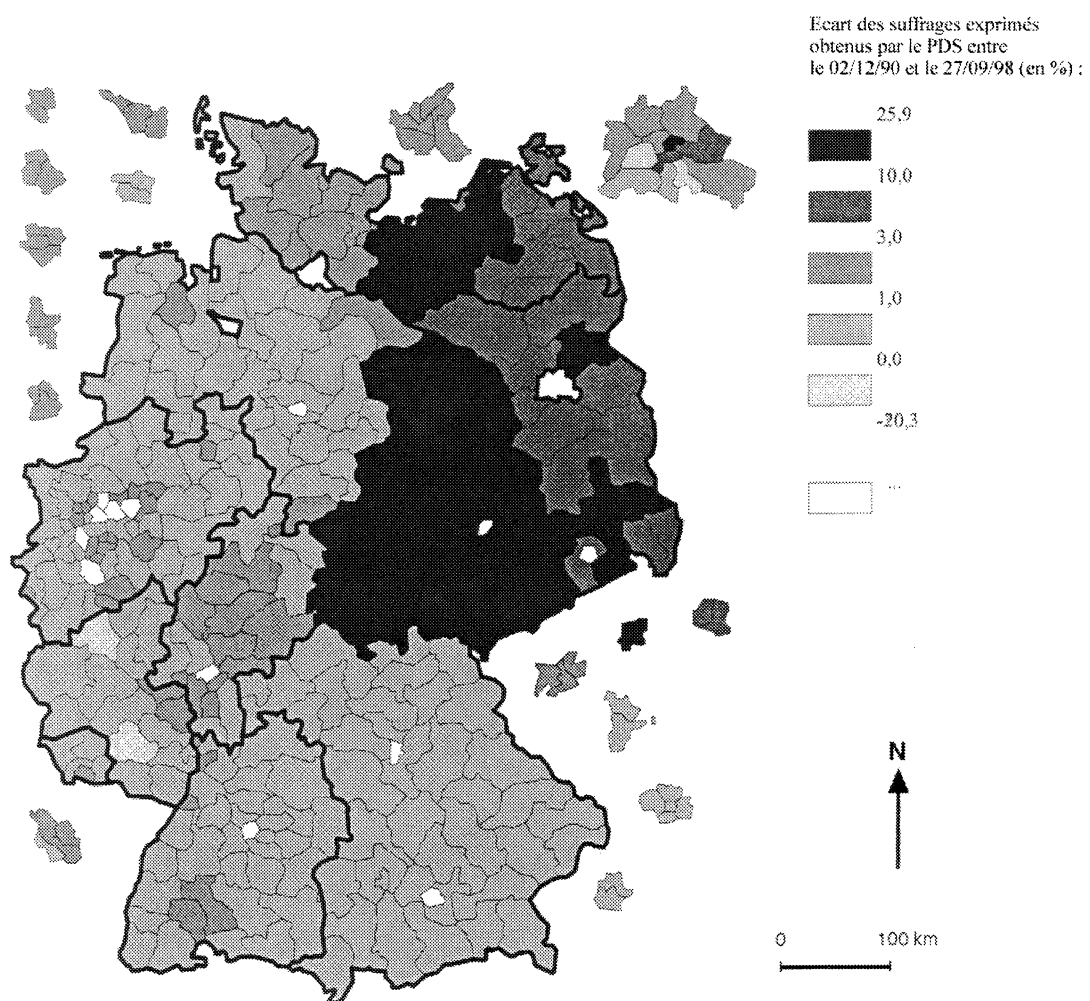
Les résultats du PDS n'évoluent guère sur l'ensemble du territoire allemand (+ 0,6) ; des différences interrégionales persistent. L'Ouest et l'Est se font à nouveau face, séparés par l'ancienne frontière interallemande. À l'Ouest, les croissances des scores sont très modérées tandis qu'à l'Est les évolutions sont plus conséquentes. Si l'Ouest est homogène, les territoires orientaux laissent apparaître des différences interrégionales : la Thuringe, la Saxe-Anhalt, la Saxe et l'ouest du Brandebourg constituent un ensemble continu de fortes croissances des scores PDS ; alors que le Mecklembourg-Poméranie antérieure connaît des progressions modérées mais surtout Potsdam et Berlin-Est détiennent des valeurs en régression. Bien qu'elle soit limitée, cette baisse est nouvelle pour le PDS mais importante car elle survient à l'Est, dans la capitale ! Néanmoins, la situation territoriale du PDS n'est pas bouleversée.

Document 12
Les voix du PDS en 1998 en Allemagne



Moyenne fédérale : 5,6%

Document 13
Évolution des voix du PDS de 1990 à 1998 en Allemagne



Moyenne fédérale : 3%

Le PDS en 1998 (cf. documents 12 et 13)

L'Allemagne orientale reste la zone de force incontestée du PDS, en particulier Berlin-Est, La totalité du Mecklembourg-Poméranie antérieure, Potsdam et l'est du Brandebourg, la Thuringe, Magdebourg et Halle en Saxe-Anhalt, Chemnitz, Dresde, Leipzig, Bautzen-Löbau (n° 316) en Saxe... Berlin est divisée, bien que ses scores aient diminué, le PDS arrive en tête dans les circonscriptions orientales et décroche quatre mandats directs : n° 249, Berlin-Mitte-Prenzlauer Berg (Petra Pau), n° 258, Friedrichshain-Lichtenberg (Christa Luft), n° 260, Hellersdorf-Marzahn (Gregor Gysi), n° 261, Hohenschönhausen-Pankow-Weissensee (Manfred Müller). Les scores faibles dans les circonscriptions berlinoises de l'Ouest ramènent la moyenne du Land à 13,5 %, dans une tranche inférieure à celle des autres nouveaux Länder. L'ancienne frontière étatique marque partout la limite de l'emprise du PDS. Aucune circonscription de l'Ouest n'atteint 5 % des suffrages exprimés. Les scores sont particulièrement bas dans le sud de l'Allemagne. Et bien que l'ancienne frontière interallemande semble très hermétique aux idéologies et aux valeurs du PDS, certains territoires de l'Ouest parviennent à dévoiler des résultats plus élevés que dans l'ensemble de l'ancienne Allemagne de l'Ouest ; le nombre de ces territoires occidentaux moins insensibles au PDS s'accroît depuis 1990. En 1998, ils se localisent souvent à proximité de la frontière : la majorité des circonscriptions de Hesse, Land en partie contigu à la Thuringe, en Basse-Saxe : Goslar (n° 47) et Göttingen (n° 49), Lüneburg (n° 31) et Harburg (n° 35) sont limitrophes de l'ancienne frontière étatique ou encore Braunschweig (n° 45), cette zone se prolonge au nord à Hambourg et dans le Schleswig-Holstein, Land voisin du Mecklembourg. Plus à l'Ouest, Brême, Oldenburg (n° 22), Münster (n° 99), Bielefeld (n° 102), et surtout la conurbation dense comprenant Bonn, Cologne, Leverkusen, Solingen, Mettmann, Düsseldorf, Duisburg, Oberhausen, Mühlheim, Bottrop, Essen, Gelsenkirchen, Bochum, Dortmund, Unna, Hagen... où les arguments en faveur des travailleurs sont plus entendus que dans le reste de l'Ouest. Ainsi, les territoires occidentaux voisins de l'Est semblent constituer un électorat potentiellement moins réfractaire au PDS ; néanmoins le parti reste à l'Ouest perçu comme oriental et l'ancienne frontière interallemande semble, pour l'instant, caractérisée par une forte imperméabilité quant aux comportements électoraux à l'égard du PDS. En outre, depuis la réunification, les résultats du PDS progressent beaucoup plus vite à l'Est, tandis qu'à l'Ouest l'évolution des scores s'apparente à une quasi-stagnation sur la majorité du territoire, parfois même une diminution dans quelques circonscriptions et à une progression modérée dans la Ruhr, la Hesse et le Schleswig-Holstein. L'ancienne frontière entre deux systèmes se traduit par une permanence des comportements électoraux !

2.8. Des territoires de l'extrême droite ?

L'extrême droite est essentiellement représentée par les Republikaner et le NPD en 1990, les Republikaner en 1994 et en 1998 par la DVU, les Republikaner et le NPD. Divisée, elle n'en reste pas moins observée dans ce pays qui sait le poids du passé.

L'extrême droite en 1990 (cf. document 14)

En totalisant les scores d'extrême droite, la moyenne fédérale est de 2,4 % des voix exprimées. La faiblesse de ce résultat masque cependant des inégalités régionales. Ainsi, les électeurs de l'extrême droite sont, en proportion, plus fréquents dans le sud, avant tout en Bavière (5,2 %), région dans laquelle les Republikaner font leur meilleur score (5 %). Mais aussi en Bade-Wurtemberg (3,8 %) — le NPD dans le sud du Land et les Republikaner dans une couronne périphérique à la ville de Stuttgart — et en Hesse (2,7 %), zone de force du NPD : dans ces deux régions, les partis recueillent des scores supérieurs à la moyenne (0,6 % pour le NPD dans les deux régions, meilleur score, et 3,2 % et 2,1 % pour les Republikaner). Le reste du pays détient des scores plus faibles. Néanmoins, la conurbation de la Ruhr (de 1,5 % à 3 %), Hambourg (2 %), Brême (2,5 %) et la Rhénanie-Palatinat (2 %) (surtout dans le sud) recueillent des scores notables ; en particulier pour le NPD de ces deux dernières régions. Dans le nord de l'ex-RDA, le Mecklembourg-Poméranie antérieure (1,7 %), le Brandebourg (1,9 %) et Berlin (2,5 %) forment un ensemble électoral secondaire sur lequel s'appuie l'extrême droite ; les Republikaner reçoivent tout de même 2,4 % des voix à Berlin ! La Saxe-Anhalt et la Sarre sont les régions aux plus mauvais résultats pour l'extrême droite : 1,2 %. Quoi qu'il en soit, le sud est plus propice à l'extrême droite : la Hesse et le Bade-Wurtemberg aux deux partis, la Bavière aux Republikaner !

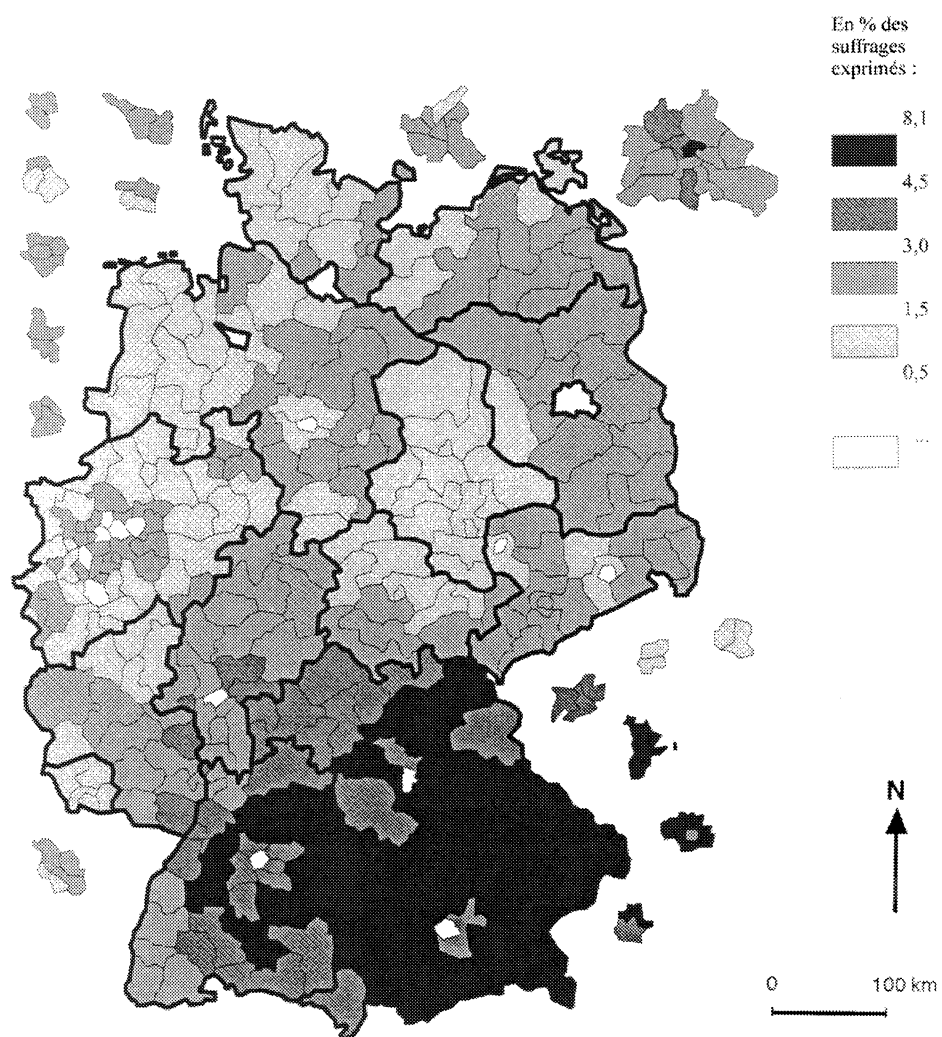
Évolutions entre 1990 et 1994

Les résultats de l'extrême droite vont en diminuant légèrement (0,3 point si l'on considère simplement les résultats des Republikaner aux deux scrutins, ou - 0,6 point si l'on prend en compte le NPD en 1990 ; ce qui dans les faits ne change pas vraiment la donne). La Bavière accuse les baisses les plus marquées (- 2,2), suivie de Brême et à l'est de Berlin et du Brandebourg (surtout au nord-est) ; ce sont des régions où l'extrême droite était bien implantée en 1990. La Sarre est le seul Land où les scores de l'extrême droite augmentent partout et uniformément (+ 0,7), plusieurs zones d'accroissement se forment, par exemple, au sud-ouest de la Rhénanie-Palatinat, à partir de Giessen en Hesse, ainsi qu'en Basse-Saxe : d'Osnabrück à Harburg (n° 35) au nord, Celle (n° 39) à l'est, Northeim (n° 48) au sud, en passant par Hanovre, mais aussi en ex-RDA : entre la Thuringe et la Saxe-Anhalt, la moitié orientale de la Saxe, et à Berlin-Est : Hellersdorf-Marzahn (n° 260) et Köpenick-Treptow (n° 259). Ailleurs, les résultats n'évoluent guère.

L'extrême droite en 1994

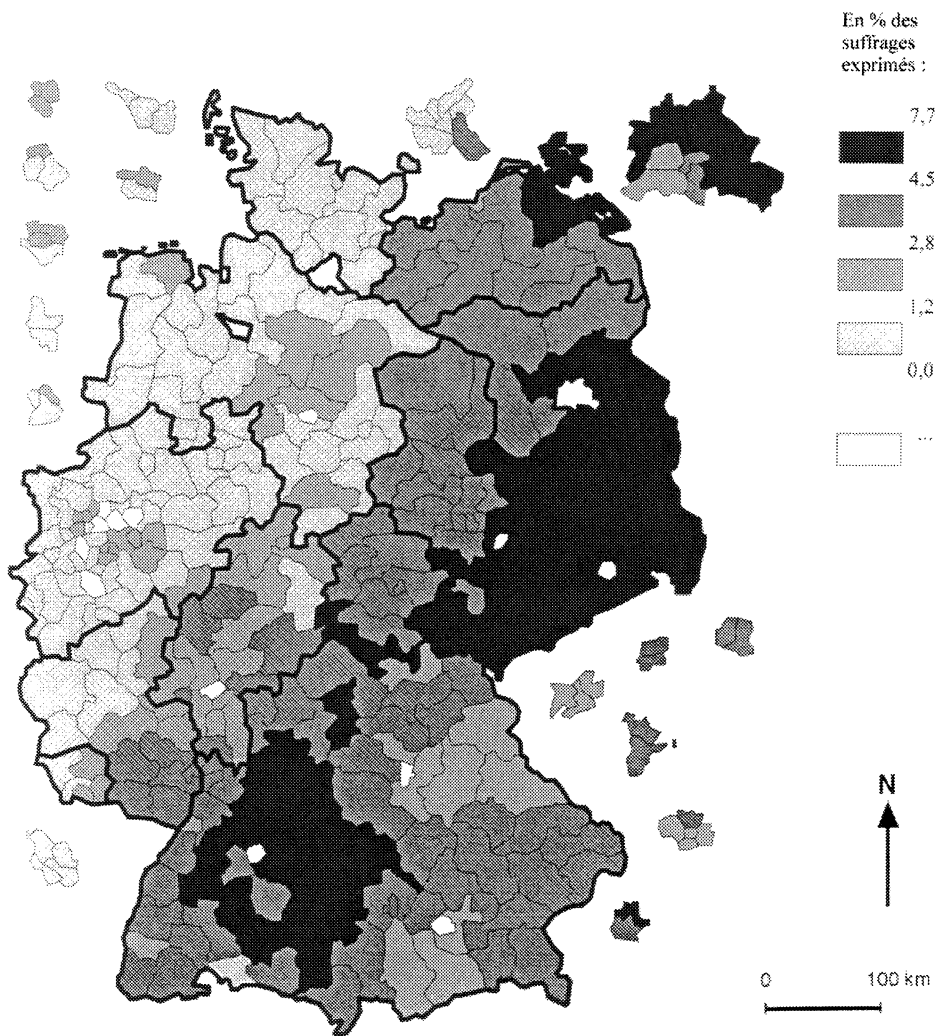
Les Republikaner représentent les forces d'extrême droite à l'élection fédérale de 1994 avec 1,8 % des suffrages. Leur assise territoriale reste le sud du pays et le *gradient Sud-Nord* s'impose ! La Bavière et le Bade-Wurtemberg sont les régions les plus touchées

Document 14
Les voix cumulées de l'extrême droite en 1990 en Allemagne



Moyenne fédérale : 2,4% (1990 : REP+NPD)

Document 15
Les voix cumulées de l'extrême droite en 1998 en Allemagne



Moyenne fédérale : 2,8% (1998 : REP+DVU+NPD)

(respectivement 2,8 % et 3,1 %), suivies de la Hesse (2,4 %). 19 circonscriptions sur 36 du Bade-Wurtemberg, 12 sur 41 de Bavière et 1 sur 22 de Hesse recueillent des scores supérieurs à 4 % des voix. L'extrême droite est ailleurs très minoritaire, bien que Berlin, Hambourg (en particulier les quartiers méridionaux) ou le sud de la Rhénanie-Palatinat dégagent des résultats légèrement supérieurs à la moyenne fédérale. L'ex-RDA est plutôt moins encline aux Republikaner.

Évolutions entre 1994 et 1998

Le total des voix de l'extrême droite augmente légèrement entre ces deux scrutins mais celui propre aux Republikaner est plutôt en stagnation ; ce dernier est en effet concurrencé par le NPD et la DVU. Ainsi, les scores des Republikaner augmentent dans leurs territoires de force, en Bade-Wurtemberg et dans le nord-ouest bavarois (Bad Kissingen...) mais aussi en Rhénanie du Sud et à l'Est, autour de Leipzig et Chemnitz et dans le nord de Berlin. La plus grande partie de la Bavière, de la Saxe-Anhalt, du Mecklembourg-Poméranie antérieure voient les résultats de ce parti s'effriter (jusqu'à - 2,5 points). L'ouest demeure stable. Ces tendances s'observent pour le cumul des forces d'extrême droite, mais des différences liées aux nouveaux rivaux s'organisent selon trois domaines : l'Est allemand est le plus grand ensemble de gain d'électeurs, surtout en Saxe, Brandebourg, Berlin-Est, devant le Bade-Wurtemberg, zone de force des Republikaner ! Le sud est un ensemble de progressions modérées de l'extrême droite tandis que le nord-ouest de l'Allemagne concentre de façon continue les régressions des scores de l'extrême droite de la Rhénanie du Nord-Westphalie au Schleswig-Holstein !

L'extrême droite en 1998 (cf. document 15)

Les trois partis d'extrême droite atteignent ensemble 3,3 % des suffrages exprimés. Les Republikaner restent le premier parti d'extrême droite avec 1,8 % des voix, concurrencés par la DVU avec 1,2 % en particulier à l'Est (où la DVU recueille 2,8 % des voix et 0,8 % à l'Ouest). Enfin, le NPD s'appuie sur 126 000 électeurs, soit 0,3 % des voix, surtout à l'Est (0,7 % contre 0,1 % en moyenne dans les anciens Länder et Berlin-Ouest). L'assise territoriale de l'extrême droite a évolué depuis 1990 où elle ne concernait en priorité que le Sud ! Depuis 1994 et l'élection de 1998 le confirme, les territoires de l'ex-RDA souscrivent de plus en plus aux thèses de l'extrême droite ! Ainsi, si les aires d'influence des Republikaner s'organisent selon un gradient traditionnel Sud-Nord ; s'affirme désormais en principale position une zone orientale d'influence extrémiste : la DVU enregistre ses plus forts résultats en Thuringe (moyenne régionale : 2,9 %), Saxe-Anhalt (moyenne régionale : 3,2 %), et l'ensemble du territoire est-allemand constitue la zone de force de ce parti, tandis que l'Ouest, principalement du Schleswig-Holstein à la Sarre, lui est très réfractaire ! Le NPD s'implante lui aussi en ex-RDA, en priorité dans les Länder les plus à l'Est, la Saxe (1,2 %), le Mecklembourg-Poméranie antérieure (1 %) et le Brandebourg (0,8 %). De l'autre côté de la frontière interallemande, la DVU et le NPD sont marginalisés !

Ainsi, la répartition territoriale de l'extrême droite s'organise selon une *double dynamique* : un gradient Sud-Nord traditionnel pour les Republikaner, supplanté notamment depuis 1994 par un clivage Est-Ouest abrupt le long d'une frontière de plus en plus sélective depuis 1990 : les voix cumulées de l'extrême droite progressent de 2 à 6 points en ex-RDA alors que dans l'Ouest, les évolutions sont soit légèrement positives (de 0 à 2 points de gain), soit négatives (jusqu'à - 4 points, en Bavière). Les Allemands de l'Est, en position fragilisée, sont apparemment plus sensibles aux arguments populistes et xénophobes. Pourtant la situation de l'extrême droite lors des élections fédérales est loin d'être bonne. Si les Republikaner gagnent 31 000 électeurs depuis 1994, ils perdent en proportion 0,1 % des voix. Mais surtout, la DVU pouvait espérer de très forts scores après ses percées aux élections régionales à Brême (1995 : 2,5 %), Schleswig-Holstein (1996 : 4,3 %), Hambourg (1997 : 4,98 %) ou encore lors de l'élection au Landtag de 1998 dans le Land de Magdeburg en Saxe-Anhalt où elle conquiert 12,9 % de l'électorat, révélant ainsi sa dangerosité ! L'élection *fédérale* est une déception pour l'extrême droite allemande.

2.9. Synthèse : entre constance et mouvements...

L'échelon géographique, plus précis, des circonscriptions électorales n'est pas en contradiction avec celui des régions, bien qu'il le nuance parfois fortement ; il reste proche des réalités humaines. La répartition spatiale des comportements électoraux est régie selon des *continuités spatiales* : les territoires des circonscriptions et/ou des régions forment de véritables ensembles électoraux continus, parfois vastes, ainsi la répartition des unités spatio-électorales n'est pas aléatoire puisqu'elles se regroupent nettement en régions ; on assiste à un « effet de voisinage », d'entraînement, au niveau écologique. Ces territoires électoraux correspondant à des aires d'influence des partis politiques semblent bien ancrés mais aussi mus à différentes étapes de leur « vie » par des *processus spatiaux* : diffusion par « effet de territoire », clivages, gradients selon des axes qui peuvent se combiner.

— *Le clivage Nord-Sud* semble établi, pérennisé ; il oppose essentiellement un Sud enclin à la CDU-CSU, avec des « fiefs », la Bavière pour la CSU (ce parti se veut le défenseur et le représentant des intérêts bavarois sur le plan fédéral et fait preuve de réification spatiale), le Bade-Wurtemberg et la Saxe pour la CDU, à un Nord plus favorable au SPD, qui accroît depuis 1990 son emprise en direction du Sud. Bien que ces territoires électoraux soient beaucoup plus ouverts, les hommes et les électeurs mobiles, les systèmes locaux et la recherche individuelle de repères collectifs ne disparaissent pas.

— *Des couronnes à partir d'un foyer*, une unité territoriale abritant une structure sociale particulière ou une catégorie sociale sur-représentée, le plus souvent une ville (mais pourquoi pas une vallée industrielle, un littoral, un port, une grande agglomération, un haut lieu religieux ou historique, un lieu d'élection d'une personnalité connue, un territoire s'annonçant le bastion d'un parti...). Le rayonnement de ces pôles évoque les modèles de Von Thünen, il se diffuse par contagion spatiale auréolaire avec une intensité du champ de force décroissante avec la distance : Stuttgart, la conurbation de la Ruhr,

Francfort,... et indique une influence politique dominatrice de ce centre sur les territoires périphériques. Si elle est limitée ou contrebalancée, le centre devient un isolat électoral.

— *Le clivage Est-Ouest* : depuis la réunification, la frontière pan-allemande est un axe discriminant net des comportements électoraux et structure leur répartition territoriale selon plusieurs processus :

une limite précise, une ligne de rupture voire d'opposition nette, un écran quasi-hermétique : comme c'est le cas pour la participation, pour la CDU-CSU, avec plus d'intensité le long de la Thuringe, mais aussi sur tout le tracé, pour les Verts, le FDP, le PDS et l'extrême droite (DVU et NPD) ;

un dégradé, un gradient progressif de part et d'autre de la frontière : par exemple, pour la CDU-CSU, notamment entre la Saxe-Anhalt et la Basse-Saxe ou le Schleswig-Holstein et le Mecklembourg-Poméranie antérieure, ainsi que pour le SPD ;

un élément non seulement perméable mais une liaison, un référent commun : comme entre la Thuringe et la Bavière (où les comportements liés, par exemple, à la participation ou au SPD sont homogènes). L'effet de frontière se traduit alors sous la forme d'un référent identitaire affirmant tantôt les différences et les contrastes, tantôt les points communs et les liens entre ces territoires électoraux transfrontaliers.

Tous ces processus, ces composantes structurantes peuvent se combiner, selon des héritages constants depuis 1990 et selon des dynamiques évolutives, d'une part, entre 1990 et 1994, période au cours de laquelle les écarts régionaux se renforcent pour la participation, la CDU-CSU, le FDP et le PDS, davantage qu'ils se rapprochent (SPD, Verts) et, d'autre part, entre 1994 et 1998, certes temps de l'atténuation des inégalités régionales pour la participation mais surtout de renforcement et de maintien, pour la CDU-CSU, les Verts, le FDP, le PDS : la frontière agit ici en faveur d'une permanence des comportements électoraux et de leur territorialisation discriminante, bien que des esquisses de rapprochements et de dynamiques régionales se manifestent timidement !

L'intérêt est de savoir comment ce clivage va évoluer, s'il s'inscrit dans une pérennisation due au poids et au pouvoir de la frontière, en tant que traumatisme historique et territorial tel qu'il maintient les populations des territoires dans un comportement politique particulier durable, s'il y a (et aura) transmission consciente (ou inconsciente : pérennisation) entre les générations, et/ou une tendance à retrouver un patrimoine territorial et historique commun (réification), un repère (dans le temps et dans l'espace) stable face à l'homogénéisation et à la mobilité globales des comportements électoraux !

La Frontière ne paraît pas disparaître en tant que produit socio-politique et traduit les liens, les différences, les oppositions de projets socio-politiques réalisés sur des territoires. Cette ligne spatiale, temporelle, sociale, culturelle, idéologique régule dans une certaine mesure les comportements électoraux : elle joint ou disjoint des territoires électoraux, « démarque des aires relationnelles, à l'intérieur desquelles ont cours (ou ont eu cours) des pratiques et des connaissances (...) en adéquation avec des projets collectifs » ; elle fonde et différencie des territoires idéologiques ! La représentation cartographique dévoile en partie la discontinuité idéologique de la frontière (et pas seulement sa discontinuité spatiale) ! La frontière est idéologique par son vécu. Les comportements électoraux témoignent de sa vie. Néanmoins il est permis d'espérer,

comme le fait Richard Schröder ¹, « Nous ne nous aimons pas beaucoup, mais personne ne songe à déménager. L'ambiance est mauvaise, mais la cohésion est bonne. Entre Frisons de l'Est et Bavarois, l'ambiance n'est pas toujours au beau fixe non plus, mais ils en ont pris l'habitude, alors que nous ne sommes pas encore tout à fait habitués aux différences Est-Ouest. Un jour ou l'autre elles seront au niveau des différences entre le Nord et le Sud. Cela peut durer une génération. Pourquoi pas ? Nous avons le temps. »

3. Les comportements électoraux dans la zone frontière : le cas de Göttingen et Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt

Document 16
Résultats électoraux des circonscriptions de Göttingen et
de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt

	Deuxièmes voix					
	Circonscription de Göttingen (n° 49) (en %)			Circonscription de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt (n° 296) (en %)		
	1990	1994	1998	1990	1994	1998
<i>Participation</i>	82,3	83,4	84,3	80,5	77,9	83,5
CDU-CSU	39,5	37,1	30,9	55,8	49,7	36,5
SPD	38,9	39,4	47,3	19,0	27,5	33,3
Les Verts	7,6	12,0	10,6	4,6	3,6	3,0
FDP	11,1	7,8	6,6	12,6	3,4	3,2
PDS	0,7	1,7	1,7	5,7	13,5	16,2
Republikaner	0,8	1,0	0,6	0,8	1,1	1,0
NPD	0,3	*	*	0,2	*	*
DVU	*	*	0,5	*	*	3,1

Les circonscriptions électorales de Göttingen et de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt sont deux circonscriptions voisines, contiguës mais séparées par la limite régionale (la première relevant du Land de Basse-Saxe, la seconde de la Thuringe), qui correspond à la frontière interallemande. L'emplacement de cette ancienne frontière étatique est visible dans le paysage simplement sous la forme d'un musée moderne impulsé par le Landkreis (que l'on peut imparfaitement traduire par canton ou « pays ») d'Eichsfeld, à la devise « Eichsfeld, la région sans frontière(s) ». Pourtant, les deux circonscriptions coïncident avec la zone frontière, les anciennes régions du *Zonenrandgebiet* en ex-RFA et du *Sperrgebiet* en ex-RDA. La circonscription électorale de Göttingen se situe à l'extrémité sud de la Basse-Saxe et est limitrophe de la Hesse et de la Thuringe ; Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt est contiguë à la Saxe-Anhalt, la Hesse et bien sûr la Basse-Saxe. Toutes deux occupent ainsi une position centrale en Allemagne réunifiée.

1. Professeur de Théologie à l'université Humboldt de Berlin, ancien citoyen de la RDA. « Pourquoi devons-nous être une nation? », in *Historiens et Géographes*, n° 366, avril-mai 1999.

L'analyse électorale des territoires étudiés s'attache tout d'abord aux électeurs, leurs caractéristiques et leurs comportements, puis aux partis politiques, leurs représentations, leurs propositions et leurs stratégies.

3.1. Les électeurs de la circonscription électorale de Göttingen

Un « pays », une circonscription

La circonscription (ou Wahlkreis) de Göttingen correspond exactement au Landkreis Göttingen (à l'exception des élections régionales à l'occasion desquelles sont ajoutés à la circonscription les regroupements communaux de Hottorf am Harz et Osterode am Harz, appartenant au Wahlkreis Northeim-Osterode, n° 48), soit une agrégation de onze groupements de communes autour de la ville de Göttingen, avec un nombre d'inscrits en 1998, variant de 5 653 en Friedland à 93 249, pour la ville de Göttingen ; le nombre total d'inscrits dans le Landkreis étant en 1998 de 220 200.

La ville de Göttingen comporte 129 751 habitants en 1998 et se veut essentiellement ville universitaire, depuis 1734 ; l'université Georg-August compte 27 000 étudiants. Les protestants y sont majoritaires, 47,5 % de la population en 1998, suivis des personnes sans appartenance religieuse, 36,8 % et des catholiques, 15,7 % (source : GÖSIS-Wahlamt-Göttingen Stadt). Si près de la moitié du corps électoral se trouve à Göttingen même, le reste se partage dans les autres groupements de communes de la circonscription, soit dans les petites villes comme Hann Münden (19 500 inscrits en 1998), Duderstadt (18 000) et Bovenden (10 430), soit dans des regroupements administratifs de plusieurs hameaux ou villages, comme Jühnde, 806 inscrits, rattaché à Dransfeld ou encore Wollershausen, 337 inscrits, rattaché à Gieboldehausen) ; ce qui explique une densité du Landkreis inférieure à 161 hab/km² (densité moyenne sur le territoire allemand : 230 hab/km²) alliant une ville universitaire de taille moyenne et des communes périphériques à tendance rurale. Le taux de chômage est élevé (supérieur à 14 % de la population active) et le secteur tertiaire est le premier employeur (plus des deux tiers des travailleurs), l'activité agricole domine sur le plan paysager...

Des comportements électoraux nuancés

Lors de l'élection fédérale du 27 septembre 1998, la participation s'élève à 84,3 % des inscrits, dépassant la participation moyenne de l'ensemble de l'Allemagne, 82,3 % et celle de la région, 84 %. Dans la ville de Göttingen, elle n'est pas aussi élevée : 82,9 %. La députée sortante, Rita Süßmuth (CDU, ancienne ministre du gouvernement Kohl et ancienne présidente du Bundestag) est devancée par la candidate SPD, Inge Wettig-Danielmeier, en ce qui concerne l'enjeu du mandat direct (respectivement 39,5 % et 48,2 %).

Le SPD est le parti majoritaire : 47,3 % des deuxièmes voix en sa faveur, suivi de la CDU, 30,9 %. La circonscription semble témoigner de la dynamique fédérale de rejet de la CDU et de son remplacement par le SPD, qui enregistre un résultat très supérieur à la

moyenne fédérale (41,1 %), dans la ville de Göttingen (44,7 %) et au nord de la circonscription : Adelebsen (60 %) et Bovenden (52,2 %). Bien qu'elle soit faible, l'audience de la liste conduite par Rita Süßmuth ne s'effondre pas et se trouve même majoritaire à l'est du Wahlkreis : Gieboldehausen (51,5 %) et Duderstadt (49,2 %, devançant de 10 points le SPD).

Les Verts subissent une forte baisse de leur audience mais leur assise dans la circonscription reste supérieure à la moyenne fédérale (respectivement 10,6 % et 6,7 %), traduisant ainsi une forte influence de ce parti, notamment dans la ville de Göttingen, où la liste conduite par Jürgen Trittin, actuel ministre de l'Environnement), obtient un de ses meilleurs résultats (16,1 %). En revanche, le parti libéral n'est pas en position de force : il accuse une forte chute de ses résultats et détient un score moyen, 6,6 % (moyenne fédérale : 6,1 %). Le PDS, quant à lui, touche 1,7 % des électeurs, score relativement élevé pour l'Ouest, mais très bas par rapport à l'Allemagne de l'Est, d'autant plus que sa progression depuis 1994 est nulle. Ses scores sont particulièrement faibles à proximité immédiate de la frontière (Duderstadt : 0,5 %) ; seule la ville de Göttingen dépasse 2 % (2,6 %). Enfin, l'extrême droite recueille des résultats très minces : inférieurs à 0,7 %.

Ainsi, la circonscription de Göttingen remplace au pouvoir la CDU par le SPD, comme dans la majeure partie de l'Allemagne, mais trois spécificités se détachent :

— la ville de Göttingen s'affirme comme une zone d'influence privilégiée pour les Verts ; le SPD y obtient un score élevé, tout comme le FDP et le PDS ; la CDU y est bien plus affaiblie. Les caractères urbain et/ou universitaire semblent particulièrement favoriser les Verts, et, dans une moindre mesure, le SPD et le PDS ;

— le nord de la circonscription, plus intégré à la région de Basse-Saxe, détient des scores très favorables au SPD et l'est de la circonscription, frontalier de l'ex-RDA et à proximité d'Eichsfeld, donne la majorité à la CDU. Les caractères géographiques tels que la distance par rapport à la frontière et la position vis-à-vis de territoires régionaux et locaux particuliers semblent jouer un rôle sur les comportements électoraux ;

— la circonscription est convoitée aux mandats directs par des candidats connus motivés par la recherche — et à un moment donné — la pratique du pouvoir au plus haut niveau. La popularité de ces « têtes d'affiche » est ainsi mise en avant.

3.2. Les électeurs de la circonscription électorale de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt

Une circonscription double

La circonscription électorale de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt est constituée des deux Landkreis d'Eichsfeld et de Nordhausen : le Wahlkreis et le Landkreis ne coïncident pas, puisque seule l'addition des deux Landkreis permet au nombre d'inscrits de se placer à plus ou moins 33,3 % de la moyenne des Wahlkreis et se rapprocher ainsi, par exemple, de celui du Wahlkreis de Göttingen. Le Landkreis de Nordhausen ne comprend que 79 865 inscrits en 1998, ce qui est insuffisant pour composer à lui seul une circonscription électorale ; il en est de même pour le Landkreis d'Eichsfeld (dont dépendent Worbis et Heiligenstadt) et ses 87 165 inscrits. Néanmoins, le nombre d'inscrits

dans la circonscription est de 167 030, soit 76 % du corps électoral potentiel du Wahlkreis Göttingen. L'« égalité numérique » n'est pas atteinte. Cette situation, plus complexe qu'à Göttingen, apparaît pourtant limpide en comparaison du découpage des autres circonscriptions électorales de Thuringe. La circonscription de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt est ainsi composée de deux territoires distincts alors que celle de Göttingen correspond au seul territoire du Landkreis. Cette « manipulation spatiale » se comprend tout à fait selon la logique démographique, mais peut aussi entraîner des conséquences sur le plan électoral... Les deux Landkreise en effet disposent de caractéristiques différentes.

Le Landkreis d'Eichsfeld comprend 116 310 habitants en 1997, soit 87 165 inscrits en 1998 qui se répartissent sur 96 communes (que l'Office régional de Thuringe de la statistique nomme Gemeinde), de 71 inscrits pour Eichstruth à 13 161 pour la ville de Heilbad-Heiligenstadt), selon un nombre moyen d'inscrits par commune de 908. La densité de population est de 124 hab/km² et les principales villes, outre Heiligenstadt, sont Leinefelde (10 810 inscrits) et Worbis (4 208 inscrits). Dans cette zone rurale, la surface agricole utile est de 49 293 hectares et le nombre d'exploitations agricoles de 442 (soit une moyenne de 111,5 hectares par exploitation agricole) en 1997. L'agriculture emploie 3 % des travailleurs, le secteur secondaire 42,3 % et le tertiaire 53,7 % ; le taux de chômage officiel en 1997 frôle les 20 % (19,6 %), soit 10 501 chômeurs, dont 58,2 % sont des femmes. La majorité de la population est de confession catholique.

En ce qui concerne le Landkreis de Nordhausen, la population dépasse à peine les 100 000 habitants (en 1997 : 100 743) et le corps électoral est de 79 865 inscrits en 1998 pour 38 communes, soit 2 101 inscrits par commune : de 86 inscrits pour Eetzelsrode à 37 080 dans la ville de Nordhausen. Cette dernière, en tant qu'unique ville importante du Landkreis, y dispose d'une position centrale. La densité de la population est de 142 hab/km² et mise à part la ville de Nordhausen, le Landkreis fait figure d'espace rural. L'agriculture emploie 3,7 % des travailleurs dans 217 exploitations agricoles occupant une surface agricole utile de 36 642 hectares (soit 169 hectares par exploitation, en moyenne), le secteur secondaire 33,6 % et le tertiaire, avec 62,7 %, domine plus nettement qu'à Eichsfeld. Le taux de chômage officiel s'élève à 23,5 % de la population active, soit 10 863 demandeurs d'emploi, dont 54,8 % sont des femmes.

La population globale de la circonscription électorale Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt se monte à 217 100 habitants au 31 décembre 1997, soit une perte de 3 100 personnes en trois ans. Le solde migratoire et le bilan naturel sont négatifs (respectivement - 3,1 pour mille et - 2,7 pour mille).

Des comportements électoraux contrastés.

Lors de la dernière élection fédérale, le fort taux de participation (83,5 %), en particulier dans le Landkreis d'Eichsfeld, ne remet pas en cause la position de la CDU : celle-ci conserve au mandat direct son siège au Bundestag. Manfred Grund est réélu avec 40,1 % des premières voix, mais le score de la CDU est en nette régression depuis 1990 : 56,6 % en 1990, 51,4 % en 1994) ; 1998 est l'échéance où le candidat CDU n'acquiert pas la majorité absolue. La carte 106 de l'Atlas électoral témoigne de l'enclave pro-CDU de la circonscription, isolat au milieu d'une zone d'influence socio-démocrate marquée.

Pour les deuxièmes voix, la CDU est le premier parti de la circonscription, avec un score de 36,5 %, plus élevé que dans l'Allemagne unie (35,1 %) mais surtout qu'en Thuringe (28,9 %). Le SPD est devancé de peu, avec un score de 33,3 %, plus faible qu'aux échelons territoriaux supérieurs. Ces observations doivent être nuancées au regard de l'hétérogénéité des deux Landkreise. Le Landkreis d'Eichsfeld semble être un bastion de la CDU depuis la réunification. Par exemple, en 1990, dans la commune d'Eichsfeld, la CDU jouissait d'un résultat sans équivoque : 61,8 % des suffrages exprimés en sa faveur, loin devant le SPD (17 %), le PDS (12 %) ou les Verts (3,5 %). En 1998, dans le Landkreis d'Eichsfeld, la CDU recueille une large majorité relative : 45,8 %. Le SPD, avec un score de 29 % et le PDS à 11,4 %, sont clairement devancés. Le schéma inverse se produit dans le Landkreis de Nordhausen : le SPD domine le scrutin (38,3 %) mais de manière moins flagrante que la CDU à Eichsfeld, notamment parce qu'il est fortement concurrencé sur sa gauche par le PDS (21,7 %) qui rattrape quasiment la CDU (25,9 %). Le PDS est la troisième force politique de la circonscription réunissant les deux Landkreise, en plein essor (de 5,7 % en 1990 à 16,2 % en 1998, ses résultats sont toutefois inférieurs à ceux de la Thuringe (21,2 %) du fait de la plus faible implantation du parti dans le Landkreis d'Eichsfeld : 11,4 % apparaît comme un score décevant à l'Est pour cette formation politique surtout si on le compare à celui de Nordhausen (21,7 %).

Dans les deux secteurs du Wahlkreis, l'homogénéité des scores des Verts et du FDP se traduit par la faiblesse de leurs résultats d'autant plus douloureuse qu'elle se double de leur baisse continue depuis 1990 : de 4,6 % à 3 % pour les Verts et de 12,6 % (année où le libéralisme s'annonçait aux Allemands de l'Est comme l'alternative à suivre) à 3,2 % pour le FDP. Apparemment, ces deux partis n'ont pas réussi, jusqu'à présent, leur implantation du côté oriental. L'extrême droite, incarnée dans la circonscription par les Republikaner (1 %) et la DVU (3,1 %) n'est pas en position de force bien que la DVU dispose d'un résultat qu'elle peut juger satisfaisant (surtout dans le Landkreis de Nordhausen : 3,4 %) au vu des scores en Thuringe (moyenne régionale de 2,9 %), mais surtout en Allemagne (moyenne fédérale : 1,2 %) ; ce qui lui permet d'être la première force d'extrême droite dans la circonscription. Néanmoins, l'extrême droite ne réussit pas réellement à mobiliser ou à conquérir les électeurs.

Ainsi la circonscription électorale de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt est à la fois représentative et originale. Circonscription de l'Est, elle obéit à la dynamique touchant les territoires orientaux, en particulier dans le Landkreis de Nordhausen : la situation démographique, sociale, économique (...) se traduit sur le plan politique par le rejet de la CDU, la progression du SPD, la montée en puissance du PDS, l'échec des idéologies écologiques et libérales, une extrême droite latente. Les comportements électoraux du Landkreis de Nordhausen s'inscrivent dans la particularité des enjeux de l'ex-Allemagne de l'Est. Le Landkreis d'Eichsfeld semble au contraire chercher à (re)conquérir une identité particulière en s'affranchissant de la frontière, au risque de nier son appartenance orientale notamment par une adhésion limitée au PDS, et surtout un soutien assuré à la CDU, malgré une baisse de son score. La droite traditionnelle s'appuie sur un électorat fortement catholique qui peut voir en elle l'opportunité de voir représentés par un élu local ses attentes plus conservatrices, mais aussi pourquoi pas son sentiment de différence et d'isolement.

La réunion au sein d'une même unité administrative à vocation électorale de deux territoires caractérisés par des comportements électoraux très divergents est problématique. Avec le choix de ce découpage, un pouvoir de représentation s'exerce sur l'ensemble de la circonscription alors qu'il n'a été légitimé que par une des deux parties de cet ensemble. Bien évidemment, chaque découpage électoral entraîne de tels effets, mais dans ce cas, les contrastes sont particulièrement tranchés et suscitent des interrogations quant aux intérêts des acteurs politiques, les formations politiques et les auteurs d'un découpage favorable à la CDU, qui légitimée essentiellement par le territoire d'Eichsfeld, représente au Bundestag la circonscription dans son entier... En revanche, il est délicat d'accuser cette décision de « gerrymandering », c'est-à-dire de manipulation volontaire à des fins électoralistes ; mais simplement, il s'agit d'observer que cet espace d'agrégation fait preuve d'hétérogénéité. Si le découpage le plus pertinent permet la plus grande homogénéité statistique au sein de ses zones, celui de la circonscription 296 semble loin de respecter une variabilité interne faible et « les inégalités géographiques impliquent un irrespect de la fonction de représentation » (Bussi, 1998)...

3.3. Les représentations des partis politiques

Les entretiens avec les responsables locaux de la plupart des principales forces politiques des deux circonscriptions ont permis d'aller plus en avant dans l'analyse ; toutefois plusieurs limites doivent être signalées. Le choix des interlocuteurs privilégiés s'est orienté vers les grands partis comme la CDU et le SPD, ainsi que vers les petits partis représentés au Parlement fédéral : les Verts, le Parti libéral et le Parti communiste, soit les formations démocratiques exerçant le pouvoir au niveau fédéral ; ce qui exclut les partis d'extrême droite et les très petites formations aux scores très faibles. Ce choix a dû être amputé des partis politiques qui n'ont pas pu répondre pour raison de non-disponibilité ou d'absence des responsables locaux : le SPD et le FDP. Les experts interrogés sont les suivants :

— à Göttingen :

SPD : pas de communication de réponses,

CDU : Rita Süßmuth, députée de la circonscription (deuxième voix), ancien ministre et ancienne présidente du Bundestag de 1988 à 1998,

Die Grünen : Torsten Böhmer,

PDS : Mathias Neuman,

FDP : pas de communication de réponses.

— à Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt (bureaux à Nordhausen) :

SPD : pas de communication de réponses,

CDU : Maik Schröter,

Die Grünen : Manfred Dietl,

PDS : responsable du Bureau de la circonscription,

FDP : pas de communication de réponses.

La première information réside dans le fait que les bureaux locaux des formations politiques, petites ou grandes, ne disposent pas (ou le prétendent) de données à l'échelle du Wahlkreis, en particulier en ce qui concerne la composition de leur électorat : seules sont mises (parfois) en avant, par exemple par la CDU, des données générales issues de sondages sans références géographiques (CDU Nordhausen), notamment tirées de l'Internet, ou d'analyses globales et descriptives des élections fédérales (CDU Göttingen) : *Analyse der Bundestagswahl vom 27. September 1998*, Interne Studien Nr. 173/1998, Bereich Forschung und Beratung, Konrad Adenauer Stiftung, Bonn.). Certains experts sont en mesure d'estimer la composition de leur électorat (CDU, PDS et Verts de Nordhausen), d'autres justifient leur manque d'informations du fait de leur petite structure (PDS Göttingen) ou n'essaieront pas (CDU Göttingen). À l'Ouest, seuls les Verts communiquent des données précises, mais pas pour l'ensemble de la circonscription, uniquement pour la ville de Göttingen (où leurs scores sont les plus hauts). Dévoiler des informations peut apparaître embarrassant, problématique ou dangereux pour certains responsables, ainsi sont quelquefois restées sans réponses les questions « sensibles », par exemple celles touchant aux projets du parti, aux résultats, surtout quand ils sont mauvais ou médiocres et les justifications de ces scores... mais en règle générale, les responsables se sont prêtés au jeu, même si la raison du manque d'information, sans doute en grande partie réelle, est parfois une excuse facile.

La CDU

— Composition et comportements de l'électorat : quels changements ?

Que ce soit dans une circonscription ou dans l'autre, la CDU est en net recul depuis 1990 : - 8,6 points depuis la réunification dans la circonscription de Göttingen et - 19,3 points à Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt. Incontestablement, la CDU souffre d'une perte de confiance à l'égard de l'ensemble de sa structure et de l'usure du gouvernement Kohl bien qu'elle ne s'effondre pas réellement à Göttingen et qu'elle demeure le premier parti à Eichsfeld. La « clientèle » classique, fidèle de la CDU, comme l'expriment ses responsables, se trouve parmi les agriculteurs, les artisans, les commerçants, les professions libérales et les chefs d'entreprise, tandis que les électeurs abandonnant le parti sont davantage les ouvriers, les employés et surtout les chômeurs, principal problème du parti, d'autant plus que le taux de chômage est élevé dans les deux circonscriptions ! Les plus de 60 ans font partie de l'électorat privilégié, et le fait que la circonscription de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt soit composée d'une population vieillie facilite la stabilité du parti. La CDU de Nordhausen veut en outre beaucoup espérer dans le fait que les moins de 35 ans leur seraient de plus en plus favorables tandis que le bureau de Göttingen regrette la forte présence d'électeurs-étudiants depuis que ces derniers votent dans leur ville d'études. Par ailleurs, la piste de l'influence de la religion sur le vote est principalement avancée par le parti, notamment à Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt (où le Landkreis d'Eichsfeld, enclave catholique, propulse la droite traditionnelle à des scores très élevés ; s'opposant au Landkreis de Nordhausen, où les personnes sans confession sont majoritaires). À l'intérieur de la zone d'étude, les territoires sont d'autant plus favorables à la CDU qu'ils sont ruraux (le Landkreis d'Eichsfeld offre à la CDU son

meilleur score, devant le Landkreis de Nordhausen, et bien sûr devant la circonscription de Göttingen), du moins à l'échelon du Landkreis, car au niveau communal, si la tendance se vérifie pour la ville de Göttingen (CDU : 26,3 %), elle n'est pas exacte dans la circonscription, où Rosdorf, Bühren ou Jühnde possèdent des résultats similaires avec un nombre d'inscrits, respectivement de 8 643, 473 et 806 ; et dans le Landkreis d'Eichsfeld, des scores très bas, entre 17,2 % et 21,6 %, s'observent à Asbach-Sickenberg (93 inscrits), Bockelnhagen (384 inscrits), Buhla (535 inscrits) ou Dietzenrode/Vatterode (108 inscrits). La corrélation s'affaiblit avec un échelon plus précis. Ainsi, le principal changement dans la composition de l'électorat réside dans celle des lourdes pertes, principalement des classes moyennes et des chômeurs, à côté desquelles perdure un électorat partisan.

D'un côté de la frontière comme de l'autre, la CDU estime que la mobilité géographique des électeurs n'explique pas ses résultats car « la main-d'œuvre n'est pas flexible comme aux États-Unis et n'est pas prête à traverser le pays pour du travail ». À Göttingen, la mobilité résidentielle de la population est surtout incarnée par les étudiants, et à Nordhausen, davantage par les jeunes cherchant du travail à l'Ouest, et parfois leur retour ; leur présence ou leur absence dans la circonscription joue certainement sur l'évolution des résultats. À Göttingen, d'après la CDU, le lien de l'électorat avec le territoire local ou régional s'exerce simplement dans le choix d'un député de la circonscription, préférant lui confier les dossiers plutôt que de les déléguer à un pouvoir lointain, Bonn ou Berlin. Le bureau de Nordhausen, tout en soulignant l'importance des critères fédéraux pour l'élection du Bundestag, notamment l'influence conséquente des médias sur l'électeur, caractérise ce lien au territoire, davantage comme une identité collective, soit à l'égard de la région de Thuringe, sentiment aussi fort que les Bavarois pour leur région (« on est de Thuringe comme on est de Bavière »), que porte particulièrement le Landkreis de Nordhausen, soit, pour le Landkreis d'Eichsfeld, indubitablement, un attachement à la *Heimat*.

— Comportements électoraux et propositions du parti

Ce lien au territoire est utilisé comme argument lors de la désignation du candidat à la députation, ainsi, le bureau de Göttingen, après une préélection, choisit Rita Süßmuth, qui présente plusieurs atouts : originaire de Göttingen (où elle enseigne le droit à l'Université), avec l'expérience du pouvoir (déjà députée, ministre et présidente du Bundestag) et connue du grand public. Apparemment, ses critères avantageux ne suffisent pas pour garantir la victoire. À l'Est, le lien avec la circonscription est privilégié, suivi de la popularité du candidat : c'est Manfred Grund, député sortant, catholique, originaire d'Eichsfeld qui représente, victorieusement, son parti. Il est le seul député CDU par mandat direct, de la région.

Les compétences économiques restent, d'après la CDU, leur premier atout, complétée par ses capacités en matière de politique européenne (réponse sans doute motivée par le bon score du parti aux élections européennes de juin). Les électeurs de l'Est sont jugés sans expérience de la démocratie, et se trouvant dans une situation extrême, alors qu'à l'Ouest, le « marché » est déjà en place, les comportements déjà établis. Face à ce constat, les liens entre l'Est et l'Ouest sont quasi inexistantes entre les bureaux de la CDU. La structure de Göttingen, avec 2 700 membres (pour 95 000 en Basse-Saxe et 700 000 en Allemagne) se place dans une optique communale, après sa victoire à la mairie

de Göttingen, en coalition avec le SPD, et celle de Nordhausen (700 membres)-Eichsfeld (2 500 membres) (pour 17 500 membres en Thuringe), incitée par l'élection de son député au Parlement européen, vise l'amélioration de son score et à nouveau la victoire du Wahlkreis. La CDU s'inscrit dans une logique de reconquête du pouvoir.

Die Grünen-Bündnis 90 — Circonscription de Göttingen

— Composition et comportements de l'électorat : quels changements ?

Les Verts obtiennent leurs résultats les plus élevés de la zone d'étude dans la ville de Göttingen depuis 1990 (11,3 %) en progression (1998 : plus de 16 %) et estiment que leur électorat leur est fidèle (plus de 70 % de réélecteurs). Selon leurs sources, le parti séduit dans la ville 18 % des électrices, 21 % des 18-35 ans et 20 % des 35-50 ans (score qui décroît avec l'âge des électeurs : seulement 8 % des 50-65 ans et 2 % des plus de 65 ans), 20 % des protestants et 20 % des personnes sans confession (mais à peine 5 % des catholiques). Les catégories socioprofessionnelles les plus présentes dans leur audience sont les universitaires (25 % d'entre eux votent Verts), les agriculteurs (20 % d'entre eux, mais dans un espace urbain, où le nombre d'agriculteurs est faible, les proportions en pourcentage masquent particulièrement les valeurs brutes), les professions libérales et les fonctionnaires (respectivement 15 % et 10 % d'entre eux s'expriment en faveur des Verts). Les employés, les ouvriers et les chômeurs échappent au parti écologiste (à peine 2 % de chaque catégorie citée vote pour les Verts) qui ne semble pas répondre à leurs yeux, à leurs préoccupations. Ainsi, les caractères urbain et universitaire semblent conditionner le vote écologiste. Les étudiants sont une audience privilégiée du parti qui a davantage d'importance depuis que les étudiants votent dans la ville de leurs études (depuis 1994, les étudiants souhaitant voter dans leur circonscription d'origine sont davantage imposés). Ainsi, pour les Verts, c'est la composition de l'électorat qui évolue, plus que les comportements des électeurs : le comportement écologique est maintenant installé (tri sélectif, déplacements en vélo...), l'électorat compte désormais une part en progression de classes moyennes et l'apport migratoire d'étudiants reste un atout.

Cette forte présence d'étudiants dans l'électorat se distingue ainsi par leur origine géographique extérieure au Landkreis : provenance régionale mais surtout interrégionale. Ainsi, seulement le tiers de l'audience des *Grünen* est originaire de la circonscription. Les électeurs des Verts sont ainsi caractérisés par une mobilité géographique assez forte que le parti considère comme jouant un rôle dans les résultats et les comportements électoraux. Néanmoins la mobilité géographique de la population électorale n'exclut pas un certain lien au territoire, principalement la ville de Göttingen, puis la région de Basse-Saxe qui peut être un critère de décision pour certains électeurs, outre l'échelon fédéral, lors des élections fédérales.

— Comportements électoraux et propositions du parti

Pour les Verts, les deux principales raisons du choix de leurs électeurs sont, tout d'abord, l'option stratégique pour permettre un changement de gouvernement, en exclure

la CDU en favorisant une coalition rouge-verte ; puis l'adhésion au programme et aux valeurs qu'il véhicule : l'écologie et les réformes sociales. L'électeur « occidental », en effet, est intégré à une longue tradition démocratique ; sa fidélité et sa pratique du vote favorisent la stabilité des petites formations. À l'Est, l'existence des petits partis est compromise par la flexibilité de l'électorat. Ainsi, à un Ouest où le vote s'inscrit dans un mouvement traditionnel, durable, s'oppose un Est novice s'orientant uniquement vers les grandes formations.

La structure du parti repose sur 50 000 membres sur le territoire fédéral, dont 5 500 dans le Land de Basse-Saxe et 320 dans la circonscription. Ses liens avec les bureaux voisins de l'Est sont négligeables ; il n'y a pas de travail commun. La sélection du candidat à l'élection fédérale se réalise tout d'abord selon les critères de la popularité du candidat, puis de sa position au sein du parti, notamment dans l'aile « droite » ou « gauche » et « real » ou « fundis », enfin de ses compétences. Le choix de Jürgen Trittin, figure emblématique du parti et de l'écologie fondamentaliste, vise à jouer particulièrement sur la personnalité et l'effet notabiliaire. Les membres du bureau s'attachent désormais à réfléchir sur une réforme de l'identité propre du parti, dont la donne a changé : participation au gouvernement, conquête de la vice-chancellerie, participation active au sein de l'OTAN à l'action militaire au Kosovo. La situation du parti est très différente plus à l'Est...

Die Grünen-Bündnis 90 — Circonscription de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt

— Composition et comportements de l'électorat : quels changements ?

Les résultats de Bündnis 90-Die Grünen sont loin d'être aussi bons qu'à Göttingen ; la proportion est tout autre : 4,6 % puis 3,6 % et enfin 3 % pour les trois élections fédérales. Si dans un premier temps, les électeurs ont pu être attirés par cette « nouvelle » force politique, les espoirs quant à la fidélisation de l'électorat se trouvent bien rapidement compromis ; le taux de réélecteurs est faible, de l'ordre de 50-60 %, estime le bureau local. La composition démographique, sociologique, professionnelle (...) de l'électorat devient très délicate à estimer. Les handicaps mis en avant par le parti sont liés à la composition particulière du corps électoral. Tout d'abord le chômage, devenu très haut depuis la réunification (taux de chômage officiel dans la circonscription, touche entre un actif sur cinq et un actif sur quatre, spécialement les femmes, contre lequel le parti des Verts ne semble pas le mieux disposé à combattre ; mais aussi l'âge élevé de l'électorat de la circonscription, le rendant plus réfractaire aux idées véhiculées par l'Ouest, phénomène d'autant plus aggravant que le nombre de jeunes électeurs chute à cause d'un bilan naturel négatif, comme d'un solde migratoire négatif touchant particulièrement les jeunes (20 % dont un quart serait ensuite revenu, d'après le parti. Malheureusement, il est très difficile de mesurer les migrations et d'examiner davantage cette thèse) et d'un désintérêt croissant à l'égard de la sphère politique. Paradoxalement, un tiers des électeurs en 1998, proviendrait de l'Ouest. La mobilité géographique et sociale de l'électorat semble être un

élément explicatif des résultats et des comportements électoraux. En outre, l'évolution des enjeux rentre en considération ; ainsi, le désir de démettre de ses fonctions le gouvernement CDU-CSU s'est polarisé sur les partis étant capables d'incarner le changement et la protestation, le SPD et le PDS ; la possibilité de coalition rouge-verte n'a pas été envisagée comme solution alternative, parce qu'elle est nouvelle, qu'elle s'appuie sur un parti écologique n'ayant pas fait ses preuves à l'Est et sans doute aussi parce que les Verts n'ont pas su mettre en avant leurs qualités pour répondre aux enjeux orientaux comme le chômage. Face à la recherche d'un emploi, les problèmes environnementaux sont perçus comme secondaires. L'opposition à la construction de l'autoroute reliant Nordhausen aux anciens Länder, en privilégiant la notion de tourisme, a certainement renforcé localement l'impression d'une absence de thèmes mobilisateurs. L'échelon local n'est sans doute pas négligeable dans le choix des électeurs même pour l'élection fédérale ; opinion non partagée par le bureau local, qui n'accorde de l'importance qu'aux critères fédéraux et stratégiques : quel parti sera le vainqueur à Bonn...

— Comportements électoraux et propositions du parti

Cette logique se traduit par le choix des candidats, selon leur « libre volonté » et leur notoriété, laissant libre la possibilité de « parachutage ». Les différences des comportements électoraux entre l'Est et l'Ouest sont jugées avec amertume en la faveur de l'Ouest, où le parti est enraciné : à un Ouest où les citoyens participent pour être représentés à Bonn, s'oppose un Est où beaucoup d'Allemands sont apolitiques, éprouvant peu d'intérêt à l'égard du domaine politique, et centrés sur les problèmes liés au chômage. Face à cela, la structure locale est très modeste ; elle compte 42 membres (dont la moitié à Nordhausen) dans la circonscription et 600 dans l'ensemble de la Thuringe. Les liens avec les bureaux de l'Ouest sont ponctuels, selon des thèmes particuliers comme la construction de l'autoroute contre laquelle fut organisée une manifestation avec les Verts de Göttingen. Le bureau local s'estime perçu par son électorat comme « nécessaire, actif et compétent » et espère mener une politique d'opposition active de « proximité » lors des prochaines élections régionales de Thuringe, si les résultats le permettent. Si les résultats ne décollent pas de ce « plancher », les objectifs se résumeront à entretenir la structure et à créer un lieu d'assistance et d'entraide. La faiblesse — avouée — des Verts est liée aux thèmes présentés dans leur programme, tels l'environnement, le tourisme, des revendications pacifistes et la politique des droits de l'homme ; thèmes sans doute ressentis comme nouveaux et « importés » de l'Ouest sans adaptation aux spécificités régionales et locales des territoires de l'Est. En affichant son pessimisme, le responsable local évoque le fossé séparant deux mondes différents.

Le PDS — Circonscription de Göttingen

— Composition et comportements de l'électorat : quels changements ?

Depuis 1990, le score du parti a gagné un point, pour se maintenir à 1,7 % des suffrages exprimés et s'appuie sur un électorat jugé particulièrement fidèle (80 % de réélecteurs). Bien que ses résultats soient meilleurs que dans une bonne partie de l'Ouest de l'Allemagne, le PDS n'exerce une influence dans la circonscription que très limitée :

moins de 2 900 électeurs en 1998. Il est donc difficile, à partir d'un corps électoral aussi mince, d'en évaluer la composition et ses éventuelles modifications, d'autant plus que le nombre d'électeurs n'a pas décollé. La mobilité résidentielle des électeurs, notamment des étudiants, ne semble pas influencer sur les résultats du PDS, car celui-ci avoue que les étudiants lui sont, jusqu'à présent, généralement indifférents. Néanmoins, la « clientèle » recherchée est un public jeune, sans confession, mais surtout sensible à la politique antimilitariste et à la protestation. En outre, la spécificité régionale est considérée comme importante pour les élections fédérales car un lien identitaire unit l'électeur à sa région.

— Comportements électoraux et propositions du parti

Ainsi, ce caractère géographique est pris en compte par le parti lors de la détermination des candidats selon le mandat direct pour lequel le candidat doit provenir de la circonscription ou selon la liste régionale : ainsi, face à une concurrence jugée difficile, qu'incarnent les personnalités médiatiques de Jürgen Trittin et Rita Süßmuth, Heidi Lippmann est la candidate en 1998 pour le mandat direct de la circonscription de Göttingen et en première position sur la liste régionale, par l'intermédiaire de laquelle elle siège au Bundestag.

Les relations avec les bureaux de l'Est sont minces, motivées par l'aide matérielle et les conseils que les responsables des bureaux orientaux, plus puissants, accordent lors des « combats électoraux » aux 55 membres de la circonscription (pour 450 membres en Basse-Saxe et 100 000 dans toute l'Allemagne). L'électorat de l'ex-RDA y est perçu comme âgé, dans des circonscriptions à démographie vieillie. Le PDS cherche, au moins à l'Ouest, à se construire une identité autre qu'orientale, tout d'abord en prenant de la distance avec l'Est et les images négatives qui lui sont collées (PDS = SED = dictature ou encore PDS = RDA = passé), mais aussi en se positionnant bien à gauche sur l'échiquier politique, par exemple en s'associant avec le DKP, et en menant une contre-politique (*Die Gegen von*) dont les thèmes principaux sont la politique contre la guerre, contre la misère, contre la crise sociale... dans la perspective d'acquérir une image alternative, « comme ont pu la posséder les Verts à leurs débuts », pour capter sur leur gauche les déçus des Verts (dont Heidi Lippmann faisait partie jusqu'en 1987) ou du SPD. Le PDS est pourtant conscient que la comparaison avec les Verts a des limites, en particulier dans l'absence d'histoire du PDS à l'Ouest alors que le parti écologiste a bénéficié du mouvement écologique, *Ecobewegung*. Il ne s'agit pas non plus de « tuer le père », ayant la possibilité d'exercer une activité parlementaire, mais de se placer dans une stratégie de différence et de protestation.

Le PDS — Circonscription de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt

— Composition et comportements de l'électorat : quels changements ?

Le PDS de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt, attire de plus en plus d'électeurs : 16,2 % des électeurs en 1998, malgré la plus faible implantation du parti dans le Landkreis d'Eichsfeld : 11,4 % contre 21,7 % dans le Landkreis de Nordhausen. Dans l'ensemble, le taux de fidélité de l'électorat est très haut. Le parti définit le profil de son corps électoral avec ses points forts chez les jeunes, mais surtout les plus de 50 ans, ainsi que les

personnes sans appartenance religieuse, les chômeurs, les employés et dans une moindre mesure les universitaires. L'affirmation grandissante de l'influence du parti trouve son origine dans le changement des comportements électoraux, en particulier dans le fait qu'à l'électorat traditionnel, les « habitués » (dont les nostalgiques), se mélange depuis 1994 un électorat de protestation ; surtout que la composition sociologique, professionnelle, ou encore résidentielle des électeurs, est guère mobile.

— Comportements électoraux et propositions du parti

Le rôle, dans le vote, du lien entre l'électeur et le territoire s'exprime, d'après le PDS, dans le lien qui unit le citoyen avec la ville, comme lieu de travail et de formation. D'ailleurs, le programme du parti s'appuie sur la résolution des problèmes spécifiques à l'ancienne Allemagne de l'Est et spécifiques aux villes, comme l'existence menacée des jardins d'enfants, des écoles, de la culture (théâtre, sports...), sans oublier la lutte contre le chômage, principal fer de lance du SPD, qui promet du travail à ses électeurs. L'accent est ainsi mis sur les questions sociales qui touchent l'ex-RDA, et la tentative d'y répondre en s'inspirant de ce qu'a pu apporter le socialisme d'avant la réunification. Le parti prétend même chercher une « voie médiane », à la croisée du capitalisme et du socialisme et rejette de fait l'image d'ancien SED qui ne le quitte pas, surtout à l'Ouest. Et bien que les relations entre les bureaux de la circonscription (plus important : 750 membres) et celle de Göttingen s'organisent rarement, le PDS désire accroître son influence en ex-RFA, en s'appropriant, par exemple, l'aile gauche perdue des Verts. L'enjeu est l'obtention d'un groupe parlementaire plus puissant au Bundestag, pour faciliter la transition d'une politique de protestation à une politique de responsabilités. Pourtant la stratégie implicite du PDS ne réside-t-elle pas dans le fait de consolider sa présence à l'Est, d'affirmer son identité orientale et régionale ? Les possibilités de pouvoir s'offrent à l'échelon régional et non pas fédéral, où une coopération ou une coalition PDS-SPD est hautement improbable, tandis qu'elle existe déjà dans les nouveaux Länder (Mecklembourg-Poméranie antérieure et Saxe-Anhalt). C'est bien l'enjeu que se fixe le PDS de Thuringe (12 000 membres), qui se contente pour l'instant d'être dans l'opposition régionale face à une coalition SPD-CDU.

Synthèse

En définitive, les comportements électoraux à l'Ouest paraissent davantage caractérisés par une fiabilité dans le temps, une pérennisation. Ainsi, le PDS et les Verts font état de la fidélité de leur électorat et la CDU, malgré l'« *Einbruch* » de 1998 (que l'on peut traduire par effraction, offensive, cambriolage), conserve un électorat partisan classique. L'Est est davantage régi par une évolution de la composition de l'électorat puisque celle de la population a elle-même changé, particulièrement dans la rapide augmentation du nombre de chômeurs, mais surtout par un net changement des comportements électoraux : se développe un vote de protestation et de méfiance à l'égard de la politique conduite jusqu'à présent. Ainsi, sont boudés les partis traditionnels de l'Ouest qui sont perçus comme incapables de changer la situation : CDU, FDP et les Verts. Seul parti occidental à bénéficier de la situation, le SPD, incarnant l'opposition fédérale et

l'alternative, est appelé au pouvoir, pour permettre le changement. Mais le PDS devient un parti fort grâce au soutien des plus mécontents et de ceux qui ne font confiance qu'à une formation politique orientale pour résoudre les problèmes spécifiques de l'Allemagne de l'Est. Les partis victimes de cette dynamique électorale jugent les électeurs de l'ex-RDA comme sans expérience de la démocratie, apolitiques ou avec des comportements novices et extrêmes : flexibles et polarisés par peu de partis, alors qu'à l'Ouest le marché est déjà en place, intégré à une longue tradition démocratique, les comportements déjà établis, la clientèle fidèle. Enfin, la mobilité, sociale et/ou résidentielle, peut être un facteur explicatif du vote : les transformations des conditions socio-professionnelles, en particulier à l'Est, font le jeu du SPD et du PDS. La mobilité résidentielle semble être une caractéristique des électeurs des Verts.

L'identité collective liée au territoire n'est pas une donnée mesurable, pourtant, même s'ils n'en ont pas toujours conscience, les partis politiques utilisent cette caractéristique de l'électorat, notamment dans leurs programmes ou dans leurs critères de sélection des candidats, faisant ainsi preuve de réification spatiale : choisir un député originaire du « pays » pour qu'il représente ses intérêts au niveau fédéral. Les territoires référentiels sont divers mais les partis citent souvent ceux sur lesquels ils exercent, ou ont exercé (seuls ou en alliance) le pouvoir ou une forte influence : la ville, notamment pour les Verts de Göttingen, la *Heimat* pour la CDU (en évoquant Eichsfeld), la région (les Verts évoquent la Basse-Saxe et la CDU de Thuringe) et l'État pour la CDU de Göttingen, et renforce apparemment à l'Est son caractère oriental pour amplifier les (déjà forts) sentiments d'appartenance orientale et d'homogénéité culturelle des électeurs est-allemands. Le processus de réification spatiale se traduit ici par la défense des intérêts particuliers et l'opposition à un « ennemi » commun (le gouvernement Kohl).

L'identité est bien au cœur des réalités des partis politiques, en particulier de leur avenir. La CDU cherche à se racheter un leadership, par une attitude offensive des jeunes cadres ; les Verts réfléchissent à une réforme de leur identité : parti nouvellement au pouvoir, base découvrant les compromis à l'échelle fédérale et en désaccord avec la politique internationale « militariste » et à l'Est, remise en question profonde au vu des scores décevants ; le PDS tente au niveau fédéral et en particulier à l'Ouest de se construire une identité autre qu'orientale, bien à gauche, en privilégiant une contre-politique à l'Est, une expérience de responsabilisation, tout en sachant que sa force dépend de son affirmation dans les nouveaux Länder. Mais pour tous ces acteurs politiques, la construction d'une identité (d'un parti ou d'un territoire électoral) passa par la réalisation d'une œuvre, une trajectoire temporelle (du passé au futur), une marque (un nom, un logo...) et un affrontement ¹.

1. Comme le rappelle Michel Bussi dans *Éléments de géographie électorale à travers l'exemple de la France de l'Ouest*, en rapportant les propos de R. Sainsaulieu, p. 381.

Invisible mais pas indicible...

« À partir de ces passés multiples qui sont autant de futurs, la République Fédérale devra se modeler une identité, identité démocratique et par conséquent plurielle. »

A.-M. Le Gloannec, 1995 ¹

Il existe bel et bien un nouveau mur (des nouveaux murs) entre Allemands de l'Est et de l'Ouest. La frontière physique n'est plus, une « frontière invisible » semble la remplacer. Si la limite a disparu à la fois dans ses contraintes les plus évidentes et dans ses aspects culturels les plus contradictoires, « elle réapparaît souvent sous une autre forme » ² La frontière interallemande n'est pas inerte et poursuit sa vie autrement, elle « procède de cette sacralisation rituelle qui instaure deux mondes en les opposant, mais qui en même temps les régule, les différencie et les relie » ³ et puisqu'elle est elle-même vécue, elle traduit et entraîne — depuis sa création — une partition non seulement temporelle, spatiale et étatique, de même qu'économique, sociale et culturelle, mais surtout idéologique, comportementale (en particulier sur le plan politique et électoral) et identitaire. Le vote ou le comportement électoral, en tant qu'« acte culturel » « appartient bien à un système de valeurs, un contexte territorial », et forme de fait un « acte politique (...) toujours géoréférencé », car « on ne vit pas sans identité, ni territoire, et le vote est aussi l'expression, même inconsciente, d'une identité territoriale » ⁴ (Bussi, 1998), qu'elle soit liée à la *Heimat* et/ou à la limite. La frontière entre l'Est et l'Ouest ne se « voit » plus vraiment, pourtant, il suffit d'entendre ses voix...

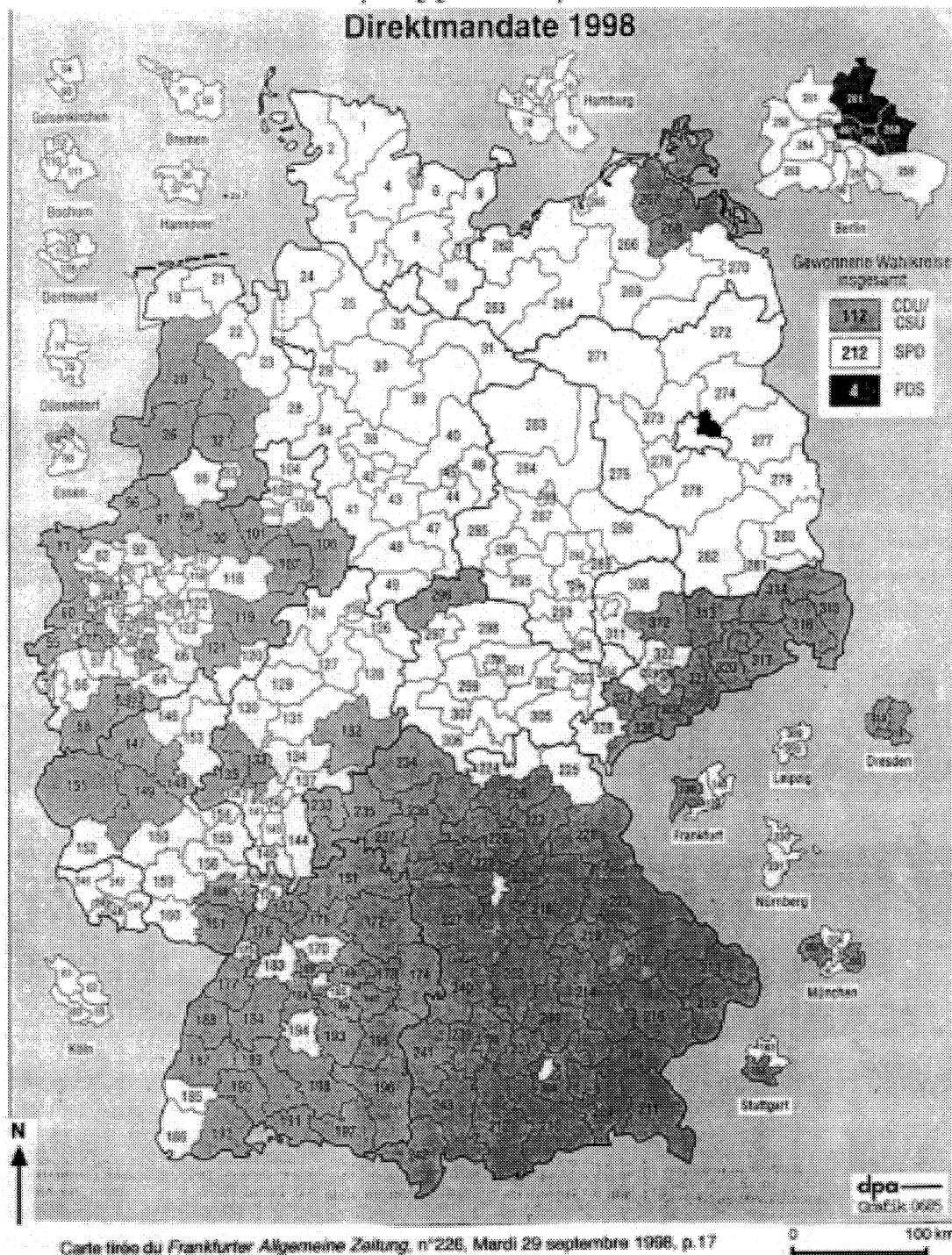
1. Le Gloannec A.-M., *L'état de l'Allemagne*, Paris, Éd. La Découverte, 1995, 349 p.

2. Bottin M., « La frontière de l'État, approche juridique et historique », in *Rencontres européennes, discontinuité et cohésion des territoires transfrontaliers*, Nice-Menton, 1995.

3. Raffestin C., « La frontière comme représentation : discontinuité géographique et discontinuité idéologique », in *Relations internationales*, n° 63, 1990, pp. 295-303.

4. Bussi M., *Éléments de géographie électorale à travers l'exemple de la France de l'Ouest*, Publications de l'Université de Rouen, 1998, 399 p.

Annexe I :
Les mandats directs lors de l'élection fédérale du 27/09/1998.
 Circonscriptions gagnées selon la première voix.



Annexe 2
Liste des circonscriptions électorales
(Wahlkreise)

Schleswig - Holstein.

- 1: Flensburg-Schleswig
- 2: Nordfriesland-Dithmarschen-Nord
- 3: Steinburg-Dithmarschen-Süd
- 4: Rendsburg-Eckernförde
- 5: Kiel
- 6: Plön-Neumünster
- 7: Pinneberg
- 8: Segeberg-Stormarn-Nord
- 9: Ostholstein
- 10: Lauenburg-Stormarn-Süd
- 11: Lübeck

Hamburg/ Hambourg.

- 12: Hamburg-Mitte
- 13: Hamburg-Altona
- 14: Hamburg-Eimsbüttel
- 15: Hamburg-Nord
- 16: Hamburg-Wandsbek
- 17: Hamburg-Bergedorf
- 18: Hamburg-Harburg

Niedersachsen / Basse Saxe.

- 19: Aurich-Emden
- 20: Unterems
- 21: Friesland-Wilhelmshaven
- 22: Oldenburg-Ammerland
- 23: Delmenhorst-Wesermarsch-Oldenburger-Land
- 24: Cuxhaven
- 25: Stade-Rotenburg-I
- 26: Mittelems
- 27: Cloppenburg-Vechta
- 28: Diepholz
- 29: Verden-Osterholz
- 30: Soltau-Fallingb.-Rotenburg-II
- 31: Lüneburg-Lüchow-Dannenberg
- 32: Osnabrück-Land
- 33: Stadt Osnabrück
- 34: Nienburg-Schaumburg
- 35: Harburg
- 36: Stadt Hannover I
- 37: Stadt Hannover II
- 38: Hannover Land I
- 39: Celle-Uelzen
- 40: Gifhorn-Peine
- 41: Hameln-Pyrmont-Holzminen
- 42: Hannover Land II
- 43: Hildesheim
- 44: Salzgitter-Wolfenbüttel
- 45: Braunschweig
- 46: Helmstedt-Wolfsburg
- 47: Goslar
- 48: Northeim-Osterode
- 49: Göttingen

Bremen / Brême.

- 50: Bremen-Ost
- 51: Bremen-West
- 52: Bremerhaven-Bremen-Nord

Nordrhein-Westfalen / Rhénanie du Nord-Westphalie.

- 53: Aachen

- 54: Kreis Aachen
- 55: Heinsberg
- 56: Düren
- 57: Erftkreis I
- 58: Euskirchen-Erftkreis II
- 59: Köln I
- 60: Köln II
- 61: Köln III
- 62: Köln IV
- 63: Bonn
- 64: Rhein-Sieg-Kreis I
- 65: Rhein-Sieg-Kreis II
- 66: Oberbergischer Kreis
- 67: Rheinisch-Bergischer Kreis
- 68: Leverkusen-Rheinisch-Bergischer Kreis II
- 69: Wuppertal I
- 70: Wuppertal II
- 71: Solingen-Remscheid
- 72: Mettmann I
- 73: Mettmann II
- 74: Düsseldorf I
- 75: Düsseldorf II
- 76: Neuss I
- 77: Neuss II
- 78: Mönchengladbach
- 79: Krefeld
- 80: Viersen
- 81: Kleve
- 82: Wesel I
- 83: Wesel II
- 84: Duisburg I
- 85: Duisburg II
- 86: Oberhausen
- 87: Mülheim
- 88: Essen I
- 89: Essen II
- 90: Essen III
- 91: Recklinghausen I
- 92: Recklinghausen II - Borken I
- 93: Gelsenkirchen I
- 94: Gelsenkirchen II - Recklinghausen III
- 95: Bottrop-Recklinghausen IV
- 96: Borken II
- 97: Coesfeld-Steinfurt I
- 98: Steinfurt II
- 99: Münster
- 100: Warendorf
- 101: Gütersloh
- 102: Bielefeld
- 103: Herford-Minden-Lübbecke II
- 104: Minden-Lübbecke II
- 105: Lippe I
- 106: Höxter-Lippe II
- 107: Paderborn
- 108: Hagen
- 109: Ennepe-Ruhr-Kreis I
- 110: Bochum I
- 111: Bochum II - Ennepe-Ruhr-Kreis I
- 112: Herne-Bochum III
- 113: Dortmund I
- 114: Dortmund II
- 115: Dortmund III
- 116: Unna I
- 117: Hamm-Unna II
- 118: Soest
- 119: Hochsauerlandkreis
- 120: Siegen-Wittgenstein I
- 121: Olpe-Siegen-Wittgenstein II
- 122: Märkischer Kreis I
- 123: Märkischer Kreis II

Hessen.

- 124: Waldeck
- 125: Kassel
- 126: Werra-Meißner-Kreis
- 127: Schwalm-Eder
- 128: Hersfeld
- 129: Marburg
- 130: Lahn-Dill
- 131: Giessen
- 132: Fulda
- 133: Hochtaunus
- 134: Wetterau
- 135: Rheingau-Taunus-Limburg
- 136: Wiesbaden
- 137: Hanau
- 138: Frankfurt I Main - Taunus
- 139: Frankfurt am Main II
- 140: Frankfurt am Main III
- 141: Gross-Gerau
- 142: Offenbach
- 143: Darmstadt
- 144: Odenwald
- 145: Bergstrasse

Rheinland-Pfalz / Rhénanie Palatinat.

- 146: Neuwied
- 147: Ahrweiler
- 148: Koblenz
- 149: Cochem
- 150: Kreuznach
- 151: Bitburg
- 152: Trier
- 153: Montabau
- 154: Mainz
- 155: Worms
- 156: Frankenthal
- 157: Ludwigshafen
- 158: Neustadt-Speyer
- 159: Kaiserslautern
- 160: Pirmasens
- 161: Südpfalz

Baden-Württemberg.

- 162: Stuttgart I
- 163: Stuttgart II
- 164: Böblingen
- 165: Esslingen
- 166: Nürtingen
- 167: Göppingen
- 168: Waiblingen
- 169: Ludwigsburg
- 170: Neckar-Zaber
- 171: Heilbronn
- 172: Schwäbisch Hall - Hohenlohe
- 173: Backnang - Schwäbisch Gmünd
- 174: Aalen-Heidenheim
- 175: Karlsruhe-Stadt
- 176: Karlsruhe-Land
- 177: Rastatt
- 178: Heidelberg
- 179: Mannheim I
- 180: Mannheim II
- 181: Odenwald-Tauber
- 182: Rhein-Neckar
- 183: Pforzheim
- 184: Calw
- 185: Freiburg
- 186: Lörrach-Müllheim
- 187: Emmendingen-Lahr
- 188: Offenburg

- 189: Rottweil-Tuttlingen
- 190: Schwarzwald-Baar
- 191: Konstanz
- 192: Waldshut
- 193: Reutlingen
- 194: Tübingen
- 195: Ulm
- 196: Biberach
- 197: Ravensburg-Bodensee
- 198: Zollernalb-Sigmaringen

Bayern / Bavière.

- 199: AltOtting
- 200: Freising
- 201: Fürstenfeldbruck
- 202: Ingolstadt
- 203: München-Mitte
- 204: München-Nord
- 205: München-Ost
- 206: München-Süd
- 207: München-West
- 208: München-Land
- 209: Rosenheim
- 210: Starnberg
- 211: Traunstein
- 212: Weilheim
- 213: Deggendorf
- 214: Landshut
- 215: Passau
- 216: Rottal-Inn
- 217: Straubing
- 218: Amberg
- 219: Regensburg
- 220: Schwandorf
- 221: Weiden
- 222: Bamberg
- 223: Bayreuth
- 224: Coburg
- 225: Hof
- 226: Kulmbach
- 227: Ansbach
- 228: Erlangen
- 229: Fürth
- 230: Nürnberg-Nord
- 231: Nürnberg-Süd
- 232: Roth
- 233: Aschaffenburg
- 234: Bad Kissingen
- 235: Main-Spessart
- 236: Schweinfurt
- 237: Würzburg
- 238: Augsburg-Stadt
- 239: Augsburg-Land
- 240: Donau-Ries
- 241: Neu-Ulm
- 242: Oberallgäu
- 243: Ostallgäu

Saarland / Sarre.

- 244: Saarbrücken I
- 245: Saarbrücken II
- 246: Saarlouis
- 247: St. Wendel
- 248: Homburg

Berlin.

- 249: Mitte - Prenzlauer Berg
- 250: Berlin-Tiergarten-Wedding-Nord-Charlottenburg
- 251: Reinickendorf
- 252: Spandau

- 253: Berlin-Zehlendorf-Steglitz
- 254: Charlottenburg-Wilmersdorf
- 255: Kreuzberg-Schöneberg
- 256: Tempelhof
- 257: Neukölln
- 258: Berlin-Friedrichshain-Lichtenberg
- 259: Köpenick-Treptow
- 260: Berlin-Hellersdorf-Marzahn
- 261: Berlin-Hohenschönhausen-Pankow-Weissensee

Mecklenburg-Vorpommern /

Mecklenburg - Poméranie antérieure.

- 262: Wismar-Gadebusch-Grevesmühlen-Doberan-Bützow
- 263: Schwerin-Hagenow
- 264: Güstrow-Sternberg-Lübz-Parchim-Ludwigslust
- 265: Rostock
- 266: Rostock-Land-Ribnitz-Damgarten-Teterow-Malchin
- 267: Stralsund-Rügen-Grimmen
- 268: Greifswald-Wolgast
- 269: Neubrandenburg-Altentreptow-Waren-Röbel
- 270: Neustrelitz-Strasburg-Pasewalk-Ückerlande-Anklam

Brandenburg.

- 271: Neuruppin-Kyritz-Wittstock-Perleberg
- 272: Prenzlau-Angermünde-Schwedt-Templin-Gransee
- 273: Oranienburg-Nauen
- 274: Eberswalde - Bernau - Bad Freienwalde
- 275: Brandenburg-Rathenow-Belzig
- 276: Potsdam
- 277: Fürstenwalde-Strausberg-Seelow
- 278: Luckenwalde-Zossen-Jüterbog-Königs Wusterhausen
- 279: Frankfurt (Oder) - Eisenhüttenstadt-Beeskow
- 280: Cottbus-Guben-Forst
- 281: Senftenberg-Calau-Spremberg
- 282: Bad Liebenwerda-Finsterwalde-Herzberg-Lübben-Luckau

Sachsen-Anhalt / Saxe Anhalt.

- 283: Altmark
- 284: Elbe-Havel-Gebiet und Haldensleben-Wolmirstedt
- 285: Harz und Vorharzgebiet
- 286: Magdeburg
- 287: Magdeburg-Schönebeck-Wanzleben-Stassfurt
- 288: Wittenberg-Gräfenhainichen-Jessen-Rosslau-Zerbst
- 289: Dessau-Bitterfeld
- 290: Bernburg-Aschersleben-Quedlinburg
- 291: Halle-Altstadt
- 292: Halle-Neustadt-Saalkreis-Köthen
- 293: Merseburg-Querfurt
- 294: Zeitz-Hohemölsen-Naumburg-Nebra

Thüringen / Thuringe.

- 295: Eisleben-Sangerhausen
- 296: Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt
- 297: Eisenach-Mühlhausen
- 298: Sömmerda-Artern-Sondershausen-Langensalza
- 299: Gotha-Arnstadt
- 300: Erfurt
- 301: Weimar-Apolda-Erfurt-Land
- 302: Jena-Rudolstadt-Stadtroda
- 303: Gera-Stadt-Eisenberg-Gera-Land II
- 304: Altenburg-Schmölln-Greiz-Gera Land II
- 305: Saalfeld-Pössa-Schleiz-Lobenstein-Zeulenrod
- 306: Meiningen-Bad Salzungen-Hildburghausen-Sonneberg
- 307: Suhl-Schmalkaden-Ilmenau-Neuhaus

Sachsen / Saxe.

- 308: Delitzsch-Eilenburg-Torgau-Wurzen
- 309: Leipzig I
- 310: Leipzig II

- 311: Leipzig-Land - Borna - Geithain
- 312: Döbeln-Grimma-Oschatz
- 313: Meissen-Riesa-Grossenhain
- 314: Hoyerswerda-Kamenz-Weisswasser
- 315: Görlitz-Zittau-Niesky
- 316: Bautzen-Löbau
- 317: Pirna-Sebnitz-Bischofswerda
- 318: Dresden I
- 319: Dresden II
- 320: Dresden-Land - Freital-Dippoldiswalde
- 321: Freiberg-Brand-Erbisdorf-Flöha-Marienberg
- 322: Glauchau-Rochlitz-Hohenstein-Ernstthal-Hainichen
- 323: Chemnitz I
- 324: Chemnitz II - Chemnitz-Land
- 325: Annaberg-Stollberg-Zschopau
- 326: Aue-Schwarzenberg-Klingenthal
- 327: Zwickau-Werdau
- 328: Reichenbach-Plauen-Auerbach-Oelsnitz

IV

POLITIQUE D'INTÉGRATION TERRITORIALE

ET EFFET DE FRONTIÈRE : L'EXEMPLE

DE LA CRÉATION DE LA RÉSERVE

DE BIOSPHÈRE DE LA RHÖN

(Guillaume LACQUEMENT)

La création de la réserve de biosphère de la Rhön traduit sans aucun doute une intention politique d'intégration territoriale. Situé dans la partie orientale du *Mittelgebirge*, le massif forme une petite entité naturelle, qui, au temps de la partition, était divisée entre l'Est et l'Ouest par le passage de la frontière interallemande, formant de ce fait deux petites régions périphériques aux confins des deux Allemagnes. Éloignée des pôles de développement économique, en marge des axes principaux de circulation et d'échanges, cette moyenne montagne a rapidement souffert des effets inhibants de la frontière, qui, conjugués à l'intérêt modéré des instances de décision politique, ont accentué la tendance au dépeuplement et à la déprise des activités. Le maillage politico-administratif de l'après-réunification continue d'éclater le massif entre trois autorités régionales : les anciens Länder de Hesse et de Bavière, d'une part, le nouveau Land de Thuringe, d'autre part. Néanmoins, le tracé de la réserve de biosphère réunit les trois Länder dans un projet commun d'aménagement et de développement : restaurer et préserver le milieu naturel et les paysages ruraux du massif, en réorientant les formes de la mise en valeur agricole et en contenant l'extension du bâti, dans le but de promouvoir les activités du tourisme vert. La création de nouvelles activités économiques, stimulées par la valorisation de cette nouvelle vocation, devra permettre d'enrayer et de renverser le processus de dépeuplement et de déprise économique.

La suppression de la frontière interallemande offre dans le même temps l'opportunité de mettre en œuvre dans la campagne collectivisée, un modèle d'aménagement rural et de développement local, conçu dans les années quatre-vingt par des sociétés occidentales confrontées aux conséquences socioéconomiques négatives du productivisme agricole. L'importation de ce modèle dans les nouveaux Länder à la faveur

de l'ouverture du mur et de la réunification manifeste implicitement une volonté politique d'intégration territoriale. Il s'agit certes de contribuer au redressement économique de zones rurales défavorisées, plongées en outre dans une crise socioéconomique profonde, notamment dans l'ex-Allemagne de l'Est, en raison du rythme et des modalités de la transition à l'économie de marché. Mais l'enjeu est aussi tout à la fois politique et symbolique : les autorités régionales ont entrepris un travail de coopération qui transgresse le tracé frontalier figé par la partition, dans l'intention de le gommer et de renouer les fils de la *Heimat*. Elles travaillent à la mise en œuvre d'un programme commun d'aménagement qui postule la disparition des traces de l'héritage collectiviste sur le versant oriental du massif.

Néanmoins, les modalités structurelles de la transition socioéconomique dans les campagnes des nouveaux Länder semblent participer à la perpétuation d'un « effet de frontière » et au maintien d'un espace frontalier. En effet, le périmètre de la réserve de biosphère de la Rhön continue d'être traversé par une limite qui épouse le tracé de l'ancienne frontière interallemande. Cette limite est tout à la fois morpho-structurelle et socioéconomique. Elle sépare tout d'abord des paysages ruraux qui portent encore la marque des formes de la mise en valeur agricole introduites au lendemain de la Seconde Guerre mondiale : à l'Ouest, la modernisation a conduit à l'intensification de la production dans le cadre de structures d'exploitation de petite taille, les opérations de remembrement agrandissant légèrement les mailles du parcellaire. À l'Est, les ambitions technicistes et industrialistes du collectivisme agraire ont substitué brutalement à la structure de petites exploitations de cette moyenne montagne, la grande exploitation socialiste, facilement identifiable au parcellaire à larges mailles et au gigantisme des bâtiments agricoles, encore visibles dix ans après la réunification et l'introduction de l'économie de marché. Le collectivisme agraire n'a pas survécu à la réunification, mais la structure de la grande exploitation s'est maintenue sur le versant oriental de la Rhön. Elle contribue même à diffuser le cahier des charges du programme d'aménagement et de développement promu conjointement par les trois autorités régionales. Au-delà des différences morpho-structurelles, l'effet de frontière se manifeste ensuite et surtout par la dualité du mode d'appropriation par les acteurs socioéconomiques locaux, de la politique nouvelle d'aménagement et de développement. À l'intention intégratrice de l'aménageur, répond la diversité des pratiques sociales et économiques, en réaction aux logiques importées, en fonction des logiques héritées.

1. La suppression de la frontière et l'exportation dans les nouveaux Länder des politiques contemporaines d'aménagement rural et de développement local

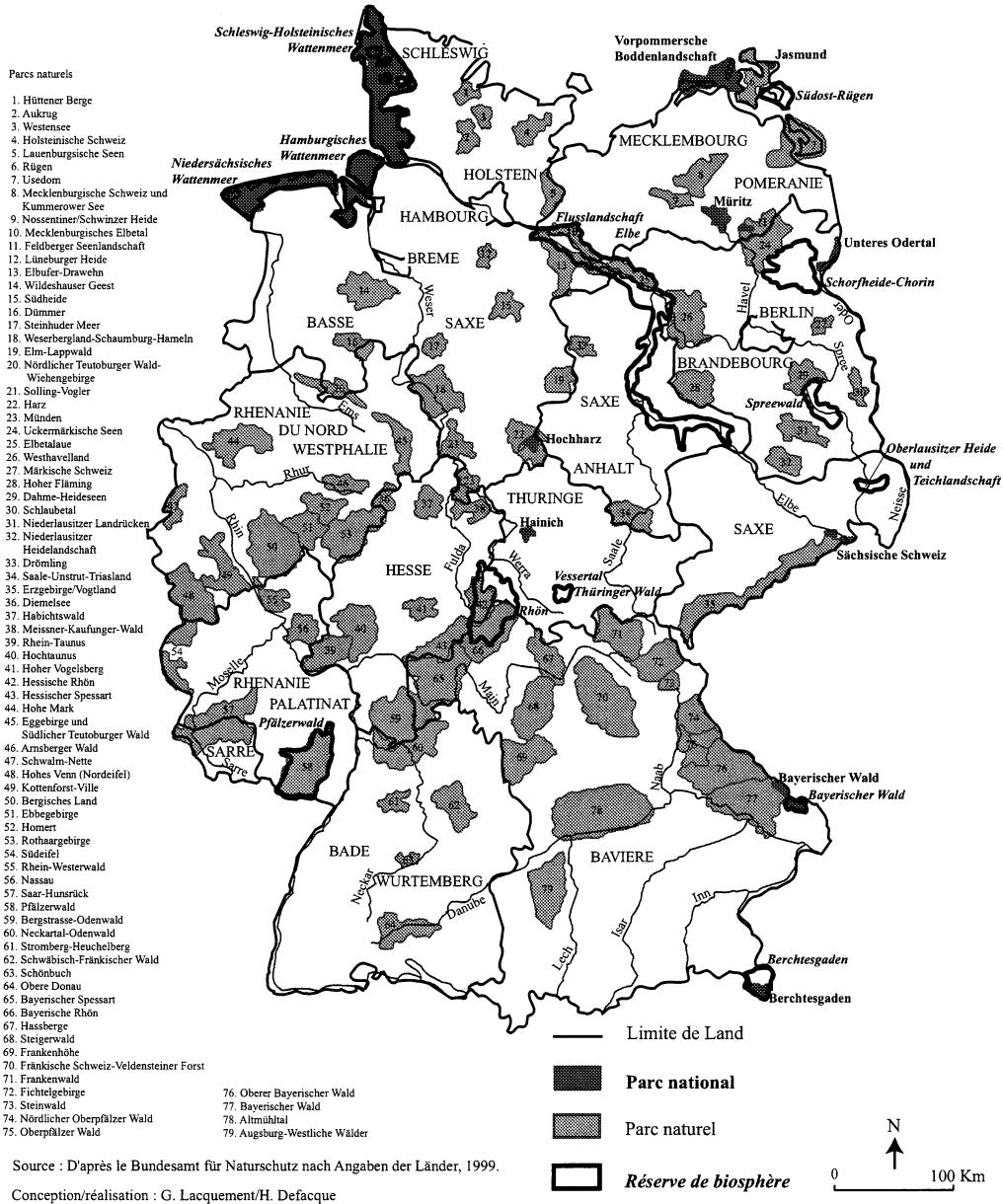
L'idée d'une prise en charge par les pouvoirs publics des tâches de protection des milieux naturels et de préservation des paysages agraires ne procède pas exclusivement des conceptions politiques des sociétés contemporaines de la fin du XX^e siècle. Dans le cas de l'Allemagne, la première législation en faveur de la protection de la nature fut adoptée en Prusse dès 1906. L'action politique dans le domaine fut poursuivie par la création du premier parc naturel en 1920 : le parc naturel des Landes de Lüneburg (*Naturpark Lüneburger Heide*). Enfin, c'est sous le régime de la République de Weimar que ces missions furent inscrites dans la Constitution, faisant de la protection de la nature et de la préservation des paysages ruraux un devoir d'État. Néanmoins, les transformations radicales et brutales qui affectent les campagnes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ont inspiré la mise en place de politiques d'aménagement dit intégré.

1.1. La réserve de biosphère constitue l'un des éléments du réseau des parcs naturels et des zones protégées

Durant la période du « miracle économique » en Allemagne de l'Ouest, les politiques publiques d'aménagement rural ont contribué à améliorer considérablement les performances économiques des structures de production, grâce principalement aux opérations de remembrement (*Zusammenlegung, Flurbereinigung et Ausiedlung*) qui ont accompagné l'aide à l'investissement dans le capital d'exploitation et dans l'équipement des campagnes en infrastructures de transport et de communications, mais aussi sociales, sportives et culturelles. Mais, dans le même temps, l'intégration des activités agricoles dans des filières et des bassins spécialisés de production a avantagé les régions qui bénéficiaient de la meilleure rente naturelle (*Börde* céréalière, vallées viticoles, zones herbagères et fourragères des élevages intensifs), tandis que les régions les moins productives souffraient de la déprise économique et de l'accélération de l'exode rural : c'est le cas du *Mittelgebirge* et du massif de la Rhön, en particulier. En RDA, le collectivisme agraire a maintenu des densités rurales et agricoles relativement élevées, mais au prix d'une transformation brutale des structures de production. Les campagnes socialistes ont été ainsi dominées pendant près de quarante ans par des exploitations mécanisées et spécialisées de grande taille : les fermes d'État (*VEG = Volkseigene Güter*), édifiées sur les anciens domaines nobiliaires expropriés par la réforme agraire (*Bodenreform*) de 1945, et les coopératives de production (*LPGn = Landwirtschaftliche Produktionsgenossenschaften*) formées dans les années cinquante à partir du regroupement forcé des exploitations paysannes. Ces grandes exploitations socialistes concentraient à la fois les fonctions de production agricole et les tâches d'aménagement rural et d'administration locale sur des territoires réunissant plusieurs finages villageois. Jamais cependant dans le massif de la Rhön, le régime est-allemand ne parvint à contenir un exode rural permanent, en outre amplifié par les restrictions de la zone frontière.

Document 1

Le réseau des parcs nationaux, des parcs naturels et des réserves de biosphère en Allemagne en 1999



Dans les années quatre-vingt, la crise du système productiviste et l'abandon du collectivisme dans les nouveaux Länder allemands (1989-1991)¹ ont conduit à la redéfinition des politiques de développement local, en faveur du renouvellement des fonctions de l'agriculture et de la diversification des activités rurales. Devant l'ampleur de l'extension périurbaine et dans le souci de limiter les effets socioéconomiques et territoriaux de l'agriculture intensive, les programmes d'aménagement rural s'attachent depuis à promouvoir les activités susceptibles de restaurer et de conserver la diversité des paysages naturels et ruraux, à des fins de développement touristique : extensification de la production agricole, agriculture biologique, reboisements, pluriactivité et activités du tourisme vert (*sanfter Tourismus*), sur le modèle des campagnes bavaroises. Cette logique de gestion patrimoniale des espaces ruraux légitime la diffusion d'une démarche de développement intégré, normalisée par des cahiers des charges, prescrivant aux acteurs locaux les modalités socioéconomiques de la préservation des milieux naturels et de la conservation des paysages agraires, et insérée dans un réseau hiérarchisé de parcs naturels et de sites protégés, aux superficies et aux niveaux de production variés (cf. document 1) : parcs nationaux (*Nationalparke*), parcs naturels (*Naturparke*) et réserves de biosphères (*Biosphärenreservate*). Les parcs nationaux protègent de vastes espaces naturels faiblement marqués par les aménagements humains. Ils ont pour mission de préserver les conditions naturelles de l'évolution de la faune et de la flore, et de sensibiliser les populations au respect de l'environnement naturel par l'aménagement de circuits légers de randonnée et de découverte. Pour leur part, les parcs naturels circonscrivent des paysages ruraux remarquables par l'histoire des aménagements humains, façonnés notamment par les formes de la mise en valeur agricole qui ont dessiné une morphologie agraire identifiée comme un héritage à restaurer, à conserver et à perpétuer. Un certain nombre de parcs naturels ont vocation à devenir des réserves de biosphère. La création de ce dernier périmètre de protection procède de l'application d'un programme de l'UNESCO adopté en 1970 et prescrivant dans l'un de ses articles, la préservation des ressources naturelles de la planète par une occupation humaine et une mise en valeur respectueuses de l'environnement.

1.2. La création de la réserve de biosphère de la Rhön procède directement du démantèlement de la frontière interallemande

Dans le cas de la Rhön, les versants occidentaux faisaient déjà l'objet depuis de nombreuses années d'une politique active de protection de la nature et de dynamisation de l'économie locale, dans le cadre du parc naturel géré conjointement par les Länder de Hesse et de Bavière, mais également à la faveur de l'application des mesures d'aide économique relevant de la politique régionale du *Zonenrandgebiet* (cf. chapitre I). L'intention politique de délimiter à l'échelle du massif tout entier, des espaces de protection de l'environnement naturel, d'une part, de restauration et de conservation des paysages, d'autre part, dans une perspective de développement touristique, n'a pu

1. Cf. Lacquement G., *La décollectivisation dans les nouveaux Länder allemands, acteurs et territoires face au changement de modèle agricole*, L'Harmattan, 1996, 256 p.

cependant voir le jour qu'au lendemain de l'ouverture du mur. Les négociations engagées avec les gouvernements de la *Wende*¹ aboutirent à une décision du conseil des ministres de la RDA du 12 septembre 1990², permettant d'étendre le périmètre de la réserve de biosphère au versant oriental du massif.

La charte de mise en valeur a néanmoins été rédigée dans le cadre de l'Allemagne fédérale, réunissant les responsables politiques des Länder de Hesse et de Bavière à leurs nouveaux partenaires du Land de Thuringe, élus et nommés après la réunification. La suppression de frontière inaugure une phase nouvelle de coopération régionale qui impose une logique d'intégration territoriale par la mise en œuvre, dans la campagne collectivisée, d'une conception exogène de l'aménagement.

1.3. La réserve de biosphère est conçue comme l'outil privilégié de la « mise en patrimoine » des campagnes

La politique contemporaine d'aménagement s'appuie sur une démarche de développement intégré. Dans cette perspective, la réserve de biosphère est conçue comme l'outil privilégié de l'aménagement rural en faveur de la promotion d'un développement économique voulu durable, parce qu'elle intègre l'ensemble des activités humaines dans la réalisation de l'objectif premier et fondamental de préservation des ressources naturelles. Parmi les activités économiques les plus déterminantes, l'agriculture joue un rôle prépondérant, dans la mesure où lui sont affectées des fonctions économiques et sociales à vocations multiples, associant les fonctions traditionnelles de production de denrées alimentaires et les fonctions nouvellement promues d'occupation de l'espace et de conservation des paysages, impliquant les exploitations agricoles dans la gestion de l'espace rural. Le contenu du projet mérite sans doute d'être précisé pour mieux comprendre la nature des nouvelles fonctions attribuées à l'espace rural et à l'activité agricole.

Concrètement, la charte comprend un ensemble de mesures incitatives réorientant et valorisant les activités de production économique :

- La réintroduction de cheptels bovin et ovin, et l'aide au maintien de l'élevage grâce à la généralisation des primes sur tête et à la garantie des quotas laitiers.

- La mise en place de circuits courts de commercialisation (vente directe à la ferme, sur marchés « paysans », et par livraisons aux restaurateurs), et l'aide à la diffusion de produits d'appellation d'origine contrôlée (*Herkunftszeichen*) et de label (*Gütesiegel*).

- L'organisation de coopératives de matériel agricole, la mise en commun des pâtures et des herbages, voire la création d'étables collectives, le tout sur la base d'une coopération volontaire entre exploitants.

- L'animation de « bourses à la terre », favorisant la redistribution et la renégociation des fermages abandonnés ou arrivés à échéance.

1. La *Wende* est le terme allemand qui désigne le processus de démocratisation du régime est-allemand à la suite des événements de l'automne 1989, ainsi que la phase politique de transition vers la réunification.

2. « Verordnung über die Festsetzung von Naturschutzgebieten und einem Landschaftsschutzgebiete von zentraler Bedeutung mit der Gesamtbezeichnung : Biosphärenreservat Rhön vom 12. September 1990 », in *Gesetzblatt der DDR, Sonderdruck Nr. 1476*, Berlin, 1, Oktober 1990.

— Le financement d'un service de conseil accessible aux exploitants.

— Le soutien au développement des activités non agricoles sur l'exploitation, en particulier du tourisme à la ferme, et plus largement à la création d'activités touristiques en milieu rural. La réserve est conçue comme un espace de récréation et de loisirs devant donner lieu à des aménagements légers respectueux de l'écosystème, parce que ce dernier est reconnu comme le capital fondamental du développement touristique régional, un patrimoine d'autant plus précieux que s'affirment à l'échelle fédérale et européenne, des rapports de concurrence entre les espaces touristiques. Le produit ainsi défini invite à favoriser la pratique d'un tourisme à vocation pédagogique, proposant des formules de découverte de ce patrimoine régional, dans le cadre de structures d'accueil et d'hébergement légères et diffuses, et notamment dans le cadre d'un hébergement à la ferme.

— La création de zones d'activités mise à la disposition de PME artisanales, le souci de conservation du patrimoine régional imposant de circonscrire leur extension et de limiter leur implantation dans des communes choisies pour le niveau de leurs infrastructures et leurs facilités d'accès ou de raccordement au réseau d'intérêt fédéral.

— Enfin, la programmation d'une politique de formation professionnelle adaptée aux objectifs d'aménagement.

Parallèlement, la charte d'aménagement prévoit d'associer la mise en œuvre de ces mesures à un découpage de l'espace en zones hiérarchisées selon le degré exigé de protection du milieu naturel :

— La première zone, *Kernzone* ou zone intérieure, forme une sorte de zone interdite, réservée à l'observation scientifique dans des secteurs naturels préservés de toute intervention humaine. Cette zone centrale est volontairement limitée. C'est d'ailleurs son extension modeste (moins de 3 % de la superficie totale) qui justifie en partie la mise en œuvre du projet.

— Dans la seconde zone, dénommée *Pflegezone* ou zone de préservation, il est prévu de maintenir ou de restaurer pour les entretenir, les formes de la mise en valeur qui ont donné naissance à des paysages ruraux caractéristiques (hêtraies et prairies des hautes terres de la *Lange Rhön*, forêts de feuillus et d'épineux et paysages bocagers de la chaîne de collines du *Hohenzug*, par exemple), sans envisager cependant l'implantation de nouveaux habitats et de nouvelles zones d'activités. L'espace reste néanmoins ouvert pour des aménagements touristiques légers : circuits de randonnées pédestre, équestre ou cycliste, chemins de découverte des richesses de la faune et de la flore.

— Enfin, s'étendant sur la majeure partie de la réserve (60 % du périmètre d'après le projet), la zone de développement (*Entwicklungszone*) constitue l'espace privilégié de l'expérimentation d'un développement économique voulu durable, reposant sur des formes extensives de mise en valeur agricole, une exploitation rationnelle de la forêt, et la progression contrôlée du bâti résidentiel et des zones d'activités ¹.

Au centre du dispositif, l'activité agricole conserve sa fonction de production de biens alimentaires, mais les nouveaux principes de mise en valeur lui affectent prioritairement une fonction d'occupation de l'espace, par la généralisation de pratiques extensives

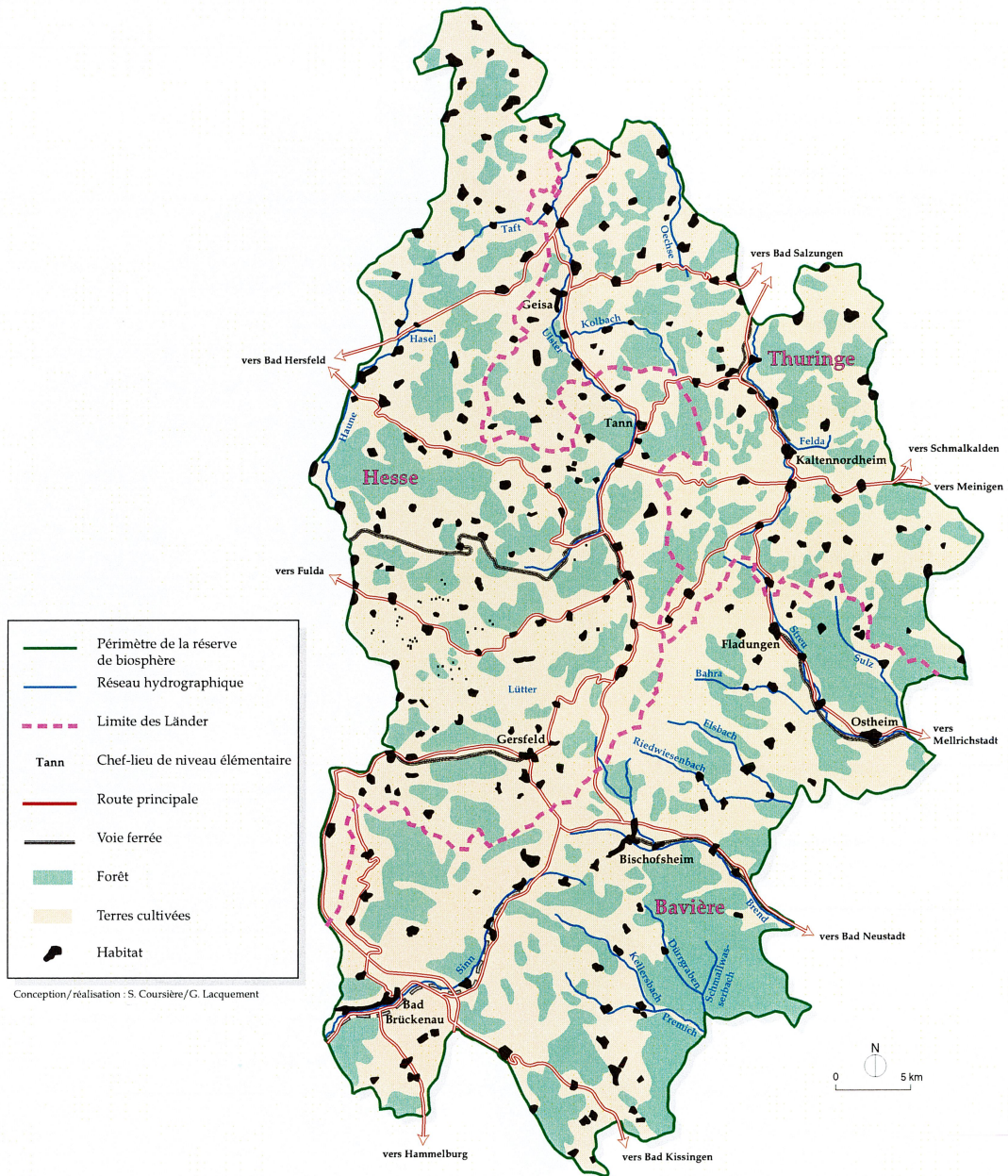
1. Thüringer Ministerium für Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt : *Biosphärenreservat Rhön : Rahmenkonzept für Schutz, Pflege und Entwicklung*, Neumann Verlag, Radebeul, 1995, pp. 186-210.

devant permettre de limiter l'enfrichement et le reboisement, et donc de conserver et d'entretenir le patrimoine paysager dans son ensemble. Les responsables de l'aménagement rural octroient ici une fonction conservatoire à l'agriculture et impliquent les exploitants agricoles dans la gestion globale des forêts, des terres cultivées, des villages et de leurs abords selon des critères productifs et des normes esthétiques prédéfinis. Dans le même temps, les nouvelles fonctions de l'agriculture doivent s'exercer dans le respect des ressources pédologiques et hydrauliques, afin de participer au maintien des équilibres naturels et à la perpétuation de l'écosystème. Ce programme trouve sa première légitimité dans son intention de diminuer le caractère intensif de la mise en valeur agricole par une extensification des façons culturales conformément aux nouvelles directives européennes issues de la réforme de la Politique agricole commune : cela concerne en particulier la réduction des épandages d'engrais et de la pulvérisation des produits phytosanitaires. Il n'interdit cependant pas les pratiques intensives en agriculture ; il prévoit par contre de circonscrire les espaces où les exploitants y ont recours, et de les isoler des sites naturels protégés, par l'aménagement de zones tampon ou de zone de transition, où seront mises en œuvre des formules extensives et des systèmes de cultures biologiques.

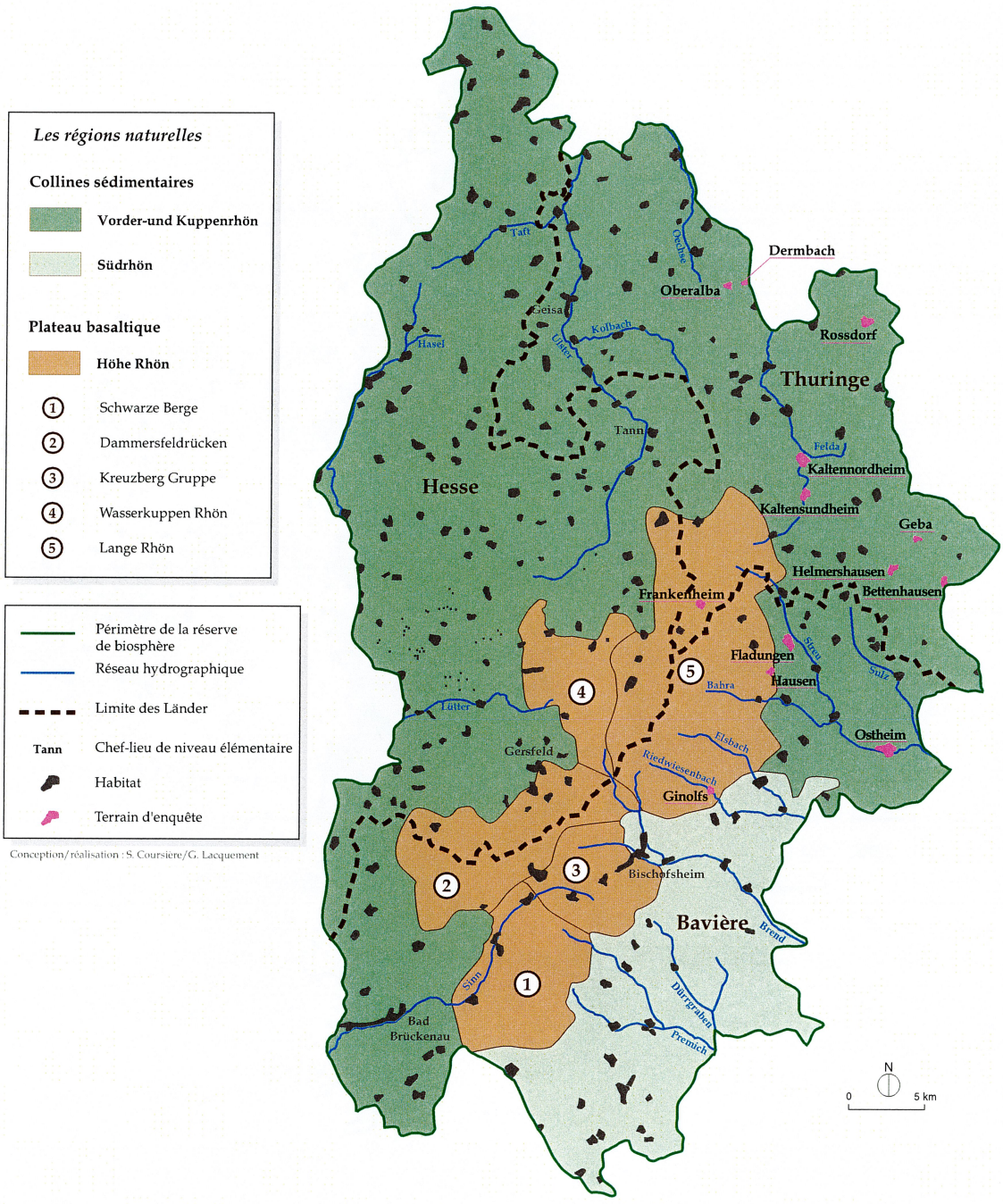
Enfin, la gestion des espaces ruraux de la réserve de biosphère de la *Rhön* est présentée comme un modèle d'aménagement pour les autres moyennes montagnes européennes. C'est là que le projet trouve une grande partie de sa légitimité, car il propose une mise en valeur agricole à intensification graduelle (*Kulturgradient*) établie selon les conditions naturelles générales du lieu. En cela, il s'oppose explicitement au mode de production industriel introduit par le collectivisme agraire. Il rejette la mécanisation et la chimisation à outrance des cultures, imposées au nom de la révolution technicienne et au rythme de la succession des plans quinquennaux, affirmant les uns après les autres la volonté du régime d'asservir les ressources et les espaces naturels à la satisfaction des objectifs de production. Mais le nouveau modèle de développement remet également en cause les méthodes de production de l'agriculture productiviste et condamne implicitement l'organisation des marchés qui commande la course aux rendements et favorise la généralisation de pratiques prédatrices sur l'environnement naturel.

La démarche est donc fondamentalement patrimoniale. La politique d'aménagement s'attache en effet à restaurer et à conserver, pour mieux le valoriser, un patrimoine rural façonné par des formes d'occupation et de mise en valeur de l'espace qui ont donné naissance à des paysages agraires caractéristiques, reconnus et identifiés comme des héritages historiques et culturels à transmettre. Pour désigner cet héritage, la langue allemande utilise le terme de *Kulturlandschaft*. À la fois paysage « cultivé » et paysage « culturel », si l'on se réfère au double sens du mot allemand *Kultur*, il fonde les origines de la civilisation germanique autour de la communauté villageoise, creuset des solidarités paysannes, et cellule socioéconomique fondamentale de la mise en valeur et de la transformation harmonieuse du milieu naturel par le travail des générations successives. À ce titre, le *Kulturlandschaft* constitue l'un des éléments essentiels de la *Heimat*, et donc de l'identité territoriale. Il va sans dire que dans le cas des campagnes des nouveaux Länder, l'intention restauratrice a une valeur symbolique forte, comme s'il s'agissait de renouer les fils de la *Heimat*, de refonder une identité territoriale, en refermant la parenthèse du collectivisme agraire.

Document 2
Le périmètre de la réserve de la biosphère du massif de la Rhön



Document 3
 Les régions naturelles du massif de la Rhön



2. Restaurer le *Kulturlandschaft* pour renouer les fils de la *Heimat*

Le massif de la Rhön forme une petite entité régionale, qui s'individualise au cœur de la moyenne montagne allemande, par les formes de son relief, comme par celle de ses paysages agraires. L'intention de la politique d'aménagement est de restaurer le paysage agraire malmené par la modernisation économique contemporaine et de reconstituer l'unité régionale occultée par la partition.

2.1. Le *Kulturlandschaft*, produit du milieu naturel et de l'histoire de la mise en valeur

Le périmètre de la réserve s'étend sur un peu plus de 130 000 hectares et couvre ainsi la quasi-totalité de l'unité naturelle (cf. documents 2 et 3). Il isole par ailleurs, une région relativement peu peuplée (92 hab/km²), en comparaison des densités de peuplement qui caractérisent traditionnellement le *Mittelgebirge*. Ce peuplement se distribue, pour l'essentiel, dans de petites agglomérations qui dépassent rarement 2 000 habitants. Sur le versant hessois, l'habitat se disperse parfois en hameaux et en fermes isolées. Mais, dans le reste du massif, il demeure groupé en villages nucléaires, ramassés autour de la place centrale et de l'église catholique.

La répartition du peuplement souligne la disposition générale du relief. Elle néglige le haut plateau central, où les quelques villages installés en altitude sont battus par les vents. Elle privilégie au contraire, les sites d'abri de l'avant-pays, l'habitat se localisant sur les replats et sur les bords des fonds de vallées qui entaillent profondément les collines et les plateaux périphériques. La Haute Rhön (*Hohe Rhön*) forme la région centrale. Elle se compose d'un haut plateau et de monts aux croupes larges. Le haut plateau (*Lange Rhön*) impose sa masse de basalte entre 700 et 930 mètres d'altitude. Il forme une échine allongée, de direction nord-est/sud-ouest, dont les versants abrupts tombent brutalement, à l'est, dans la vallée de l'Ulster, et au sud-est sur les collines sédimentaires faiblement ondulées de la *Südrhön*. Les autres monts qui forment la Haute Rhön se détachent, sur les flancs occidentaux et méridionaux du plateau central, en massifs individualisés séparés par des vallées ou des cuvettes : du nord au sud, se succèdent le massif du Wasserkuppen (*Wasserkuppenmassiv*), les croupes du Dammersfeld (*Dammersfeldrücken*), les monts de Kreuzberg (*Kreuzberggruppe*) et ceux des *Schwarze Berge*. Ces vestiges imposants du volcanisme de l'ère tertiaire sont encerclés par un ensemble de plateaux et de collines sédimentaires (la *Vorder-und Kuppenrhön*), plus ou moins accidentés par l'érosion qui a encaissé les vallées, et isolé des dômes et des cônes de basalte. Ces derniers forment le relief caractéristique de cette partie du massif, à l'image du « jeu de quilles » du versant hessois (*das hessische Kegelspiel*). Les paysages de l'avant-pays contrastent avec ceux qui s'étendent sur le plateau central, dont les terres, en raison de l'absence d'écoulement, sont souvent marécageuses, et presque entièrement vouées aux herbages, la forêt ne subsistant que de manière résiduelle. Dans la *Vorder-und Kuppenrhön*, au contraire, le paysage rural

est plus varié : les dômes basaltiques sont couverts par la forêt, les pentes plus ou moins raides portent des pâturages et des prairies complantées d'arbres fruitiers, tandis que les fonds de vallées et les bassins offrent des superficies relativement importantes aux labours ¹.

La dichotomie paysagère procède principalement des formes de l'occupation et de la mise en valeur de l'époque médiévale. Jusqu'à la christianisation, qui débuta à la fin du VII^e siècle, les rares intrusions germaniques avaient peu affecté les structures du peuplement celte qui se cantonnait, si l'on se réfère à la localisation des vestiges des fortifications, dans l'avant-pays. Les oppida (*Keltenburger*) étaient perchés sur les dômes de basalte, et dominaient les terres calcaires des alentours, consacrées à une polyculture reposant sur la production de céréales (orge et millet), de légumineuses (lentilles), de plantes textiles (lin) et d'arbres fruitiers (pommes), associée à un petit élevage domestique. L'évangélisation, et par là même, la germanisation du pays, modifièrent les formes de la mise en valeur. L'extension géographique de l'autorité des comtes de Fulda et de Würzburg favorisa l'intégration des campagnes du massif à l'économie seigneuriale. De ce fait, alors que les moines donnaient à cette région encore couverte de forêts de hêtres au début de l'évangélisation, le nom de Buchonie, les grands défrichements qui suivirent l'An Mil et qui se poursuivirent jusqu'à la fin du Moyen Age, en particulier sur le plateau central, multiplièrent les pacages forestiers et étendirent les terres mises en cultures. Nombreux sont les noms de lieux qui ont conservé la mémoire des grands travaux de mise en valeur agricole de cette époque, comme le montrent ces toponymes caractéristiques relevés sur les monts des *Schwarze Berge* : Stangenroth, Burkardroth, Frauenroth ², Gefäll, Waldfenster. C'est à la même époque, que les moines reprennent et germanisent un terme d'origine celte, *rain* ou *roen*, signifiant chaîne de montagnes, pour désigner l'ensemble du massif, devenant ainsi la Rhön. La reprise démographique qui suivit les ravages de Grande Peste du XIV^e siècle, contribua à modifier une nouvelle fois les paysages agraires. La poursuite des défrichements et la généralisation de la pratique de l'assolement triennal favorisant la progression des labours, achevèrent de transformer l'ancien plateau forestier, en terres de cultures, devenant alors « le pays des horizons ouverts » (*Land der offenen Fernen*). Dans le même temps, les collines de l'avant-pays virent progresser un système bocager où alternaient prairies et labours, tandis que les pacages à moutons se concentraient sur les communaux, terres non closes des pentes les plus raides et des clairières forestières. La révolution fourragère du XIX^e siècle et les opérations de bonification du premier XX^e siècle introduisent ensuite dans le massif, l'élevage laitier, et le généralisèrent dans un pays qui l'ignorait pratiquement jusqu'alors. Sur le plateau, une grande partie des marécages ont été asséchés par un effort de reboisement en bandes, pour être transformés en pâturages. Toujours sur les hautes terres, les champs ont été épierrés de leurs blocs de basalte, qui forment depuis de petites murettes le long des parcelles ³.

1. Thüringer Ministerium für Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt, *Ibid.*, pp. 43-67.

2. Le suffixe *-roth* renvoie aux opérations de défrichement. Il est souvent devenu *-roda* ou *-rode* dans les autres massifs du Mittelgebirge, comme Wernigerode dans le Harz.

3. Thüringer Ministerium für Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt, *Ibid.*, pp. 76-79.

Document 4
Les paysages agraires du massif de la Rhön : le plateau de la Haute Rhön



Sur les hautes terres basaltiques du plateau central, les défrichements de l'An Mil ont substitué à la couverture forestière un paysage agricole de champs ouverts, donnant ainsi naissance à ce que la mémoire collective désigne par les termes de « pays des horizons lointains » (*Land der offenen Fernen*). L'introduction de l'économie laitière et le développement de l'élevage bovin au XIXe siècle, entraînèrent l'abandon progressif des labours et de l'assolement triennal, au profit de l'extension des prairies permanentes et des prés de fauche. Pour pouvoir être fauchés, les prés ont souvent été épierrés de leurs blocs de basalte qui forment des petites murettes en bordure de parcelle. (Cliché de l'auteur, avril 1999, *Land de Thuringe*).



Sur ces terres basaltiques, l'absence d'écoulement a favorisé la formation de vastes marécages que les opérations de bonification menées à partir du début du XIXe siècle, ont en partie asséchés, en procédant à un reboisement par bande. Ici, une vue aérienne du *Schwarze Moor*. (Source : document publié par l'administration de la réserve de biosphère, *Naturschätze der Rhön : Hochmoore, Life-Projekt Rhön der EU, Kaltensundheim, 1997, 19 p.*)

Document 5
Les paysages agraires du massif de la Rhön : les collines de la Vorder-und Kuppenrhön



Dans les collines sédimentaires qui ceignent le plateau central, la mise en valeur agricole est plus ancienne et remonte à l'époque celtique. Néanmoins, les formes actuelles du paysage de la *Vorder-und Kuppenrhön* portent surtout les marques des défrichements germaniques, en partie altérés par la modernisation contemporaine : bocages où alternent prairies et labours, prairies complantées d'arbres fruitiers, pacages ovins s'étendant sur les terres non closes des pentes les plus raides et des clairières forestières, forêts réduites aux sommets formés par les dômes de basalte. (Cliché de l'auteur, avril 1999, Land de Thuringe).

Les différentes étapes de la mise en valeur ont ainsi donné naissance à une série d'éléments qui structurent et caractérisent le paysage agraire, et que les responsables de la politique d'aménagement ont identifiés et retenus comme l'héritage à restaurer et à transmettre. Sur le plateau, il s'agit des hautes terres marécageuses et des bandes forestières de bonification, des près de fauche ¹ épierrés, ceinturés de leurs murettes, et des prairies permanentes non fauchées (cf. document 4). Dans les collines de la *Vorder-und Kuppenrhön*, l'objectif de préservation concerne les pacages à moutons, parcelles non closes des anciens communaux, les prairies complantées d'arbres fruitiers, les terrasses de cultures, les parcelles des herbages permanents et des labours découpées par les haies du bocage (cf. document 5).

2.2. Diversifier les activités pour mieux impliquer les acteurs sociaux dans la préservation du Kulturlandschaft

Le paysage agraire se lit cependant aujourd'hui, comme un palimpseste bien fragile, sur lequel les éléments caractéristiques du paysage traditionnel se brouillent et se délitent sous les marques parfois imposantes du modernisme agricole, lui-même ébranlé par les conséquences de la crise contemporaine. L'intensification agricole, conduite depuis le lendemain de la Seconde Guerre mondiale, a ainsi fait disparaître totalement les labours de la Haute Rhön. Dans les collines, la diffusion de l'économie laitière s'est produite au détriment de l'élevage ovin, entraînant la réduction du cheptel, l'abandon et l'enfrichement des pacages. Les opérations de remembrement ont par ailleurs démaillé en grande partie le bocage, et les impératifs de rentabilité ont sacrifié les prairies complantées, et spécialisé les systèmes de cultures en généralisant les plantes fourragères et en concentrant les labours céréaliers (fourragers ou alimentaires) sur les meilleures terres des fonds de vallées. Sur le versant oriental de la Rhön, c'est-à-dire en Allemagne de l'Est, la modernisation s'est opérée dans le cadre d'une refonte radicale des structures de production. Les ambitions industrialistes du collectivisme agraire se sont soldées par l'édification d'étables géantes, véritables ateliers de production animale, spécialisés dans la production de lait et de viande (veaux, bœufs, moutons, porcs, volailles). De même, la spécialisation fourragère a simplifié les systèmes de cultures et la mécanisation à outrance des façons culturales a considérablement élargi les mailles du parcellaire, détruisant dans le même temps la plus grande partie des haies du bocage. Partout dans le massif, à l'Est comme à l'Ouest, l'intensification agricole s'est accompagnée de la progression de la friche et de la forêt.

Au lendemain de l'unification, le programme de restauration paysagère et de diffusion du développement durable se concentre autour de trois actions prioritaires en faveur de l'adaptation de l'activité agricole : extensifier la production, diversifier la production, diversifier les activités économiques sur l'exploitation. Ces mesures ne

1. Jusqu'à la fin des années cinquante, les parcelles épierrées étaient fauchées une fois l'an, traditionnellement à partir du 8 juillet (le *Kilianstag*, du nom du premier moine évangéliste), pour en conserver le foin comme fourrage d'hiver, avant d'être livrées aux troupeaux communaux et transhumants. Les communaux s'étendaient par ailleurs également aux parcelles qui n'avaient pas été épierrées, et qui ne pouvaient donc pas être fauchées. Source : Document publié par l'administration de la réserve de biopère, *Naturschätze der Rhön : Borstgrasrasen, Life-Projekt Rhön der Europäischen Union*, Kaltensundheim, 1997, 19 pages.

trouvent leur légitimité que dans le maintien de la structure de petites et moyennes exploitations familiales, dont la plupart sont à temps partiel, qui caractérise les versants hessois et bavarois du massif, et qui confère au pays et au paysage, le caractère paysan que la politique d'aménagement entend valoriser. Ces exploitations, massivement spécialisées dans l'élevage laitier, souffrent, dans le contexte de l'économie concurrentielle contemporaine, de l'étroitesse de leurs structures : exiguïté des bâtiments d'exploitation, trop grande dispersion des parcelles, suréquipement individuel en matériel, suractivité de la main d'œuvre, notamment féminine. Le programme s'engage à généraliser les mesures d'extensification sans mettre en péril la rentabilité économique des exploitations familiales. Il entend même la renforcer par le versement de primes spécifiques à la réduction de la charge de bétail à l'hectare, par l'allocation d'aides financières aux cercles de machines (*Maschinenringe* : il s'agit d'associations d'agriculteurs individuels pour l'échange, le prêt ou la location de matériel), l'octroi de subventions pour la construction de nouveaux bâtiments d'exploitation, la prise en charge par la collectivité de certaines opérations de remembrement, et la garantie des quotas laitiers. Le contenu de ces trois dernières mesures mérite d'être précisé. L'aide financière aux nouveaux bâtiments d'exploitation concerne la construction de bergeries plus vastes et d'étables de stabulation libre, directement sur les zones de pacage et sur les prairies, afin de compenser l'exiguïté des bâtiments existants, difficiles à agrandir et à adapter aux exigences nouvelles, car trop à l'étroit au village. Dans le même temps, le programme propose la conduite d'un remembrement opéré sur la base d'échanges volontaires et de prêts temporaires (*freiwilliger Landtausch*), qui permettrait de pallier la lenteur du remembrement conventionnel (*Flurbereinigung*). Les autorités locales sont par ailleurs encouragées à prendre partiellement en charge le financement de structures communales ou coopératives (*Flächenbörse*), dont l'activité consisterait à récupérer les parcelles abandonnées et gagnées par la friche ou volontairement concédées, pour les affermer ou les mettre à la disposition de l'ensemble des exploitations d'une commune pour le pacage ou le pâturage de leurs troupeaux : il s'agit d'une certaine façon, de restaurer les communaux. Enfin, la question la plus délicate est celle des quotas laitiers. Les autorités de Land espéraient pouvoir jouer le rôle de pourvoyeur de quotas. Une proposition avait été formulée en ce sens par la Commission européenne en 1991, à l'époque des négociations sur la première réforme de la Politique agricole commune. Les Länder auraient eu la possibilité de redistribuer les quotas libérés par la réduction du nombre des exploitations aux petites et moyennes exploitations des régions de montagne, en particulier à celles engagées dans la valorisation de leur production (vente directe), la diversification de leurs activités (accueil à la ferme) et la participation aux programmes de protection de la nature et de préservation des paysages. Le consensus politique de 1992 entre les tenants du libéralisme et les partisans du contrôle de l'offre écarta cependant cette éventualité. Les responsables de la politique d'aménagement proposent alors de solliciter un opérateur privé, chargé de racheter les quotas, pour les redistribuer aux exploitations engagées dans l'extensification des pratiques agricoles (système du *Milch-Pool*).

La politique publique invite parallèlement à faire porter l'effort d'adaptation de l'activité agricole sur la diversification de la production, en favorisant le développement de l'élevage de bouche, bovin et ovin, sur la base de la réintroduction et de la valorisation de

rares locales : *Gelb-und Fleckvieh* qui sont des races de vaches robustes, à la robe blanche tachetée de brun, à la fois bonnes laitières et bonnes reproductrices (les *Gelbvieh* forment en outre un cheptel de bêtes vigoureuses, autrefois réputées comme animaux de trait) ; quant au cheptel ovin, le programme projette de généraliser le *Rhönschaf*, mouton blanc à tête noire, de taille moyenne, mais particulièrement résistant. Les primes compensatoires versées en sus par les autorités régionales ne peuvent pas dépasser les plafonds fixés par la Politique agricole commune. Aussi, les responsables du programme entendent-ils encourager les exploitants à développer les activités d'aval et les activités de services. Dans ce domaine, la distribution des soutiens financiers est plus souple, notamment pour favoriser la vente directe des productions de la ferme : cela concerne la charcuterie, les fromages, le pain, les fruits (pommes, poires et prunes)¹, mais aussi le foin des prés de fauche, considéré comme un produit à valoriser, comme engrais vert ou fourrage à destination des haras et des fermes équestres. L'aide peut prendre une forme tout à fait concrète, les responsables de l'aménagement louant les services d'un cabinet de diagnostic pour évaluer les ressources des exploitations candidates, définir une palette de produits, choisir le matériel et les équipements appropriés, calculer les financements nécessaires, et mettre au point les stratégies de commercialisation. Les partisans du développement économique durable comptent beaucoup sur la mise en place et la généralisation des circuits courts de commercialisation, annulant pratiquement les intermédiaires entre l'offre (vente à la ferme, vente ambulante, marchés paysans et marchés réguliers) et la demande (touristes, établissements de cure, villages de vacances, hôtels, restaurants, auberges de jeunesse et colonies de vacances, aires des autoroutes qui contournent et desservent le massif). Cette démarche commerciale doit s'accompagner de la promotion des produits biologiques et des autres produits alimentaires locaux, par une politique systématique de labellisation, caractérisant le mode de production (produits bio, labels qualité, Appellations d'origine contrôlée), et valorisant le lieu de production identifié par un logo unique, le logo de la réserve de biosphère.

Enfin, le programme prévoit de participer au financement de la création d'activités de services sur l'exploitation, activités de service touristique et activités de service d'aménagement rural. L'agritourisme exige en effet des investissements substantiels dans la rénovation de bâtiments d'exploitation, reconvertis en salles à manger ou en chambres d'hôtes, même si le camping à la ferme nécessite moins de dépenses dans la mise aux normes des infrastructures. Les produits touristiques peuvent être par ailleurs diversifiés sous la forme de fermes équestres, de fermes pédagogiques proposant une initiation aux travaux agricoles, autant que des activités de découverte du patrimoine rural. Ce dernier aspect suppose que la collectivité prenne en charge, soit directement, soit par le biais de contrats de service avec les exploitants volontaires, l'entretien de ce patrimoine et en particulier les paysages façonnés par l'histoire agraire : restauration des murettes de

1. Le programme envisage l'aide à la culture des arbres fruitiers comme une contribution à la préservation des paysages et à la diversification des activités rurales du massif. Il s'agit d'entretenir les prairies complantées, de maintenir la diversité des espèces, et de favoriser la transformation des fruits en produits agroalimentaires et en alcool. Cf. *Rhöner Apfel-Perspektiven, Förderung des Streuobstes zur Erhaltung der Kulturlandschaft, Ein Projekt im UNESCO-Biosphärenreservat Rhön*, document publié par le Verein « Natur-und Lebensraum Rhön », sans date, 6 pages. En vue d'encourager ce type de pratiques, l'administration de la réserve de biosphère a procédé à « l'élection » d'un village modèle en Basse-Franconie dans le Land de Bavière : cf. *Streuobstlehrpfad Hausen, Neue Wege in der Erhaltung heimischer Streuobstbestände, Eine Initiative in der Modellgemeinde Hausen*, publication de la commune de Hausen, sans date, 32 pages.

basalte, reconstitution des haies végétales du bocage, débroussaillage des pacages retournés à la friche, entretien des prairies complantées ¹.

Cette *illustration et défense* de l'exploitation familiale s'étend peu sur les modalités de l'adaptation à la nouvelle politique d'aménagement des exploitations du versant oriental du massif. Il insiste en effet beaucoup sur les ressources sociales et économiques des exploitations familiales à temps complet, qui devraient leur permettre de s'investir dans la mise en œuvre du programme et de se proposer comme modèle aux exploitations demeurées ou réduites au temps partiel. Il encourage vivement les premières à développer les activités d'aval de transformation et de commercialisation, ainsi que les activités de l'agritourisme, afin de valoriser et de rentabiliser au mieux les ressources en capital et en main d'œuvre de structures d'exploitation, incapables, en raison de leur taille et de leur localisation, de jouer le jeu du productivisme et de la course aux rendements. Il conseille aux secondes, tenues pour la plupart par des doubles-actifs, de développer et de mettre en pratique les formules associatives pour la gestion des bâtiments et du matériel d'exploitation, l'allocation des pâturages et des pacages de l'élevage extensif, et la vente directe des produits non destinés à l'autoconsommation familiale. Par contre, dans le Land de Thuringe, la quasi-totalité de la surface agricole est cultivée par les exploitations sociétaires qui ont pris la succession des coopératives socialistes, au terme du processus de restructuration juridique imposé par la réunification. Le rapport de présentation de la réserve de biosphère se contente d'évoquer les avantages de la grande structure et de ses capacités d'investissement, qui peuvent faciliter la mise en œuvre de certains volets du programme. Mais, il souligne dans le même temps que ces avantages comparatifs ne remettent aucunement en cause la valeur et les vertus de l'agriculture *paysanne* qui a donné naissance aux paysages agraires du massif et qui subsistent sur ses versants hessois et bavarois. Il insiste même sur le fait que les successeurs des coopératives socialistes n'ont d'autres choix que de renoncer aux systèmes intensifs et au mode industriel de production agricole, pour généraliser les pratiques extensives, diversifier les cheptels, modifier la palette de leurs produits en développant les productions biologiques et en s'adaptant aux normes de la labellisation, et participer au programme de préservation des paysages agraires. Là est la condition de l'affectation des quotas laitiers ².

2.3. Depuis la réunification, des évolutions socioéconomiques différenciées sur les versants occidentaux et orientaux du massif

Les évolutions socioéconomiques récentes montrent toutefois que le programme d'aménagement ne renferme pas les mêmes enjeux de développement pour les sociétés locales du massif, selon qu'elles se trouvent sur son versant occidental ou oriental. Comme dans la plupart des moyennes montagnes européennes, les formes contemporaines du développement économique et l'intensification agricole ont engagé depuis plusieurs décennies un processus continu de dépeuplement, par exode et vieillissement de la population. En outre, la partition de l'Allemagne et le tracé de la frontière avaient encore

1. Thüringer Ministerium für Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt, *op. cit.*, pp. 213-229.

2. Thüringer Ministerium für Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt, *Ibid.*, pp. 230-232.

accentué l'impact de l'émigration. La diminution des effectifs de population s'est poursuivie jusqu'à la fin des années quatre-vingt, jusqu'à ce que se manifestent en Hesse et en Bavière les prémises du renversement démographique en faveur des zones rurales. Cette situation n'a pas de lien direct avec la chute du mur, puisque les recensements font état, sur les versants occidentaux du massif, d'une reprise démographique dès 1987 (+ 8 % entre 1987 et 1991). Cette évolution procède autant, semble-t-il, des effets de la politique régionale du *Zonenrandgebiet*, que des conséquences de la croissance résidentielle dans les campagnes, favorisée par l'installation permanente de retraités, mais aussi d'actifs dont le choix de résidence alimente des flux pendulaires croissants en direction des villes de la bordure du massif : du nord au sud, Bad Hersfeld, Hünfeld et Fulda dans le Land de Hesse, Bad Brückenau, Bad Kissingen, Bad Neustadt, dans le Land de Bavière. Dans le même temps, la suppression de la frontière et le choc de la transition économique dans l'ex-Allemagne de l'Est ont soumis les campagnes du versant oriental du massif à une contraction brutale du marché de l'emploi qui s'est immédiatement traduite par l'émigration des forces vives du pays. Les soldes migratoires demeurent encore aujourd'hui systématiquement négatifs, mais le déficit s'est cependant réduit, depuis 1992-1993, à la faveur... du développement des déplacements pendulaires vers les villes de la vallée de la Werra en Thuringe (Bad Salzungen, Breitungen, Schmalkalden, Wasungen, Meinigen, Hildburghausen), et surtout vers les pôles d'emploi des anciens Länder (principalement Fulda et Schweinfurt).

L'évolution démographique divergente depuis la réunification entre les versants occidentaux et orientaux du massif est en grande partie le reflet d'une situation économique elle-même très différenciée. Il ne faut certes pas négliger les difficultés de tous ordres, auxquelles est confrontée l'agriculture de montagne dans le contexte de l'économie concurrentielle, qui affecte en outre l'ensemble des activités de production et de service. Il faut cependant reconnaître que la reprise démographique manifeste une certaine dynamisation des activités, notamment dans le secteur touristique, même s'il arrive que les professionnels de la restauration et de l'hébergement se plaignent de la baisse de la fréquentation depuis... l'ouverture du mur. En effet, le village de Tann, situé en Hesse dans la petite vallée de l'Ulster, voyait défiler jusqu'en 1989, des norias d'automobiles et d'autocars, transportant des Allemands de l'Ouest, curieux d'observer leurs « frères de l'Est » ou désirant simplement saluer d'un geste, les membres de leur famille, depuis une partie du plateau central, où, paraît-il, la *vue sur l'Est* était imprenable (!?). Néanmoins, la multiplication des établissements d'hébergement et de restauration, la densité du maillage des différents circuits de découverte (routes gastronomiques, sentiers de randonnées, pistes cyclables), et la fréquence des panneaux indiquant les possibilités de visite de sites naturels ou historiques témoignent du niveau de l'offre et de développement des activités d'accueil touristique dans cette partie du massif.

Les campagnes collectivisées du versant oriental accusent par contre en la matière, un retard significatif. L'ouverture du mur et les modalités de la transition vers le marché ont, en effet, déclenché un processus de crise, dont les manifestations et les conséquences, ont profondément déstructuré les sociétés locales, en grande partie figées par quarante ans de collectivisme agraire. L'introduction du marché a d'abord affecté les structures

d'exploitation agricole, en les entraînant dans un processus récessif de décapitalisation, au moment où elles ont dû appliquer les mesures de réforme structurelle imposées par le gouvernement fédéral. Les mécanismes de la récession sont maintenant bien connus. La libération des prix et l'entrée en vigueur de l'Union économique et monétaire (en juillet 1990) ont brutalement confronté les exploitations agricoles à l'augmentation des coûts de production et à la contraction des débouchés commerciaux, les obligeant à vendre tout ce qu'elles pouvaient et pratiquement à n'importe quel prix pour pouvoir se procurer les liquidités nécessaires au paiement des dépenses courantes, et notamment au versement des salaires. Il s'est produit une sorte de grande braderie sur les machines et les cheptels qui a conduit de nombreuses unités de production à la faillite, et qui pour les autres a rendu la restructuration d'autant plus malaisée. En effet, le gouvernement fédéral¹ a introduit dès le mois de juin 1991 un dispositif législatif contraignant qui imposait aux coopératives socialistes, un calendrier impératif de restructuration juridique et de privatisation du capital². Dans le même temps, il prévoyait les conditions juridiques et financières de la sortie de la coopérative et de la réinstallation d'exploitations individuelles. Enfin, il confiait à la *Treuhandanstalt* (l'agence de privatisation)³ la mission de démanteler les fermes d'État et de privatiser les terres de la propriété socialiste, c'est-à-dire les terres de la propriété d'État, formée à partir des expropriations de la réforme agraire conduite au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans la zone d'occupation soviétique. Le démantèlement du collectivisme agraire se solde alors par la formation d'un dualisme structurel opposant les entreprises agricoles qui ont pris la succession des coopératives socialistes et les nouvelles exploitations individuelles, elles-mêmes marquées par une très grande diversité structurelle.

Les conséquences économiques de la transition se sont manifestées brutalement sur les sociétés locales, par la croissance du chômage et l'insécurité des revenus. L'adaptation des exploitations agricoles à l'économie de marché a conduit à une réduction drastique de la main-d'œuvre agricole. L'impératif économique de la rentabilité a imposé l'augmentation de la productivité du travail dans l'agriculture. De ce fait, dans les anciennes coopératives, pourvoyeuses quasi exclusives des emplois agricoles et ruraux sous l'ancien régime, l'effort d'investissement consenti dans la rationalisation et la modernisation du capital d'exploitation s'est systématiquement accompagné de la réduction des effectifs, première mesure partout adoptée dans l'intention de réduire au plus vite les coûts d'exploitation. Ce délestage de main-d'œuvre s'est porté dans un premier temps sur les secteurs périphériques de la stricte production agricole, et a mis au chômage la quasi-totalité des personnels des ateliers de réparation du matériel agricole, des brigades de construction et d'entretien des bâtiments et des chemins d'exploitation, des cantines, des crèches, des établissements sportifs et culturels, alors administrés par les coopératives. Dans un second temps, les mesures de rationalisation du travail ont entraîné la suppression de nombreux emplois engagés dans la production agricole, mais qui devaient leur existence à la spécialisation des travaux et à la dissociation des tâches de conception et

1. Cf. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 87-100.

2. La loi d'adaptation de l'agriculture (*Landwirtschaftsanpassungsgesetz*) a été adoptée par le Parlement le 7 juin 1991. Elle impose la restructuration juridique des coopératives socialistes pour le 1^{er} janvier 1992.

3. Organisme fiduciaire rattaché au ministère de l'Économie et chargé jusqu'au 31 décembre 1994 de la privatisation des structures de l'économie socialiste.

d'exécution, alors introduites par les principes industrialistes de l'agriculture collectiviste. Par ailleurs, la faiblesse et les incertitudes de la rente économique dans le secteur agricole, qui semble limitée autant par les conditions naturelles du massif, que, *a priori*, par les contingentements de production de la Politique agricole commune, et le programme d'extensification de la réserve de biosphère, ont dissuadé la plupart des anciens coopérateurs les plus entreprenants, de saisir l'opportunité et les avantages du dispositif législatif et financier de la politique fédérale de décollectivisation, pour fonder une exploitation familiale, sur la base de la terre et des biens rétrocédés par la coopérative.

Cette décollectivisation s'est déroulée dans une dynamique globale de déprise des activités rurales. Au lendemain de la Réunification, la *Treuhandanstalt* et le gouvernements du Land de Thuringe ont conduit dans le secteur industriel, une politique résolue de déconcentration systématique des combinats et de privatisation rapide des unités de production¹. Ces opérations se sont traduites par le recul brutal de l'activité manufacturière et par la fermeture des rares entreprises du massif. Les choix économiques de la Réunification ont engagé, à l'échelle du Land, un processus de désindustrialisation qui a fait chuter de manière drastique le nombre des emplois industriels, et qui a réduit dans le même temps les possibilités de double activité pour les populations de la montagne. Dans le secteur touristique, d'autre part, on a pu observer la même situation récessive : sous le régime de la RDA, les villes de cure du *Mittelgebirge* (Meinigen et Bad Salzungen en particulier sur la bordure orientale du massif de la Rhön) comptaient parmi les destinations touristiques privilégiées de la nomenklatura. En outre, les combinats industriels et les syndicats ouvriers y avaient fait également construire des structures d'hébergement ou réservaient pour leurs salariés et/ou leurs membres, une partie des capacités d'accueil dans les hôtels et les campings. Mais le massif de la Rhön lui-même, traversé par le *Sperrgebiet*, a plutôt été épargné par la planification socialiste dans ce secteur. En outre, la chute du mur s'est accompagnée d'une réduction considérable des flux de ce tourisme social, qui n'a pas été compensée par l'arrivée de nouveaux flux en provenance des anciens Länder : les conditions de l'Union monétaire qui ont renchéri le coût des séjours et le manque d'infrastructures ont en effet dissuadé les touristes ouest-allemands, parfois rebutés par les marques de l'héritage collectiviste, de modifier leurs habitudes au profit du versant oriental. Le « label rouge » n'a rien d'un produit d'appel et ne fait guère recette ! Les nouveaux Länder continuent très souvent d'être perçus comme une terre étrangère. Les résidents comme les visiteurs des versants occidentaux de la Rhön, dix ans après la réunification, ne semblent pas parler de la même montagne, lorsqu'ils évoquent la région « d'en face » (« *von drüben* »).

1. Cf. Lacquement G., « Le devenir des espaces marginaux dans les nouveaux Länder allemands : la moyenne montagne et l'exemple du Massif de Thuringe », in Diry J.-P. (sous la dir), *Moyennes montagnes européennes, nouvelles fonctions, nouvelles gestions de l'espace rural*, CERAMAC, Clermont-Ferrand, 1999, pp. 497-520.

Sedlacek P., « Deindustrialisierung, Arbeitsmarkt und Industriepolitik in Thüringen », in *Geographische Rundschau*, 48, 1996, pp. 12-17.

3. La persistance de l'effet de frontière sur les sociétés locales

Lorsqu'on interroge les exploitants de la Rhön sur les relations professionnelles qu'ils entretiennent avec les autres agriculteurs de la région, lorsqu'on se remémore les conversations engagées avec les restaurateurs rencontrés à l'occasion d'un repas, au cours duquel ces derniers ont voulu confier à l'étranger (que j'étais) leur opinion sur la réunification et le programme de développement local, on perçoit très clairement qu'il existe dans ce massif deux montagnes : il y a celle « d'ici » et celle « d'en face », celle de l'Ouest et celle de l'Est, comme si la frontière, matériellement disparue, marquait toujours l'espace « vécu », comme si la frontière continuait de séparer le destin des sociétés rurales de la montagne. Car, la persistance de l'effet de frontière ne semble pas seulement affecter l'espace de la vie et des relations sociales. Il touche également l'organisation de la vie économique et la distribution des activités. Il sépare deux types de structures socioéconomiques, deux formes d'adaptation de ces structures au modèle d'aménagement. La volonté politique d'intégration territoriale doit ainsi s'accommoder de deux modes d'appropriation et de mise en œuvre du programme de développement local. Ces deux variantes, pourrait-on dire, trouvent sans aucun doute leur origine dans les héritages socioéconomiques qui ont séparé l'évolution structurelle des deux versants de montagne et qui continuent de marquer la morphologie des campagnes du massif.

3.1. Sociétés agraires de l'Ouest...

Les versants hessois et bavarois portent l'héritage d'une société rurale très enracinée, composée pour l'essentiel d'une population de petits propriétaires exploitants et de petits artisans et commerçants, une société locale qui a bénéficié des implantations industrielles de la bordure du massif et du développement des activités du tourisme vert au cœur de la montagne. La diversification des activités économiques et le renversement démographique contemporain s'expliquent pour l'essentiel par le maintien d'une forte cohésion sociale et par l'implication précoce des collectivités locales dans les politiques d'aménagement. L'attachement à la terre, certainement entretenu par le régime foncier du partage égalitaire (*Realteilungsgebiet*), a maintenu une structure de petites exploitations familiales, à temps complet et surtout à temps partiel ¹, qui perdure aujourd'hui grâce à la pratique très répandue de la double activité, rendue possible par la diversification du tissu économique. Ces opportunités d'emploi procèdent autant des choix d'implantation des entreprises, manifestes d'une certaine solidarité territoriale, sinon d'un véritable attachement local, que de l'action publique à l'échelle du Bund, des Länder et des communes, en faveur des infrastructures et des activités économiques, aussi bien dans le secteur industriel que dans le secteur touristique.

1. Pour le début des années quatre-vingt-dix, le rapport de diagnostic de la réserve de biosphère précise la distribution des structures d'exploitation agricole dans les communes bavaroises et hessoises de la Rhön d'exploitation :
 — Bavière : 2 669 exploitations, dont 331 à temps complet et 2 338 à temps partiel,
 — Hesse : 2 551 exploitations, dont 679 à temps complet et 1 872 à temps partiel.

Cf. Thüringer Ministerium für Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt, *op. cit.*, pp. 82-85.

Document 6
Bergerie collective sur le versant bavarois de la Rhön



Sur le versant bavarois de la Rhön, des exploitants familiaux dont certains sont des doubles-actifs, ont fondé un groupement sociétaire, pour financer la construction d'une bergerie commune qui abrite depuis 1997 les 800 têtes du troupeau devenu collectif. A l'arrière-plan, on distingue les bâtiments d'une bergerie expérimentale, créée, il y a quelques années, par une association de communes, avec le soutien de l'office fédéral de la protection de l'environnement. Cette expérience est à l'origine de la réintroduction d'une race ovine locale (*Rhönshaf*). L'action publique avait en outre pour mission d'encourager les initiatives individuelles ou collectives en faveur de l'élevage ovin extensif. (Cliché de l'auteur, Ginolfs, Land de Bavière, avril 1999).

Herr A. habite Ginolfs, une petite localité du versant sud-oriental de la *Lange Rhön* en Bavière ¹. À trente-quatre ans, il est père de trois enfants et travaille comme ingénieur dans le secteur de la construction de machines, dans une entreprise installée à Neustadt, une des villes de la bordure du massif. Pourtant, comme son père, qui était maçon, il a conservé la terre et la ferme familiales, héritées de ses grands-parents. Jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, il pratique l'agriculture à temps partiel sur les 12 hectares de la propriété familiale. Comme la plupart des petits exploitants de la montagne, il passe beaucoup de son temps « libre » à élever un petit cheptel de vaches laitières. S'il tire une réelle satisfaction à pérenniser la tradition familiale, il s'interroge assez vite sur le devenir d'une activité qui finit par lui coûter plus d'argent qu'elle ne lui en rapporte.

En 1994, tout change. Ils sont cinq exploitants de la commune à se réunir et à fonder un groupement d'exploitation (en allemand, *GbR* = *Gesellschaft bürgerlichen Rechts*, équivalent des GAEC français) ². Herr A. abandonne donc l'exploitation laitière et afferme les terres de sa propriété à la nouvelle exploitation. Cette dernière s'étend sur 160 hectares de terres tenues exclusivement en fermage. En plus des propriétés des partenaires du groupement, il s'agit pour une large part des anciens communaux, autrefois voués au pacage des troupeaux de moutons, et depuis de nombreuses années, en grande partie enfrichés par l'abandon de l'élevage ovin et la généralisation de l'élevage laitier intensif. Les cinq partenaires ont en fait créé ce que les promoteurs du programme de la réserve de biosphère appellent une « communauté de pâturages » (*Weidegemeinschaft*). L'expérience partenariale ne s'arrête cependant pas au fermage des terres. La nouvelle société a récemment entrepris la construction d'une bergerie commune de 2 000 m² qui abrite les 800 têtes de brebis du troupeau devenu collectif (cf. document 6). Compte tenu de l'investissement exigé, la construction de la bergerie inaugure une étape nouvelle dans l'activité de la société. Car, jusqu'à sa mise en service, l'élevage en commun était limité aux mois d'été. Le troupeau, alors bien moins important, était redistribué et abrité chaque hiver dans les différentes étables individuelles.

Le groupement tire ses revenus de la vente des agneaux et du contrat d'entretien des paysages qu'elle a signé avec le ministère de l'Agriculture du Land, dans le cadre du programme d'aménagement de la réserve de biosphère. Ces revenus lui permettent de reverser des dividendes à ses partenaires, et de payer un salarié à temps plein. Employé comme berger, ce dernier assure le gardiennage en été et l'approvisionnement en fourrages l'hiver. Il vient « d'en face », de Thuringe. Il fait partie de ceux qui, au lendemain de l'unification, ont quitté la coopérative socialiste pour fonder au village une exploitation familiale. Mais comme beaucoup de pionniers de l'agriculture familiale dans les nouveaux Länder allemands, il a échoué, tant à cause du niveau d'investissement exigé et des limites de ses moyens financiers, que des difficultés de tous ordres propres à la décollectivisation et au processus de transition vers l'économie de marché. L'emploi d'un salarié n'est pas une situation commune dans les exploitations agricoles de cette partie du massif, où la main-d'œuvre familiale occupe traditionnellement et structurellement une place quasi exclusive. Le cas méritait d'être souligné, d'autant qu'indirectement il contribue à perpétuer la double activité, en libérant les exploitants à temps partiel du groupement des travaux les plus pénants.

1. Une grande partie du travail de terrain a été consacrée à la réalisation d'une enquête par questionnaires et entretiens auprès des responsables du programme d'aménagement (ministère de l'Agriculture de Thuringe et administrations locales de la réserve de biosphère) et des acteurs sociaux sollicités pour sa mise en œuvre, c'est-à-dire pour l'essentiel des exploitants agricoles. La diversité des situations de part et d'autre de la frontière a nécessité, en plus des entretiens semi-directifs, la rédaction de trois questionnaires différents, même s'ils demeurent comparables : le premier s'adressait aux exploitants familiaux des anciens Länder, le second, aux exploitants familiaux des nouveaux Länder, et le troisième, aux responsables des nouvelles exploitations sociétaires des nouveaux Länder. Le choix de cette méthodologie a été motivé, d'une part, par l'hétérogénéité des sources statistiques entre les différentes unités administratives du périmètre de la réserve de biosphère, et d'autre part, par la volonté de saisir la réalité territoriale dans sa complexité et sa diversité. Je souhaite exprimer ici une nouvelle fois mes remerciements et ma gratitude à toutes les personnes qui ont accepté de me recevoir le temps d'un entretien ou d'une enquête.

2. Cf. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 87-111 et 204-210.

L'un des cinq partenaires joue un rôle décisif dans la bonne marche de la nouvelle exploitation. Seul exploitant à temps complet du groupement, il pratique la transformation et la vente directe. Il possède un abattoir, un magasin au village et une camionnette pour les livraisons aux restaurateurs. Il écoule la production du groupement, mais il a également passé contrat avec d'autres exploitations agricoles, ce qui lui permet de proposer une grande variété de produits transformés, pour l'essentiel à base de porc et d'agneau. On peut également lui acheter du miel, des confitures et des pâtes alimentaires. Le *Bauernladen* (magasin paysan) de Ginolfs est le seul commerce du village. On y croise une clientèle d'habituez, mais aussi des touristes de passage qui, pour la plupart, ont souvent choisi la formule des vacances à la ferme (*Ferien auf dem Bauernhof*). D'ailleurs, certains des partenaires de la *GbR* ont investi dans l'hébergement touristique. C'est le cas de Herr A. qui dispose d'une capacité d'une vingtaine de lits, répartis en deux chambres d'hôtes et en trois appartements de vacances, aménagés dans la propriété familiale. À la demande, il fait visiter l'exploitation à ses hôtes, et organise des promenades aux alentours du village, sur les sentiers pédagogiques de découverte de la flore et du paysage. Dans le cadre de cette activité, il fait partie d'une association qui milite en faveur du développement local par la promotion des activités de l'agritourisme, de la vente directe, de l'artisanat rural, ainsi que pour la préservation des paysages ruraux et la conservation du bâti villageois.

Herr B. tient également une exploitation agricole sur le versant bavarois de la Rhön. Il s'est installé dans une ferme isolée, située à quelques kilomètres au sud de Ostheim. Comme Herr A. de Ginolfs, il est issu d'une famille d'artisans, qui avait conservé la terre travaillée par la génération des grands-parents : ses parents étaient boulangers, son grand-père maternel était paysan, et son grand-père paternel était cordonnier-paysan, une « double activité » très répandue dans le massif au début du siècle. C'est sur les 20 hectares transmis par héritage, qu'il fonde sa propre exploitation dans les années soixante-dix. Mais, contrairement à Herr A., il s'agit de sa seule activité professionnelle. Il est exploitant à temps complet. En 1985, il abandonne la production laitière et se débarrasse de son cheptel de 25 têtes, pour investir massivement dans la filière de l'agritourisme. Son exploitation s'étend aujourd'hui sur 130 hectares, dont 40 en propriété. Pendant 20 ans, il a participé aux opérations de remembrement, qui lui ont permis de faire passer le nombre de ses parcelles de 280 à 50. Les terres qu'il exploite se trouvent presque entièrement dans le périmètre de la réserve de biosphère. Mais il continue, pour ce qui est des labours, de pratiquer une agriculture conventionnelle, car il doute des opportunités de marché, véritablement offertes à l'agriculture alternative et biologique. Il estime que son exploitation est trop éloignée des grands marchés de consommation urbains, et qu'il se heurterait à un problème de main-d'œuvre qui mettrait en péril la rentabilité de l'exploitation. Il n'y a que sur les prairies, dont l'essentiel se situe d'ailleurs dans la zone de préservation (*Pflegezone*), qu'il s'est engagé à mettre en œuvre les mesures d'extensification promues par le programme de préservation des paysages agraires. Non traitées, les prairies permanentes sont fauchées une fois l'an : il perçoit les primes à l'extensification et le produit de la vente du foin aux exploitations bovines de la région. De toute façon, affirme-t-il, l'investissement nécessaire à l'intensification fourragère se ferait, ici, à perte, compte tenu des conditions de marché et de l'évolution des prix du lait et de la viande. Il conserve chaque année quelques bottes de foin pour le fourrage de ses cinq chevaux, la passion de la famille, mais aussi une des activités de loisir qu'il propose à ses hôtes. Pour le reste, il pratique un système de cultures très pragmatique : des céréales (blé et seigle) qu'il entrepouse afin de les vendre en hiver au meilleur prix, à une coopérative Raiffeisen, qui en sous-traite la transformation à une minoterie de Schweinfurt, du colza, un peu de betteraves à sucre, et surtout des semences d'avoine. Pour pouvoir investir dans l'agritourisme, il s'est efforcé de réduire ses coûts d'exploitation et surtout ses dépenses en matériel, en adhérant à un *Maschinenring*, à un cercle de machines, dont il a en outre été le président pendant quinze ans. Au sein de

cette structure, il propose ses services à d'autres exploitants de la permet d'amortir plus rapidement l'acquisition d'une moissonneuse-batteuse toute neuve, achetée en commun avec un voisin. La chute du Mur et la situation frontalière lui ont ouvert des opportunités de travail inattendues. Certains Allemands de l'Ouest se sont vus, après la réunification, rétrocéder des héritages fonciers. D'autres ont souhaité profiter des opportunités du marché foncier pour compléter leur SAU, par des terres de l'Est, accessibles à l'achat et au fermage à des prix inférieurs à ceux de l'Ouest, à condition toutefois qu'elles soient libérées de l'imbroglio juridique qui pèse sur la restitution des propriétés foncières dans les nouveaux Länder. Herr B. assure donc un certain nombre de travaux agricoles pour un *Wessi* qui a acheté des terres en Thuringe afin d'agrandir son exploitation.

Lui aussi a tenté « l'aventure orientale », c'est-à-dire la reprise ou la création d'une exploitation agricole dans les nouveaux Länder, à la suite de la réunification et du démantèlement du collectivisme agraire. Il raconte qu'en 1992 il a répondu à une petite annonce publiée par la *Treuhandanstalt*¹ dans un journal spécialisé : il s'agissait d'un lot foncier constitué de 50 hectares de terres à la vente et de 50 hectares de terres en fermage, situées dans le bassin de Thuringe. Il achète la première partie du lot, pour cultiver de la betterave à sucre, et être en mesure de rentabiliser rapidement son investissement dans le foncier et agrandir ensuite l'exploitation avec les terres proposées en fermage. Dès la première saison cependant, il est obligé de renoncer et de restituer les terres, car le propriétaire « initial » s'est manifesté et a fait valoir ses droits à la priorité².

Depuis sa mésaventure dans l'ex-RDA, Herr B. consacre une grande partie de son temps, et l'essentiel de ses investissements, aux activités d'accueil touristique. Il a entrepris la construction d'un nouveau corps de ferme, dans lequel ont été aménagés quatre appartements de vacances, disponibles à la location depuis 1994. Il propose des cours d'équitation pour les enfants, assurés par sa fille qui a obtenu les diplômes requis, ainsi qu'un service de promenades en calèche, au programme : visite des villages et découverte des paysages ruraux. Enfin, passionné d'informatique, il a créé un site Internet qui assure la promotion de son activité et surtout un logiciel de gestion des exploitations agritouristiques, pour lequel il organise des stages de formation. Compte tenu des politiques de contingentement de la production agricole et d'alignement des prix sur ceux du marché mondial, il ne voit l'avenir de son exploitation que dans « les semences et les vacances », c'est-à-dire dans une activité qui réduit la part de la production brute soumise à la contrainte des marchés, et qui diversifie ses services : travaux agricoles, formation à l'outil informatique pour la gestion d'exploitation, tourisme vert.

1. La *Treuhandanstalt* est l'organisme fiduciaire créé à l'initiative du gouvernement fédéral dans le but de privatiser les biens de la propriété socialiste de la RDA, et donc en particulier le patrimoine foncier. Ce dernier comprenait les terres des fermes d'État, les lots de la réforme agraire de 1945 abandonnés par leurs bénéficiaires, les propriétés privées confisquées par l'État est-allemand et non réclamées depuis la réunification. Cf. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 87-93.

2. La loi d'adaptation de l'agriculture de juin 1991 (*Landwirtschaftsanpassungsgesetz*) prescrit la rétrocession de tous les biens fonciers en propriété privée. La mesure concerne les terres paysannes dont les coopératives socialistes avaient l'usufruit, les lots de la réforme agraire de 1945 dont les bénéficiaires sont devenues pleinement propriétaires (loi de la RDA du 6 mars 1990), et les terres confisquées par l'État est-allemand (propriétés des réfugiés en Allemagne de l'Ouest et terres situées dans le *Sperrgebiet*, le long de la frontière interallemande). Il est indispensable de préciser ici que les grands propriétaires expropriés par la réforme agraire ne jouissent que d'un droit au dédommagement, et non à la restitution (Article 25 du Traité de réunification). Cf. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 88-99.

Document 7
L'écumusee de Fladungen, versant bavarois de la Rhön



L'écumusee de Fladungen a été créé à l'initiative des collectivités locales de la vallée de la Streu, à partir du regroupement et de la restauration d'un certain nombre de fermes abandonnées de la région. Retenues pour leurs qualités esthétiques, jugées représentatives de l'architecture paysanne traditionnelle du pays, elles ont été démontées et remontées pièce par pièce, à la sortie du bourg. (Cliché de l'auteur, Land de Bavière, avril 1999).



Dans le cadre des programmes communautaires LEADER II, le « Groupe d'action locale » (GAL) de la vallée de la Streu a ouvert, au sein de l'écumusee, dans un des bâtiments restaurés, un « magasin paysan » (inscription de la banderole : « Rhöner Bauernladen »). Ce dernier commercialise exclusivement les produits agricoles de la Rhön et de la Franconie. Il s'agit d'une des actions du groupe en faveur de la vente directe et du tourisme vert. (Cliché de l'auteur, Land de Bavière, avril 1999).

À ce dernier titre, Herr B. fait partie d'un groupe d'action locale (GAL), formé dans le cadre des programmes communautaires LEADER II, en faveur des régions rurales en difficultés économiques (régions de l'objectif 5b). Le groupe réunit quinze membres qui ont entrepris une série d'actions en faveur du développement économique de la vallée de la Streu (cf. document 2). Les projets et les programmes d'actions concernent neuf communes. Ils visent la promotion du tourisme vert et le développement de la vente directe des produits agricoles. Dans ce but, le groupe encourage les agriculteurs à participer à la vie politique locale, tandis qu'à l'échelle fédérale, il prend part aux opérations de promotion régionale dans les foires spécialisées du pays : *Grüne Woche* de Berlin en particulier, mais aussi foires de Chemnitz, de Sarrebrück et de Francfort. En outre, sept des membres du groupe, dont Herr B., ont fondé une société dans l'intention d'ouvrir un « magasin paysan » (*Bauernladen*) dans l'enceinte de l'écomusée de Fladungen (cf. document 7). L'écomusée a été créé à l'initiative des collectivités locales de la vallée à partir du regroupement et de la restauration d'un certain nombre de fermes abandonnées de la région. Retenues pour leurs qualités esthétiques, jugées représentatives de l'architecture paysanne traditionnelle du pays, elles ont été démontées et remontées pièce par pièce, à la sortie du bourg de Fladungen. Le « magasin paysan » commercialise exclusivement les produits agricoles de la Rhön et de la Franconie. Grâce aux subventions du programme LEADER II, au partenariat des collectivités locales et à l'investissement initial et personnel des 7 membres du groupe (60 000 DM par personne), la société a ouvert depuis peu, dans l'un des bâtiments restaurés, une boutique confiée à un gérant, qui écoule les « produits de la ferme » des agriculteurs de la région cherchant ainsi à valoriser une partie de leur production.

Partenaires privilégiées de l'initiative privée, les collectivités publiques sont également à l'origine de projets de développement local. Dans le village de Ginolfs, c'est la municipalité de tutelle qui s'est associée à l'office fédéral de protection de l'environnement, pour créer une bergerie expérimentale (cf. document 6), dans le but de remettre en valeur les communaux abandonnés à la friche, et de réintroduire une race ovine locale, le *Rhönschaf*, que l'on a déjà évoquée plus haut. L'action publique devait avoir valeur d'exemple, et encourager les exploitants locaux à abandonner, au moins en partie l'élevage laitier, mis en péril par l'évolution de la politique des marchés et l'étranglement des structures d'exploitation, pour pratiquer l'élevage ovin extensif, et participer ainsi à l'entreprise de restauration paysagère, en réhabilitant les anciens pacages des pentes les plus raides et des sols les plus pauvres des versants de la montagne.

La démarche de la commune de Hausen (versant bavarois) procède de la même intention d'exemplarité. La commune a été élue village modèle de la réserve de biosphère, pour son programme de restauration et de préservation des vergers et des prairies complantées. Située sur le versant sud-oriental de la *Lange Rhön*, en amont de la vallée de la Streu, la région bénéficie d'un climat d'abri qui la protège des tempêtes et des vents violents, venus principalement de l'ouest. L'arboriculture est une activité ancienne dans les collines sédimentaires du massif. À partir du XVIII^e siècle, l'étendue des vergers et des prairies complantées est systématiquement mentionnée dans les inventaires seigneuriaux et dans les contrats de fermage. Au XIX^e siècle, les fruits de la Rhön sont commercialisés jusqu'en Saxe et en Prusse, tandis que l'arrivée du chemin de fer au début du XX^e siècle étend l'aire de chalandise à l'ouest, aux régions de la Ruhr et du Rhin. Les opérations de remembrement et la généralisation de la mécanisation à partir des années cinquante, entraînent cependant l'arrachage de nombreux arbres, tandis que l'affirmation de l'orientation laitière réduit l'activité arboricole à quelques vergers spécialisés, au détriment des prairies complantées. Au même moment, la demande en bois d'œuvre (fabrication de meubles) s'accroît et accélère l'arrachage, en particulier celui des noisetiers.

Document 8
Hausen en Bavière, village modèle de la réserve de biosphère



Situé sur le versant sud-oriental de la *Lange Rhön*, le village de Hausen a conservé, malgré les opérations de remembrement et la spécialisation des systèmes de cultures, une grande partie de sa morphologie agraire traditionnelle : village en tas ceinturé d'une auréole de vergers, haies du bocage, prairies complantées. La commune participe depuis peu à un projet de sauvegarde des prairies complantées et de reconstitution de la filière arboricole, engagé par une association (*Rhöner Apfleinitiative e.V.*) et soutenu par l'administration de la réserve de biosphère : *Rhöner Streuobstprojekt*. (Source : *Streuobstlehrpfad Hausen, Neue Wege in der Erhaltung heimischer Streuobstbestände, Eine Initiative in der Modellgemeinde Hausen*, publication de la commune de Hausen, sans date, 32 p.).

Malgré cela, le village est encore ceinturé aujourd'hui d'une auréole de vergers, qui, à certains endroits, fait corps avec le bâti. La forêt qui borde le village à l'ouest est mouchetée, çà et là, de prairies complantées. Peu de parcelles sont véritablement entretenues. Peu de vergers sont encore exploités, à l'exception du verger de pruniers, situé au sud-ouest du village, produit du remembrement et de la spécialisation agricole des années cinquante et soixante. La commune a recensé 60 à 70 hectares de vergers et de prairies complantées : 50 espèces de pommiers, 15 espèces de poiriers, autant de pruniers (dont la variété des quetsches), de cerisiers et de noisetiers. Les arbres se situent surtout sur les parcelles les plus petites, les moins remembrées et les moins soumises à l'intensification. Elles sont souvent menacées par l'abandon de l'exploitation et la progression de la friche.

En 1996, la commune s'investit dans un projet engagé par une association et soutenu par l'administration de la réserve de biosphère. L'association (*die Rhöner Apfelinitiative e.V.*) a été fondée en 1995, à l'initiative d'arboriculteurs, de défenseurs de l'environnement et de restaurateurs, dans le but de sauvegarder les prairies complantées du massif, autant pour des raisons écologiques, qu'économiques. L'action la plus importante (*Rhöner Streuobstprojekt*) consiste, d'une part, dans le recensement de tous les vergers du massif, et d'autre part, dans la promotion et la valorisation de la production régionale, à partir de la transformation et de la commercialisation sous label des fruits et des produits dérivés. La commune de Hausen a articulé sa participation autour de cinq actions principales : information du public et initiation à l'arboriculture, préservation des prairies complantées en tant que biotope, contribution au maintien de la biodiversité par la conservation des espèces rares et menacées, restauration du paysage agraire local à des fins touristiques, aides aux structures de transformation et de commercialisation ¹.

La participation de la commune de Hausen au projet associatif de préservation des vergers et des prairies complantées et de reconstitution de la filière arboricole, lui-même soutenu par l'administration de la réserve de biosphère, est tout à fait représentatif des formes de l'implication des collectivités locales dans l'aménagement rural. Dans les pays germaniques, cette implication est ancienne, et fonctionne quasi systématiquement sur le principe du partenariat avec les instances de l'État, l'État fédéral (*Bund*) comme l'État fédéré (*Land*), ainsi qu'avec l'initiative privée, qu'il s'agisse d'associations ou d'individus. L'action publique a joué et continue de jouer un rôle décisif dans le maintien des densités de peuplement et des activités en milieu rural, même dans les régions les plus défavorisées, les plus reculées, celles qui cumulent le plus de handicaps au regard des contraintes de l'économie libérale et du modèle agricole productiviste. Depuis de longues années déjà, ce système de partenariat participe au développement des activités du tourisme vert et de l'agritourisme. Ce type d'activité et de reconversion n'a jamais été présenté comme un mal nécessaire ou un pis-aller aux sociétés paysannes du massif, contraintes malgré elles de renoncer aux vertus du productivisme, compte tenu de la médiocrité de la rente naturelle, de l'étroitesse des structures d'exploitation et de l'enclavement relatif de la région. Les activités du tourisme vert et de l'agritourisme ont été au contraire valorisées par l'action publique comme par la profession, en tant que source de revenus à part entière, et non comme activité complémentaire ou palliative. Elles ont été promues et admises comme un instrument de pérennisation de l'activité agricole et de conservation dans le massif, de la *tradition paysanne*. Apparemment empreinte de

1. Cf. *Streuobstlehrpfad Hausen, Neue Wege in der Erhaltung heimischer Streuobstbestände, Eine Initiative in der Modellgemeinde Hausen*, publication de la commune de Hausen, sans date, 32 p.

conservatisme social, cette démarche participe au contraire au développement socioéconomique global, en faisant l'économie d'un exode rural de grande ampleur et d'une déprise des activités jugée irréversible. Le retournement démographique, perceptible dès la fin des années quatre-vingt, sur les versants occidentaux de la montagne, traduit sans aucun doute les effets positifs de ce type d'action. Parce qu'il renforce les liens sociaux et les solidarités locales, le système du partenariat donne un sens et un contenu à l'identité territoriale, il contribue à perpétuer le sentiment d'appartenance territoriale, ce que les Allemands nomment le *Heimatsgefühl*.

Néanmoins, dans cette partie de l'Allemagne, dans ce massif divisé il y a dix ans encore par la frontière interallemande, ce sentiment n'est pas *également* partagé, par l'ensemble des sociétés locales de la montagne. La quasi-absence de relations professionnelles entre les agriculteurs des deux versants du massif, comme l'embauche par le groupe d'exploitants de Ginolfs d'un berger licencié par son ancienne coopérative, sont symptomatiques de la perpétuation de l'effet de frontière et des inégalités de développement socioéconomique entre les anciens et les nouveaux Länder.

3.2. ...Sociétés agraires de l'Est

Contrairement aux sociétés rurales enracinées des versants occidentaux du massif, les sociétés locales de l'Est sont des sociétés « dépayssannisées »¹. Les campagnes de Thuringe portent l'héritage du collectivisme agraire. Le régime socialiste de la RDA avait réussi le tour de force d'intégrer une région dominée par les petites exploitations familiales (les exploitations de moins de 10 hectares occupaient 70 % de la SAU à la veille de la collectivisation) au maillage des coopératives de production agricole, alors que les sociétés locales avaient montré jusqu'à une date avancée de fortes velléités de résistance à la collectivisation : en 1958, tandis que la construction du socialisme avait été décrétée depuis 1952 et que Walter Ulbricht s'appêtait à lancer la seconde phase de socialisation des structures agraires, les exploitations indépendantes occupaient encore 75 % de la SAU. La collectivisation s'est alors opérée sur le mode de la contrainte. Dans les années soixante, le régime socialiste a obligé les exploitants individuels à rejoindre le système collectiviste en adhérant à des coopératives de niveau élémentaire (*LPG I*) ou intermédiaire (*LPG II*), qui perdureront jusqu'à la grande restructuration des années soixante-dix et l'homogénéisation des structures agricoles sur le modèle collectif le plus achevé (*LPG III*). Les grandes exploitations socialistes ainsi formées ont conservé jusqu'à la fin de l'ancien régime des fonctions omnipotentes de production agricole et d'administration du territoire, si bien que les collectivités locales se sont trouvées démunies en termes financiers et en termes d'expérience, au moment où la République fédérale a rétabli le principe de l'autonomie politique locale (*Selbstverwaltung*).

1. Cf. Maurel M.-C., *La transition post-collectiviste : mutations agraires en Europe centrale*, L'Harmattan, Collection « Pays de l'Est », 1994, pp. 19-72.

Depuis la réunification, la privatisation du secteur agricole a donné naissance à un dualisme structurel qui oppose les nouvelles exploitations familiales, aux exploitations sociétaires qui ont pris la succession des coopératives socialistes, à l'issue du processus de restructuration imposé par la loi fédérale. Minoritaires en nombre, les secondes ont maintenu sur la campagne, une forte emprise économique et sociale, ne serait-ce que par la superficie qu'elles cultivent. Les difficultés financières propres à la transition vers l'économie de marché et l'imbroglio juridique qui a présidé à la restitution des biens en propriété privée n'expliquent pas à eux seuls, la faiblesse du nombre des candidats à la (re)création d'une exploitation familiale indépendante. La socialisation du travail agricole dans l'ex-Allemagne de l'Est a transformé, malgré elle, la paysannerie d'après-guerre en une « classe » d'employés agricoles des fermes d'État et de coopérateurs salariés ¹. La dissociation des fonctions de conception, des tâches d'exécution et du contrôle hiérarchique du travail, ainsi que la réorganisation du travail agricole selon les normes de la production industrielle (séparation en branches de la production agricole, fractionnement des tâches confiées à des travailleurs spécialisés) se sont soldées, à la faveur du renouvellement des générations, par la dénaturation, voire la destruction des savoir-faire polyvalents, qui attachaient la paysannerie à son territoire et animaient dans le massif, une structure de petites et moyennes exploitations.

Herr C. est l'un des rares exploitants individuels à temps complet du versant thurinois de la montagne. À trente-trois ans, il est chef d'une exploitation qu'il a fondée en 1990, après avoir quitté la coopérative dans laquelle il travaillait. Il fait véritablement partie des pionniers de l'agriculture familiale dans les nouveaux Länder, car il a entrepris de reconstituer l'exploitation familiale, autrefois dissoute dans la coopérative, avant même que n'entre en vigueur la nouvelle version de la Loi d'adaptation de l'agriculture (juin 1991), plus avantageuse encore pour les coopérateurs qui, comme lui, avaient décidé de quitter l'exploitation collective, pour recréer une exploitation individuelle ². Ils sont peu nombreux à avoir pris et surmonté ce risque, certainement motivés par la volonté de renouer le fil de la tradition familiale et de s'inscrire dans la succession des générations de paysans du massif. Herr C. est issu d'une famille de paysans. Son père cultivait les 12 hectares transmis par les grands-parents, tout en exerçant comme artisan du bâtiment, pratique classique de la double activité traditionnelle, mettant à profit les temps morts du calendrier agricole. Comme tous les paysans de cette partie de la montagne, il est contraint au début des années soixante de céder l'usufruit de ses terres à la coopérative, dont il devient l'un des membres, ainsi que sa femme. Il y exercera comme maçon, son épouse comme ouvrière agricole dans le secteur de la production végétale. Promu par le système de formation socialiste, leur fils, Herr C., obtient un diplôme de technicien agricole, et devient à partir de 1983 l'un des tractoristes de la coopérative, assigné aux travaux de labours, de semailles et de moissons. Pendant toute la période collectiviste, la famille a cultivé le lopin individuel concédé par la coopérative. Il s'agissait d'un jardin de 0,5 hectare et d'un petit élevage, dont le produit était destiné à l'approvisionnement du foyer. Parallèlement, la famille gardait pour son compte, ainsi que pour

1. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 25-79.

2. La première loi de transformation du secteur agricole de la RDA est adoptée le 29 juin 1990, sur proposition du gouvernement Lothar de Maizière, premier gouvernement de la RDA sans participation des communistes. Cette loi faisait alors partie d'un ensemble législatif global qui visait à préparer les structures économiques de la RDA, à l'Union économique et monétaire devant entrer en vigueur le 1^{er} juillet 1990. La deuxième version de la loi d'adaptation de l'agriculture (*Landwirtschaftsanpassungsgesetz*), adoptée le 7 juin 1991, par le Parlement de l'Allemagne réunifiée, soumettait à un calendrier impératif la restructuration des exploitations collectives et prescrivait un certain nombre de mesures favorables à la promotion des exploitations familiales indépendantes. Cf. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 83-111.

celui d'une dizaine de propriétaires, un troupeau de 70 moutons, sur 2 hectares de terres, prêtés en partie par des particuliers, loués pour l'essentiel par la coopérative. Comme un certain nombre de familles paysannes, la famille de Herr C. tirait de cette activité privée¹ des revenus non négligeables, à une époque où le régime valorisait ce type d'élevage en proposant des prix élevés pour l'achat de la laine.

Son exploitation s'étend aujourd'hui sur 260 hectares. Mis à part les 12 hectares de la propriété familiale, toutes les terres sont affermées, par la *Treuhandanstalt*² (25 %), la commune (10 %), et pour le reste par des particuliers qui ont retrouvé la jouissance de leurs propriétés après la réunification. En 1992, il modifie le statut de son exploitation en créant un groupement d'exploitants (*GbR = Gesellschaft bürgerlichen Rechts*, cf. plus haut) ; l'association avec l'un de ses parents lui permet de gérer plus avantageusement le foncier, l'allocation des aides publiques et la distribution des quotas laitiers. Située tout entière dans le périmètre de la réserve de biosphère, l'exploitation repose sur une forme de mise en valeur qui juxtapose l'agriculture conventionnelle et l'élevage extensif. Herr C. consacre 100 hectares à la culture des plantes fourragères, destinées à l'approvisionnement de ses 110 vaches laitières. Les primes compensatoires versées aux agriculteurs de montagne lui permettent de rentabiliser ces pratiques intensives, et d'obtenir un rendement laitier bien au-dessus de la moyenne des producteurs des nouveaux Länder (7 200 litres par vache et par an). 60 hectares de prairies permanentes et non traitées sont réservés à un petit élevage de bouche : après la mise à bas, les veaux sont élevés sous la mère pour une courte période, avant d'être vendus aux abattoirs, âgés de quinze jours. Les génisses sont conservées pour l'exploitation laitière. Par ailleurs, il a passé contrat avec le ministère de l'agriculture de Thuringe, par l'intermédiaire de l'administration de la réserve de biosphère, pour mettre en valeur le reste de ses terres tenues en fermage sous la forme d'un élevage ovin extensif : le troupeau compte 200 brebis et 1 reproducteur. Les agneaux sont vendus à des grossistes de Hesse et de Bavière. Seule la compensation financière du contrat lui permet d'équilibrer les comptes de cet élevage, en raison des prix pratiqués sur le marché de la viande ovine. Enfin, pour l'autoconsommation familiale, il a conservé 2 chèvres et une dizaine de poules, tandis que ses parents préparent des conserves de charcuterie à base de viande d'agneau.

Parti de pratiquement rien, il a dû investir massivement dans le capital d'exploitation. Certes, la Loi d'adaptation de l'agriculture prescrivait la restitution et l'indemnisation de la contribution de chacun des coopérateurs à l'inventaire de l'exploitation collective (*Inventarbeitrag*). Mais, la plupart du temps, le matériel récupéré s'est avéré obsolète, et le montant des indemnités s'est révélé insuffisant pour financer à lui seul, la reconstitution d'un capital d'exploitation viable. C'est donc le recours aux aides fédérales et à l'emprunt qui lui ont permis d'acheter du matériel et de construire des étables neuves, même s'il s'est fait maçon et charpentier pour l'occasion, surtout pour économiser les frais de main d'œuvre : une étable à boxes pour l'élevage laitier, une étable à stabulation libre pour l'élevage des génisses, un hangar à matériel, une station de traite (cf. document 9). Les brebis doivent se contenter pour l'instant d'être abritées dans plusieurs bergeries, bâtiments loués à différents propriétaires.

1. Les productions de l'économie auxiliaire (*individuelle Hauswirtschaft*) servaient sous l'ancien régime à l'approvisionnement des magasins d'Etat et des « marchés paysans » contrôlés par l'administration. Elles représentaient pour certains produits, une part non négligeable de la production nationale (fruits et légumes, petits cheptels, miel, tout ce qui n'était pas produit à grande échelle par les coopératives et les fermes d'Etat). Cf. Brezinski H. : « Private agriculture in the GDR : limitations of orthodox socialist agricultural policy », in *Arbeitspapiere des Fachbereichs Wirtschaftswissenschaften*, mai 1989, pp. 4-14, et Lacquement G., *op. cit.*, pp. 63-79.

2. Comme il était prévu dans ses statuts, la *Treuhandanstalt*, l'organisme fiduciaire chargé par le ministère fédéral de l'économie, de la privatisation de la propriété socialiste, a fermé ses portes à la fin du mois de décembre 1994. Depuis 1992, la mission de privatisation du patrimoine foncier de la *Treuhandanstalt* est assurée par un consortium bancaire, la *BVVG (Bodenverwertungs- und Verwaltungsgesellschaft)*, ou Société de mise en valeur et d'administration des terres agricoles. Cf. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 96-100.

Document 9
Pionniers de l'agriculture familiale sur le versant thurinois de la Rhön



À Oberalba, petite localité de la région des collines sur le versant thurinois de la montagne, on peut distinguer (au centre) les bâtiments d'une exploitation agricole familiale fondée après la réunification. Le hangar à matériel, les deux étables et les deux réservoirs à lisier, tous de construction récente, témoignent de l'importance de l'investissement initial nécessaire à la reconstitution d'un capital d'exploitation viable, dans les conditions actuelles de prix et de contingentement de la production. Ici, l'exploitation laitière intensive est associée aux pratiques extensives d'un petit élevage de bouche, et surtout d'un élevage ovin, destiné à débroussailler et à entretenir les pacages en partie enfrichés des pentes les plus raides des collines de l'arrière-plan, dont les sommets sont couverts par la forêt. (nb : les brebis ne sortent qu'après le 1^{er} mai). (Cliché de l'auteur, Land de Thuringe, avril 1999).

Par le système de cultures qu'il pratique et par les intentions qui ont motivé sa réinstallation, Herr C. fait véritablement figure de pionnier de l'agriculture familiale dans la campagne collectivisée. Membre du principal syndicat d'exploitants agricoles (*Bauernverband*), il reste méfiant à l'égard de la coopération agricole et se considère avant tout comme un producteur laitier, renonçant à la valorisation directe de ses productions, réservée selon lui à d'autres professionnels, à d'autres intermédiaires de la filière agroalimentaire. L'expérience de la bergerie collective de Bavière (cf. plus haut) le laisse dubitatif. Il n'est pas non plus convaincu par les perspectives de l'agriculture biologique, surtout dans le cas des exploitants familiaux des nouveaux Länder, contraints de consentir un investissement initial substantiel, et de rassurer les organismes de crédit sur leurs marges bénéficiaires. Il a simplement prévu de réduire l'épandage des engrais chimiques, pour le remplacer progressivement par le fumier produit sur l'exploitation. Il vient d'ailleurs d'achever la construction de deux réservoirs à lisier (cf. document 9). Il explique par contre que les contrats d'extensification servent à rentabiliser la mise en valeur de terres, dont la valeur agronomique rendrait l'intensification trop coûteuse, voire irrationnelle, compte tenu de ses conséquences destructrices. Avant tout agriculteur conventionnel, Herr C. envisage d'agrandir son exploitation laitière. Pour cela, il prévoit d'abaisser les coûts d'exploitation de l'élevage ovin, d'obtenir de nouveaux quotas laitiers en élargissant le groupement d'exploitants à sa sœur et à son beau-frère, qui pour l'instant sont salariés de l'exploitation, et enfin de consolider les structures foncières en prenant part au programme de privatisation des terres de la *Treuhandanstalt*¹.

Herr D. est à peine plus âgé, et sa réinstallation comme exploitant agricole procède de la même logique familiale et paysanne. Son père, originaire de la montagne, s'est installé à Rossdorf, dans les collines thurgeoises du massif, en 1945, après avoir épousé une jeune femme, réfugiée de Prusse orientale. Il était alors berger et gardait un troupeau d'une centaine de bêtes sur des terres tenues à ferme. En 1960, il est contraint de rejoindre la coopérative, tandis que son épouse est embauchée par un combinat spécialisé dans la transformation du bois. Pendant toute la période socialiste, il a pratiqué l'économie auxiliaire du lopin individuel, cultivant un jardin dont les produits étaient destinés à l'autoconsommation familiale, et élevant pour son compte un troupeau de quarante moutons qui paissaient sur des terres louées par la coopérative. Herr D. a passé beaucoup de temps avec son père à élever les moutons de l'économie auxiliaire. Pourtant, jusqu'en 1992, il est employé par le combinat qui exploite les mines de potasse de la vallée de la Werra. Ce n'est qu'à cette date, victime des restructurations industrielles de la réunification, qu'il reprend l'exploitation, que son père avait (re)créé deux ans plus tôt, comptant lui aussi parmi les pionniers de l'agriculture familiale des nouveaux Länder. Il n'a pas hésité à quelques années de la retraite, à reconstituer la bergerie qu'il avait été contraint d'abandonner en 1960, comme pour mieux refermer la parenthèse collectiviste dans le cours de son destin individuel.

L'exploitation actuelle s'étend sur 252 hectares. Herr D. ne possède que deux parcelles, les deux hectares sur lesquels sont édifiés les bergeries et le hangar à matériel. La moitié des terres exploitées sont gérées par la *Treuhandanstalt*. Le reste est affermé à l'Église et à des propriétaires privés. Dans les faits, il s'agit surtout des pacages, aujourd'hui abandonnés par l'exploitation sociétaire qui a pris la succession de l'ancienne coopérative socialiste. Jugeant l'élevage ovin non rentable, cette dernière s'est spécialisée dans l'élevage bovin laitier intensif et l'élevage bovin de bouche extensif. Sur ces terres qui n'ont trouvé aucun reprenneur, Herr D. fait paître ses 900 brebis. Dans le fond de vallée, il produit un peu d'avoine (5,5 hectares), et épand des engrais chimiques sur les 50 hectares de prairies permanentes, fauchées pour les fourrages

1. Des dispositions préférentielles sont prévues pour les exploitants familiaux des nouveaux Länder. Cf. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 96-97.

d'hiver. Tout le reste de la SAU est soumis au programme d'extensification et de conservation des paysages, d'autant qu'il s'est engagé à entretenir le 1,8 hectare de prairies complantées, situées sur l'exploitation. Comme le prévoit le programme, la moitié au moins de son cheptel est constituée d'une race locale (*Rhönshaf*, l'autre moitié étant formée de Mérinos), et un petit troupeau de trente chèvres est spécifiquement destiné aux opérations de débroussaillage. Le contrat d'entretien du paysage (*Landschaftspflegevertrag*), signé récemment, lui paraissait le seul moyen de rentabiliser son activité, compte tenu du niveau de rendement des cultures fourragères, ainsi qu'en raison des prix du marché. À part la dizaine de moutons qu'il met de côté pour produire ses conserves, et la dizaine d'agneaux qu'il vend directement à la demande, comme le faisait son père au temps du lopin individuel, toute la production est écoulée par un grossiste d'Allemagne de l'Ouest. Compte tenu de la modicité des indemnités versées par la coopérative (la famille n'était pas propriétaire de terres), Herr D. a dû mesurer l'investissement initial dans le capital d'exploitation. Il dispose de peu de matériel, et recourt au service de l'ancienne coopérative pour la culture de l'avoine. Il a surtout construit de ses propres mains une bergerie et une grange pour entreposer les fourrages. Il a par ailleurs bénéficié des dispositions préférentielles du programme de privatisation de la *Treuhandanstalt*, pour acheter une ancienne étable, dont il a assuré la reconversion en bergerie.

Membre de la *CDU* et du conseil municipal, il est très engagé dans les corporations locales (*Schafzuchtverband*, syndicat des éleveurs ovins, *Landschaftspflegeverband*, syndicat de la préservation des paysages), mais a peu développé de relations avec ses homologues des versants occidentaux. Sans entretenir de rapports conflictuels avec les successeurs des coopératives socialistes, il reste sur la défensive. Il pense que la grande exploitation sociétaire est avantagée par le système actuel, car elle perçoit des aides financières comme n'importe quelle autre exploitation¹, et car elle a pu conserver les meilleures terres dans le cadre de baux à long terme (douze ans), alors que les propriétaires privés hésitent souvent à affermer leurs terres à des agriculteurs individuels, dont ils jugent l'entreprise risquée. Quant à lui, il n'a qu'une seule possibilité d'agrandir son exploitation, c'est de s'associer pour fonder un groupement d'exploitants sur le modèle de la *GbR* ... mais il est le seul agriculteur individuel de sa commune ! Il préfère donc y renoncer et investir dans l'achat de matériel plus performant, afin de réduire les coûts d'exploitation. Il prévoit enfin de développer le secteur de la vente directe (agneaux, chevreaux, mais aussi fumier), qui pour l'instant est encore très informel.

Herr C. et Herr D. comptent parmi les rares exploitants individuels de la partie orientale de la réserve de biosphère. En fait, dans cette partie du massif, les exploitations familiales ne cultivent que 5 % de la SAU, la quasi-totalité des terres étant mise en valeur par les exploitations sociétaires qui ont pris la succession des coopératives socialistes. Les candidats à la réinstallation se heurtent principalement à des obstacles d'ordre foncier et financier. La procédure de restitution et d'indemnisation a certes avantagé les membres des coopératives désireux de fonder une exploitation familiale. Mais, la reconstitution d'un capital d'exploitation performant, permettant de faire face à la fois aux contraintes de l'intégration agroalimentaire et à celles des politiques de marché (baisse des prix et

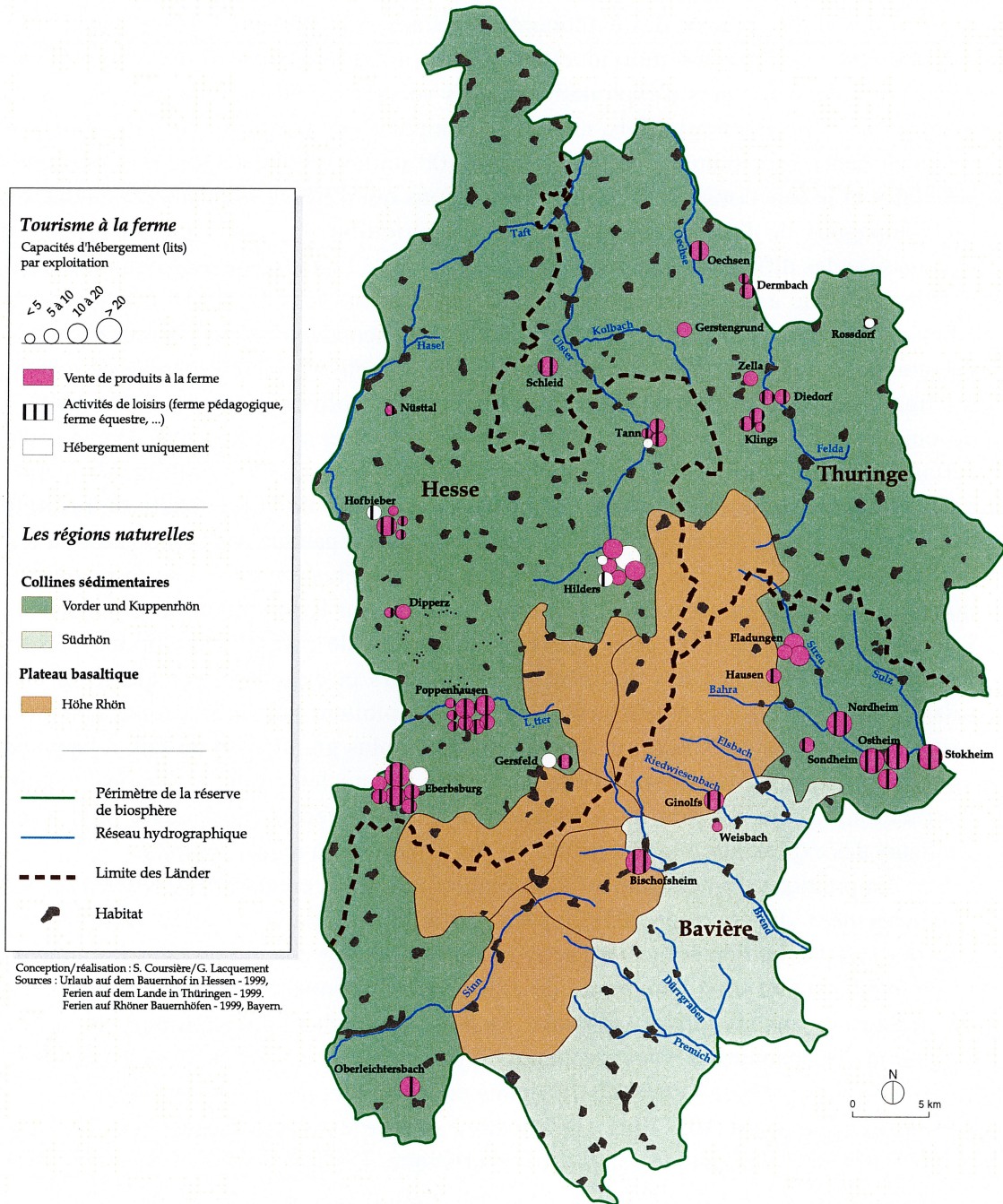
1. Les aides publiques aux exploitations agricoles des nouveaux Länder sont différentielles selon le statut de l'entreprise. Le montant de l'aide et les conditions d'attribution avantagent les agriculteurs individuels et les groupements d'exploitants par rapport aux exploitations sociétaires qui ont pris la succession des coopératives socialistes. Néanmoins, le volume de l'aide est en partie proportionnel à la superficie exploitée (primes compensatoires) et paraît beaucoup plus important pour les grandes exploitations sociétaires que pour les petites et moyennes exploitations familiales. Cf. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 102-108.

contingemment de la production), exigeait un effort d'investissement tel, que beaucoup y ont renoncé, autant en raison de la modicité de l'indemnisation, que des conditions de garantie draconiennes imposées par les organismes de crédit. Par ailleurs, les nouveaux exploitants familiaux ont souffert de la lenteur avec laquelle s'est reconstitué le marché foncier, et ont surtout pâti de l'attitude conservatrice de la majorité des propriétaires restitués, qui ont préféré garantir leur rente foncière, en contractant de nouveaux baux avec les grandes exploitations sociétaires.

En outre, la plupart des exploitants familiaux sont déclarés à temps partiel (72 % du total des exploitations individuelles). Cette proportion est certes comparable à la distribution des structures d'exploitation sur les versants occidentaux du massif (74 % en Hesse et 88 % en Bavière). Mais, si elles se comptent en milliers en Hesse et en Bavière (cf. plus haut), leur nombre ne dépasse pas 100 unités en Thuringe). C'est surtout les structures et le fonctionnement de ces exploitations qui diffèrent fondamentalement. Dans les campagnes de l'ex-Allemagne de l'Est, l'agriculture à temps partiel est souvent l'expression des difficultés socioéconomiques propres à la transition vers le marché, tandis qu'elle contribue à perpétuer certaines pratiques d'ancien régime. Il est vrai que certains Allemands de l'Est, retraités du secteur agricole, ou encore actifs dans d'autres branches de l'économie, ont décidé de fonder une exploitation « hobby », qui leur permet de maintenir un lien avec la tradition familiale, rompu par la collectivisation. Après avoir été découragés par leurs parents devenus coopérateurs, d'entrer à leur tour dans la coopérative, certains héritiers pratiquent une double activité, qui leur donne la possibilité de mettre en valeur la petite propriété familiale, récupérée à la faveur de la procédure de restitution. Mais l'exploitation « hobby » n'est pas la forme la plus répandue des exploitations à temps partiel. La plupart du temps, elles se réduisent à la perpétuation, dans une forme juridique nouvelle, de l'économie auxiliaire pratiquée autrefois sur le lopin individuel, concédé par la coopérative. À ce titre, elle joue un rôle certain de refuge économique et social. Retraités et préretraités des coopératives, chômeurs et employés précaires, ou encore salariés des nouvelles exploitations sociétaires, exploitent pour leur propre compte une partie de la propriété restituée, et louent le reste, la plus grande part en fait, à l'entreprise agricole qui les employait sous l'ancien régime ou qui les emploie toujours depuis sa restructuration. On est loin du modèle bavarois de la ferme pluriactive, qu'il s'agisse d'ailleurs des exploitants à temps partiel ou des exploitants à temps complet.

La politique d'aménagement a néanmoins suscité la création d'activités d'accueil et d'hébergement qui se sont développées partiellement dans le cadre d'exploitations agritouristiques. Le démarrage de l'activité a été particulièrement lent dans les années qui ont immédiatement suivi l'ouverture du mur, avant de connaître une accélération à partir du milieu des années quatre-vingt-dix. Depuis, le nombre des exploitations agricoles proposant des chambres d'hôtes, des repas ou des vacances à la ferme dans le périmètre de la réserve de biosphère s'établit à 12 unités en Thuringe, contre 14 en Bavière et 36 en Hesse (cf. document 10). Plus significative encore est la disparité dans la capacité d'hébergement et le contenu du produit touristique. En Thuringe, la capacité moyenne d'hébergement se monte à 8,16 lits par exploitation (sur un total de 98 lits). Elle est

Document 10
 Les exploitations agritouristiques du massif de la Rhön dans les limites
 de la réserve de biosphère



comparable à celle de la Hesse, avec 8,47 lits par exploitation, mais pour une offre totale de 305 lits. Enfin, elle est inférieure de moitié à celle de la Bavière : 15,14 lits par exploitation pour une capacité totale d'hébergement de 212 lits ¹. On notera au passage la concentration caractéristique de l'offre dans la vallée de la Streu, qui s'explique autant par la vigueur de l'initiative privée que par l'implication des collectivités locales (cf. plus haut). Il est vrai que comparativement au nombre total d'exploitations familiales, les exploitations agritouristiques sont proportionnellement plus nombreuses en Thuringe, qu'en Hesse et en Bavière. Cela souligne sans doute la précarité de la situation économique des nouvelles exploitations familiales de l'Est, obligées d'investir dans des activités complémentaires à la production agricole. En outre, il faut préciser que dans les Länder de l'Ouest, l'offre est très diversifiée, et les exploitants agricoles doivent la partager avec les hôtels, les centres de cure et les particuliers. De plus, en Thuringe, certaines exploitations sociétaires pratiquent également la location de chambres d'hôtes et d'appartements de vacances « à la ferme » (cf. plus bas). La dichotomie entre l'Est et l'Ouest affecte surtout le contenu du produit touristique. Dans l'ensemble, les exploitations agritouristiques hessoises et bavaroises proposent un produit plus élaboré, comprenant à la fois l'hébergement, la vente de produits fermiers et/ou la restauration, et des activités de loisirs : équitation, promenade à cheval, promenade en calèche, accompagnement sur les sentiers de découverte de la flore et du paysage agraire, participation aux travaux agricoles, ou encore ferme pédagogique pour les enfants. Dans le même temps, le niveau et la qualité des équipements des chambres et des appartements témoignent de l'importance de l'investissement, comme des exigences de la clientèle : sanitaires individuels, cuisine ou coin-cuisine, mobilier en bois, sauna, cour ou jardin arboré. À l'Est, les difficultés socioéconomiques ont réduit la diversité de l'offre agritouristique. Car l'activité exige la mobilisation de capitaux substantiels pour la construction et la réhabilitation de bâtiments, comme pour la rénovation des équipements qui doit respecter les normes introduites après la réunification, et séduire la clientèle potentielle. Elle exige par ailleurs un investissement élevé en travail et en main d'œuvre, alors que l'expérience montre que le seuil de rentabilité n'est réellement atteint qu'à partir d'une certaine capacité d'accueil et un certain taux d'occupation, les bénéfices dégagés ne devenant vraiment intéressants que si l'hébergement s'accompagne d'activités de restauration et de loisirs (seuil établi à 100-160 nuitées ou une capacité d'au moins deux chambres ou huit lits, les données variant en fonction du montant de l'investissement initial et des services proposés) ².

En fait, les conditions juridiques, économiques et financières de la réunification ont donné naissance à l'Est à une gamme très hétérogène d'exploitations agritouristiques. L'imbroglio juridique qui continue de peser sur certaines restitutions de propriété et

1. Sources : *Urlaub auf dem Bauernhof in Hessen*, publication du Landesarbeitsgemeinschaft der Urlaubsringe, in Hessen e.V., 1999, 80 pages.

Ferien auf dem Lande in Thüringen, publication du Landesarbeitsgemeinschaft Ferien auf dem Lande in Thüringen e.V., 1999, 88 pages.

Ferien auf Rhöner Bauernhöfen in Bayern, publication du Tourist-informationsstelle Bad Neustadt/Bad Kissingen, 1999, 40 pages.

2. Schellbach I., « Urlaub auf dem Bauernhof, lohnt das Geschäft ? », in *Top Agrar Spezial*, Nr. 10/October 1997, pp. 31-35.

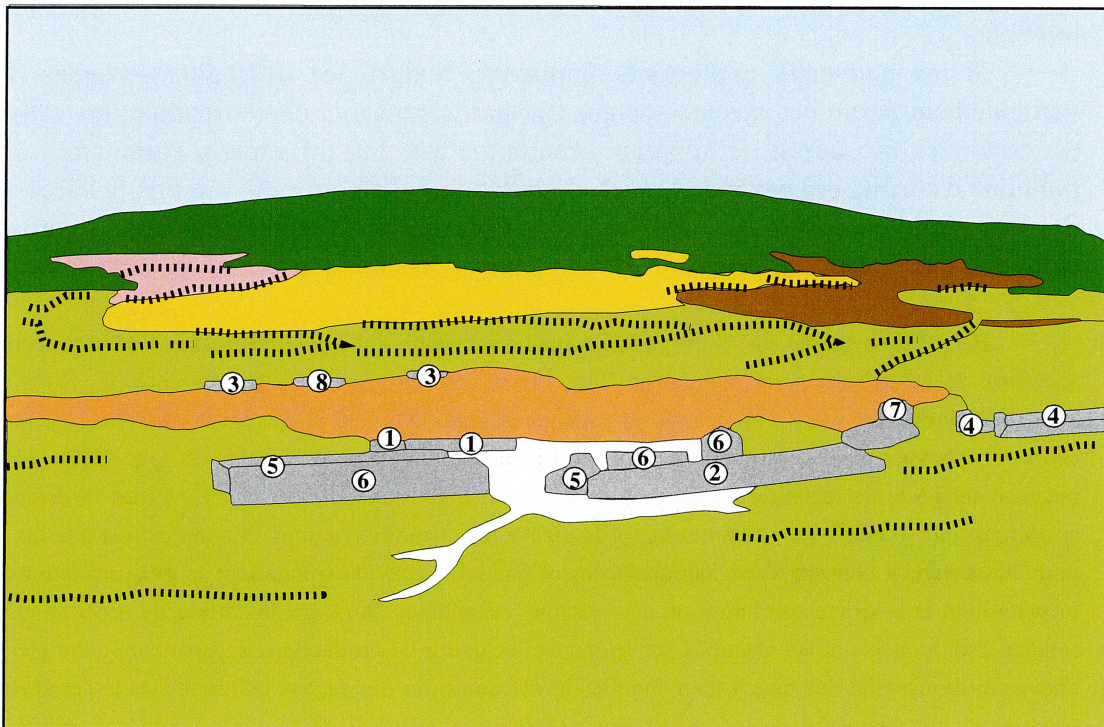
Document 11
Paysage agraire du post-collectivisme sur le versant oriental du
massif de la Rhön (Thuringe)










11a. L'emprise territoriale de la grande exploitation sociétaire
dans la campagne décollectivée



En Thuringe, dans la petite vallée de l'Herpf, là où les dômes de basalte couverts par la forêt surplombent les collines sédimentaires de la *Vorderrhön*, les bâtiments de l'ancienne *LPG* dominent toujours les fermes paysannes du village traditionnel, figé par la collectivisation depuis le début des années soixante. Cependant, depuis la réunification, il s'agit de ceux de l'exploitation sociétaire qui, en 1991, a pris la succession de la coopérative socialiste, au terme du processus de restructuration juridique imposé par la loi d'adaptation de l'agriculture. Malgré le choc de la transition à l'économie de marché, la coopérative restructurée a maintenu son emprise économique et sociale sur le territoire local. Elle cultive en faire-valoir indirect la grande majorité des terres et s'impose, dans cette partie de la région, comme le maître d'œuvre quasi exclusif des programmes d'extensification de l'activité agricole et de préservation des paysages agraires. Le nouveau système d'exploitation combine les modèles intensifs de l'agriculture conventionnelle (plantes fourragères sur les meilleures terres et élevage laitier dans le cadre des quotas de production) et les pratiques extensives, financées par la politique d'aménagement : prairies naturelles, réintroduction du cheptel ovin et pacage des anciens communaux, entretien des prairies complantées et restauration des haies du bocage. (cf. croquis d'interprétation). (Cliché de l'auteur, *Land de Thuringe*, avril 1999).

11b. Dynamique paysagère dans la campagne post-socialiste



	forêt		Bâtiments de la société d'exploitation agricole
	prairies complantées de vergers	①	bureau et siège social
	pacages à moutons	②	étables à bovins
	prairies permanentes	③	bergeries
	labours céréaliers	④	poulaillers
	haies du bocage	⑤	hangars à matériel
	village	⑥	entrepôts : fourrages, céréales
		⑦	point de vente directe des volailles et des oeufs
		⑧	local de la maison du peuple, autrefois géré par la coopérative, bâtiment fossile du socialisme
			cour et chemins d'exploitation du premier plan

la lenteur avec laquelle sont versées les indemnités dues par les anciennes coopératives ont bloqué un certain nombre d'initiatives, ralentissent souvent les travaux en cours, ou interrompent les procédures d'agrément pour des hébergements déjà rénovés. Un réel et remarquable effort de rattrapage a été accompli en moins d'une dizaine d'années en ce qui concerne le contenu et la qualité du produit agritouristique. Mais, l'activité demeure fragile et se heurte à l'irrégularité des flux touristiques et aux habitudes de fréquentation des vacanciers de l'Ouest, qui privilégient les exploitations hessoises et bavaroises, même si les prix pratiqués de l'autre côté de l'ancienne frontière sont encore légèrement inférieurs.

Si les nouveaux exploitants familiaux, malgré les difficultés diverses, font véritablement partie des acteurs sociaux qui participent à la diversification des activités économiques du massif, il apparaît néanmoins que les principaux partenaires de la politique d'aménagement rural sont les exploitations sociétaires qui ont pris la succession des coopératives socialistes, ceci autant en raison de l'étendue de leurs superficies cultivées, que de leurs stratégies de développement économique.

Herr E. a cinquante ans. Il dirige l'exploitation sociétaire qui a pris la succession de la coopérative socialiste de Bettenhausen (cf. documents 11a, 11b et 12). Originaire de Dresde en Saxe, il est venu s'installer dans la Rhön, il y a un peu plus de trente ans, après avoir été promu par la prestigieuse école des cadres de Meissen. Avant d'être choisi pour diriger une des unités de production du *Sperrgebiet*, Herr E. occupait un poste de technicien spécialisé dans une *LPG* de Saxe. Il sort de l'école des directeurs de coopérative, au moment où le régime engage la grande restructuration agraire des années soixante-dix, qui, pour l'essentiel, a consisté dans l'agrandissement des structures d'exploitation, la généralisation de la mécanisation et la stricte spécialisation des systèmes de cultures. Au nom de l'efficacité économique, les finages traditionnels ont été absorbés par les nouvelles unités de production, le parcellaire a été élargi et aménagé (destruction des haies) pour faciliter la mécanisation des façons culturales, et les productions végétale et animale ont été séparées. C'est dans ce contexte que Herr E. devint directeur de la coopérative de Bettenhausen, une *LPG* de production végétale. Cette dernière s'étendait sur 3 000 hectares et produisait des légumes de plein champ (30 hectares), mais surtout des céréales et des plantes fourragères. Car dans le cadre de la coopération interentreprises imposée par le régime (*zwischenbetriebliche Kooperation*), elle assurait l'approvisionnement de plusieurs ateliers de production animale. Ces *LPG* de production animale étaient spécialisées dans la production laitière (1 400 têtes en 1989), la production ovine (environ 1 000 brebis) et la production avicole (environ 35 000 poules destinées à l'approvisionnement des magasins d'État, mais aussi en partie à la constitution du cheptel des lopins individuels).

Au lendemain de la réunification et de la promulgation de la loi d'adaptation de l'agriculture, la direction de la coopérative a reçu la visite de plusieurs cabinets de conseil, en vue de préparer la restructuration imposée par la loi. Certains conseillers venaient de l'Est (avocats et juristes préparaient déjà leur reconversion), mais la plupart venaient de l'Ouest, les seconds ayant laissé partout dans les campagnes des nouveaux Länder, le souvenir de prestataires de services, aux solutions radicales et aux honoraires exorbitants. L'équipe de direction de la coopérative décida finalement d'adopter la procédure de restructuration, proposée par l'un des conseillers du *Genossenschaftsverband*, l'Union des coopératives.

Document 12
Les exploitations sociétaires du versant oriental de la Rhön.
Les héritiers du collectivisme agraire, partenaires quasi exclusifs
de l'aménagement rural dans la réserve de biosphère



Structures d'exploitation

- limites des exploitations
- ▒ parcelles restituées à leurs propriétaires et exploitées par des agriculteurs individuels
- ▬ parcelle et chemins d'exploitation
- - - - nouveau parcelle

Système de cultures

- labours
- prairies
- pacages à moutons
- prairies complantées
- bâtiments d'exploitation
- noyaux villageois
- forêt
- ancienne frontière interallemande

Echelle
 0 500 1000 m

N

Conception/réalisation : H. Delacque & G. Lacquement
 Source : relevés de l'auteur

Créée en 1990, l'Union des coopératives représentait le courant moderniste des directeurs de *LPG*, elle réunissait ceux d'entre eux qui souhaitaient engager volontairement leur exploitation dans le processus de restructuration juridique et d'adaptation aux mécanismes de l'économie de marché, sans renoncer à la préservation du modèle autogestionnaire et à l'idéal coopératif¹. Le diagnostic du conseiller soulignait alors le risque de décapitalisation, que représentait le nombre élevé de propriétaires fonciers, au moment où serait engagée la procédure de privatisation du capital. En conséquence, l'équipe de direction fit adopter par l'assemblée générale de la coopérative, la restructuration de la *LPG* en une coopérative enregistrée (*eingetragene Genossenschaft*), une des formes juridiques de l'exploitation sociétaire, prévues par la loi d'adaptation de l'agriculture. De ce fait, la nouvelle exploitation s'engageait à contracter avec les propriétaires fonciers, des baux de fermage à long terme (douze ans), et à transformer les contributions à l'inventaire et les indemnités dues au titre de la loi à tous les coopérateurs, en parts sociales de l'entreprise, distribuées bien évidemment à ceux qui décidaient d'en rester membres.

En contrepartie, la SAU de la nouvelle exploitation sociétaire fut réduite de moitié. Afin de pouvoir percevoir les aides financières à la restructuration, les successeurs des coopératives ont dû justifier de la (re)diversification de leurs systèmes de cultures et de la reconversion de leurs méthodes de production. Les anciennes *LPG* de production animale se sont alors dotées de terres cultivables, la plupart du temps cédées par les *LPG* de production végétale qui en avaient jusqu'alors le monopole (les propriétaires ont été invités à signer leurs contrats de fermages avec les différentes exploitations issues de cette restructuration). Par ailleurs, la procédure de restitution a donné naissance à quelques exploitations familiales, ici exclusivement à temps partiel, tandis que des exploitants de l'Ouest agrandissaient leurs exploitations avec des terres tenues en fermage ou des héritages rétrocedés. Les parcelles qu'ils exploitent aujourd'hui bourgeonnent le long de la frontière, amputant l'ancien territoire cultivé des coopératives (cf. document 12). De ce fait, la nouvelle exploitation sociétaire de Bettenhausen cultive aujourd'hui 1 400 hectares. À l'exception des 26,5 hectares sur lesquels sont édifiés les bâtiments et dont l'exploitation est propriétaire, toutes les terres sont affermées : plus de 500 baux de fermage ont été signés avec la *Treuhandanstalt*, la commune, l'Église, les membres de la nouvelle coopérative (170 au moment de la restructuration, 55 aujourd'hui), plusieurs centaines de particuliers, et enfin à l'État fédéral, dépositaire des terrains militarisés de la bande frontière. 26 hectares de terres sont exploitées *de facto* : elles ont été restituées à des propriétaires identifiés, mais ces derniers n'ont pas manifesté leur intention de prélever la rente foncière..., estimant sans doute que l'enjeu économique était négligeable. Le cas de l'exploitation sociétaire de Bettenhausen illustre ici parfaitement la complexité des structures foncières dans les nouveaux Länder et le morcellement des structures de propriété dans une région de partage égalitaire (*Realteilungsgebiet*) : sans le système des groupements fonciers (*Erbengemeinschaft*), l'exploitation aurait sans doute dû signer plus d'un millier de contrats de fermage.

Située dans sa totalité dans le périmètre de la réserve de biosphère, la nouvelle exploitation sociétaire a profondément transformé son système de cultures et ses méthodes de production. Elle cultive 400 hectares de céréales (blé, avoine, orge, seigle), d'oléagineux (colza) et de plantes fourragères (maïs et trèfle), selon les méthodes de l'agriculture conventionnelle, se contentant de percevoir les indemnités versées aux exploitations de montagne. Par contre, les 1 000 hectares de prairies permanentes sont soumis au programme d'extensification des activités d'élevage et de préservation des paysages agraires, ce qui permet à l'exploitation de bénéficier de primes supplémentaires. Elle pratique l'élevage laitier intensif (230 vaches laitières), mais s'est engagée depuis 1991 à extensifier son élevage ovin (500 brebis) et son élevage bovin de

1. Kretschmar G. und Mörbe W., « Transformation der berufständigen Interesseorganisation der Bauern », in Nassmacher H., Niedermayer O. und Wollmann H. : *Politische Strukturen im Umbruch*, Schriftenreihe der Kommission für die Erforschung des sozialen und politischen Wandels in den neuen Bundesländern e.V. (KSPW), 1994, pp. 131-133.

bouche (240 vaches allaitantes). Pour le second, l'exploitation a créé une entreprise filiale, une SARL (*GmbH*) dont elle possède 48 % des actifs. Le reste des parts est détenu par les membres de l'exploitation, dont 3 % par l'épouse de Herr E... La création de cette société filiale permet à la société mère de séparer les deux types d'élevage, sans compromettre la garantie de l'attribution des quotas laitiers, ni l'octroi des primes à l'extensification. Située sur la commune de Frankenheim, un petit village du plateau battu par les vents, autrefois en véritable situation de cul-de-sac géographique, prisonnier d'un des méandres de la frontière (cf. document 3), la SARL s'étend sur 600 hectares de prairies naturelles, consacrées exclusivement à l'élevage bovin extensif (cf. document 12). Par ailleurs, le programme engage, les deux exploitations sur leurs SAU respectives, à la pratique de la double fauche, au débroussaillage des pacages ovins, à l'entretien des prairies complantées des collines (cf. documents 11a, 11b et 12), et à la restauration des murettes de blocs de basalte sur le plateau. Enfin, l'exploitation mère reprend progressivement la production avicole, abandonnée en 1991 pour des raisons sanitaires : elle compte aujourd'hui 6 000 pièces de volailles, dont les œufs et la viande sont destinés à la vente directe, sans que l'exploitation n'ait encore investi dans une véritable boutique. La vente s'opère au coup par coup au village, le plus gros est livré à des collectivités. Les autres productions sont absorbées par des sociétés agroalimentaires et par une coopérative laitière de Würzburg en Bavière, qui vient d'ouvrir une filiale à l'Est. Sur les 130 personnes qu'employait la coopérative, 28 travaillent encore dans la nouvelle exploitation. Comme dans de nombreux villages de la montagne thuringeoise, la nouvelle exploitation sociétaire de Bettenhausen demeure le principal employeur. Herr E. en a parfaitement conscience, lorsqu'il évoque ses responsabilités syndicales ou politiques. Président du syndicat majoritaire (*Bauernverband*) à l'échelon local (*Kreis*), ancien maire de la commune (il se représentera aux prochaines élections), il représente les producteurs au conseil d'administration de la laiterie de Würzburg.

Les orientations du système de cultures et des méthodes de production sont ici l'expression d'une stratégie de production propre à la grande exploitation sociétaire. Pour Herr E., l'adaptation des anciennes coopératives est subordonnée dans la région d'une part à un effort d'investissement afin de réduire les coûts d'exploitation de l'agriculture conventionnelle (modèle productiviste), et d'autre part à un effort d'ajustement aux politiques publiques d'extensification de la production et de protection de la nature (modèle agri-environnementaliste). Par contre, il demeure sceptique à l'égard des bénéfices supposés de l'agriculture biologique, qui, selon lui, est une spéculation risquée, en raison de la prochaine saturation du marché, des incertitudes pesant sur les prix et l'évolution de la demande, dans la mesure où le niveau de vie n'augmente que lentement à l'Est.

Plus significative encore de l'implication des exploitations sociétaires dans le programme d'aménagement, est la stratégie d'adaptation du nouveau directeur de la coopérative enregistrée de Dermbach. Avec leurs 27 hectares de terres en propriété dans une région caractérisée par le morcellement des structures foncières, les parents de ce chef d'exploitation, faisaient plutôt figure de « gros paysans », lorsqu'ils furent contraints d'entrer à la coopérative en 1961. Ils seront d'ailleurs parmi les derniers à abandonner l'usufruit de leur propriété à la nouvelle structure collective. En tant que fils de *koulak*, Herr F. a dû « faire ses preuves ». Il entre à la coopérative comme apprenti en 1966, puis gravit un à un tous les échelons du système de promotion socialiste : brigadier, chef de brigade, technicien, puis ingénieur après

avoir été diplômé de l'Université agricole de Berlin, enfin, directeur d'une *LPG* de production végétale. À la fin de l'ancien régime, la coopérative qu'il dirige ici à Dermbach, s'étend sur 5 300 hectares. Elle produit des légumes de plein champ (choux, chicorée, carottes), des céréales, du colza, et surtout des plantes fourragères (pommes de terre, maïs, trèfle, luzerne) pour approvisionner les 21 ateliers de la *LPG* de production animale : 7 000 bovins dont 3 000 vaches laitières, 3 000 porcs, 5 000 moutons, 50 000 pièces de volailles.

La coopérative socialiste a été restructurée le 22 août 1991, soit deux mois après la promulgation de la deuxième version de la loi d'adaptation de l'agriculture. La nouvelle exploitation sociétaire, qui a adopté les statuts de la coopérative enregistrée, est en fait le successeur juridique des deux *LPG*, précédemment nommées. Elle comprend en outre plusieurs filiales, dont elle détient selon les cas, la totalité ou la majorité des actifs :

une SARL « agriculture bio » (*Ökoagrar*)

une SARL de production labellisée (*Rhönlandnaturprodukte*)

une SARL de vente directe

une SARL immobilière, chargée d'administrer le parc des maisons de vacances, hérité du patrimoine de la *LPG*.

LA SAU de la nouvelle exploitation s'étend sur 4 390 hectares. Une partie seulement (15 % environ) se situe dans le périmètre de la réserve de biosphère. Comme dans le cas précédent, la majorité des terres sont affermées, à la *Treuhandanstalt* (3,8 %), à l'Eglise (1,7 %), aux communes (2,6 %), aux membres de la nouvelle coopérative (61,5 %, la coopérative compte 416 détenteurs de parts), et à des particuliers (29,6 %). 30 hectares de terres ont néanmoins été transmis par l'ancienne *LPG*. La culture du colza sur 436 hectares permet à l'exploitation de percevoir les primes spécifiques prévues par la Politique agricole commune en faveur de la production de produits agricoles non alimentaires. Une partie des céréales (le blé dur en l'occurrence) seront transformées sur l'exploitation en pâtes alimentaires. 12 hectares sont concédées à des particuliers pour qu'ils y cultivent des pommes de terre, destinées, d'une part, à l'autoconsommation et, d'autre part, à la transformation sur l'exploitation. Ce mode de faire-valoir indirect rappelle à s'y méprendre la manière dont le lopin individuel était intégré (phagocyté, pourrait-on dire) à la grande exploitation collectiviste. S'il permet à la nouvelle coopérative de faire des économies de main-d'œuvre, il contribue dans le même temps à perpétuer une réelle situation de dépendance socioéconomique pour les exploitants du village, déclarés à temps partiel, qui cultivent les parcelles de pommes de terre pour leur propre consommation et pour les ateliers de transformation agroalimentaire de l'exploitation sociétaire. Pour le reste, le système de cultures est organisé en fonction des activités d'élevage : céréales et plantes fourragères (1 300 hectares), prairies permanentes (2 000 hectares). L'exploitation élève sur différents sites 3 400 bovins dont 1 250 vaches laitières et 456 vaches allaitantes. Les premières « travaillent » pour les quotas laitiers (7,96 millions de litres). Toute la production laitière est vendue à une laiterie dont le siège social se trouve à l'Ouest, en Hesse. Les secondes sont vouées à un élevage extensif, pratiqué dans le cadre de la SARL de production labellisée, sur 430 hectares de prairies naturelles et sur la base de la réintroduction d'une race rustique, la *Fleckvieh* (cf. plus haut). Les veaux bénéficient d'une appellation d'origine contrôlée : « produits naturels du pays de la Rhön » (*Rhönlandnaturprodukte*). L'exploitation compte également 2 700 porcs, 1 200 brebis, 39 000 poules pondeuses et 13 000 poulets, et 10 chèvres (cf. document 13).

La plus grande partie des revenus provient des activités d'aval : transformation et vente directe, accueil à la ferme, prestation de services et production d'énergie. L'activité de transformation agroalimentaire concerne la totalité de la production porcine. L'exploitation loue les services d'un abattoir, avant de débiter

Document 13
Plaquette de présentation de l'exploitation sociétaire Rhönland de Dermbach
(Land de Thuringe)

La coopérative enregistrée (*eingetragene Genossenschaft*) Rhönland de Dermbach est une exploitation agricole qui est issue de la restructuration d'une coopérative socialiste de production animale (*LPG Tierproduktion*) et d'une coopérative socialiste de production végétale (*LPG Pflanzenproduktion*). La restructuration s'est déroulée en deux phases. Lors de la première, les deux productions ont été réunies, supprimant ainsi l'ancienne division administrative. Dans une seconde phase, une nouvelle exploitation a été créée le 22 août 1991 : la coopérative enregistrée Rhönland.

Actuellement, la coopérative enregistrée Rhönland comprend 426 membres, détenteurs d'au moins une part du capital. Elle emploie 130 personnes, et elle a également créé une filiale, exclusivement spécialisée dans l'élevage bovin de bouche. Elle cultive en tout une superficie de 4 387 hectares, dont 2 263 de labours et 2 088 de prairies.

La coopérative enregistrée se situe dans la Rhön, une moyenne montagne typique, ce qui impose quelques contraintes à l'agriculture intensive. Notre entreprise doit donc développer une forme de production adaptée à ce type de lieu. Cela signifie que nos méthodes de production doivent participer à la préservation des paysages naturels et ruraux.

Notre exploitation s'étend sur neuf communes. Nous cultivons principalement des céréales, du colza et des plantes fourragères. Notre production végétale est pour l'essentiel utilisée sur l'exploitation pour l'alimentation de nos bêtes.

Notre production animale est avant tout une production laitière. 1 200 vaches laitières sont gardées dans une étable à stabulation libre. La traite s'effectue dans un manège qui bénéficie des techniques de traite les plus modernes. Chaque animal est identifié individuellement et la production quotidienne de lait est gérée par un ordinateur. En tout, l'exploitation possède 4 000 têtes de bétail. Les veaux sont gardés du printemps à l'automne sur de grasses prairies. Pour mettre en valeur et prendre soin de nos prairies de façon naturelle, nous élevons 450 vaches reproductrices. Les vaches mettent bas dans les prés, les veaux sont élevés sous la mère et broutent des prairies naturelles. À l'automne, les animaux sont rentrés à l'étable : après un passage par les abattoirs, ils seront vendus directement sur l'exploitation.

L'entretien de nos paysages ruraux, dans certains endroits du massif de la Rhön, ne peut se faire que grâce à l'élevage ovin. C'est pourquoi, notre exploitation élève 1 200 moutons, répartis en deux troupes. Cela nous permet d'entretenir, dans notre région, les maigres prairies des pentes calcaires et les quelques marécages de la Rhön.

Nos porcs sont abrités dans des porcheries conformes aux normes de l'élevage porcin. Ils sont parqués dans de larges boxes et sont libres de se mouvoir dans un espace jonché de paille fraîche. Tous les porcs que nous abattons et que nous commercialisons par la vente directe sont élevés dans ces conditions. Avec nos 1 200 places, nous produisons 2 700 porcs par an, qui, pour la plupart, sont abattus et transformés sur place en produits alimentaires.

En accord avec notre philosophie de travail, nous avons toujours cherché à transformer nos produits sur l'exploitation. Aussi avons-nous commencé à pratiquer la vente directe en 1991, dans le secteur de la boucherie et de la charcuterie. Actuellement, toute notre production de porc est transformée et vendue dans nos quatre boutiques et nos trois camionnettes de vente ambulante. La transformation et la vente directe concernent également les deux tiers de notre production de viande bovine. Nous employons déjà 35 personnes dans ce secteur.

À côté du secteur boucherie/charcuterie, nous avons développé la production de pâtes aux œufs à partir de notre élevage de volailles, qui comprend 39 000 pondeuses et 13 000 poulets. Une part non négligeable de la production d'œufs est utilisée pour la fabrication des pâtes. Actuellement, nous produisons 25 formes et 5 variétés différentes de pâtes, depuis les préparations à l'ail jusqu'aux recettes aux champignons.

La grange du pays de la Rhön (*Rhönland Scheune*) est une construction moderne en colombage. Située sur l'exploitation, elle vous propose, dans une ambiance rurale et paysanne, un grand nombre de services. Sur une surface de 400 m², elle met à disposition 120 places assises, ce qui est idéal pour les fêtes associatives, les fêtes familiales, les congrès, les expositions, les sorties de classe et les fêtes des comités d'entreprise.

NB : Seul le texte a été traduit. Les photographies qui illustrent le texte de la plaquette n'ont pas été reproduites.

les carcasses en produits de boucherie et de charcuterie. Il en est de même pour les deux tiers de la production bovine. 10 % seulement des moutons suivent le même circuit ; le reste est vendu, sans être transformé ensuite sur l'exploitation, à un abattoir de Schmalkalden en Thuringe. Deux millions d'œufs par an sont utilisés pour la fabrication des pâtes alimentaires, et 4 millions de poulets sont débités sur place. Toute la production agroalimentaire est écoulée en vente directe, dans la boutique de l'exploitation (cf. document 15), dans trois magasins de village, dans les camionnettes de vente ambulante qui stationnent sur les marchés de la région (cf. document 15), par des livraisons aux restaurateurs et aux chaînes de supermarché. Herr F. rappelle que l'activité de commercialisation est déjà ancienne et qu'elle se pratiquait sous une autre forme avant la *Wende* : « l'activité est simplement montée en puissance et nous avons diversifié les formes de commercialisation » affirme Herr F., en oubliant que la vente directe d'ancien régime entretenait le monopole commercial des magasins d'État et approvisionnait l'économie du lopin individuel en semences, en cheptel et en fourrages, ce qui était une forme indirecte de rémunération des membres de la coopérative. Si, aujourd'hui, la production ovine est si peu transformée sur place, c'est que cet élevage assure une autre fonction sur l'exploitation : en pratiquant l'élevage extensif (ovin, mais aussi bovin), la grande exploitation sociétaire devient l'un des prestataires de services des collectivités territoriales qui financent par des primes la préservation des biotopes qui se développent sur les prairies naturelles, la conservation des prairies complantées, et le débroussaillage des collines (c'est là la vocation principale du petit cheptel caprin). La contribution de l'exploitation au programme de protection de la nature et de préservation des paysages agraires constitue l'argument principal de sa stratégie de développement des activités agritouristiques. L'exploitation met ainsi à disposition quatre appartements de vacances. Héritées de la coopérative, lorsque dans le cadre d'un partenariat avec une *LPG* du Mecklembourg, elles accueillent les « travailleurs méritants » du socialisme, les structures d'hébergement ont été rénovées et mises aux normes. La principale innovation dans ce secteur concerne la construction d'une salle polyvalente réservée à l'accueil touristique : la grange du pays de la Rhön (*Rhönland Scheune*) (cf. documents 14 et 16). Bâtie selon les critères esthétiques de l'architecture traditionnelle de la montagne, elle fait fonction de salon de thé, de restaurant, de salle de fête et de congrès. Elle constitue désormais l'un des points de passage obligé des voyages organisés dans la région. Les autocars de touristes se succèdent sur l'aire de stationnement aménagée à l'entrée. Les visiteurs sont pris en charge dès leur arrivée, prêts à consommer un produit touristique complet : visite guidée de l'exploitation et des activités de transformation (la fabrique de pâtes est vitrée, de même un promontoire vitré aménagé dans l'une des étables permet d'assister à la traite entièrement robotisée et informatisée), promenade sur les sentiers de découverte du paysage, restauration, ambiance musicale à la demande, emplettes de « produits de la ferme », l'entrée de la boutique fait d'ailleurs face à celle de la grange... (cf. document 16). Le clou de la visite est la petite centrale électrique récemment achevée. Le dispositif fonctionne au gaz méthane et permet déjà d'assurer une partie des besoins en énergie de l'exploitation. L'objectif est à moyen terme de produire suffisamment d'électricité pour approvisionner totalement l'exploitation et commercialiser les surplus à des particuliers.

Il est difficile d'affirmer que la stratégie de production adoptée par Herr F. et ses collaborateurs, procède exclusivement d'un idéal ou d'un parti pris idéologique. L'entretien a plutôt tendance à révéler un discours conformiste, et surtout une stratégie pragmatique d'adaptation aux conditions politiques, juridiques et économiques du moment. Rappelant sa formation en sciences économiques, Herr F. insiste sur l'objectif prioritaire qu'il s'est

Document 14
Plaquette de présentation de la grange du pays de la Rhön
(Rhönlandscheune), Dermbach, Land de Thuringe

Nous avons édifié pour vous, au milieu de notre splendide Rhön, sur les terres de la coopérative enregistrée (*eingetragene Genossenschaft*) Rhönland de Dermbach, la grange du pays de la Rhön (*Rhönland Scheune*), où l'on peut pratiquer l'agritourisme, faire l'expérience de l'agriculture, et découvrir l'hospitalité et la culture de la Rhön. C'est un bâtiment moderne à colombage (la construction a été achevée en 1998), qui vous propose, dans une ambiance rurale et paysanne, une grande variété de services.

Dans la grange du pays de la Rhön, il est possible d'accueillir toute sorte de manifestations, à commencer par la restauration de groupes de visiteurs, en passant par les fêtes d'association, les fêtes familiales, les congrès, les expositions, les sorties de classe, et jusqu'aux fêtes des comités d'entreprise.

Sur une surface de 400 m², la grange met à disposition 120 places assises. La face ouest est entièrement vitrée, ce qui permet à nos hôtes de pouvoir jouir d'une vue splendide sur les dômes basaltiques de la Rhön, et plus loin sur la vallée de la Felda.

Nos pâtisseries « maison », servies sur la terrasse, offrent un souvenir inoubliable de la nature et des paysages de la Rhön.

Quelle que soit la douceur culinaire que vous aurez choisi de goûter, viande de porc, viande de bœuf, œufs ou pâtes, vous êtes sûrs de déguster notre propre production : du bœuf en brochettes, du cochon de lait ou une assiette de charcuterie, laissez-vous régaler par des produits frais, vendus directement du producteur au consommateur.

Par ailleurs, à l'occasion de votre visite à la grange du pays de la Rhön, nous vous offrons la possibilité de voir de près ce qu'est l'agriculture. Vous pourrez observer comment se déroule la traite des vaches dans le manège, ou vous pourrez vous informer de la manière dont une énergie alternative est produite dans une des installations de fabrication de gaz méthane les plus modernes de Thuringe. Il est également intéressant de visiter notre fabrique de pâtes. Nous produisons actuellement 25 formes et 5 variétés différentes de pâtes, depuis les préparations à l'ail jusqu'aux recettes aux champignons.

Vous aurez également la possibilité d'acheter des produits régionaux dans notre boutique, en particulier de la charcuterie, des œufs, et des pâtes.

Après votre visite à la grange de la Rhön, il vous restera de nombreuses curiosités à découvrir dans la région.

Enfin, sachez que nous prenons en charge l'organisation de vos fêtes, depuis les invitations, l'hébergement et la restauration, jusqu'au transport, et si vous le souhaitez, nous nous occupons également de l'ambiance musicale. Si vous préférez une restauration rapide, un buffet à la mode paysanne ou encore une table et un décor de fête, nous nous chargeons de tout pour vous.

Les visites de l'exploitation se font sur simple rendez-vous téléphonique.

Document 15
Pratiques de la vente directe dans une exploitation sociétaire
du versant thurinois de la Rhön



Sur les hauteurs de Dermbach, petit bourg thurinois des collines de la *Vorderrhön*, la coopérative restructurée *Rhönland* a investi dans les activités de transformation et de commercialisation des produits agricoles. Les « produits de la ferme », pour certains labellisés, sont distribués par l'intermédiaire de sociétés filiales, dans trois magasins de village et dans les supermarchés de la région, mais surtout dans la boutique de l'exploitation (ci-dessus) et sur les marchés de plein air grâce aux camionnettes de vente ambulante (ci-dessous). (Clichés de l'auteur, *Land de Thuringe*, avril 1999).



Document 16
Pratiques de l'agritourisme dans une exploitation sociétaire
du versant thurinois de la Rhön



La coopérative restructurée *Rhönland* de Dermbach réalise une partie de son chiffre d'affaires sur la base des activités d'accueil touristique qu'elle a multipliées au lendemain de la réunification, dans le cadre d'une stratégie globale d'adaptation à l'économie de marché, fondée sur le développement des activités d'aval. La visite guidée de l'exploitation (groupe ci-dessous), de ses ateliers de transformation agroalimentaire, de sa centrale électrique recyclant le gaz méthane produit par les fumiers, l'organisation de promenades sur les sentiers de découverte du paysage, la restauration dans la grange rénovée (ci-dessus) et l'hébergement dans les appartements de vacances, forment un produit touristique complet offert à la consommation dans un décor à la rusticité recomposée (ci-dessous). (Clichés de l'auteur, Land de Thuringe, avril 1999).



fixé : l'augmentation du chiffre d'affaires. Dans la plus pure logique productiviste, il perpétue les systèmes intensifs sur les terres situées en dehors du périmètre de la réserve de biosphère (céréaliculture, culture du colza, élevage laitier) dont la rentabilité est assurée à la fois par les volumes de production et la réduction programmée des coûts d'exploitation. À cette fin, de nouveaux investissements sont prévus dans le secteur de l'élevage laitier afin de diminuer les coûts de main d'œuvre. Par ailleurs, la participation de l'exploitation à la mise en œuvre des programmes d'extensification des pratiques agricoles et de préservation des paysages ruraux, n'a pour autre objectif que de rentabiliser la mise en valeur de terres, épuisées ou abandonnées par l'agriculture conventionnelle. Les mesures agri-environnementales ne constituent ici que l'un des éléments d'une stratégie d'exploitation largement intégratrice. À ce titre, les activités de transformation agroalimentaire et de commercialisation, de même que les activités de l'agritourisme, jouent un rôle considérable dans la production de valeur ajoutée et l'équilibre financier de l'exploitation. Les choix de production adoptés par l'exploitation sociétaire de Kaltensundheim (étude de cas suivante) procède par contre d'une stratégie véritablement innovante, mais elle fait figure d'exception dans cette partie de la montagne.

Herr G. est fils de petits paysans. Ses parents possédaient 5 hectares, lorsqu'ils sont entrés à la coopérative en avril 1960. En 1965, Herr G. a quatorze ans et commence son apprentissage à la *LPG*, avant de gravir un à un les échelons du système de formation socialiste. Après avoir décroché son diplôme d'ingénieur en sciences économiques, il devient responsable de production (1974-1981) : à la coopérative, il est chargé de la planification et de la mise en œuvre des nouvelles méthodes de production, au moment où le régime engage sa politique d'intensification de l'agriculture. En 1981, après avoir obtenu un doctorat d'agronomie à l'Université de Halle, il est promu directeur de coopérative : de 1981 à 1986, directeur de la *LPG* de production animale, et de 1986 à 1990, directeur de la *LPG* de production végétale. En 1990, alors que s'annonce le dispositif juridique de restructuration, les deux *LPG* fusionnent, pour se scinder ensuite en deux unités où la production animale et végétale sont associées. Herr G. prend la tête d'une de ces deux nouvelles coopératives, une exploitation de 2 600 hectares, qui englobe cinq finages villageois et qui correspond approximativement à l'extension territoriale de la *LPG* de type I, telle qu'elle existait en 1972, avant l'ambitieuse restructuration agraire conduite par l'ancien régime. Sur 1 000 hectares de labours, la *LPG* produit alors des céréales, des plantes fourragères, des plantes sarclées, des légumes de plein champ et des fruits (15 hectares de fraises). L'exploitation de 1 600 hectares de prairies s'ajoutent à la production fourragère pour nourrir un cheptel de 4 500 bovins dont 2 100 vaches laitières, ainsi d'un troupeau ovin de 1 600 brebis. Enfin, la *LPG* possède également un élevage de truites.

En 1991, la coopérative socialiste est restructurée en une SARL & Sociétés en commandite (*GmbH & CoKG*). Il s'agit d'une société de capitaux (*Kapitalgesellschaft*), l'une des formes juridiques de l'exploitation sociétaire prescrites par la loi d'adaptation de l'agriculture¹. Les 2 650 hectares de l'exploitation restructurée s'étendent exclusivement dans le périmètre de la réserve de biosphère. La SARL a acquis 100 hectares de terres, achetées à des particuliers. Le reste de la SAU est exploité en faire-valoir indirect : 800 hectares sont affermés aux communes (il s'agit des biens communaux restitués par la *Treuhandanstalt*), 500 hectares aux actionnaires de l'entreprise, et 1 250 hectares à des particuliers. Plus de

1. Cf. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 88-100 et 212 (tableau récapitulatif des types d'exploitation sociétaire).

Document 17

**Plaquette de présentation de l'exploitation sociétaire de productions biologiques de Kaltensundheim
(Landschaftspflege Agrarhöfe), Land de Thuringe**

L'agriculture en harmonie avec l'écologie et l'économie dans la réserve de biosphère de la Rhön

La Rhön, qui a été reconnue en 1991 comme réserve de biosphère par le programme de l'UNESCO, évolue en une région modèle, dans laquelle peut être durablement développée une harmonie entre les hommes et la nature, entre l'économie et l'écologie.

L'exploitation de production agricole et d'entretien du paysage (*Landschaftspflege-und Agrarhöfe*) de Kaltensundheim, SARL&Sociétés en commandite, cultive plus de 2 600 hectares de SAU dans les paysages plein de charme de la Rhön. Membre d'une association pour la promotion de l'agriculture biologique, nous mettons en œuvre depuis 1991 des méthodes de production qui respectent les règles de ce type d'agriculture. L'application des directives de production est contrôlée et certifiée par un organisme indépendant.

Entre 1996 et 1997, notre exploitation agricole a introduit et appliqué un système intégré de gestion de la qualité et de l'environnement conformément aux normes internationales DIN EN ISO 9 002 et 14 001. Le système fonctionne sur l'exploitation, et lorsque cela est nécessaire, il est mis en réseau avec le système de gestion de la laiterie *Rhöngold*, qui conditionne notre production de lait biologique. Le but de ce système est de garantir et de continuer à améliorer la qualité de nos produits, en particulier le lait biologique, et de produire avec le moins d'effets possibles sur l'environnement.

Les partenaires de ce système sont le ministère de l'agriculture, de la protection de l'environnement et de la nature de Thuringe (*Thüringer Ministerium für Landwirtschaft, Naturschutz und Umwelt*), ainsi que la CMA (*Centrale Marketing Gesellschaft der deutschen Agrarwirtschaft*), la société centrale de marketing de l'économie agricole allemande.

L'exploitation agricole et la laiterie de Kaltensundheim sont en mesure de garantir grâce à leur double système intégré de gestion de la qualité et de l'environnement, la constitution d'une chaîne de production complète, depuis la production de lait brut, jusqu'à la transformation et à la distribution de produits laitiers de la meilleure qualité possible et répondant aux exigences de la protection de l'environnement.

Nous tenons à rendre publiques nos activités, pour mieux faire part de nos engagements en termes de qualité et de protection de l'environnement, à nos collaborateurs, nos clients, aux fournisseurs, ainsi qu'aux autorités et autres institutions.

En raison des conditions naturelles et économiques, l'élevage laitier s'est développé comme spéculation principale dans la moyenne montagne de la Rhön, depuis déjà plusieurs décennies, en fait depuis le début des années vingt du XX^e siècle,

L'exploitation de production agricole et de préservation du paysage de Kaltensundheim exploite avec 55 employés à temps plein, un peu plus de 2 600 ha de SAU, élève 2 300 bovins, dont 1 050 vaches laitières, ainsi que 1 000 moutons. Elle livre environ 6,3 millions de litres de lait biologique à la laiterie *Rhöngold*.

Les autres secteurs de production de l'exploitation sont l'élevage bovin de bouche, l'élevage ovin, l'élevage de truites, la céréaliculture et la minoterie, ainsi que la production d'énergie à partir de la biomasse.

L'activité agricole s'étend sur le finage de cinq villages, Kaltensundheim, Mitellsdorf, Kaltenwestheim, Oberweid et Unterweid. Nos 15 étables et nos bâtiments d'exploitation se répartissent dans ces cinq villages. Le siège de l'exploitation se situe à Kaltensundheim, où le cheptel laitier est abrité dans six étables principales.

Les vaches laitières sont gardées dans des étables à stabulation libre, où sont garanties de très bonnes conditions d'élevage et d'alimentation. Toutes les vaches et leur veaux pâturent dans les près des mois d'avril à octobre.

La charge de bétail se monte à 0,7 UGB à l'hectare. Il s'agit de la limite inférieure indispensable pour pouvoir mettre en valeur la biomasse et l'espace tout en agissant dans le sens de la protection de la nature et de la préservation du paysage. L'extensification de l'élevage a fait ses preuves comme forme appropriée pour la préservation, l'entretien et l'amélioration des paysages agraires.

La décision prise par l'exploitation en 1991 de mettre en œuvre les méthodes de production de l'agriculture biologique (d'après les directives du règlement de l'Union européenne 2092/91) a été jugée très positive pour le développement de la réserve de biosphère de la Rhön.

Tous les produits de l'exploitation sont conformes aux exigences de qualité des produits biologiques. Le principal produit de notre exploitation est le lait biologique, qui est conditionné, transformé et vendu par la laiterie *Rhöngold*.

10 000 parcelles ont fait l'objet d'un contrat de fermage. Plus de 3 000 propriétaires sont concernés. Mis à part les terres en propriété, les structures foncières de l'exploitation ont un profil plutôt classique pour les nouveaux Länder. Ce qui est plus original par contre, c'est le choix de l'agriculture biologique, comme système exclusif d'exploitation (cf. document 17). La production est 100 % « bio » : 720 hectares de céréales fourragères (avoine, orge, seigle), 220 hectares de pois et de haricots, 190 hectares de plantes fourragères (trèfle et luzerne), 1 480 hectares de prairies, dont 790 hectares de près de fauche et 690 hectares de prairies naturelles. Toute la production végétale est consommée sur l'exploitation qui élève 2 300 bovins, dont 900 vaches laitières, 780 brebis (400 *Rhönshafe* et 380 Merinos), 90 chèvres, sans oublier les truites.

Les activités de transformation agroalimentaire et de vente directe ont été confiées aux sociétés en commandite. L'exploitation loue les services d'un abattoir, puis découpe les carcasses en pièces de boucherie et en produits charcutiers. Pour le conditionnement du lait et sa transformation en produits divers, l'exploitation a investi dans la construction d'une entreprise, dont elle est un des actionnaires principaux, la laiterie *Rhöngold*, installée à proximité et spécialisée dans la filière « bio » (cf. document 18). Ces produits sont ensuite vendus « à la ferme », ou sur les marchés et dans les supermarchés de la région. L'exploitation possède par le biais de ses filiales des camionnettes de vente ambulante, ainsi qu'un « magasin paysan », dont la construction a été financée par les fonds communautaires du programme LEADER II (cf. document 18). Le circuit court de commercialisation s'est mis en place sur la base d'un groupement de producteurs « bio » qui, ici, structure un partenariat Est-Ouest, puisque l'exploitation sociétaire de Kaltensundheim s'est associée à sept exploitants familiaux de la Hesse. Enfin, l'exploitation tire une partie de ses revenus de la production d'électricité à partir du gaz méthane (réduction des coûts d'exploitation) et des compensations financières versées au titre du programme d'aménagement : prise en charge partielle par la collectivité des méthodes de production respectueuses de l'environnement, de l'entretien des paysages agraires et de la protection de la nature.

Lorsqu'on l'interroge sur ses choix de production, Herr G. n'établit pas un diagnostic différent de celui de ses collègues, eux aussi à la tête d'exploitations sociétaires restructurées : la montagne de la Rhön s'accommode mal des modèles intensifs de l'agriculture productiviste ; l'intégration agroindustrielle a confisqué la plus grande partie des revenus de l'activité agricole, tandis que l'évolution des prix continue d'en réduire les marges bénéficiaires, d'autant plus étroites, que dans la moyenne montagne, la « rente naturelle » est limitée. Aussi, en plus de la valeur ajoutée créée par les activités de transformation et de commercialisation, Herr G. a fondé sa stratégie d'adaptation sur le créneau de la production de qualité, qui dans le contexte actuel, offre des prix plus rémunérateurs. Par ce choix, il s'émancipe du conformisme pragmatique et opportuniste de ses collègues. Chef de la nouvelle exploitation sociétaire à l'issue de sa restructuration, il saisit la double opportunité qui se présente en 1991 : la délimitation de la réserve de biosphère et l'installation d'une société filiale d'une entreprise agroalimentaire qui cherchait à investir dans les nouveaux Länder. L'expérience est à l'origine de la création du premier complexe agroalimentaire « bio » de la région (cf. document 18).

La prise en charge des nouvelles fonctions affectées à l'agriculture, par les entreprises qui ont pris la succession des coopératives socialistes, relève d'une stratégie globale de diversification des activités économiques situées en amont et en aval de la stricte production de biens agricoles. Les nouvelles exploitations sociétaires ne doivent leur existence actuelle qu'au respect du calendrier de restructuration et ne pourront assurer leur avenir qu'en fonction de leur degré d'intégration au nouvel environnement

Document 18
Une image peu commune de la filière « bio » : le complexe agroalimentaire
de Kaltensundheim dans le Land de Thuringe



Dans la campagne anciennement collectivisée du versant oriental de la Rhön, la grande exploitation sociétaire multiplie les formes de son adaptation à l'économie de marché. Partenaire quasi exclusif des programmes régionaux de protection du milieu naturel et de préservation des paysages ruraux, elle dirige la constitution de nouvelles filières de production. Ici, dans la vallée de la Felda qui serpente entre les collines sédimentaires de la *Kuppenrhön*, l'ex-LPG de Kaltensundheim, dont on distingue au second plan, les bâtiments d'exploitation (centre droit de la photographie) a complètement reconverti son système de production dans la pratique de l'agriculture biologique. Actionnaire principal de la toute récente laiterie *Rhöngold* (second plan, à gauche), elle valorise la plus grande partie de sa production dans les circuits courts de commercialisation : Le second cliché montre l'un des « magasins paysans », édifié sur place et géré par la nouvelle exploitation sociétaire à l'aide des fonds communautaires du programme LEADER II. (Cliché de l'auteur, Thuringe, avril 1999).



Texte :

Fermes de la Rhön
 Produits alimentaires biologiques
 Magasin paysan
 Projet : commercialisation des produits agricoles de la Rhön,
 issus de l'agriculture biologique
 Gérant : *Landschaftspflege-Agrarhöfe* (Fermes de production
 agricole et de préservation du paysage)
Kaltensundheim/Rhön
 SARL et Sociétés en Commandite
 Projet financé par le programme LEADER II
 Heures d'ouverture du magasin :
 lundi-vendredi 9h30-17h30
 samedi 9h30-12h00

économique, c'est-à-dire en fait, en fonction de leurs facultés à conserver et à reproduire le capital propre de l'exploitation. Cela exige en particulier de parvenir à dégager des revenus suffisants pour poursuivre l'indispensable renouvellement du capital d'exploitation et pour supporter les coûts du travail salarié, de la rente foncière, de l'indemnisation des anciens coopérateurs et du remboursement des dettes héritées de l'ancien régime ¹. La politique de décollectivisation du gouvernement fédéral a contraint les successeurs des coopératives à se dégager de leurs obligations de prise en charge du territoire local, à renoncer à leurs fonctions de construction, d'entretien et de gestion des infrastructures sociales, sportives, culturelles, ainsi que des infrastructures de communication. Le processus de transition à l'économie de marché se solde par contre, là où l'un des cadres de la coopérative a conduit avec succès la restructuration juridique de l'exploitation, par le renforcement de leur emprise économique et sociale sur le territoire local : en créant de nombreuses filiales et en développant entre elles des solidarités et un clientélisme de fait, les nouvelles entreprises de coopération contrôlent progressivement l'ensemble de la chaîne de production agricole et s'imposent comme les interlocuteurs quasi exclusifs des organismes d'aménagement et de gestion de l'espace rural, pour la mise en œuvre des nouveaux projets de développement.

Le maintien de la grande exploitation sur le versant thuringeois de la Rhön ne signifie pas que le collectivisme agraire a perduré, malgré le démantèlement de la frontière et la réunification. Il semble plutôt traduire que l'innovation, qui s'exprime ici à travers la constitution d'exploitations agricoles « pluriactives », assurant à la fois des fonctions de production et de services, qu'il s'agisse d'ailleurs d'exploitations familiales ou d'exploitations sociétaires, est portée et diffusée dans les espaces ruraux des nouveaux Länder allemands, par des acteurs qui se sont montrés ou rendus capables de valoriser le capital économique et socioculturel, dont ils disposaient au moment-clé du changement de système : héritages fonciers rétrocédés et capitaux récupérés à la faveur des procédures d'indemnisation, savoir-faire paysans conservés dans l'espace confiné du lopin individuel, compétences de gestion et de direction acquises dans le système de formation de l'ancien régime. Mais, à la différence des campagnes occidentales, où l'implication de collectivités locales autonomes, associées de longue date à la mise en œuvre des politiques d'aménagement local, a accompagné la diversification relativement précoce des activités rurales dans une société paysanne et montagnarde, la diffusion du nouveau modèle d'aménagement dans la campagne anciennement collectivisée, s'opère sur un mode original, dans le cadre d'un rapport structurel favorable à la grande exploitation et aux formes coopératives de mise en valeur.

Dix ans après la réunification, l'« effet de frontière » est ainsi manifeste. L'intention politique d'intégration territoriale contenue implicitement dans la création de la réserve de biosphère, n'a pas pu gommer en moins de dix ans, les traces du collectivisme agraire. L'entreprise de restauration paysagère a désigné un certain nombre de composantes du *Kulturlandschaft* de la montagne (prés de fauche épierrés et bordés de murettes, marécages en partie asséchés, prairies complantées d'arbres fruitiers, anciens communaux, anciennes terrasses de culture, haies du bocage), en leur conférant une valeur patrimoniale, ignorant à dessein l'héritage agraire du collectivisme. Ce dernier est pourtant

1. Lacquement G., *op. cit.*, pp. 87-111.

encore bien visible sur le versant oriental du massif. Il affleure à travers le maillage du parcellaire et la masse des bâtiments agricoles qui enserrent et dominent les noyaux villageois. Certains bâtiments sont désaffectés et promis à une démolition prochaine, comme autant de fossiles de l'avant-dernier épisode de l'histoire agraire récente. Mais, ici, dans la montagne, la restructuration juridique de la plupart des coopératives a favorisé leur rénovation ou leur reconversion, sans que ne disparaissent toutefois leur ossature et leur couleur, toutes deux héritées de *l'édification du socialisme* à la campagne. Entre l'Est et l'Ouest de la montagne, se perpétue donc, après la chute du mur, un dualisme agraire, que le massif ignorait jusqu'à la création de la frontière interallemande et l'introduction du socialisme sur le versant thurinois.

L'« effet de frontière » se mesure plus encore au cloisonnement des relations sociales et professionnelles, tandis que le déséquilibre des flux économiques et financiers exprime la dépendance et l'extraversion de la campagne est-allemande à l'égard des centres d'impulsion économique d'Allemagne de l'Ouest, même s'il s'agit dans la région de centres de moyenne importance. Ne s'agit-il pas là encore, d'une manifestation propre aux situations frontalières ?¹ Malgré les ambitions du programme d'aménagement, rares sont encore les filières de production qui transgressent l'ancienne frontière, pour organiser un espace économique cohérent à l'échelle du massif. Les circuits courts de commercialisation des produits agricoles ont du mal à franchir la frontière, et restent pour la plupart embryonnaires : produits « bio », produits labellisés vendus dans les « magasins paysans » et sur les marchés de plein air. Plus flagrant encore est la dépendance économique que révèle la localisation des activités agroalimentaires, réduisant la campagne est-allemande à un réservoir de produits bruts. La plus grande partie de production agricole écoulée en dehors des circuits courts, est transformée par les industries agroalimentaires de l'Ouest de l'Allemagne, même si les firmes ouest-allemandes ont quelquefois investi opportunément dans la création d'une filiale et la construction d'un établissement à proximité des gros producteurs. Si les exploitations sociétaires ont entrepris, pour certaines d'entre elles, de s'affranchir, au moins en partie, de ce quasi-monopole, en développant leurs propres activités d'aval, les transformations structurelles et la situation de frontière accusent la dépendance des quelques pionniers de l'agriculture familiale du versant thurinois.

La campagne de la Rhön thurinoise n'est cependant pas destinée à demeurer l'une des périphéries de la moyenne montagne allemande, même si les effets de la transition à l'économie de marché pèsent sur la reprise des activités et la progression du niveau de vie. La politique d'aménagement actuellement en œuvre, en redéfinissant les fonctions territoriales des campagnes du massif semble au contraire encourager son insertion dans le système économique global. La diffusion des activités agritouristiques et la participation des exploitations agricoles aux programmes de protection du milieu naturel et de préservation des paysages agraires, montrent en outre que les sociétés locales se sont appropriées la logique patrimoniale qui fonde la politique contemporaine d'aménagement.

1. Paul Guichonnet et Claude Raffestin ont montré que la « défonctionnalisation » d'une frontière n'impliquait pas nécessairement l'intégration socioéconomique des régions frontalières. Au contraire, l'intégration, même lorsqu'elle est portée par une politique volontariste, comme c'est le cas ici, peut être compromise par les inégalités de développement et les discordances spatiales, produites par les processus de restructuration et de déstructuration en cours. Cf. Guichonnet P. et Raffestin C., *Géographie des frontières*, PUF, Paris, 1974, pp. 153-157.

Mais à l'intention intégratrice de l'aménageur répond la diversité des pratiques économiques et sociales, qui oppose, en fonction des logiques héritées et en réaction aux logiques importées, les sociétés rurales de l'Ouest et les sociétés rurales de l'Est. La persistance de l'« effet de frontière » contribue ici à distendre les fils de la *Heimat* et à hypothéquer la reconstitution d'une identité territoriale attachée au massif tout entier. Elle tend à perpétuer un double sentiment d'appartenance qui sépare ceux d'« ici » et ceux d'« en face ».

V

LA RECOMPOSITION DES TERRITOIRES POLITICO-ADMINISTRATIFS DANS L'ANCIENNE ZONE FRONTIÈRE INTERALLEMANDE

(Emmanuelle SCHMITT) *

La séparation physique entre les deux Allemagnes, la construction d'une frontière sécurisée, d'une zone militairement surveillée a eu d'importantes conséquences spatiales. De Priwall, à l'est du golfe de Travemünde, à Hof en Bavière, le long des 1 400 kilomètres de la frontière, des remparts de barbelés, de béton ont été construits par les Allemands de l'Est. L'impact sur le paysage est clairement visible, de très grandes surfaces ayant été « nettoyées », débarrassées de tout obstacle pouvant gêner l'accès et l'observation de cette frontière. Un long corridor défriché suit désormais la route bétonnée du chemin de ronde. Or, bien qu'invisibles, les ruptures qu'ont connu les territoires politiques de cet espace sont tout aussi profondes. La frontière a d'abord divisé le territoire de certaines Provinces comme le Braunschweig ou le Hanovre. Elle a ainsi séparé certaines communes de leurs chefs-lieux traditionnels. Avec la destruction des routes, l'interdiction de traverser cette frontière, les liens qui existaient entre les territoires de part et d'autre de la frontière ont été brisés. Les relations économiques, sociales, culturelles qui existaient entre les communes, entre les *Kreise* (districts) de cet espace ont été ainsi suspendues pendant près de quarante ans. Cependant la construction de cette frontière n'a pas eu que des conséquences sur les relations entre territoires de l'Est et territoires de l'Ouest, elle a eu des conséquences importantes sur l'organisation interne de la zone frontalière. À l'Est, les communes au bord de cette ligne Priwall-Hof appartenaient à ce qu'on appelait la *Sperrgebiet*, la zone de sécurité ou zone interdite. Les populations de la *Sperrgebiet* étaient étroitement contrôlées,

* Doctorante, Université Paul Valéry, Montpellier III.

Cette recherche sur la recomposition des territoires politico-administratifs de l'ancienne zone-frontière a été effectuée dans le cadre d'un DEA de géographie dirigé par M. le professeur J.-M. Holz et encadré scientifiquement par M. G. Lacquement, maître de conférences à l'Université de Perpignan et par H.-F. Wollkopf, professeur à l'Université de Halle. Ce projet n'aurait pu aboutir sans l'aide financière apportée par le programme CNRS dirigé par M. G. Lacquement, je tiens particulièrement à le remercier.

leurs déplacements strictement réglementés et conditionnés par l'obtention de passeports y compris pour se rendre dans des communes voisines.

La destruction de cette frontière au moment de la réunification offre à cet espace particulier de réelles possibilités d'évolution. L'objectif principal de cette recherche était d'observer et d'analyser la recomposition des territoires politico-administratifs de l'ancienne zone frontière entre les deux Allemagnes. Il s'agissait en particulier de voir si, à l'occasion de la réforme administrative et territoriale entreprise dans les nouveaux Länder, des territoires traditionnels avaient pu être reconstitués ou si les élus avaient formé de nouvelles unités politico-administratives de part et d'autre de la frontière. Le second volet de cette recherche se concentrait sur la partie orientale de cette ancienne zone frontière. La formation de nouveaux *Kreise*, le regroupement des communes dans des structures administratives impliquaient l'existence de liens forts entre les unités administratives regroupées. Or, la situation d'isolement créée dans la *Sperrgebiet* pour chacune de ces unités politico-administratives a profondément entravé toute sorte de coopération entre les *Kreise* et les communes. Il s'agissait alors d'observer comment ces différents regroupements s'effectuaient dans ce contexte territorial.

L'échelon communal paraissait offrir les plus larges possibilités d'observation. C'est surtout à ce niveau que nous espérions trouver des formes de coopération politique de part et d'autre de cette ancienne frontière. Cette recherche s'est ainsi appuyée sur le cas de communes du Land de Mecklembourg-Poméranie situées au bord de l'Elbe. Elle a concerné un groupe de communes du *Kreis* de Ludwiglust qui a réussi en 1993 à rejoindre son territoire d'origine : la région de Lünebourg partie intégrante du Land de Basse-Saxe. Ces communes, désormais réunies dans une commune unitaire, ont fait l'objet d'une observation spécifique en juillet 2000.

1. La mise en place de la frontière : une rupture des unités territoriales traditionnelles

Dans les dernières années de la Seconde Guerre mondiale, les Alliés, anglais, américains et russes, préparant le sort de l'Allemagne d'après-guerre, esquissent assez précisément leurs zones d'occupation respectives. Les principes majeurs guidant ce découpage sont d'ordre économique, militaire, mais aussi politique. Les Alliés cherchaient notamment à diviser et à éliminer la Prusse, accusée d'avoir favorisé un esprit martial et conquérant en Allemagne. Au cours des conférences interalliées des années 1944 et 1945, une ligne séparant la zone occidentale de la zone soviétique est dessinée, elle divise effectivement le territoire prussien. Néanmoins, le tracé de la frontière, tel qu'il est détaillé dans un rapport britannique du 15 janvier 1944 et dans un rapport soviétique du 18 février 1944 respecte les frontières de nombreux États et provinces allemands. La ligne de démarcation entre ces deux zones reliait la Baie de Lübeck à la Bavière, en suivant les frontières séparant le Mecklembourg et le Schleswig, le Mecklembourg et la Province de Hanovre. Elle suivait ensuite les limites traditionnelles fixées entre le Braunschweig et la Province de Saxe (qui deviendra le Land de Saxe-Anhalt), les frontières entre la Thuringe et la Saxe d'un côté, la Hesse-Nassau et la Bavière de l'autre. Ainsi tracée, cette frontière

ne semblait pas mettre en péril l'unité territoriale de ces États et Provinces. Or, en raison de la structure particulière de ces territoires politiques, son impact sur les maillages politico-administratifs de cet espace a eu une grande importance.

1.1. La division des maillages politico-administratifs anciens

La mise en place de la frontière a bouleversé les maillages politico-administratifs de la zone interallemande, de nombreuses communes ont été rattachées à des territoires étrangers. Leur intégration dans la zone soviétique ou dans la zone occidentale est à mettre en relation avec la simplification du puzzle politique qui régnait dans ces régions. Elle est également due au respect de certains critères géopolitiques qui imposaient une simplification du tracé de la frontière.

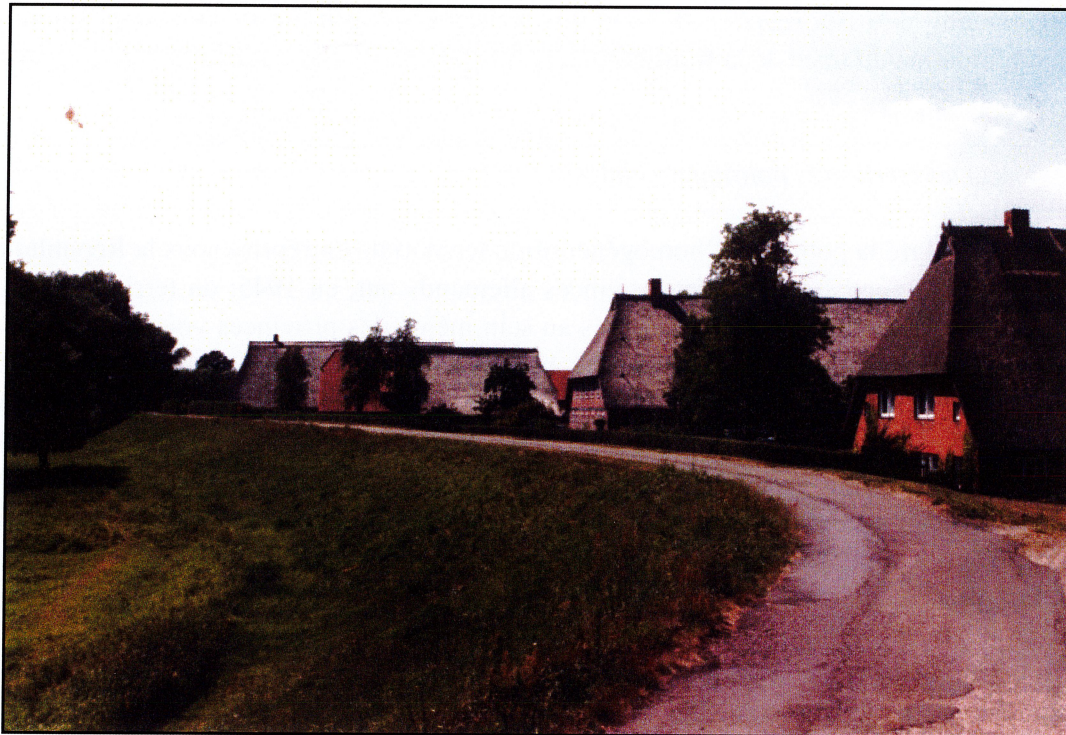
Des territoires politiques éclatés

Malgré la politique d'homogénéisation territoriale entreprise sous la République de Weimar, de nombreux États et provinces allemands ont, en 1945, un territoire divisé en multiples morceaux souvent éparpillés au sein même des provinces voisines. La question de ces enclaves n'a pas posé de réels problèmes aux Alliés, ils ont tout simplement décidé de les séparer de leur territoire d'origine et de les intégrer aux provinces au sein desquelles elles se trouvaient. La fusion de ces petits territoires constitue une modification importante des structures politiques de la zone frontière. Parfois la modification territoriale semble bien mineure : elle concerne un petit nombre de communes situées non loin de cette frontière, témoins de la difficulté de fixer une limite politique claire entre ces Provinces. Mais ces changements sont beaucoup plus importants dans le cas de la province du Braunschweig qui perd la région de Calvörde, intégrée à l'Altmark. La frontière interallemande a eu d'autres impacts sur le territoire du Braunschweig : le *Kreis* de Blankenburg ayant été lui aussi partagé en deux, un tiers seulement restant en zone occidentale. La Thuringe perd son enclave d'Ostheim qui est intégrée à la Rhön bavaroise. Or ces communes entretenaient de fortes relations avec leur territoire d'origine. Leur intégration remet en question la logique d'organisation politique de la région.

Des impératifs géopolitiques

Tracer la frontière sur des limites régionales traditionnelles permettait certes de respecter une certaine identité territoriale, ceci était aussi pour les Alliés une solution de facilité. Or l'avancée des troupes russes et leur installation progressive dans la zone frontière au cours de l'année 1945 ont entraîné certaines modifications locales du tracé frontalier.

Document 1
Les fermes du village de Darchau et la première digue de protection
(Cliché de l'auteur, juillet 2000)



Pour assurer un contrôle optimal de cet espace, des échanges territoriaux ont eu lieu entre les deux zones. Afin de garder sur une même zone des infrastructures stratégiques, afin de faciliter la surveillance de la frontière, plusieurs communes ont ainsi intégré des territoires voisins. Ainsi pour garder en zone occidentale la totalité de la ligne ferroviaire Hambourg-Munich, de multiples échanges territoriaux ont eu lieu dans la région de Bad Sooden-Allendorf. La frontière devait suivre théoriquement le tracé des frontières existantes entre le Land de Hesse et la région de l'Eichsfeld. Or, pour conserver en zone occidentale la ligne entre les deux gares de Eichenberg et de Bad Sooden, les Américains ont échangé avec les Soviétiques les communes hessoises de Vatterode, Weidenbach, Asbach, Sickenberg et une partie du territoire de la commune de Bad Sooden, contre les communes thurigeoises de Neuseesen et de Werleshagen et une partie du finage de Bornhagen et de Linderwerra. Néanmoins, les obstacles physiques restent la cause majeure des échanges de communes : autour de la vallée de l'Elbe, au nord de la zone frontière, les maillages traditionnels ont là aussi été perturbés.

En 1944, aucune ambiguïté ne portait sur le tracé septentrional de la frontière : elle devait reprendre le tracé de la frontière traditionnelle entre le Land de Mecklembourg et la province de Hanovre. Celle-ci passait notamment dans la vallée de l'Elbe, or elle ne suivait absolument pas le fleuve. Sur les deux rives de l'Elbe on trouvait en effet des communes appartenant au Mecklembourg et à la province de Hanovre. La vallée de l'Elbe offrait des conditions de vie bien particulières : les hommes qui s'y sont installés, n'ont jamais considéré le fleuve comme une frontière. Au contraire, dans cette région marécageuse, sans route terrestre majeure, sans chemin, le fleuve était le seul lien, l'unique voie de communication. Des liens très forts réunissaient les différents villages d'une même rive, l'entretien des digues, le drainage de ces terres humides nécessitaient en effet un important travail collectif. Les paysages ruraux y sont d'ailleurs très différents de ceux des grands domaines de la grande plaine du nord. Peuplées par des hommes venus de Frise, de Hollande, de Westphalie, attirés par les libertés et les droits accordés aux populations, ces communes rurales ont connu une certaine prospérité. Toute la vie de ces communes s'organisait autour du fleuve. Grâce à un système de bac, il était beaucoup plus facile d'accéder aux communes de l'autre rive que de se rendre au-delà de la forêt, en dehors de la vallée. Beaucoup de villages de la rive droite avaient une partie de leurs terres et de leurs prairies sur l'autre rive.

Les villages du *Amt Neuhaus* situés juste en arrière de la première digue ont ainsi souvent sur l'autre rive un village « doublon », au cours du temps le premier village se développait sur l'autre rive. Ainsi sur la rive gauche, en face du village de Darchau, malgré l'absence de pont, un village du nom de Neu Darchau s'est développé. La commune de Bleckede située sur la rive gauche a aussi un doublon en rive droite : le petit village de Neu Bleckede. Toutes ces communes appartenaient à la même circonscription administrative : le *Kreis* de Bleckede qui en 1932 est fusionné au *Kreis* de Lüneburg. Ces communes de part et d'autre de l'Elbe avaient été également solidarisées par des liens religieux : les paroisses ne se souciaient pas non plus du fleuve. La paroisse de Barskamp, dont l'église se trouvait dans la commune de Barskam sur la rive gauche de l'Elbe, s'étendait aussi sur la rive droite. Les chapelles des villages de Viehle, de Konau dépendaient ainsi de cette église.

Or, pour les Alliés, la défense de la frontière impliquait sa simplification. Les troupes américaines sous la direction du général Ridgeway arrivent sur la rive droite de l'Elbe en mai 1945. Le 2 mai, le 18^{ème} corps d'armée américaine et le 2^{ème} corps d'armée britannique occupent la zone sous la direction du général Montgomery. Celui-ci tentait alors de reculer la frontière le plus loin possible. Or, le 25 juillet 1945, il laisse aux troupes russes le territoire de la rive droite de l'Elbe qui avait, selon lui, une accessibilité trop mauvaise. Les huit communes qui formaient le *Amt Neuhaus*, ainsi qu'une partie du finage du village de Wustrow, ont été rattachées à la zone soviétique. La commune de rive gauche, Kaltenhof et quatre îlots qui appartenaient au Land de Mecklembourg ont intégré la zone occidentale.

1.2. La fin d'une solidarité territoriale

La mise en place de la frontière entre les deux zones occidentales et soviétique entraîne bien des ruptures dans la structure des maillages traditionnels et dans les relations entre ces communes et ces *Kreise* désormais séparés.

Certains liens subsistent jusqu'à la véritable matérialisation physique de la frontière. Avant l'interdiction de passage, la vie des habitants des communes de cette zone frontière n'est pas vraiment bouleversée. Dans la région de Bad Sooden et d'Allendorf où des communes thuringeoises et hessoises ont été échangées, la frontière reste perméable jusqu'au début des années 1950. Les travailleurs pendulaires peuvent se rendre sans inquiétude de l'autre côté de la frontière. La réelle rupture des maillages est effective lorsque les murs de béton, les barrières métalliques séparant les villages sont mis en place.

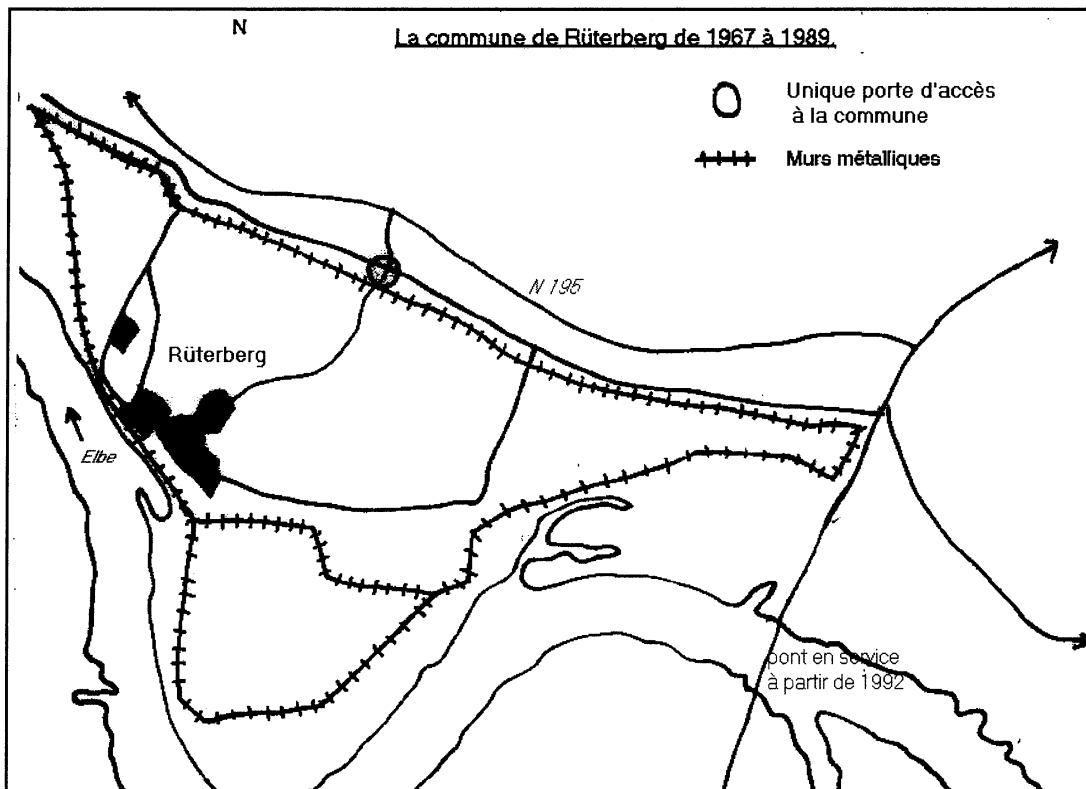
Les conséquences de la séparation

À Neuhaus, les liaisons entre les deux rives ont été interdites dès la mise en place de la *Sperrgebiet* en mai 1952. Les conséquences économiques de cette séparation ont été importantes. Certaines structures agricoles ont été divisées, cependant la collectivisation, la mise en place des coopératives agricoles, a eu un impact beaucoup plus fort. Des liens financiers importants existaient entre les deux rives : notamment la *Sparkasse* de Neuhaus faisait partie de la circonscription de la caisse d'épargne de Lüneburg avec qui toutes relations étaient désormais impossibles ¹.

Les conséquences sociales ont été les plus dures. La frontière a séparé des familles qui vivaient sur les deux rives de l'Elbe. Elle a même séparé certaines familles de leurs morts : le cimetière de Bitter, un petit village de la rive droite se trouvait en effet de l'autre côté de l'Elbe, dans la commune de Hitzacker.

1. Or quelques liens ont perduré pendant près de quarante ans grâce à un ancien employé de la caisse d'épargne de Neuhaus qui recevait de la part de ses anciens collègues des *Sparkasse* du *Kreis* de Lüneburg quelques colis pour aider par exemple à l'équipement en maillot de l'équipe de football.

Document 2
Rüterberg, une commune prisonnière



Source : Kreutzkamp D., Heigl R., 1966.

La mise en place du Sperrgebiet et ses conséquences sur les collectivités territoriales est-allemandes

Si les liens entre les communes est-allemandes et ouest-allemandes de la zone frontière ont été rompus du début des années 1950 jusqu'en 1989, les liens entre les communes du *Sperrgebiet* n'ont pas résisté aux conditions draconiennes de surveillance mises en place par les Allemands de l'Est dans cette région. La vie sociale dans la zone frontière était organisée dans des conditions très strictes : les populations des communes du *Sperrgebiet* ne pouvaient se rendre dans d'autres régions est-allemandes sans autorisation de sortie. De même une autorisation était nécessaire pour aller dans une commune voisine appartenant au *Sperrgebiet*. Tout déplacement était contrôlé, y compris ceux des travailleurs agricoles qui se rendaient dans leurs champs. Ces communes étaient surveillées en permanence, de jour comme de nuit, les déplacements étant strictement interdits pendant la nuit. Ces communes ont perdu tout contact avec leurs voisines, leur isolement était jusqu'en 1989 quasi total. Une commune de la vallée de l'Elbe, au sud de Neuhaus, connaissait cet isolement total : Rüterberg a été de 1967 à 1989 complètement cerné par le dispositif de sécurité militaire de la frontière. Cette commune se situe en effet sur un lobe de méandre de l'Elbe, son finage offrait un promontoire d'accès au fleuve et à sa rive occidentale. Les premières barrières mises en place au bord du fleuve se révélèrent rapidement insuffisantes, plusieurs Allemands de l'Est candidats à l'émigration ayant réussi à creuser le sol sablonneux du lobe de méandre. Les autorités installent donc une seconde barrière, puis entourent complètement la commune de murs métalliques, ne laissant qu'une porte d'accès à la commune, surveillée en permanence.

Le cas de Rüterberg est unique, cependant il symbolise parfaitement la condition des collectivités territoriales est-allemandes de la zone frontière. Au début des années cinquante, avec l'introduction en RDA du centralisme démocratique, non seulement les collectivités territoriales est-allemandes de la zone frontière perdaient tout pouvoir d'auto-administration, mais elles perdaient tout lien entre elles.

La mise en place de la frontière entre les deux Allemagnes a entraîné d'importants bouleversements dans la structure et le fonctionnement des maillages politico-administratifs de la zone. Une question légitime se pose alors après la réunification et avec la réforme administrative et territoriale entreprise par les nouveaux Länder. Pouvons-nous observer une reconstitution de ces maillages ?

2. La recomposition des maillages politico-administratifs de l'ancienne zone frontière entre les deux Allemagnes

Une hypothèse guidait au départ cette recherche : la disparition de la frontière entre les deux Allemagnes a peut-être favorisé le rattachement de certaines communes de la zone frontière à des structures politico-administratives traditionnelles. Peut-être existe-t-il, au niveau local, de vieilles unités politico-administratives qui se reconstituent. Une autre hypothèse avait été avancée : peut-être de nouvelles unités administratives pouvaient se créer de part et d'autre de l'ancienne frontière.

2.1. Quelques tentatives de rattachement aux territoires d'origine

Quelques communes ont en effet tenté de retrouver leur *Kreis* ou leur Land d'origine. Seules les communes intégrées à la zone soviétique, puis à la RDA ont fait de telles démarches, aucune commune qui appartenait auparavant au Mecklembourg, à la Thuringe, ou à la Saxe, n'a demandé à être rattachée à l'un de ces Länder. Les motivations de retour étaient sûrement historiques, beaucoup de ces communes se sentaient réellement séparées de leur territoire d'origine, mais il ne faut certainement pas occulter l'intérêt financier que ces communes espéraient obtenir en retournant dans ces Länder.

Ainsi la ville de Lobenstein au nord de la forêt de Franconie, et cinq communes voisines ont demandé leur rattachement au Land de Bavière. Les cinq communes de la vallée de la Werra situées près de la ville de Bad Sooden veulent retourner dans le Land de Hesse. Les communes de Saxe-Anhalt, séparées de leurs voisines du Braunschweig, veulent être rattachées à leur *Kreis* d'origine et ainsi intégrer le Land de Basse-Saxe. Enfin les premières communes qui ont vigoureusement défendu leur retour vers le Land de Basse-Saxe sont les communes mecklembourgeoises de la rive droite de l'Elbe qui formaient auparavant l'*Amt Neuhaus*.

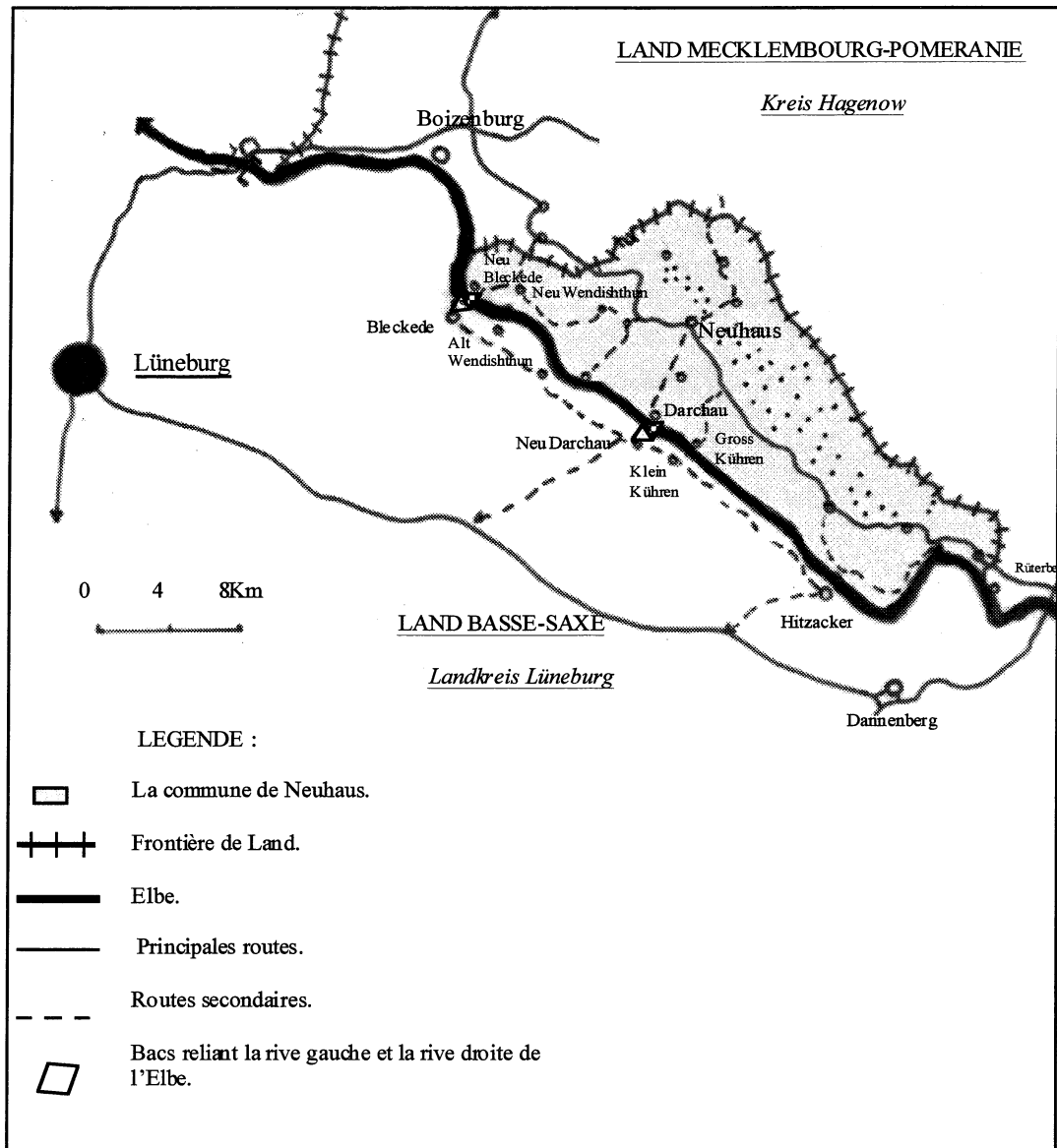
Dans certains cas comme celui de Neuhaus ou comme celui des communes du Braunschweig, les raisons invoquées pour le rattachement sont irréfutables. Ces communes ont bien été séparées de leur territoire d'origine et souvent elles sont restées en périphérie des territoires auxquels elles ont été rattachées. Cependant les difficultés liées à leur retour dans un autre Land ont dans la majorité des cas fait échouer ces tentatives.

2.2. Des obstacles politiques et institutionnels

La recomposition des maillages politico-administratifs de l'ancienne zone frontière s'est révélée impossible à réaliser. Tout d'abord les différents Länder concernés par les demandes de départ de communes ont tous eu une attitude très ferme. Ils ont refusé de laisser partir ces communes. Les Länder occidentaux n'ont pas insisté pour accueillir ces communes dans leur territoire, par crainte surtout de devoir ensuite remettre en cause la situation des communes qui avaient été intégrées en 1945. À cet obstacle politique s'ajoute un obstacle institutionnel qui empêche toute formation d'unités communales à cheval sur l'ancienne frontière. En effet, cette frontière reste une frontière entre Länder, or l'organisation des maillages communaux — celui des *Kreise* et celui des communes — est une prérogative de chacun des Länder. Aucune association de communes, aucun *Kreis* ne peut donc être formé à partir de communes ou de *Kreis* de l'Est et de l'Ouest. La recomposition des territoires politiques de l'ancienne zone frontière ne peut pas passer par une recomposition des maillages administratifs.

Seules huit communes ont réussi à réintégrer leur territoire d'origine, le Land de Mecklembourg acceptant dans un traité passé en 1993 avec le Land de Basse-Saxe de laisser partir les communes qui composaient l'ancien *Amt Neuhaus*.

Document 3
Le Amt Neuhaus, croquis de situation



2.3. Une seule réussite : les communes du Amt Neuhaus

En 1993, huit communes du Land de Mecklembourg-Poméranie, situées sur la rive droite de l'Elbe, réussissent à intégrer le Land de Basse-Saxe. L'attitude du Land de Mecklembourg-Poméranie a sûrement été déterminante dans cette affaire. Le Land affaibli par des problèmes économiques et politiques plus importants a voulu régler cette affaire au plus vite. Cependant, la réussite de ce rattachement au Land de Basse-Saxe est à attribuer avant tout aux habitants et surtout aux élus des différentes communes qui composent l'ancien *Amt Neuhaus* ¹.

Ces communes, bien que situées dans le *Sperrgebiet*, et donc isolées les unes des autres pendant plusieurs dizaines d'années, se sont très vite organisées ensemble pour défendre leur objectif d'intégration. Dès 1992, elles se sont regroupées dans une association de communes particulière : un *Amt*. En effet à partir de 1992, les autorités du Land favorisaient le regroupement des petites communes rurales dans de telles structures. Neuhaus et ses communes voisines se sont empressées de renouer avec une structure administrative qui les liait depuis le XVI^e siècle. De nombreux obstacles semblaient interdire une telle intégration. Le principal problème était l'absence de pont entre les deux rives de l'Elbe, les habitants des communes du *Amt Neuhaus* devaient pour se rendre à Lüneburg, siège de l'administration du *Kreis* auquel ils voulaient être rattachés, faire plusieurs dizaines de kilomètres avant de traverser le fleuve et prendre ensuite la direction de Lüneburg. Or ce choix défini par *Die Zeit* en mars 1991, comme un choix relevant plus l'émotion que de la raison, a été défendu avec passion dans de nombreux rapports rappelant l'ancienneté d'appartenance de Neuhaus à la province de Hanovre, rappelant ses liens traditionnels forts avec les communes de la rive gauche de l'Elbe.

Cette intégration a été effective le 30 juin 1993, date du traité entre les Länder de Mecklembourg-Poméranie et de Basse-Saxe. Les communes du *Amt Neuhaus* ont décidé très vite de se regrouper pour former une commune unitaire, la commune s'appelant toujours « Amt Neuhaus » ². Les conséquences de l'intégration sont très importantes : la commune a pu grâce à l'apport financier octroyé par le Land de Basse-Saxe aménager très vite son territoire. Située au milieu du parc naturel de la vallée de l'Elbe, la vocation touristique de la commune apparaît clairement. Le village de Neuhaus a été entièrement rénové, trois hôtels et quatre pensions se sont déjà installés. Les infrastructures de loisirs se multiplient également : le chemin de ronde situé sur la première digue, élément essentiel de la surveillance de la frontière a été transformé en piste cyclable.

1. Le *Amt* est une structure administrative, regroupant plusieurs communes ou localités. Elle a été instaurée au XVII^e siècle dans les provinces du nord de l'Allemagne. Les *Ämter* sont réapparus et se sont généralisés dans certains Länder occidentaux après la réforme territoriale et administrative réalisée dans les années soixante-dix en RFA.

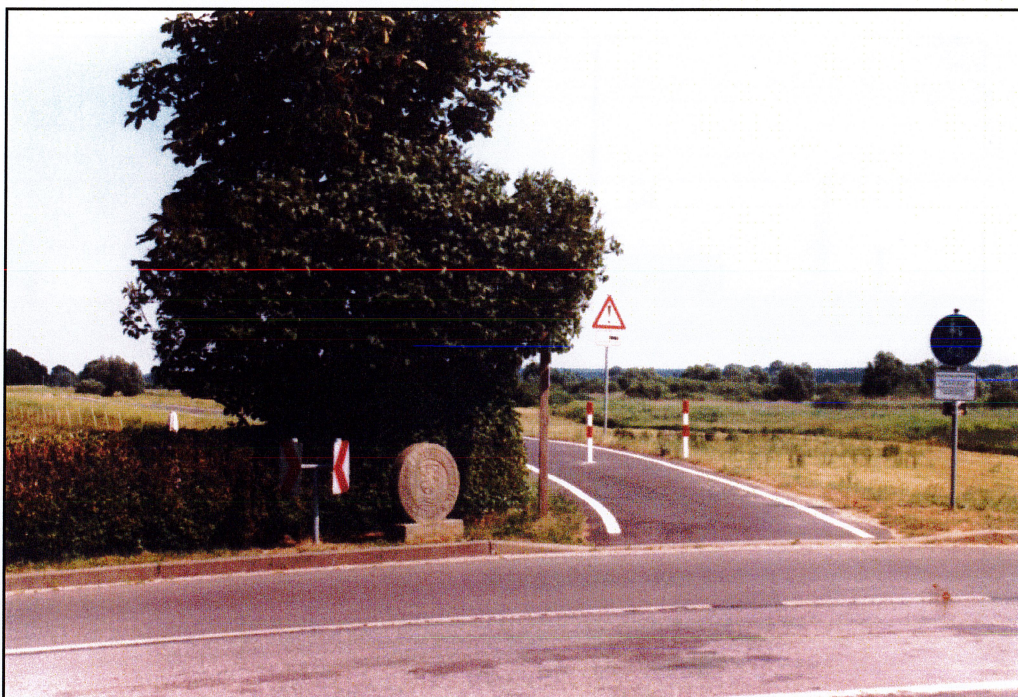
2. Le maire et les habitants de ces communes ont écarté la solution du regroupement communal « souple », celui de la *Samtgemeinde* qui prévalait dans le Land de Basse-Saxe. Ainsi, toutes les communes qui composaient le *Amt Neuhaus* ont fusionné pour n'en former qu'une seule.

Document 4
Reconversion touristique du dispositif de défense



Le chemin de ronde de la première digue de protection se situe sur le commune de Neuhaus, dans le village de Neu Bleckede, à quelques dizaines de mètres de l'Elbe. À cet endroit, les patrouilles surveillaient la frontière. Ce chemin sert désormais de piste cyclable pour les VTT (*Cliché de l'auteur, juillet 2000*).

Document 5
Le chemin de ronde transformé en piste cyclable



Ici, le chemin de ronde a été spécialement aménagé : cette piste cyclable se trouve également dans le village de Neu Bleckede, à 20 mètres du chemin précédent. Le maire de Neuhaus a en effet commencé à transformer les chemins de digue en piste cyclable. *(Cliché de l'auteur, juillet 2000).*

Document 6
Le bac à Darchau



En l'absence de ponts, la commune de Neuhaus a mis en place un système de bac afin de traverser l'Elbe. Le bac ci-dessous permet de relier le village de Darchau à celui de Neu Darchau sur la rive gauche du fleuve. *(Cliché de l'auteur, juillet 2000).*

La recomposition des territoires politiques de l'ancienne zone frontière n'a pas donné lieu à une véritable réorganisation des maillages politico-administratifs de part et d'autre de cette frontière. Les territoires politiques ont subi peu de modifications. Seuls les maillages situés du côté oriental de l'ancienne zone frontière ont connu une réelle recomposition liée à la réforme administrative et territoriale menée par les nouveaux Länder. Or ceux-ci mènent chacun de leur côté cette réorganisation, ils suivent les conseils de leur Land partenaire. Ils ont reçu une aide importante issue des Länder occidentaux en personnel qualifié. Cependant, localement les communes orientales et occidentales n'ont pas vraiment collaboré. Dans le Land de Mecklembourg, nous n'avons relevé aucun partenariat entre les communes de cette zone frontière. Les plus fortes collaborations entre communes de l'Est et communes de l'Ouest se trouvent lorsqu'il y a un but commun d'aménagement de l'espace : les communes d'un même parc naturel, les communes d'une agglomération étant obligées de travailler ensemble.

Bibliographie

- GREVE D., *Das Amt Neuhaus und seine Nachbarn. Grenzbuch aus dem Jahre 1591. Generalkarte der Rögwitz-Sude-Regulierung 1789*, Landkreis Lüneburg.
- HÜLS W., *Chronick des Städte und Gemeinden des Landkreises Lüneburg. Gemeinde Amt Neuhaus*, Die Sparkasse Lüneburg, sans date.
- KREUTZKAMP D. HEIGL R., *Mitten durch Deutschland. Auf dem ehemaligen Grenzweg von der Ostsee bis zum Böhmerwald.*, München : Frederking und Thaler, 1996, 192 p.
- RITTER G., HAJDU J., *Die Deutsch-deutsch Grenze, Geostudien*, n°7, 1982, 340 p.
- RUTZ W., *Die fünf neuen Bundesländern*, Damstadt: Wissenschaftliche Bundesgesellschaft, 1993, 139 p.

CONCLUSION

Le démantèlement de la frontière interallemande et la réunification ont étendu aux nouveaux Länder, le maillage territorial de la République fédérale. L'application de l'article 23 de la loi fondamentale comme modalité exclusive de la réunification et la réforme administrative conduite à partir de 1993 ont tracé dans l'ex-Allemagne de l'Est la « visibilité »¹ du nouveau pouvoir politique. La restauration du système fédéral et l'élargissement des mailles des échelons inférieurs du réseau politico-administratif (*Kreise* et communes) se soldent par l'établissement d'une homogénéité territoriale qui permet désormais à l'autorité politique de s'exercer en tout lieu du territoire selon les mêmes normes et les mêmes modalités. La réforme administrative visait certes à réintroduire le principe de l'autonomie locale (*Selbstverwaltung*) en précisant la redistribution des prérogatives politiques jusqu'à l'échelon inférieur du système, mais elle imposait dans le même temps des seuils démographiques et territoriaux à la constitution des nouvelles unités administratives. La « défonctionnalisation » de la frontière interallemande et la refonte du système politico-administratif engageaient alors un processus d'intégration territoriale, une intégration politique et économique, la première encadrant et légitimant la seconde, qui reposait sur le transfert dans les nouveaux Länder allemands, du modèle de développement économique et social de la République fédérale.

Cependant, cette volonté politique d'intégration territoriale s'est accompagnée et s'accompagne encore d'une certaine inertie spatiale. Le processus est en cours, puisque l'espace interfrontalier de la guerre froide s'est estompé, sans jamais toutefois disparaître complètement du paysage géographique, qu'il y ait eu une intention conservatrice ou non : à l'Est, le dispositif de protection militaire (*Sperrgebiet*) a été démantelé, sans que tous les éléments matériels de la frontière militarisée n'aient effectivement disparu ; à l'Ouest, les périmètres des programmes régionaux d'aide au développement des régions en situation périphérique (*Zonenrandgebiet*) ont été abandonnés au profit d'une politique régionale établie à l'échelle du nouveau territoire fédéral. Les grands travaux de rénovation des infrastructures engagés par le gouvernement fédéral (programme *Aufschwung Ost*) se sont efforcés de rattacher, au sens premier du terme, le territoire de l'ex-Allemagne de l'Est, à celui de l'Allemagne de l'Ouest. L'action politique du gouvernement s'est concentrée sur

1. Cf. Maurel M.-C., « Pour une géopolitique du territoire, l'étude du maillage politico-administratif », in *Hérodote, Les Géographes, l'action et le politique*, n° 33-34, 1984, pp. 131-143. Dans cet article, l'auteur précise les principes qui contribuent à la production et à l'organisation des réseaux politico-administratifs. Le principe de « visibilité » s'exprime à travers la mise en place d'un maillage territorial, conçu par son caractère homogène et intention uniformisatrice, comme le support de contrôle politique de l'espace (pp. 132-133).

la création des conditions juridiques et financières de la transition à l'économie de marché, afin de transformer les structures et les activités de l'économie est-allemande. Dans cette dynamique de recomposition territoriale, l'ancienne zone frontière interallemande est devenue une zone de contact entre deux territoires, structurés et aménagés par des systèmes économiques et sociaux antagonistes, elle est devenue une zone de front, vecteur de la diffusion à l'Est du modèle de développement socioéconomique de l'Ouest. Les expériences de coopération entre les nouvelles collectivités territoriales situées de part et d'autre de l'ancienne frontière militarisée se sont multipliées à l'image de la création de la réserve de biosphère de la Rhön. Néanmoins, l'ancienne frontière interallemande demeure une ligne majeure de discontinuité géographique, encore visible dans le paysage, mais surtout perceptible à travers les pratiques socioéconomiques et les comportements électoraux. Depuis dix ans, en effet, la frontière interallemande s'est affirmée comme un axe discriminant net des comportements électoraux, même si les processus de répartition territoriale des votes font apparaître, consultation après consultation, des gradients et des zones de perméabilité. Par ailleurs, l'étude de la diffusion à la limite des Länder de Thuringe, de Hesse et de Bavière, du programme d'aménagement d'une réserve de biosphère, a montré que les pratiques socioéconomiques héritées de la partition opposaient une force d'inertie à l'intention politique d'intégration territoriale. Enfin, mise à part l'expérience du rattachement du *Amt Neuhaus*, issu du groupement de communes de l'ex-Allemagne de l'Est, au Land de Basse-Saxe, la refonte du maillage politico-administratif s'est opérée depuis la réunification sur la base du tracé frontalier établi au lendemain de la guerre et de la partition.

L'ancienne frontière interallemande semble avoir fixé durablement les repères territoriaux des sociétés locales. L'obstacle institutionnel que représentent les limites entre les Länder n'est pas seul en cause. On a vu, d'une part, que les regroupements communaux étaient juridiquement possibles et que, d'autre part, la coopération régionale permettait de transgresser les limites administratives dans la réalisation de programmes d'aménagement. L'« effet de frontière » se mesure ici en fait, à la discordance qui sépare le processus de recomposition institutionnelle et politique du territoire, du mécanisme d'identification des sociétés locales à ce territoire. Dans le réseau des entités territoriales, Claude Raffestin¹ distingue une maille « abstraite » et une maille « concrète ». La première est définie par l'emprise du pouvoir. La seconde borne le territoire dans lequel se reconnaît une société. Le long de l'ancienne frontière interallemande, le sentiment d'appartenance territoriale, le *Heimatsgefühl* pour reprendre la terminologie allemande, renvoie presque toujours systématiquement à la maille « concrète » héritée du temps de la partition, ignorant jusqu'à présent la maille « abstraite » imposée par la réunification, même si les opérations de restructuration ont été conduites dans le cadre d'un processus de décision démocratique. Le rattachement du *Amt Neuhaus* au Land de Basse-Saxe pourrait faire figure d'exception, là où l'action politique locale s'est efforcée de refermer la parenthèse de l'après-guerre, pour retisser les mailles du territoire local, traditionnellement structuré autour des deux rives de l'Elbe. Néanmoins, l'opération semble se résoudre à un simple mécanisme de translation vers l'est des limites administratives, qui ne préjuge en rien ni du rythme, ni du degré d'intégration de ces communes de l'ex-Allemagne de l'Est

1. Cf. Raffestin C. : *Pour une géographie du pouvoir*, Litec, Paris, 1980, p. 167.

au nouveau système économique et social. Leur situation au cœur de la réserve de biosphère de la vallée de l'Elbe impulse sans aucun doute le développement des activités du tourisme vert, l'aménagement d'une piste cyclable sur l'ancien chemin de ronde conférant une fonction ludique à un espace autrefois militarisé, où se sont exercées sans relâche pendant près de quarante ans des missions de surveillance, de contrôle et de répression. Mais les pratiques socioéconomiques des acteurs locaux et les flux de la fréquentation touristique, comparables à ceux qui se sont développés dans le Massif de la Rhön de part et d'autre de l'ancienne frontière, ont plutôt tendance à en faire une enclave du post-socialisme sur le territoire de l'ex-Allemagne de l'Ouest. Le processus d'intégration territoriale impose son cours aux sociétés locales et substitue au marquage géopolitique de la guerre froide une ligne de front, le long de laquelle s'exporte le modèle socioéconomique de la *soziale Marktwirtschaft*. Parce que cette intégration est sélective et parce qu'elle est conduite dans les nouveaux Länder par une action politique exogène, elle induit une nouvelle hétérogénéité spatiale qui perpétue l'existence d'un espace frontalier, au sein duquel les repères territoriaux hérités du temps de la partition jouent un rôle décisif dans l'émergence des nouvelles pratiques spatiales.

Guillaume Lacquement

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE

1. Généralités

- FOUCHER M., *L'invention des frontières*, Fondation pour les Études de Défense nationale, 1986, 325 p.
- FOUCHER M., *Fronts et Frontières, un tour du monde géopolitique*, édition revue et augmentée, Fayard, 1991, 612 p.
- GEORGE P., « L'approche géographique de la notion de frontière », in *Relations Internationales*, n° 63, 1990, pp. 243-246.
- GUICHONNET P. et RAFFESTIN C., *Géographie des frontières*, PUF, Paris, 1974, 223 p.
- LACOSTE Y. (sous la dir.), *La question allemande*, Hérodote, 1993, n° 68, pp. 3-17.
- LEPESANT G., *Géopolitique des frontières orientales de l'Allemagne, les implications de l'élargissement de l'Union européenne*, L'Harmattan, 1998, 266 p.
- RAFFESTIN C., « La frontière comme représentation : discontinuité géographique et discontinuité idéologique », in *Relations Internationales*, n° 63, 1990, pp. 295-303.
- SLEDZIEWICKI E. et GÜLICH C., « Frontières politiques », in *Revue des Sciences Sociales de la France de l'Est, Villes mémoires, villes frontières, 1991-1992*, n° 19, pp. 61-74.
- SUR E., « L'Allemagne orientale, d'un territoire à l'autre », in *Hérodote, Les territoires de la nation*, 1991, n° 62, pp. 153-160.
- SUR E., « Pouvoir et territoire : le cas des Länder de la RFA », in *Géographies*, BAGF, 1997, vol. 74, n° 2, pp. 146-155.

2. Héritages économiques, sociaux et territoriaux

- Das Zonenrandgebiet*, in *Geographische Rundschau*, 1985, vol. 37, n° 8 : BOESLER K.A., « Das Zonenrandgebiet. Eine Einführung in die aktuellen Probleme seiner Struktur und Entwicklung », pp. 380-384. VOPPEL G., « Industrie im Zonenrandgebiet. Veränderung des Standortgefüges unter Einfluß der Zonengrenze », pp. 385-394. HARTKE S., « Endogene und exogene Entwicklungspotentiale. Dargestellt für unterschiedliche Teilräume des Zonenrandgebietes », pp. 395-399. FASTERDING F., « Anpassungsprozesse der Landwirtschaft im Zonenrandgebiet. Dargestellt an sechs ausgewählten Regionen », pp. 400-407.
- Die deutsch-deutsche Migration und ihre Folgen*, Referate der wissenschaftlichen Jahrestagung des Zentralausschusses für deutsche Landeskunde am 18.-19. Oktober 1990 in Würzburg, *Berichte zur deutschen Landeskunde*, 1991, vol. 65, n° 1 : KEMPER F.J., « Ursachen, Abläufe und Folgen von Wanderungen in Westdeutschland. Zum Stand der Migrationsforschung », pp. 149-174. MÜLLER E. und THÜRMER R., « Auswirkungen der deutsch-deutschen Migration auf die Bevölkerungsentwicklung der Stadt Leipzig, Ergebnisse von Prognoserechnungen », pp. 175-180. MEY W., « Zur Abwanderung im Gesundheitswesen der DDR 1989 », pp. 189-202. KROLL G., « Die deutsch-deutsche Migration und ihre territorialen Konsequenzen aus der Sicht ihrer Quellgebiete in der ehemaligen DDR », pp. 223-235. RASCHKE W., « Strukturelle und territoriale Differenzierung der deutsch-deutschen Migration der Bevölkerung des Saalkreises 1989-90 », pp. 181-187. WENDT H., « Übersiedler aus der DDR 1950-1990, Ursachen, Verlauf, Strukturen », pp. 203-222.
- GRASLAND C., « Potentiel de population, interaction spatiale et frontières : des deux Allemagnes à l'unification », in *L'Espace Géographique*, 1990-1991, vol. 19-20, n° 3, pp. 243-253.
- JURCZEK P., « Ziele und Probleme bei der staatlichen Förderung öffentlicher Freizeit- und Fremdenverkehrsinfrastrukturmaßnahmen im Zonenrandgebiet. Dargestellt am Beispiel der Landkreise Forstheim und Kronach », in *Berichte zur deutschen Landeskunde*, 1984, vol. 58, n° 2, pp. 357-379.

- OSTWALD W., « Die räumliche Situation in den DDR-Regionen, Anforderungen an eine neue Raumplanung », in *Raumordnung und Raumforschung*, 1990, vol. 48, n° 2-3, pp. 186-196.
- RITTER G. and HAJDU J., « Die innerdeutsche Grenze. Analyse ihrer räumlichen Auswirkungen und der räumlich wirksamen Staatstätigkeit in den Grenzgebieten », in *Köln Geostudien*, vol. 22, 1982.
- RITTER G. and HAJDU J., « The East-West German boundary », in *Geographical review (USA)*, 1989, vol. 79, n° 3, pp. 326-344.
- SANDER H.-J., *Das Zonenrandgebiet*, Köln, Aulis Verlag, 1988, 48 p.
- SCHERF K. und ZAUMSEIL L., « Zur politisch-administrativen Neugliederung des Gebiets der DDR, Politische und historische, geographische und raumordnerische Aspekte », in *Raumordnung und Raumforschung*, 1990, vol. 48, n° 2-3, pp. 231-240.
- SCHWIND M., « Kulturlandschaftliche Entwicklungen zu Seiten der deutsch-deutschen Grenzen », in *Regio basiliensis*, 1981, vol. 22, n° 2-3, pp. 152-165.
- Vom Grenzland zum Raum der Kooperation, Expertengespräch des Bundesministeriums für Raumordnung, Bauwesen und Städtebau*, Schriftenreihe für ländliche Sozialfragen, 1990, 219 p.
- WULFF A. und BODO-BEYER B., « Die DDR und ihre Grenzgebiete zur Bundesrepublik Deutschland, Gedanken und Probleme », in *Raumordnung und Raumforschung*, 1990, vol. 48, n° 2-3, pp. 106-109.

3. Les mutations depuis la Réunification

- BAUMHEIER R., « Städtetnetze, Raumordnungspolitische Ziele und Anforderungen an den weiteren Ausbau städtischer und regionaler Vernetzung », in *Raumordnung und Raumforschung*, 1994, vol. 52, n° 6, pp. 383-391.
- BERENTSEN W.-H., « Regional population changes in eastern Germany after unification », in *Post-Soviet geography and economics (USA)*, 1996, vol. 37, n° 10, pp. 615-632.
- GRIMM F., *Regionen an deutschen Grenzen, Strukturwandel an der ehemaligen innerdeutschen Grenze und an der deutschen Ostgrenze*, Institut für Länderkunde Leipzig, *Beiträge zur Regionalen Geographie*, Band 38, Leipzig, 1995, 146 pages. GRIMM F., « Veränderte Grenzen und Grenzregionen, veränderte Grenzbewertung in Deutschland und in Europa », pp. 1-16. BODE V., « Die Raumbedeutsamkeit einer Staatsgrenze. Die Auswirkungen der ehemaligen innerdeutschen Grenze auf den grenznahen Raum Sachsen-Anhalts », pp. 17-31. KAGERMEIER A., « Versorgungsbeziehungen über die ehemalige innerdeutsche Grenze. Dargestellt anhand eines regionalen Fallbeispiels aus Südthüringen/Oberfranken », pp. 32-50. BRADE I., FOURNES C. und KUBE R., « Veränderungen zentralörtlicher Strukturen des Einzelhandels im Stadt- und Landkreis Suhl als Folge der innerdeutschen Grenzöffnung », pp. 51-72. BANSE J. und SCHMIDT R., « Ausgangssituation und Entwicklungsprobleme des verarbeitenden Gewerbes im Sächsischen Vogtland », pp. 103-110. SCHARMANN L., « Die Seegrenzen des vereinten Deutschland », pp. 111-131.
- HELLER W., « Grenzüberschreitende Beziehungen zwischen den alten und den neuen Bundesländern in Deutschland nach der politischen Wende : Welche Seite profitiert am meisten ? Beobachtungen im hessisch-niedersächsisch-thüringischen Grenzraum », in *Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie*, 1994, vol. 38, n° 1-2, pp. 83-91.
- HOSSE O. und SCHÜBEL S., « Neue Ansätze der Regionalplanung und -politik in Thüringen, das Thüregio-Modell », in *Raumordnung und Raumforschung*, 1996, vol. 54, n° 4, pp. 235-247.
- JONES P. and WILD T., « From peripherality to new centrality ? Transformation of Germany's *Zonenrandgebiet* », in *Geography*, vol. 78, T. 3, 1993, pp. 281-294.
- JONES P. and WILD T., « Opening the frontier : recent spatial impacts in the former inner-German border zone », in *Regional studies*, 1994, vol. 28, n° 3, pp. 259-273.
- JONES P. and WILD T., « socio-economic gradients across the inner-German frontier », in *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, 1994, vol. 85, n° 3, pp. 224-235.
- JONES P. and WILD T., « Spatial impacts of german Unification », in *The Geographical Journal*, 1994, vol. 160, n° 1, pp. 1-16.
- KNIELING J., « Städtetnetze und Konzeptionen der Raumordnung », in *Raumordnung und Raumforschung*, 1997, vol. 55, n° 3, pp. 165-175.
- LAUSCHMANN E., « Der raumordnungspolitische Orientierungsmaßnahmen der Bundesregierung, eine neue Positionsbestimmung für die Raumordnungspolitik », in *Raumordnung und Raumforschung*, 1994, vol. 52, n° 2, pp. 96-100.
- OFFER M., *Das Zonenrandgebiet nach der deutschen Einigung, wirtschaftliche Entwicklung und regionalpolitische Implikationen*, Thèse de Doctorat, Université de Mainz, 1991.

- MOLL P., « System der räumlichen Planung in Deutschland », in *Berichte zur deutschen Landeskunde*, 1994, vol. 68, n° 2, pp. 265-289.
- SEIFERT W., « Neue Zuwanderergruppen auf dem westdeutschen Arbeitsmarkt : Eine Analyse der Arbeitsmarktschancen von Aussiedler, ausländischen Zuwanderern und ostdeutschen Übersiedler », in *Soziale Welt*, 1996, vol. 47, n° 2, pp. 127-128.
- SMITH F., « Politics, place, and German reunification : a realignment approach », in *Political Geography*, 1994, vol. 13, n° 3, pp. 228-244.
- ZARTH M., « Regionale Wirtschaftsförderung in Ostdeutschland, Bilanz, Perspektiven und konzeptionelle Ausgestaltung », in *Raumordnung und Raumforschung*, 1997, vol. 55, n° 3, pp. 199-209.

TABLE DES FIGURES

	Pages
Introduction	
Document 1. Vestiges de la frontière interallemande	13
Chapitre I	
Document 1. Le dispositif de défense à la frontière interallemande	17
Document 2. L'espace frontalier interallemand dans le maillage territorial de la veille de la réunification	18
Chapitre II	
Document 1. Les régions éligibles aux aides fédérales après la réunification	34
Document 2. Les <i>Kreise</i> frontaliers	37
Document 3. La densité de population en 1999	39
Document 4. La part de la population active dans le secteur tertiaire en 1997	42
Document 5. La production de richesses en 1998	44
Document 6. Le taux de chômage en 1999	47
Document 7. L'évolution du taux de chômage entre 1996 et 1999	48
Document 8. Le taux d'activité en 1997	50
Document 9. L'évolution de la densité de population entre 1995 et 1999	52
Document 10. Le taux d'accroissement de la population entre 1995 et 1999	53
Document 11. Le taux moyen de migration nette entre 1995 et 1999	56
Document 12. La fréquentation touristique en 1998	60
Document 13. La capacité d'hébergement en 1998	61
Chapitre III	
Document 1. Extraits des résultats des élections fédérales du 27.09.98 en Allemagne	71
Document 2. La participation en 1990 en Allemagne	77
Document 3. La participation en 1998 en Allemagne	80
Document 4. Les voix de la CDU-CSU en 1998 en Allemagne	86
Document 5. Évolution des voix de la CDU-CSU de 1990 à 1998 en Allemagne	87
Document 6. Les voix du SPD en 1990 en Allemagne	89
Document 7. Les voix du SPD en 1998 en Allemagne	92
Document 8. Les voix de Bündnis 90-Die Grünen en 1998 en Allemagne	99
Document 9. Évolution des voix de Bündnis 90-Die Grünende 1990 en 1998 en Allemagne	100
Document 10. Les voix du FDP en 1998 en Allemagne	104
Document 11. Évolution des voix du FDP de 1990 à 1998 en Allemagne	105
Document 12. Les voix du PDS en 1998 en Allemagne	107
Document 13. Évolution des voix du PDS de 1990 à 1998 en Allemagne	108
Document 14. Les voix cumulées de l'extrême droite en 1990 en Allemagne	111

Document 15. Les voix cumulées de l'extrême droite en 1998 en Allemagne	112
Document 16. Résultats électoraux des circonscriptions de Göttingen et de Nordhausen-Worbis-Heiligenstadt	116
Annexe 1. Les mandats directs lors de l'élection fédérale du 27.09.98	131
Annexe 2. Liste des circonscriptions électorales	133

Chapitre IV

Document 1. Le réseau des parcs nationaux, des parcs naturels et des réserves de biosphère en Allemagne en 1999	140
Document 2. Périmètre de la réserve de biosphère du massif de la Rhön	145
Document 3. Les régions naturelles du massif de la Rhön	146
Document 4. Les paysages agraires du massif de la Rhön : le plateau de la Haute Rhön	149
Document 5. Les paysages agraires du massif de la Rhön : les collines de la Vorder-und Kuppenrhön	150
Document 6. Bergerie collective sur le versant bavarois de la Rhön	159
Document 7. L'écomusée de Fladungen, versant bavarois de la Rhön	163
Document 8. Hausen en Bavière, village modèle de la réserve de biosphère	165
Document 9. Pionniers de l'agriculture familiale sur le versant thurinois de la Rhön	170
Document 10. Les exploitations agritouristiques du massif de la Rhön dans les limites de la réserve de biosphère	174
Document 11. Paysage agricole du post-collectivisme sur le versant oriental du massif de la Rhön (Thuringe)	176
Document 11a. L'emprise territoriale de la grande exploitation sociétaire dans la campagne décollectivée	176
Document 11b. Dynamique paysagère dans la campagne post-socialiste	177
Document 12. Les exploitations sociétaires du versant oriental de la Rhön. Les héritiers du collectivisme agricole, partenaires quasi exclusifs de l'aménagement rural dans la réserve de biosphère	179
Document 13. Plaquette de présentation de l'exploitation sociétaire Rhönland de Dermbach (Land de Thuringe)	183
Document 14. Plaquette de présentation de la grande du pays de la Rhön (Rhönlandscheune), Dermbach, Land de Thuringe	185
Document 15. Pratiques de la vente directe dans une exploitation sociétaire du versant thurinois de la Rhön	186
Document 16. Pratiques de l'agritourisme dans une exploitation sociétaire du versant thurinois de la Rhön	187
Document 17. Plaquette de présentation de l'exploitation sociétaire de productions biologiques de Kaltensundheim (<i>Landschaftsflüge Agrarhöfe</i>), Land de Thuringe	189
Document 18. Une image peu commune de la filière « bio » : le complexe agroalimentaire de Kaltensundheim dans le Land de Thuringe	

Chapitre V

Document 1. Les fermes du village de Darchau et la première digue de protection	198
Document 2. Rüterberg, une commune prisonnière	201
Document 3. Le <i>Amt</i> Neuhaus, croquis de situation	204
Document 4. Reconversion touristique du dispositif de défense	206
Document 5. Le chemin de ronde transformé en piste cyclable	207
Document 6. Le bac à Darchau	208

Numéros disponibles « Espace rural » — jusqu'en décembre 1996 —

- 19 COLLECTIF — *Etudes camargaises*, 1989, 133 p., 90 F.
- 20 COLLECTIF — *Pouvoirs, territoires, identités dans les sociétés rurales européennes (mélanges)*, 1989, 150 p., 100 F.
- 21 Thomas CURT, Lucette DAVY, Richard LAGANIER — *Etudes hydrologiques méditerranéennes*, 1990, 180 p., 100 F.
- 22 COLLECTIF — *Deux visages de l'agriculture familiales : France-Pologne*, 1990, 120 p., 80 F.
- 24 Jean LE COZ — *Socialisme et localité. Le deuxième cycle agraire de la Chine et de l'Algérie. 2. L'Algérie. Décennie 1980 : les étapes de la désocialisation*, 1991, 95 p., 80 F.
- 25 COLLECTIF — *Aspects de l'agriculture irriguée au Maroc*, 1991, 150 p., 100 F.
- 27 Saâdia BAHIR — *Le changement spatial, économique et social dans les communes rurales de la wilaya de Casablanca*, 1992, 255 p., 100 F.
- 29 Salah Eddine CHERRAD — *Elections municipales et législatives en Algérie. Les scrutins du 12 juin 1990 et du 26 décembre 1991*, 1992, 100 p., 100 F.
- 32 Hosni BOUKERZAZA, Salah-Eddine CHERRAD — *Activités économiques et organisation territoriale dans l'Algérie du Nord-Est*, 1993, 155 p., 120 F.
- 34 Olivier DESLONDES — *Entreprise familiale, société et territoire dans les milieux ruraux méditerranéens. France, Italie, Grèce, Albanie*, 1995, 101 p., 70 F.
- 36 Michel DRAIN (sous la direction de) — *Les conflits pour l'eau en Europe méditerranéenne*, 1996, 265 p., 180 F.
- 37 Hosni BOUKERZAZA — *Maillage territorial et pouvoir dans l'Algérie du nord-est*, 1996, 230 p., 150 F.

Nouvelle collection « Territoires en Mutation » — depuis janvier 1997 —

- 1 Alain BERGER — *Nouveaux espaces ruraux en Languedoc-Roussillon*, 1997, 151 p., 120 F.
- 2 Michel ROUX — *Frontières, territoires et échanges dans les Balkans dans la perspective de l'intégration européenne*, 1997, 105 p., 110 F.
- 3 Michel DRAIN (sous la direction de) — *Régulation de l'eau en milieu méditerranéen. Risques et tensions*, 1998, 262 p., 200 F.
- 4 Marc COTE (sous la direction de) — *Dynamiques rurales dans le Maghreb profond*, 1999, 203 p., 150 F.
- 5 Jacques ROUZIER — *Les trajectoires régionales en Europe. Des dynamismes imprévus*, 2000, 229 p., 180 F.
- 6 HU Dongsheng — *Développement local et PME en France et en Chine*, 2000, 232 p., 150 F.
- 7 Anne RIVIÈRE-HONEGGER et Thierry RUF (sous la dir. de) — *Approches sociales de l'irrigation et de la gestion collective de l'eau. Démarches et expériences en France et dans le monde*, 2000, 230 p., 150 F.
- 8 Jurgita MACIULYTE — *Les mutations agraires dans l'espace lituanien*, 2001, 185 p., 24 €.

Les commandes doivent être adressées à :
Service des Publications
Université Paul Valéry
34199 Montpellier Cedex 5

Les règlements doivent être effectués au compte du :
Régisseur des Recettes des Publications
C.C.P. Montpellier 523942 - Y

Directeur de la publication : **Marie-Claude Maurel**

